PROVE

DELLA

PARTE SECONDA

DELLA

DEDUZIONE

CRONOLOGICA E ANALITICA

E

SUPPLICA DI RICORSO

DEL DOTTOR

GIUSEPPE DE SEABRA DA SILVA

MINISTRO DEL TRIBUNALE SUPREMO DI GIUSTIZIA, E PROCCURATORE DELLA CORONA

DI

S. MAESTÀ FEDELISSIMA.

Tradotte dall' Originale Portoghese.

IN LISBONA

MDCCLXVIII

PER MICHELE MANESCAL DA COSTA

Stampatore del S. Offizio.

D'ORDINE DI SUA MAESTÀ.

INDICE
DELLE PROVE
CHE APPARTENGONO

ALLA

PARTE SECONDA

DELLA

DEDUZIONE
CRONOLOGICA E ANALITICA.

PROVA IV.

Citata al §. 34. della Dimostrazione V.

PROVA V.

Citata al §. 43. della Dimostrazione V.

Ca-

PROVA VI.

Citata al §. 53. della Dimostrazione V.

PRO-

PROVA VII.

Citata al §. 6. della Dimostrazione VI.

PROVA VIII.

Citata al §. 16. della Dimostrazione VI.

PROVA IX.

Citata al §. 69. della Dimostrazione VI.

PROVA X.

Citata al §. 85. della Dimostrazione VI.

PRO-

fi-

PROVA XV.

Citata nella Supplica di Ricorso al §. 71.

PROVA XVI.

Citata nella Supplica di Ricorso al §. 180.

PRO-

PROVA NUMERO I.

DIMOSTRAZ. V. §. 1.

Estratta dall' Opera di Lorenzo Bouchel *intitolata:* La Bibliotheque, ou Thresor du Droit François *stampata in 3 tomi in foglio in Parigi nel 1667: nel Tomo II a pag. 573 all' articolo* Livres censurés *si legge quanto segue.*

Une des raisons, pour les quelles nos Rois, & les Cours de Parlement n'ont peu estre persuadez de recevoir en France le Concile de Trent est, que comme les Ecclesiastiques ont non seulement dés long-temps recherché les moyens de se soustraire de la jurisdiction Royale (tesmoin l'ancienne dispute d'entre le Cardinal d'Authun, & Messire Pierre de Cugnieres) mais pour y parvenir, ont a leur possible ravallé l'auctorite des Rois, & Empereurs, & monstré qu'ils ne pouvoient souffrir ceux, qui avoient laissé des memoires par escrit de leur grandeur, & puissance venüe d'en haut: tellement, que ce qu'ils n'ont peu faire en destail de leur auctorité privée, ils ont essayé de le faire recevoir indirectement par forme d'un Decret Conciliaire, en voicy la teneur.

„ Le Saint Concile en la seconde Session celebrée „ sous nostre Saint Pere Pie IV commit à certains Peres esleus, qu'ils considerassent ce qui estoit besoin „ de faire de diverses censures, & des livres suspects, „ ou pernicieux, & qu'ils en fissent le rapport au Saint „ Concile. Oyant maintenant qu'on a achevé cet ouvrage, & que neantmoins le Saint Concile ne le peut

„ assez commodement, & distinctement juger, & di-
„ scerner a raison de la varieté, & diversité des livres:
„ il commande qu'on exhibe a nostre Saint Pere le
„ Pape, ce qui en aura esté fait, a fin que par son au-
„ thorité il soit terminé, & divulgué. „

Pour sçavoir ce qui a esté fait en execution de ce Decret, il ne faut que voir la derniere impression de l'*Index Expurgatorius* imprimé à Paris par Laurens Sonnius l'an 1599. qui porte ceste inscription: *INDICE des livres defendus, avec des regles faites par les Peres éleus par le Synode de Trente; publié premierement de l'auctorité de Pie IV, augmenté depuis par Sixte V, & maintenant derechef reconnu, & publié par le commandement de nostre Sainct Pere Clement Pape VIII.* Je laisserai discourir à part ceux, qui par passion se sont estendus la dessus à monstrer, que le Concile a voulu donner pouvoir absolu au Pape de condamner comme heretiques tous les livres, qui ont esté faits pour la defence des droicts, de la puissance, & auctorité des Empereurs, des Roys, & des Princes, & en ont parlé autrement, que comme Vassaux, & feudataires du Saint Siege: Mais je diray franchement, que je n'ay peu supporter qu'avec indignation de voir par ce bel *Indice* condamner d'heresie les *Epistres del'Empereur Frederic II*, qui furent redigées en un volume par *Pierre de Vineis Chancelier*, qui contiennent la defence des droicts Imperiaux contre l'usurpation des Papes. Les escrits de *Guillaume Okkam Cordelier*, & de *Marsilius de Padoüe Theologien*, qui defendent les mesmes droicts en faveur del'Empereur Louys IV. Le livre de *Antonius de Rosellis* de la puissance del'Empereur Frederic III, & pour la defence de ses droicts, lui estant dedié a cette fin. Le Traicté de *Zabarella Cardinal de Florence*, intitulé: *Des Schismes, qu'il faut oster par l'aucterité de l'Empereur*, fait un

peu

peu auparavant le Concile de Pise, ou il parle du pouvoir Imperial en l'Eglise avec trop de liberté au prejudice des Papes. La *Monarchie de Dante*, ou il traicte, que l'Empereur ne releve pas du Pape, ains qu'il tient son Empire de Dieu. *Le Songe du Verger*, & un autre livre intitulé: *La dispute entre le Clerc, & le Gendarme*, qui est l'abbregé du premier, contenant la defense des Droicts Royaux de nos Rois de France contre les usurpations des Papes, dedié au Roy Charles V, & mis en François par son commandement. Le Practicien *Pierre de Ferrariis*, que on a mis en deux endroits de peur de l'oublier: en l'un il est condamné tout a fait; en l'autre on lui a fait ceste grace de luy laisser la vie, a la charge qu'il seroit chastré, ce qui a esté tres-bien executé depuis. On n'y pas mêmes épargné le *Pape Pie II*, non contens de la declaration, que luy mesme en avoit fait en sa Bulle, en declarant heretique ce qu'il avoit escrit, lors qu'il se appelloit *Æneas Sylvius*, contre l'auctorité du Pape, e par consequent le livre par luy intitulé: *De l'origine, & auctorité de l'Empereur Romain*, ou il parle des Droits Imperiaux en autres termes, que ne font pas les Papes, & au prejudice de leurs Decretales. Nostre Jurisconsulte *Balduin*, tout ennemy qu'il a esté des Huguenots, n'a peu éviter ceste fureur, mais a esté condamné comme heretique a l'occasion du livre par luy composé *Des Loix Ecclesiastiques, & Civiles de l'Empereur Constantin*; & ce à cause qu'il donne trop de pouvoir aux Empereurs sur la discipline Ecclesiastique. Tous les autres livres, qui ont traicté de la puissance Imperiale, ou Royale, soit pour le temporel, en ce qu'on les exempte de la domination, ou jurisdiction des Papes; soit pour le spirituel, ou discipline Ecclesiastique, ont souffert mesme condamnation, & entre autres celuy a qui on a donné titre: *Que po-*

 testas

testas Regia. L'Histoire de *François Guicciardino*, ou il parle des usurpations des Papes, & progrés d'icelles. Les *Vies des Empereurs de Jean Cuspinian*, ou il parle des mesmes choses. Les *Historiens d'Allemagne* imprimez par Vechel l'an 1584 pour ce qu'ils racontent dans leurs histoires les injustes procedures contre les Empereurs; & qu'ils rendent des témoignages pour les Droits de l'Empire. *Flores Historiarum* avec leur Autheur *Matthieu de Vestmonstier* Moine Anglois, qui a vescu environ l'an 1375, pour ce qu'il dit bien souvent son advis sur telles usurpations. Les *Commentaires de Maistre Claude d'Espence* Docteur de Sorbonne sur l'*Epistre de Saint Paul ad Titum*, pour ce qu'il parle trop favorablement pour les Rois, & leur baille trop grande authorité en l'Eglise, avec ce qu'il parle un peu trop librement contre le Concile de Trente, & les deportemens de Rome. Le grand Oeuvre de *Marguerin de la Bigne* Docteur de Sorbonne, intitulé: *Bibliotheca Sanctorum Patrum*, pour ce qu'on y a trouvé la Pragmatique de Saint Louys, concernant les Droicts, & libertez de l'Eglise Gallicane, & autres escrits, & traictez, qui font voir le pouvoir de nos Rois, comme l'*Histoire de Gregoire Archevesque de Tours, d'Adon Archevesque de Vienne, de Sigebert Abbé de Gemelard*, qui parle aussi de l'authorité Imperiale. Ceste belle *Remonstrance de la Cour de Parlement de Paris, faite au Roi Louys XI*, ou est representé le pouvoir, & authorité de nos Rois en l'Eglise, e la resistence dont ils ont usé envers ceux, qui ont voulu envahir nos libertez.

De plus par ce Decret est donnée la faculté d'abolir, & condamner tous les livres, & escrits, qui ont esté publiez en divers temps pour la defense des Concles, & de l'authorité de l'Eglise contre l'usurpation des Papes. Et c'est aussi a ceste consideration que l'on

a con-

a condamné le livre *du Schisme du Cardinal Zabarella* ; le *Conseil de l'Abbé de Panorme* pour la defense du Concile de Basle ; les livres de *Æneas Sylvius* du mesme Concile de Basle : les *Actes du second Concile de Pise*, qu'ils appellent *Conciliabule* , ce qui tend au deshonneur de nos François, dont il estoit presque tout composé ; le livre de *Duarein*, intitulé : *De Sacris Ecclesiæ ministeriis* , a cause qu'il restraint la puissance des Papes ; & autres divers Autheurs, qui ont relevé les vices, ou abus de la Cour de Rome, pour en demander reformation, ou qui en ont parlé par forme de plainte, ou autrement, comme *Theodoric a Nihem* un de leurs Officiers, qui nous a raconté des choses estranges ; aussi bien que le *Cardinal Benno*, qui nous a dit merveilles de Gregoire VII dit *Hildebrand* , & quelques autres, qui ont vescu devant luy. *Nicolas de Clemangis* Theologien de Paris, qui parle fort librement, & a la Françoise de toutes sortes d'abus. *Centum gravamina Nationis Germanicæ* dressez en la Diéte de Nuremberg l'an 1522 par les Princes Catholiques , & autres Ordres assemblez pour estre presentez au futur Concile , qui fut depuis convoqué à Trente ; tous les Traictez compris en un livre , intitulé : *Fasciculus rerum expetendarum , & fugiendarum* , qui concernent principalement ceste reformation, & autres en grand nombre.

PRO-

PROVA NUMERO II.

DIMOSTRAZ. V. §. 9.

DETERMINAZIONE DEL CONSIGLIO DI STATO DI S. MAESTÁ CRISTIANISSIMA IN CUI VENGONO DICHIARATI, E STABILITI I LIMITI TRA IL SACERDOZIO, E L' IMPERIO.

Arreſt du Conſeil d' Etat du Roi du 24 Mai 1766, extrait des Regiſtres du Conſeil d' Etat.

LE Roi s'étant fait repréſenter l' Arrêt rendu en ſon Conſeil le 15 Septembre 1765, par lequel, entr' autres diſpoſitions, Sa Majeſté ſe feroit réſervé de faire connoitre d' une manière plus expreſſe ſes intentions ultérieures ſur les objets importans renfermés dans les Actes, qui venoient de paroître au nom de l'Aſſemblée générale du Clergé de ſon Royaume: Et Sa Majeſté étant informée des diverſités d' opinions, des interprétations litigieuſes, & des réclamations aux quelles la ſeconde partie desdits Actes auroit donné occaſion; conſidérant combien il eſt eſſentiel pour le bien de la Religion, & pour celui de l' Etat, qui ne peuvent être ſéparés, d'empêcher qu'on n' agite dans ſon Royaume des queſtions téméraires, ou dangereuſes, non ſeulement ſur les expreſſions, qui peuvent être différemment entendues, mais ſur le fond des choſes mêmes; Elle auroit réſolu d' apporter à ce mal naiſſant le remède le plus prompt, & le plus capable d'affermir l' union, qui doit régner entre le Sacerdoce, & l' Empire; & dans cette vue Elle auroit jugé néceſſaire, en

 atten-

attendant qu'Elle soit en état de prendre à ce sujet les mesures définitives, que sa sagesse, & sa piété lui suggèreront, d'arrêter dès-à-présent le cours de pareilles disputes, & de rappeler, comme il appartient à son autorité, les principes invariables, qui sont contenus dans les Loix du Royaume, & notamment dans les Édits de 1682, & de 1695, & dans l'Arrêt de son Conseil du 10 Mars 1731: Principes, suivant lesquels il est incontestable, que l'Église a reçu de Dieu même une véritable autorité, qui n'est subordonnée à aucune autre dans l'ordre des choses spirituelles, ayant le salut pour object: Que d'un autre côté, la Puissance temporelle, émanée immédiatement de Dieu, ne relève que de lui seul, & ne dépend ni directement, ni indirectement d'aucune autre Puissance, qui soit sur la terre; que le gouvernement des choses humaines, & tout ce, qui intéresse l'ordre public, & le bien de l'État, est entièrement, & uniquement de son ressort, & qu'il n'y a aucune Puissance qui, sous quelque prétexte, que ce soit, puisse, en aucun cas, affranchir les sujets, de quelque rang, qualité, & condition qu'ils soient, de la fidélité inviolable qu'ils doivent à leur Souverain: Qu'il appartient à l'Église seule, de décider ce qu'il faut croire, & ce qu'il faut pratiquer dans l'ordre de la Religion, & de déterminer la nature de ses jugemens en matière de doctrine, & leurs effets sur l'ame des Fidèles, sans que la Puissance temporelle puisse, en aucun cas, prononcer sur le dogme, ou sur ce, qui est purement spirituel: Mais qu'en même temps la Puissance temporelle, avant que d'autoriser la publication des décrets de l'Église, de les rendre Loix de l'État, & d'en ordonner l'exécution, avec défenses, sous des peines temporelles, d'y contrevenir, a droit d'examiner la forme de ces décrets, leur conformité

avec

avec les Maximes du Royaume, & tout ce qui, dans leur publication, peut altérer, ou intéresser la tranquillité publique, comme aussi d'empêcher, après leur publication, qu'il ne leur soit donné des qualifications, qui n'auroient point été autorisées par l'Église : Qu' indépendamment du droit qu'a l'Église, de décider les questions de doctrine sur la Foi, & la règle des mœurs, elle a encore celui de faire des canons, ou règles de discipline, pour la conduite des Ministres de l'Église, & des Fidèles, dans l'ordre de la Religion; d'établir ses Ministres, ou de les destituer, conformément aux mêmes règles, & de se faire obéir, en imposant aux Fidèles, suivant l'ordre canonique, non-seulement des pénitences salutaires, mais de véritables peines spirituelles, par les jugemens, ou par les censures, que les premiers Pasteurs ont droit de prononcer, & de manifester, & qui sont d'autant plus redoutables, qu'elles produisent leur effet sur l'ame du coupable, dont la résistance n'empêche pas qu'il ne porte, malgré lui, la peine à la quelle il est condamné; mais qu'à la Puissance temporelle seule appartient, privativement à toute autre autorité, d'employer les peines temporelles, & la force visible, & extérieure sur les biens, & sur les corps, même contre ceux, qui résisteroient à l'Autorité spirituelle, & qui contreviendroient aux règles de l' Église, dont la manutention extérieure, & la défense contre toute infraction, est un droit de la Puissance temporelle, comme elle en est un devoir: Qu'en conséquence, la Puissance temporelle protectrice des Canons, doit à l'Église le secours de son autorité pour l' exécution des jugemens prononcés contre des Fidèles, suivant les règles canoniques: Mais qu'elle ne doit pas moins veiller à la conservation de l'honneur des Citoyens, lorsqu'il seroit compromis par l'inexécution des

des formes requises, & punir même ceux, qui se seroient écartés de ces formes, & des règles sagement établies : Que ce droit, que donne au Souverain la qualité d'Évêque du dehors, & de vengeur des règles anciennes, droit qúe l'Église a souvent invoqué elle-même pour le maintien de l'Ordre, & de la Discipline, ne s'étend point à imposer silence aux Pasteurs sur l'enseignement de la Foi, & de la Morale Évangelique; mais qu'il empêche, que chaque Ministre ne soit indépendant de la Puissance temporelle, en ce, qui concerne ses fonctions extérieures, appartenantes à l'ordre public, & qu'il donne au Souverain le moyen d'écarter de son Royaume des disputes étrangères à la Foi, & qui ne pourroient avoir lieu sans nuire également au bien de la Religion, & à celuy de l'État : Qu'il appartient à l'Autorité spirituelle d'examiner, & d'approuver les Instituts religieux dans l'ordre de la Religion ; & qu'elle seule peut commuer les vœux, en dispenser, ou en relever dans le for intérieur ; mais que la Puissance temporelle a droit de déclarer abusifs, & non valablement émis les vœux, qui n'auroient pas été formés suivant les règles canoniques, & civiles; comme aussi d'admettre, ou de ne pas admettre des Ordres religieux, suivant qu'ils peuvent être utiles, ou dangereux dans l'État, même d'exclure ceux, qui s'y seroient établis contre lesdites règles, ou qui deviendroient nuisibles à la tranquillité publique : Qu'enfin, outre ce, qui appartient essentiellement à la Puissance spirituelle, elle jouit encore dans le Royaume de plusieurs droits, & privilèges sur ce, qui regarde l'appareil extérieur d'un Tribunal public, les formalités de l'ordre, ou du style judiciaire, l'exécution forcée des jugemens sur les corps, ou sur les biens, les obligations, ou les effets, qui en résul-

tent

tent dans l'ordre extérieur de la société, & en général, tout ce, qui ajoute la terreur des peines temporelles à la crainte des peines spirituelles ; mais que ces droits, & priviléges accordés pour le bien de la Religion, & pour l'avantage même des Fidèles, sont des concessions des Souverains, dont l'Église ne peut faire usage sans leur autorité; & que soit pour empêcher les abus, qui peuvent se commettre dans l'exercice de cette jurisdiction extérieure, soit pour réprimer également toute entreprise des deux côtés sur l'une, ou l'autre Puissance, la voie de recours au Prince a été sagement établie, utilement observée, & constamment reconnue. Le Roi rendra toujours au Clergé de son Royaume la justice de croire qu'il est convaincu de la vérité de ces maximes inviolables, qui servent de fondement à l'indépendance des deux Puissances ; qu'il les soutiendra toutes avec le même zèle, & qu'il ne cessera jamais de resserrer par son enseignement, & par son exemple les liens de fidélité, d'amour, & d'obéissance, qui unissent les Sujets à leur Souverain; & Sa Majesté pénétrée également de l'obligation où Elle est de rendre Elle-même, & de faire rendre aux décisions de l'Église universelle le respect, & la soumission qu'elles exigent, & de maintenir en même temps, contre toutes entreprises, l'indépendance absolue de sa Couronne, se fera un devoir de réprimer tous excès, & d'empêcher, que personne ne transgresse les bornes, que Dieu lui-même a établies pour le bien de la Religion, & la tranquillité des Empires: Et Sa Majesté étant persuadée, que rien n'est plus instant dans les circonstances présentes, que de mettre hors de toute atteinte ces principes inviolables sur les limites des deux Puissances, & d'affermir entr'elles ce concours si essentiel pour leur avantage réciproque, n'a pas cru

de-

devoir différer plus long-temps de renouveler les Loix faites à ce sujet, de proscrire tout ce, qui pourroit s' opposer à leur exécution, & d'imposer au surplus par provision, comme Elle a déja fait par son Arrêt du Conseil du 10 Mars 1731, un silence général, & absolu sur tout ce, qui pourroit exciter dans son Royaume du trouble, & de la division sur une matière si importante. A quoi voulant pourvoir: Ouï le rapport, & tout considéré: LE ROI ETANT EN SON CONSEIL a ordonné, & ordonne, que les ordonnances, édits, déclarations, & lettres patentes concernant la nature, l'étendue, & les bornes de l'Autorité spirituelle, & de la Puissance séculière, notamment les édits des mois de Mars 1682, & Avril 1695, seront exécutés selon leur forme, & teneur dans tout son Royaume, terres, & pays de son obéissance: Veut en conséquence, Sa Majesté, que les quatre Propositions arrêtées en l'Assemblée des Évêques de son Royaume convoqués extraordinairement à cet effet en la dite année 1682, & les Maximes, qui y ont été reconnues, & consacrées, soient inviolablement observées en tous ses États, & soutenues dans toutes les Universités, & par tous les Ordres, Séminaires, & Corps enseignans, ainsi qu'il est prescrit par le dit édit de 1682: Fait défenses à tous ses Sujets, de quelque état, & condition qu'ils soient, de rien entreprendre, soutenir, écrire, composer, imprimer, vendre, ou distribuer directement, ou indirectement, qui soit contraire aux dites Maximes, & aux principes ci-dessus rappelés: Ordonne en outre Sa Majesté, que l'Arrêt de son Conseil du 10 Mars 1731, sera exécuté; ce faisant, fait très-expresses inhibitions, & défenses à toutes personnes, de rien écrire, publier, ou soutenir, qui puisse tendre à renouveler des disputes, élever des contestations, ou faire naître des opinio-

nions différentes sur ladite matière; Sa Majesté imposant de nouveau, & par provision, un silence général, & absolu sur cet objet: Exhorte Sa Majesté, & néanmoins enjoint à tous Archevêques, & Évêques de son Royaume, de veiller, chacun dans son diocèse, à ce que la tranquillité qu'Elle veut y maintenir par la cessation de toutes disputes, y soit charitablement, & inviolablement conservée: Se réserve Sa Majesté à Elle seule, de prendre, sur l'avis de ceux qu'Elle jugera à propos de choisir incessamment dans son Conseil, & même dans l'Ordre Épiscopal, les mesures qu'Elle estimera les plus convenables, pour conserver toujours de plus en plus les droits inviolables des deux Puissances, maintenir entr'elles l'union, qui doit y régner pour le bien commun de l'Église, & de l'État, & généralement pour mettre fin à toutes les disputes, & contestations relatives aux matières renfermées dans lesdits Actes de l'Assemblée du Clergé: Et sera le présent Arrêt imprimé, publié, & affiché par-tout où besoin sera: Enjoint Sa Majesté à tous Juges, chacun en droit soi, notamment au sieur Lieutenant général de Police de la ville de Paris, comme aussi aux Lieutenans généraux, & Juges de Police des autres villes, de tenir la main à l'exécution du contenu au présent Arrêt. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-quatre Mai mil sept cent soixante-six.

Signé PHELYPEAUX.

PRO-

PROVA NUMERO III.

DIMOSTRAZ. V. §. 32.

CONSULTA

DI D. NICCOLA FRAGGIANNI
Segretario del Regno di Napoli,

PRESENTATA ALL' IMPERATORE CARLO VI PER MEZZO DEL CONSIGLIO COLLATERALE SOPRA LE LEZZIONI DELL' OFFICIO DI S. GREGORIO VII.

Essendosi quì divulgato un foglio volante di sole quattro pagine in 12, stampato in Roma nel 1728, e ristampato quì in Napoli da Luca Valerio, e da Niccola Monaco con licenza de' Superiori, nel quale conteneansi tre Lezzioni da recitare nel secondo Notturno dell' Officio in onore del Pontefice S. Gregorio VII nel dì della sua festa, che cade a' 25 di Maggio: osservai, che, nell'ultima pagina di detto foglio, vi era un Decreto del Regnante Pontefice Benedetto XIII per la Sagra Congregazione de' Riti in data delli 25 Settembre 1728, in cui S. Santità concede, che l' Offizio dell' accennato Santo colle Lezzioni del secondo Notturno, e colla propria Orazione rivisto, ed approvato dalla suddetta Sagra Congregazione de' Riti a 19 Agosto 1719 per tutto l' Ordine de' Monaci Benedettini, si possa ora universalmente recitare da tutti i Secolari, e Regolari obbligati alle ore Canoniche; stendendo la S. S. con tal Decreto a tutti gli Ecclesiastici quell' Offizio, che prima era solamente particolare per la Religione Benedettina, ed avendo io osservate queste Lezzioni, riscontrai nel fine della seconda in ordine le seguenti parole: *Contra Henrici Imperatoris impios*

pios

pios conatus fortis per omnia athleta impavidus permansit, seque pro muro Domui Israel ponere non timuit, eumdem Henricum in profundum malorum prolapsum fidelium communione, Regnoque privavit, atque subditos populos fide ei data liberavit. I sensi delle quali parole essendomi paruti troppo ingiuriosi alla Sovrana autorità de' Principi, e troppo favorevoli alle sedizioni, e contrarj alla tranquillità dello Stato; stimai bene di rimettere l'affare al Delegato della Regal Giurisdizione perchè lo proponesse in Collegio, siccome fù da lui eseguito in mia presenza; ove essendosi maturamente esaminato il peso delle accennate parole, ben si vidde quanto esse erano gravide di quella vasta idea, con cui la Romana Corte ha tentato di erigersi una Sovranità sopra tutti i Principi temporali per renderli come soggetti, e dipendenti dal suo cenno anche nel possesso de' loro Dominj, sicchè fosse in sua libertà di privare i Re de' loro Regni, e trasferirli a chi meglio fosse a lei aggradevole. Opinione in vero assai strana, ed ingiusta, e tutta contraria alla istessa istituzione del Pontificato; Non potendosi affatto dubitare, che la Chiesa non abbia altra potestà fuori di quella conferitale da CRISTO Signor nostro suo fondatore; nè che CRISTO Signor nostro gliene abbia comunicata altra fuori di quella, ch'egli come uomo ricevè dal Padre. Imperciochè, sebene come DIO egli aveva l'assoluta potestà sopra tutte le cose; nulla di meno dal Padre gli fu limitatamente concessa per quelle cose solamente, che riguardano il Regno celeste, e questa, e non altra comunicò egli al suo Vicario. Ciocchè si comprova dal vedersi, che, mentre egli degnossi di vivere tra noi, non esercitò mai Imperio alcuno temporale, ma altamente protestò avanti Pilato, che il suo Regno non era di questo Mondo: Negò di voler essere Giudice per di-

vi-

videre la paterna eredità tra due fratelli: Si nascose quando erano per farlo Re; E spiegando bene la sua potestà, disse al Padre di se stesso, non averne ricevuta altra, se non che quella, che confaceva per la vita eterna; siccome consta d'altri passi della Sagra Scrittura, e dalle autorità, che in questa occasione sogliono allegarsi degl'Interpetri, e de' Santi Padri, i quali tutti hanno insegnato non avere Cristo esercitata altra autorità in terra, che la spirituale; nè altra averne comunicata alla sua Chiesa, alla quale proibì anzi espressamente ogni dominato temporale; anzi ci volle, che gli Apostoli lo riconoscessero ne' soli Sovrani, come coloro a' quali solamente si appartenea la Potestà sopra tutti i loro soggetti. Seguendo questa Divina insegnanza S. Pietro l'immediato suo Successore, la sola economia spirituale inculca ai Vescovi, affinchè non fossero emuli de' Principi, a' quali, come egli si spiega, tocca solamente il dominare, e non gia mai agli Ecclesiastici.

Nè i Pontefici Successori uscirono da questi giusti confini prescritti loro da Cristo, ma coltivarono sempre questo spirito di mansuetudine, sin chè nel XI Secolo, essendo asceso al Pontificato *Ildebrando*, sotto nome di *Gregorio VII*, nacquero fieri disturbi frà lui, ed Arrigo IV; e s'inasprirono di maniera gli animi de' due partiti, che i Romani per opprimere affatto gl' Imperiali, inventarono questa nuova opinione, che attribuisse al Papa la potestà di deporre i Re, ed assolvere i Vassalli dal giuramento di fedeltà; e la posero la prima volta in pratica a danno di Arrigo, onde ne vennero tanti funesti accidenti alla Chiesa, e si eccitarono in Europa tante sanguinolenti tragedie.

Non fa d'uopo qui, Signore, rinovare minutamente la dolente memoria di quelle aspre contese, nè di ri-

ricordare il funesto tentativo della deposizione di quell' Imperadore, imperciocchè, a parlare co' sensi di ragione, e di umanità, tutto ciò che in tempo di quella gran controversia fu operato da' Romani Pontefici, e dagl' Imperadori, non dee addursi in esempio; essendosi da una, e l'altra parte nel bollore della stizza oltrepassati i termini del giusto, e del dovere: non potendosi leggere senza lagrime i funesti effetti, che derivarono dall' accennata deposizione; vedendosi l' Imperio afflitto da sedizioni, da morti, da ribellioni, da guerre, e da parricidj; e la Chiesa lacerata dalle vicendevoli proscrizioni de' Vescovi, e da' Concilj tra loro contrarj; altari spogliati, templi violati, Pontefici deposti; creati altri in loro luogo; il Pontificato occupato a forza d'armi; la Chiesa stracciata da lungo, e crudele scisma; ed in una parola sconvolti da' fondamenti l' Imperio, e la Chiesa.

Queste lagrimevoli seguele, che nacquero dalla tentata deposizione, che Gregorio VII volle fare di Arrigo; e che secondo il sentimento di moltissimi Autori (benchè ve ne siano anche molti in contrario) fu il primo inaudito esempio di questa nuova Sovranìa de' Pontefici: siccome dimostrano l' ingiustizia di questo nuovo preteso dritto; ed escludono ogni titolo anche colorato, e per conseguente qualunque possesso di buona fede, che se ne volesse indi dedurre, il quale non può sussistere, *reclamante domino*; così pongono sotto l' occhio l' orrore universale, col quale da tutto il Mondo fu ricevuta questa novella dottrina. Imperciocchè quantunque varie furono le opinioni, che di questo dissidio di Gregorio, e di Arrigo diedero gli Scrittori contemporanei, secondo le varie passioni de' loro contrarj partiti, per le quali tennero impegnate le loro penne; nulla di meno tutti conobbero come cosa nuova, ed

in-

inudita la tentata deposizione, che il Pontefice volle fare dell' Imperadore, essendo fissa negli animi di tutti la massima generale, autorizzata anche da S. Pietro, e d' altri divini Scrittori sì del vecchio, che del nuovo Testamento, che la Regia Potestà dipende immediatamente da DIO, e ch' egli solo, che constituisce i Re, può torre loro i Regni.

Non si niega, che moltissimi Scrittori moderni, dopo *Bellarmino*, sostengono ora, che fino dal principio del VIII Secolo fù da' Pontefici posta in pratica questa loro potestà, avendo Gregorio II scomunicato l' Imperadore Lione Isaurico, e toltagli l' esazzione de' tributi d' Italia, e forse anche per sentimento di alcuni, privato dell' universo Imperio. Ma che che sia del punto fisso della nascita, e della pratica di questa opinione, egli è certo presso tutti gli Scrittori contemporanei di Gregorio VII, ed anche quelli del suo partito, che allora fu sentita come nuova; e quel che importa, fu da tutti universalmente aborrita, come cagione di guerre, di ribellioni, e di scisini. A' quali mali si aggiunge, che la storia di questo fatto è ingiuriosa alla memoria di un Romano Imperadore; e ben sembra giusto, e conveniente, che non debba oggi dissimularsi nella pubblicazione fatta a contro-tempo in occasione di queste Lezzioni di S. Gregorio VII. Egli è vero, che in queste Lezzioni di S. Gregorio non s' insegna con ragioni, e con argomenti la pretesa verità di questa opinione, ma solamente si esprime colla semplice narrativa del solo, e nudo fatto della tentata deposizione; nulladimeno sono pur troppo evidenti le perniciose conseguenze, che ne nascono dall' essersi inserita nel Divino Offizio; Imperocchè non è già questo un fatto, che si racconti in una storia, la giustizia, o ingiustizia del quale si lascia al giudizio del Lettore; ma è un fatto,

che si espone nelle Lezzioni, che si recitano nel Breviario, nelle quali, non raccontandosi che le gesta divine di quel Santo, per cui egli ha meritato la canonizzazione: tutti coloro, che le leggeranno, ragionevolmente crederanno, che l'aver deposto un Imperadore, e l'aver assoluto i Vassalli dal giuramento di fedeltà, non solamente siasi eseguito per un Diritto incontrastabile, che compete al Pontificato, ma che in oltre sia stata un azzione gloriosa, e troppo divina di S. Gregorio, sicchè ne abbia meritato dalla Chiesa di essere ascritto nel numero de' Santi. Ecco come il fatto, benchè nudo, in questa contingenza però, ed in questa circostanza, solo perchè riferito in queste Lezzioni del Divino Officio, pregiudica al Diritto della independenza de' Sovrani; Ed ecco anche come questa semplice narrativa istilla meglio negli animi di tutti i Fedeli amore, e venerazione per questa nuova sediziosa dottrina, che non sarebbe un intiero volume composto espressamente per questa controversia. A tali oggetti i Romani, i quali ben sanno l'arte di spargere con profitto i loro sentimenti, per questo disegno han voluto fare comuni a tutta la Chiesa queste Lezzioni, che prima erano ristrette tra' Chiostri de' Benedettini, affinchè andasse in bocca di ogni Frate, e di ogni Prete questa opinione, e potessero non solamente questi, ma il resto de' Laici restarne tenacemente preoccupati sentendola canonizzata ne' Misterj Divini.

Ma ancora quando questo fatto della tentata deposizione fosse riferito in qualche storia, come ben riscontrasi presso di molte, non doverebbe neppur sentirsene senza risentimento, che una tale storia si ristampasse, e publicasse oggi ne' Regni di V. M., e con livoroso impegno si facesse artatamente spargere, e reimprimere dagli Ecclesiastici per dare, coll' argomento del

del fatto, peso, ed autorità a questo loro preteso Diritto. Conciòsiacosacchè se in qualche Regno di V. M. si dasse fuori una storia contenente il Catalogo delle deposizioni, e carcerazioni, che gl' Imperadori han fatto de' Papi, non assaggiarebbe questo libro subito i fulmini di Roma? E se riuscisse di fare imprimere sin dentro Roma un tal libro, lo soffrirebe la Romana Corte? tacerebbero que' Ministri? lo disprezzarebbero forsi? La sperienza dimostra, che quegli Uomini troppo accorti estinguono ogni lume; ed ogni notizia di questi fatti, ed allettano gl' ingegni di memorie tutto contrarie per avere gli animi prevenuti a loro divozione, e per questo motivo non pare, che dal nostro canto dobbiamo essere così poco avveduti, che canonizzandosi tra' Divini Officj opinione cotanto sediziosa, e nemica al Principato, debba, o possa usarsi dissimulazione, o disprezzo. Si ci aggiunge, che se questa dottrina ferisce la independenza di ogni Sovrano, molto più drittamente offende l'alta incontrastabil raggione di V. M., poichè sù questo preteso dominio di tutto il temporale appoggiano i Pontefici la traslazione dell' Imperio dall' Oriente in Occidente, e vogliono, che gl' Imperadori debbano riconoscere da essi l' Imperio di Germania; pretendendo, che Papa Leone III lo trasferì da' Greci nella persona di Carlo Magno. Ed ammessa una volta nel Romano Pontefice questa autorità di deporre i Re, e trasferire i Regni, restarebbe valida la deposizione, che Innocenzo IV nel Concilio di Lione, confermando le Sentenze di Onorio III, e di Gregorio IX, fece dell' Imperadore Federico II, e primo Re di Sicilia, onde sarebbe legittima la traslazione, che di questo Regno fecero i Pontefici negli Angioini, e V. M., che senza avvalersi delle ragioni degli Angioini, e degli Aragonesi, le quali si cumulano nella sua Augusta

Persona, sostiene i Diritti della linea Sveca su questo Regno, non potrebbe più servirsi de' forti argomenti, che gli somministra il sangue Sveco, e per conseguente non potrebbe come Successore di Federico sostenere la giustizia della Monarchia di Sicilia, pretendendo tutti gli Autori, che hanno avuto l'ardimento di scrivere contro la giusta Causa di V. M., che, essendo stato validamente deposto Federico II, vi era bisogno di nuova concessione de' Pontefici a' Predecessori della M. V. per lo giusto titolo della Monarchia di Sicilia.

Da questi gravi, ed insoffribili pregiudizj, che dalla pubblicazione delle accennate Lezzioni ne nascono in generale alla independenza del Principato, ed in particolare a' Cesarei, e Regj Diritti di V. M. parea ben proprio, che, imitando noi il costume, e l'accortezza della Romana Corte, avessimo quì proibite le Lezzioni medesime, incaricando a' Vescovi, che non le avesfero inserite nel Breviario. Ma essendosi riflettuto, che malgrado questo divieto gli Ecclesiastici l'averebbono continuate a recitare, e che la proibizione di un Offizio sarebbe riuscita di scandalo a questi popoli troppo superstiziosi, onde la Romana Corte, prevalendosi della mala sodisfazione de' medesimi, averebbe suscitati altri inconvenienti, che ci averebbono pòi tirati in impegni maggiori; si stimò in Collaterale di non venire al divieto delle Lezzioni suddette, ed anzi dissimularne ogni resentimento per non fare accorgere gl' ignoranti, ed i semplici del veleno, che in esse si nasconde, ed ordinare solamente, che si carcerassero gli Stampatori, e si sequestrassero tutti gli esemplari delle Lezzioni suddette, e ciò sul nudo motivo di essersi introdotta, ristampata, e venduta Scrittura forastiera senza precedente mia licenza, e del Collaterale, in contravenzione delle Regie Pragmatiche, tanto più,

più, che la ristampa appariva fatta con licenza de' Superiori, quando non si era accordato un tal permesso.

Questo è tutto ciò, che fu accordato, e risoluto in quel Collaterale; ed essendomi io uniformato, ne distribuii subito gli ordini alla Vicarìa, ed ora collo stesso Collaterale Consiglio, in esecuzione anche di quello, che fu appuntato, mi fo gloria di passare il tutto alla Sovrana notizia di V. M. C. C. la cui Sacra C. Regal Persona nostro Signore DIO guardi, secondo la Cristianità tutta tiene preciso bisogno, e noi suoi fedelissimi Vassalli le preghiamo dal Cielo. Napoli 31 Marzo 1729.

CONTE D' HARRACH.

Mazzaccara. Ulloa. Ventura. Castelli. Peyri. Fraggiani.

PRO-

PROVA NUMERO IV.

DIMOSTRAZ. V. §. 34.

CONSULTA

DEL MARCHESE NICCOLA FRAGGIANNI

Decano de' Delegati della Reale Giurisdizione di Napoli

SOPRA

LA BOLLA *IN CŒNA DOMINI*

E

LE LEZZIONI DI S. GREGORIO VII.

S. R. M.

ESsendo V. M. servita rimettermi con Regal Dispaccio de' 10 di questo mese, due Memoriali di Novello de Bonis per l'impressione dell' *Ordo Divini Officii ad Horas Canonicas, & Missæ Sacrificium* dell'anno 1762, uno per questa Capitale, e sua Diocesi, e l'altro per lo Regno, con ordine, che trattandosi di cosa, che non richiede la solita revisione, dassi io la provvidenza conveniente per la stampa de' medesimi, non incontrandovi difficoltà: stimai io opportuno, prima d'ogni altro passo, di farmi esibire gli esemplari degli accennati Libriccini, volgarmente detti *Ordinarj*; ma questa mia diligenza riuscì vana a riguardo dell' *Ordinario* per le Chiese del Regno: scusandosi lo Stampatore, che imprimendosene dieci mila e più, tale stampa si era fatta nell'està passata, e se n'erano mandate le Copie per lo Regno, anche prima della Fiera di Salerno, come ho verificato, che prima de' 16 Settembre ne aveva vendute molte a' Libraj Migliaccio, e Stasi, vale a dire prima, che la Lettera circolare vietante a' Vescovi la stampa de' loro Editti, e Ordinarj, fosse

fosse non solo ad essi Vescovi pervenuta, ma neppure spedita, essendo seguita tale spedizione a' 20 del mese medesimo.

Esibì dunque solamente l'*Ordinario*, che riguarda la Chiesa, e Diocesi di Napoli, che si stava imprimendo, come non è ancora terminato d'imprimersi; Ma contra ogni aspettativa, essendo il medesimo diligentemente esaminato, vi si ritrovarono due enormissimi, ed insuperabili scogli: L'uno *Feria 5 in Cœna Domini*, ove si dispone in queste parole: *Promulgantur Bulla in Cœna Domini, & Casus reservati Em.mo, & Rev.mo Domino, &c.*: L'altro a' 25 di Maggio, dove si prescrive, che si recitino le Lezzioni di S. Gregorio VII del secondo Notturno *ut in proprio*. Ben vede dunque V. M., che col primo si ordina, che nel Giovedì Santo si debba pubblicare nella Chiesa Cattedrale la Bolla *in Cœna Domini*, e che se questo *Ordinario* fosse uscito con mia licenza, sarei venuto ad autorizzare la pubblicazione di una Bolla non solamente aborrita, ed esecrata in questo Regno fin dal di lei nascimento, ma anche sbandita, ed espulsa da tutti i Dominj Cattolici. [a]

Egli è cosa troppo nota, ed io mi vergogno di ripe-

[a] Ecco una delle prove, con cui si dimostra, che i *Gesuiti* sono perniciosi allo Stato, e che professano aperta independenza dagli ordini de' Sovrani.

Nelle Costituzioni de' *Gesuiti* ristampate in Praga nel anno 1757 al Tom. II nel quinto corpo di Collezioni pag. 238 vi sono le Ordinazioni de' loro Generali; e nel secondo Articolo delle medesime s'incarica, che la Bolla *in Cœna Domini* sia affissa in un luogo, ove i Confessori possano leggerla comodamente. Questa è l'ubbidienza, che questi Religiosi professano agli ordini Sovrani. Ma essi credono dover più tosto godere de' Privilegj accordati loro da' Papi in pregiudizio dell' Autorità Regale, che di ubbidire a questa, come comandano le Divine Scritture. Nella Bolla *Cum inter* de' 3 Giugno 1545 fu loro accordata da Paolo III la potestà di assolvere tutti i peccati, anche riservati alla Santa Sede, all' eccezione però di quelli contenuti nella Bolla *in Cœna Domini*.

Dell' origine, progresso, e pubblicazione della Bolla *in Cœna Domini*, vedi la Storia Ecclesiastica di *Fleury*, o sia continuazione della detta Storia all' anno 1568. Lib. CLXIX, §. 22, Tom. 34, fol. 547, edizione di Parigi 1734.

petere a V. M. le dissenzioni, e torbidi, ed i sequestri delle temporalità de' Prelati, gli esilj di tanti Ecclesiastici, che questo Governo fu necessitato di praticare per opporsi alla pubblicazione di questa Bolla; i castighi, che dovette irrogare anche sopra i laici accusati di tener mano alla pubblicazione della medesima: i disturbi, che occorsero tra le due Potestà per questo soggetto dal 1567 per molti anni in appresso; gli ordini fulminanti del Re Filippo II contro di essa, e la costanza di questo Governo in non averla voluta mai tollerare da quel tempo fin' ora. Toglieva la medesima l' autorità a' Sovrani di poter riconoscere Brevi, Bolle, e Lettere, ed ogni altra Carta di Roma per occasione dell' *Exequatur*, dichiarando scomunicati quegli, che lo impedivano: Toglieva anche sotto pena di scomunica a' Sovrani la Potestà d' imporre Dazj, e Gabelle, di negar le tratte per le vettovaglie, o per qualunque altro genere per Roma: Scomunicava i Principi, che facessero Leghe offensive, e difensive con Sovrani Protestanti, ed inferiva mille altri enormi pregiudizj, non solamente alla Sovranità, ma anche a' Diritti de' Privati, sicchè in quel tempo la Piazza di questo Sedile di Nido ripugnò di concorrere all' affitto della pubblica panizzazione di questa Città sul motivo di non incorrere la scomunica *in Bulla Cœnæ* se imponesse gabella sopra i suoi Cittadini senza licenza del Papa.

Con giusta ragione adunque, mantenendosi la Potestà Regia nella non mai interrotta osservanza di un aperto, e costante rifiuto della detta Bolla, non averei potuto io fuggire la taccia di troppo trascurato, se con mio permesso ne avessi autorizzata la lettura, e la promulgazione in ogni Giovedì Santo.

Egli è vero, che non ostante tanti contrasti, e strepiti, gli Ecclesiastici in quel dì la promulgano, per non smen-

smentire la favorita loro massima di non abbandonare mai ciò, che una volta hanno, benchè ingiustamente intrapreso; Ma siccome, contenti di questa semplice lettura, non hanno attentato mai di praticarla neppure nel Foro della coscienza, così il Governo, o non ha saputo, o non si è curato di questa recita, che si rende vana, ed inutile una volta, che tutti sanno, che la legittima promulgazione nel Regno consiste nella forza, e nel vigore del Regio *Exequatur*.

Comunque siasi però questa comica contradizione, dalla quale sempre più si conosce, che nelle controversie giurisdizionali entrambe le Potestà si regolano non per principj, o per sistema ragionato, ma per inconsiderato uso, e cieca pratica; egli resta sempre indubitato, e chiaro, che uscendo ora l' Ordinario con la Regia approvazione, parrebbe, che venisse a darsele quella forza, e quell' autorità, di cui sin' ora è stata priva la lettura della Bolla suddetta.

Ho stimato perciò di concedere la licenza allo Stampatore d' imprimere l' *Ordinario* suddetto a condizione, che dal sopraccennato luogo ove dice: *Leguntur Bulla in Cœna Domini, & Casus reservati, &c.* ne togliesse le parole *Bulla in Cœna Domini*, e restasse il periodo col *leguntur Casus reservati, &c.*

In quanto poi al secondo luogo, che riguarda le Lezzioni del secondo Notturno dell' Offizio di S. Gregorio VII, ho l' onore di fare presente a V. M., che essendosi nell' anno 1729 ristampato in Napoli da Luca Valerio, e da Niccola Monaco un foglio volante, nel quale si contenevano tre Lezzioni da recitarsi nel secondo Notturno dell' Offizio nel dì della Festa di detto Santo, che cade a' 25 di Maggio, il quale Offizio riveduto, ed approvato dalla Congregazione de' Riti per l' Ordine de' Monaci Benedettini, il Papa Benedet-

to

to XIII nel 1728 concedè, che si potesse recitare da tutti gli Ecclesiastici Secolari, e Regolari obbligati a recitare le Ore Canoniche, fu dal passato Governo avvertito il pregiudizio alla Sovranità de' Principi nelle seguenti parole: *Contra Henrici Imperatoris impios conatus fortis per omnia athleta impavidus permansit, seque pro muro Domui Israel ponere non timuit, ac eumdem Henricum in profundum malorum prolapsum, fidelium comunione, Regnoque privavit, atque subditos populos fide ei data liberavit.* Si riflettè allora quanto tali sensi fossero ingiuriosi alla Sovranità de' Principi, e favorevoli alle sedizioni, e contrarj alla tranquillità dello Stato, e gravidi di quella vasta idea, con cui la Corte Romana ha tentato di erigersi una Sovranità sopra i Principi nel temporale per renderli soggetti, e dipendenti dal suo cenno, anche nel possesso de' loro Dominj, sicchè fosse in sua libertà di privare i Re de' loro Regni, e trasferirli a chi meglio gli fosse a grado. Si esaminò l'assurdità di tale pretensione; e si ponderò, che benchè nelle suddette Lezzioni non s'insegnassero i pretesi argomenti della medesima, ma solamente si esprimesse il fatto della tentata deposizione; nulladimeno erano troppo evidenti le perniciose conseguenze derivanti dall' essersi inserite nel Divin Offizio; non essendo questo un fatto raccontato in una Storia, la giustizia, o ingiustizia della quale si lasciasse al giudizio del Lettore; ma un fatto, che si esponeva nelle Lezzioni da recitarsi tra le gesta di quel Santo, per cui meritò la Canonizzazione; sicchè tutti coloro, che leggessero, ragionevolmente crederebbero, che l'aver deposto un Imperatore, e l'avere assoluto i Vassalli dal giuramento di fedeltà, non solamente fosse seguito per un Diritto incontrastabile competente al Pontificato, ma che inoltre fosse stata una azione gloriosa di Gregorio VII,

per

per cui avesse meritato dalla Chiesa di essere ascritto nel numero de' Santi. Per questi, ed altri motivi simigliantì furono per ordine del Governo carcerati gli Stampatori, e sequestrati tutti gli esemplari delle Lezzioni suddette.

Ad esemplo di Napoli furono dipoi le medesime Lezzioni proibite in Francia con Arresto del Parlamento. Il Vescovo di Montpellier ne scrisse al Re la famosa, e celebre lettera; e la maggior parte di que' Vescovi pubblicarono eleganti Mandamenti contro queste Lezzioni.

Questa proibizione si mantenne quì con tanto vigore, che avendole i Veneziani inserite nel corpo de' Semestri, e Breviarj, fu ordinato da questo Governo sotto i 23 di Agosto 1730, che non s' introducessero i medesimi nel Regno, e che il Cancelliere della Regale Giurisdizione ingiugnesse a' Libraj Napolitani di non riceverli sotto le pene contenute nelle Regie Pragmatiche.

Ma in contravenzione di tale ordine gli Ecclesiastici, che non dimenticano mai il loro proposito, stampando gli *Ordinarj* senza licenza di V. M. presero la libertà di prescrivere ne' medesimi la recita delle Lezzioni suddette. Tanto è commendevole, e tanto era necessario l' ultimo Regale ordine di V. M. di non permettere loro la stampa di cosa alcuna senza le debite precedenti licenze.

Disposero adunque, che si dovessero recitare le Lezzioni *de Communi Confessorum Pontificum* nel primo Notturno; e questo va bene, e le nuove Lezzioni suddette, che nell'*Ordinario* si accennano con quelle parole *reliqua ut in proprio*, nel secondo Notturno.

Ho stimato per ciò dare licenza di stampare l' *Ordinario* suddetto, con toglierne le parole *ut in proprio*, e so-

e sostituirvi *ut in communi*, che vale a dire, doversi recitare nel secondo Notturno le Lezzioni comuni a' Pontefici, e Confessori, che si recitavano prima delle dette nuove Lezzioni proprie; e questa è tutta la insensibile riforma, che io ci ho trovato a fare.

Io comunicai jeri tuttociò a questo Vicario Generale: Egli confessò, che le mie difficoltà erano giuste, e insuperabili; ma che non potendosi fare anche questa riforma all' *Ordinario* delle Chiese del Regno già sparso, è pubblicato per lo medesimo fin dal passato mese di Settembre, pareva, che tutta questa Censura venisse a cadere sopra la sola Chiesa di Napoli, e sua Diocesi, e che questa disuguaglianza sembrava una mira particolare per la Chiesa, e Diocesi suddetta, e non già per tutte le altre, per le quali era impossibile nello stato presente l'accennata riforma: E quantunque io gli avessi replicato, che tal dubbio non poteva nascere a coloro, che sapranno i tempi diversi delle pubblicazioni de' due *Ordinarj*, nulla di meno egli mi soggiunse, che ciò sarà noto a pochi, perchè tutti due sono stampati sotto l' istessa data.

Per adempire le parti del mio zelo, e rendere V. M. di tutto informata, e prevenuta, ho voluto passarlo alla sua Sovrana notizia, pregando il Signore IDDIO, che conservi la sua Sagra Real Persona a moltissimi, e felicissimi anni. Napoli 29 di Dicembre 1761.

Umilissimo Vassallo

NICCOLA FRAGGIANNI.

DIS-

DISPACCIO.

Ha il Re veduto, ed approvato tutto quanto V. S. dice di avere osservato, e viene esaminato nella Consulta de' 29 del cadente sulla restrizione, e sul modo con cui si deve dare, e si è data licenza per la stampa de' due Libri intitolati: Ordo Divini Officii ad Horas Canonicas, & Missæ Sacrificium *detto volgarmente l'* Ordinario *per l' anno* 1762 *: uno per la Città di Napoli, e sua Diocesi; e l'altro per il Regno, a motivo di essere già fatta, e pubblicata la Stampa; onde non può aver luogo la correzione in quello per uso del Regno: E vuole S. Maestà, che per l'anno venturo V. S. invigli sulla stampa degli* Ordinarj *del Regno; e che in detto* Ordo Officii *vi si aggiunga l' Orazione per S. M. E di questo Real Ordine prevengo V. S. perchè ne sia inteso, e lo faccia eseguire. Iddio conservi V. S. molti anni come desidero. Palazzo* 31 *Dicembre* 1761.

Segretario Marchese Fraggiani.

CARLO DE MARCO.

In esecuzione di tutto ciò, che il Re ordinò, conformandosi a questa mia Consulta, il Signor Cardinale Arcivescovo tolse più di quello, che gli si additò, e che quì si era determinato, perchè tolse affatto le parole non solamente *Promulgatur Bulla in Cœna Domini*, ma anche quelle, che seguitavano: *Et Casus reservati Eminentissimo, & Reverendissimo Domino.*

E nella Festa di S. Gregorio tolse affatto le parole *reliqua, ut in proprio*, senza sostituirvene altre.

A riguardo dell' Orazione per S. Maestà da aggiugnersi nell' *Ordinario* dell'anno venturo, secondo si prescrive nel Dispaccio sopra, lo stesso Cardinale ha fatto

ve-

vedere, che la medesima è in tutti gli *Ordinarj*, antecedente nel dì 12 di Gennajo natalizio della M. S.

Si nota, che lo stesso Signor Cardinale avendo fatto vedere, che nello stesso nostro Diario era scritto, che nel Giovedì Santo si legge nel Duomo la Bolla *in Cœna Domini*, io che non hò mai ciò avvertito, ho fatto ordinare per lo Segretario di questa Delegazione allo Stampatore Flauto, che per l'avvenire si astenga ne' Diarj di stampare tal particolarità. Lo stesso ordine per la stampa dell'*Ordinario* per le Chiese del Regno per l'anno venturo si è fatto a tutti gli Stampatori per mezzo dello stesso Segretario, sia riguardo della Bolla *Cœnæ*, che delle *Lezzioni di S. Gregorio*.

PRO-

PROVA NUMERO V.

DIMOSTRAZ. V. §. 43.

Che contiene l' OPUSCULUM DE GESTIS CIRCA DOCTRINAS, ET LIBROS A TEMPORIBUS EZECHIÆ REGIS AD ANNUM MDCXXXII: *pubblicato da'* Gesuiti *in occasione della Controversia insorta per l'* Elucidario *del* Gesuita Giovanni Battista Poza. *Estratto dal Regio Archivio della* Torre do Tombo, *ove si conserva nell'* Armario Gesuitico *in un picciolo volume in fol. parte stampato, e parte ms. contenente tutta la difesa fatta da'* Gesuiti *per sostenere il loro Socio* Poza *contro la Censura di Roma.*

AVVISO AL LETTORE

» È Nota ad ognuno la Controversia insorta nel pas-
» sato Secolo sull' *Elucidario del Gesuita Giovanni*
» *Battista Poza.* Irritata la Gesuitica ferocia dalla Cen-
» sura fatta in Roma del *Tomo Primo* di detto *Elucida-*
» *rio*, si studiò d' illudere in Ispagna la tal Censura col
» ristampare l' *Elucidario* accompagnato da Apologie,
» e coll' istigare i Ministri della Inquisizione di Spagna
» a non far caso della Censura di Roma, mostrando
» loro, che non erano soggetti alla Inquisizione, nè
» alla Congregazione dell' Indice di quella Curia. Dan-
» no una piena notizia di questa Controversia *Alfonso*
» *de Vargas*, e *Francesco Roales*: Il primo nel Libro
» stampato nel 1641 col seguente titolo: »

ALPHONSI DE VARGAS *Toletani Relatio ad Reges, & Principes Christianos de Stratagemmis, & Sophismatis politices Societatis Jesu ad Monarchiam Orbis Terrarum sibi conficiendam. In qua Jesuitarum erga Reges, ac populos optimè de ipsis meritos infidelitas, ergaque ipsum Pon-*

Pontificem perfidia, contumelia, & in Fidei rebus novandi libido illustribus documentis comprobatur. » Principalmente » ne' Capitoli XVI, XVII, XVIII, LVIII, LIX. »

» Ed il secondo è l' Opuscolo, che serve di docu» mento al *Vargas*, o sia *Appendice* alla di lui Opera, » col titolo seguente: »

ACTIO *hæresis in Societate Jesu. Epiphancia, & Plerophoria Magistri* Francisci Roales, *hoc est: Manifestatio, & satisfactio in luce totius Ecclesiæ Sanctæ Dei, & universæ Reipublicæ pro asserta Justitia Edictorum, & Sententiæ S. Congregationis Eminentissimorum Cardinalium in Censurà Librorum, qua* Joannis Baptistæ Poza e Societ. Jesu *Opera omnia, & quælibet in favorem ejus Scripta damnantur.*

» Tra gli Opuscoli Apologetici sparsi da' *Gesuiti* in » quella occasione merita di essere con ispecialità ri» messo alla luce, ed attentamente considerato quello, » che intitolarono: *Opusculum de Gestis circa Doctrinas,* » *& Libros*, &c. che da noi si dà ora al pubblico, ri» cavato dal suo originale già stampato, e corretto di » pugno dell' Autore, che intatto si conserva nel Re» gio Archivio della *Torre do Tombo* nell' Armario *Ge*» *suitico* in un volume separato, che oltre il suddetto » Opuscolo contiene un *Estratto stampato*, ed altro mſ. » dell' Opera, e Proposizioni censurate nell' *Elucida*» *rio*: Ed una Relazione in lingua Castigliana (opera » *Gesuitica*) di quanto seguì colla Inquisizione di Spa» gna sopra il *Tomo Primo* di detto *Elucidario*, ed una » Apologia, che noi vogliamo premettere a benefizio » della Storia. »

RE-

RELAZIONE

DI QUANTO È ACCADUTO

COLLA

INQUISIZIONE DI SPAGNA

SUL TOMO PRIMO

DELL' ELUCIDARIO,

E SUE APOLOGIE.

ESsendo giunta in Ispagna la proibizione dell' *Elucidario* nell' anno 1628., furono dal Nunzio di Sua Santità fatte molte istanze, perchè fosse pubblicata dalla Inquisizione nel supposto, che questa era soggetta alla Congregazione dell' Indice. Fu allora giudicato, che quella proibizione non si dovesse ammettere senza nuovo previo esame. Il *P. Poza* fece istanza, che il suo Libro si dasse ad esaminare una volta, che non era stato in Ispagna denunziato, e che se vi fosse qualche cosa degna di Censura si togliesse via. Fu data questa commissione a cinque, o sei Qualificatori: due di questi furono Agostiniani, uno il P. Francesco Cornejo, e l'altro il P. Fr. Giovanni di S. Agostino. Questo secondo essendo andato il *P. Poza* ad informarlo gli rispose: Che informasse bene circa i suoi sentimenti, e la sua difesa il P. Cornejo, giacchè egli non era per fare altro se non che rimettersi alla di lui Censura, e sottoscriverla.

Se ne andò il P. Francesco Cornejo con questa commissione a Salamanca, e di là trasmise una rigorosa Censura, nella quale ebbe gran parte, o ne fu solo Autore Fra Basilio de Leon, che allora era molto con-

trario alla *Compagnia di Gesù*, e specialmente al *P. Poza*, per le controversie riguardanti li Regj Studj, e per il Giuramento di S. Tommaso nella Università di Salamanca, e per altre cose, che vi si aggiunsero, e che sono notorie.

Non ostante, che la detta Censura fosse uscita da una Comunità così contraria in quel tempo alla *Compagnia di Gesù*, non mancò chi ne mandasse copia al *P. Poza*; ed ancorchè a giudizio di Uomini spassionati, la Censura fosse eccedente, pure vi fu risposto colla dovuta moderazione per mezzo di una breve Apologia, che incomincia: *Unus, aut gemini duo*, che fu presentata impressa in quel tempo al Tribunale del S. Offizio, sodisfacendosi in essa alle accuse, e censure del P. Cornejo. Fu dato nel tempo stesso l'*Elucidario* a quattro altri Dottori Secolari in Toledo per censurarlo; ma per quanto si è scoperto di alcuni di essi, e per ciò, che consta giudizialmente intorno le accuse fatte al *P. Poza*; condannarono costoro varj passi della S. Scrittura, del Martirologio Romano, de' Santi Padri, e degli Scolastici, particolarmente di S. Tommaso, dandoli per eretici, erronei, e temerarj senza attendere al peso dell'autorità, che in se contenevano quelle clausole da loro condannate: lo che tutto consta giudizialmente dalle cento venti accuse pubblicate contro il *P. Poza*, e nelle due denunzie fatte in Toledo in Ottobre, e Dicembre dell'anno 1632.

Si tenne poco dopo in Madrid un Congresso per formare l'*Indice Espurgatorio*, che fu pubblicato nel 1634, e vi fu dato nuovamente ad esaminare l'*Elucidario* al Dottor Gusman Maestro del Signor Cardinal Infante, e dipoi Vescovo di Valenza; ed al P. Maestro Albis Cattedratico di Prima in Teologia in Alcalà, ed a Fra Stefano Peres Ex-Provinciale di S. Francesco;

E

E dalle qualifiche di tutti questi, non uscì cosa veruna rispetto all' *Elucidario*, ed *Apologia* da essere inserita nell' *Indice Espurgatorio*; onde non vi è neppur nominato in quello dell' anno 1634.

In appresso fu dato a qualificare lo stesso *Elucidario* al presente Signor Inquisitore Generale, ed al Signor Arcivescovo de las Charcas; e fu risoluto solamente, che si togliesse, e moderasse alcuna cosa; per altro non fu pubblicato nulla.

Finalmente nell' anno 1635 fu rimesso a cinque Qualificatori di Toledo per Decreto del Tribunale, e tutti Secolari: uno era D. Girolamo di Salcedo Cappellano del nuovo Capitolo, il quale essendo stato per molti anni Padre della *Compagnia di Gesù* ne uscì molto disgustato; E costui non solo in Toledo pubblicava quanto si trattava nel Tribunale, ma ancora in Madrid, ove si era portato per alcune cause, che aveva dinanzi al Nunzio di Sua Santità, e molti gli hanno inteso dire, che rispetto alla Censura, egli non vedeva, nè studiava altra cosa se non che quello, che gli mostrava, o leggeva nel Tribunale il Notajo Giovanni di Morales.

Il secondo Qualificatore fu il Dottor Sosa Canonico della Chiesa di Toledo, il quale aveva avuto molte opposizioni, e differenze colla *Compagnia di Gesù*; ed in particolare col *P. Poza*, avendo ambedue trattato una Causa in Consiglio Reale sul punto; se gli Studenti secolari Teologi dovessero andare ad ascoltare le Lezzioni de' Maestri nel Collegio della *Compagnia di Gesù* in Alcalà; ed abbenchè vi fossero molte ragioni notissime per rigettarli, non si usò questo mezzo, per essere stato il *P. Poza* assicurato, che gli sarebbero state indicate le proposizioni, ed i passi da emendarsi, e che allora vi sarebbe luogo alla difesa.

Il terzo Qualificatore fu D. Bernardo de Roxas Arcidiacono di Talavera, la di cui avversione alla *Compagnia di Gesù* benchè fosse notoria, non sembrò al *P. Poza*, che potesse eccedere in cosa di considerazione, non avendo mai giudicato, che fosse per esser possibile ciò, che dalla esperienza si è veduto seguire; cioè, apporsi da lui varie opinioni all' *Elucidario*, che non vi sono: condannarsi dottrine comuni de' Santi Padri, e degli Scolastici, e fino le Decisioni della Chiesa medesima esistenti ne' suoi Breviarj, e Martirologj: e torcere il senso a varie frasi Latine, spiegandole diversamente da quel che vengono interpretate anche da' più mediocri Umanisti; Per altro presto si avvidde il detto Padre dell' inganno, e co' proprj occhj riconobbe l' eccesso, con cui erano stati censurati li cento venti Capitoli delle due denunzie; e riseppe, che tra le altre dimostrazioni fatte da costui contro la sua persona, una fu quella di predicare nel giorno di S. Agostino nell' anno 1633 contro la sua persona trattandolo da Eresiarca.

Gli altri due Qualificatori furono il Vescovo di Troja, ed il Dottor Fuentes, i quali per non essere versati negli studj de' Padri, de' Concilj, e della Sagra Scrittura, e per ignorare le materie trattate nell' *Elucidario*, non potevano esserne Giudici.

Il Vescovo di Troja non ha mai avuto Cattedra, nè premio in Lettere. Il Dottor Fuentes è stato solo per poco tempo Lettore nell' Escuriale; e sì l' uno, che l' altro mai si è applicato a comprare, nè a leggere i Libri nuovi di tanti saggj Dottori usciti alla luce da 40 anni a questa parte; Ed in generale tutti e cinque, benchè abbiano sufficiente capacità di giudicare nelle controversie correnti de' Giudaizanti, de' Mori, e di Fattucchierie; in materia però d' Istoria, di Scrit-

Scrittura, di Padri, di Filosofia, e di Medicina non hanno le notizie necessarie, ed in conseguenza non hanno capacità per censurare le cose, di cui il P. *Poza* è stato accusato.

Lo che si prova dalle loro Censure, e si aggiunge, che il Dottor Fuentes non intervenne al Tribunale, e confessò a varie persone, che non gli furono dati da censurare se non, che pochi passi tronchi; e che appena dal Notajo Giovanni di Morales gli furono lasciate vedere in un dopo mezzo dì le Apologie; e così lo riferì a varj, che ne fecero attestato.

Il Vescovo di Troja dovette assentarsi, e ciò non ostante si seguitarono a tenere i congressi, e tanto in quello, che fu allora censurato, come nel di più, che fu letto in sua presenza, si uniformò al voto dell' uno, e dell' altro senza leggere nessuna delle varie difese esibite dal P. *Poza*, e neppure il Libro stesso.

Si rimise in tutto a D. Bernardo de Roxas come creatura del Cardinale D. Bernardo de Roxas suo Zio di b. m. e finalmente non mancarono Religiosi, che gli consigliarono a procedere come *in re judicata*, a fine di favorire le premure di alcuni Ministri della Curia Romana. Il P. *Poza* ebbe timore, che vi potessero essere gl' inganni, le cospirazioni, e sospetti, che si sono ritrovati nella Censura del Notajo Giovanni di Morales inimico dichiarato della Compagnia; e vi sono molti, e forti motivi di presumere, che abbia inserito nella Censura tutto quello, che gli fu somministrato da Religiosi emoli della Compagnia.

D. Girolamo di Salcedo, e il Dottor Sosa oltre a non essere atti a censurare in queste materie, ed essere inimici così dichiarati della *Compagnia di Gesù*, non vedevano altro, che quello, che inviavano loro gli emoli, già notato, e censurato nel Congresso per

mez-

mezzo del detto Notajo Giovanni de Morales ; ed il Dottor Sofa diſſe varie volte : *Coſa avreſſimo noi fatto ſenza queſto Notajo, che ci porta tutto già diſpoſto, e cenſurato?*

Da D. Bernardo de Roxas, come da quello che è il più contrario, ſi ſono ricevute le maggiori contradizioni.

Da ciò ne ſeguì, che nella Cenſura di queſti Qualificatori ſi viddero condannate molte propoſizioni della Scrittura, e di Santi approvate dalla Chieſa: molte propoſizioni, che corrono, e vengono aſſerite dagli Autori, riprovate come nuove: molte appoſte all' Autore, quando vengono da lui anzi impugnate : molte ſpeculazioni filoſofiche dichiarate degne di nota : molte credute tali per non intendere il Latino ; e molte nelle quali l' Autore ſenza decidere ſi rimetteva ad altri paſſi, o dubitava, o ſoſpendeva il ſuo giudizio: ſenza eſſervi eſempio nella Chieſa di DIO, che di coſe ſcritte in queſti termini, e ſopra ſimiglianti controverſie ſiaſi fatta correzione, e ſpurgo.

Fu dal P. *Poza* riſapúto tutto quanto era ſeguito, e vennero in ſue mani per molte vie i Capitoli della Cenſura. Preſentò egli al ſupremo Conſiglio della Inquiſizione le ſue riſpoſte ſtampate ; ed ha pronta per eſibire una *Serie di quanto è ſucceduto fin dal principio della Chieſa*, provando, che gli ſi dovevano indicare le accuſe, ſpecialmente in tutto ciò, di cui era ſtato avviſato, affinchè nel caſo, che con una Cenſura fatta con tanta paſſione ſi veniſſe a proibire intieramente il Libro, poteſſe egli ricorrere . ed obbligare ad eſſergli giudizialmente moſtrate le Propoſizioni determinate, che egli ſapeva eſtragiudizialmente, che ſi condannavano contro tutta ragione. Non oſtante tutto il ſopradetto fu proibito l' *Elucidario*, e l' *Apologia* in ſua dife-

ſa

fa fino a tanto, che si corregesse. A questo era preceduta la Causa della qualifica del supremo Consiglio, di cui fu fatta grazia al detto Padre. Siccome le disposizioni erano in tanto suo discredito, e non si trovava modo veruno, nè mezzo per ottenere, che gli fossero comunicate le accuse, ed accordata una udienza in quella Città, fu scelto per un mezzo conveniente, che il Qualificatore fosse uno del Consiglio supremo dell' Inquisizione. Gli fu accordata la grazia al principio del anno 1631: furono esibite le prove, e le informazioni di purità senza minimo dubbio: furono approvate dalla suprema Inquisizione, e contestate al detto Padre col testimonio dell' approvazione dicendogli, che per la proibizione dell' *Elucidario* fatta in Roma, non poteva essere Qualificatore. In questo tempo nel Tribunale del S. Offizio non vi erano accuse di sorte nessuna contro il *P. Poza*, solo vi erano state denunziate quattro sue Proposizioni senza esservi state informazioni contro il *P. Poza*, e tutte erano state riputate per probabili da' Qualificatori, a' quali erano state rimesse; che furono il Dottor Castro, ed il P. Fra Giovanni di S. Agostino. Una delle proposizioni fu quella, che viene anche riportata da Procopio, Suares, Vasques, ed altri: Che il diluvio di Noè, non giunse più innanzi di quella parte di Mondo, che era abitata da uomini, e da animali: L' altra è quella di S. Tommaso, Alberto Magno, Maldonato, ed altri, che le tenebre dell' Eclisse in tempo della Passione, non furono universali: Altra de' PP. della Chiesa Greca, con S. Girolamo: che non tutti quelli che giungeranno al giorno del Giudizio morirano: Altra che alcuni SS. Apostoli hanno creduto per qualche tempo, che il giorno del Giudizlo succederebbe in tempo loro, del che non vi fu altro testimonio, che il delatore. E

sic-

ſiccome fu rappreſentato per parte del *P. Poza*, che non vi era titolo per non laſciargli dare il Giuramento di Qualificatore, gli fu riſpoſto, che il Nunzio di Sua Santità impediva, che giuraſſe, e che faceſſe uſo del ſuo titolo. Queſta negativa è ſtata la cauſa di tutte le perturbazioni, che vi ſono ſtate ſin'ora, e che ſiaſi trattato nelle Apologie il punto della giuriſdizione dell'Inquiſizione di Spagna. Si fecero nuove iſtanze con ſuppliche al ſupremo Conſiglio ſopra queſto titolo di Qualificatore, ma non vi fu provveduto. Si ottennero due altri Decreti di Sua Maeſtà, perchè ſi faceſſe giudicare queſta Cauſa della qualifica in Giuſtizia, ma non fu data loro eſecuzione: Furono propoſti varj mezzi, ma non furono ammeſſi. Siccome ſi vidde, che non vi era rimedio, nè altro mezzo per vincere queſta difficoltà, ſe non quello di ricorrere a Roma, uſcirono fuori alcuni Parenti (del *P. Poza*) come intereſſati, ed in uno de' titoli allegati, affinchè approvate le informazioni non ſi doveſſe attendere la volontà di alcuni di quella Curia, ſi preſe a dimoſtrare, che la Inquiſizione di Spagna non era ſoggetta alla Congregazione dell'Indice, e che perciò non gli ſi doveva negare, in virtù delle diſpoſizioni di queſta, il titolo di Qualificatore, a cui, dopo approvate le informazioni, egli aveva diritto. Fu ſtampata un'Apologia molto ampla ſcritta in lingua Latina per Sua Santità: altra in lingua volgare per Sua Maeſtà: Ne furono mandate copie al Nunzio Pontificio, ma non ſi ottenne altro in riſpoſta, ſe non che la proibizione generale, che ne uſcì otto meſi dopo.

OPUS.

OPUSCULUM
DE GESTIS
CIRCA DOCTRINAS, & LIBROS
A TEMPORIBUS EZECHIÆ REGIS
USQUE AD ANNUM 1632.

CAPUT I.

De Gestis in Testamento Veteri.

Ne desint exempla antiquitate munita ad propugnandas veritates practicas circa judicia doctrinarum, in unum conferre libet quæcumque ad hanc notitiam possunt deservire.

ANTE ortum Christi opera nonnulla Salomonis nomen preferentia, ut Liber de Geniis, & hygromantia ad filium Roboam ab Ezechia Rege Juda adrogantur flammis. (Refert Glycas ex Eusebio.) *Nullus enim habendus est respectus personarum pro Libris noxiis abolendis.*

Judi Judæus scidit, & projecit in ignem Librum Sacrum Jeremiæ, vidente, & approbante Joachim Rege Juda. Non timuerunt, neque sciderunt vestimenta sua Rex, & omnes servi ejus. (JEREM. XXXVI.) *Elnatan, & Dalaias, & Gamarias contradixerunt Regi ne combureret librum, & non audivit eos. Jam tunc prædicebatur sanctas interdum fore contradictiones legitimas pro illegitimis injuriis librorum.*

I. MACHABÆOR. I. *Antiochus Epiphanes libros Legis Dei comburi mandavit. Atrox factum magno cum mœrore piorum excipitur, & verbis dolentibus palam exprimitur. Licet interdum mœrore publico, & juridicis actibus violentas librorum proscriptiones coram legitimis tribunalibus repellere,*

re, & publicam injuriam publico scriptorum monumento ad posteros traducere, quod fecit auctor libri Machabeorum.

CAPUT II.

De iis, quæ habentur, circa examina Doctrinarum in Novo Testamento.

Cum a Christi morte mysteria veritatis illustrius patere cœperint, oportet, ut praxim in judiciis doctrinæ ab initio Ecclesiæ nascentis percurramus, & quæcumque ad indagandam veritatem faciunt attentius scrutemur.

ANNO CHRISTI XXXIV, *mense septimo post Ascensionem Domini, Concilium Apostolorum, de quo* ACTORUM CAP. VI. *Causa habiti Concilii hæc est. Quæruntur Græci Christianas viduas suæ nationis in ministerio quotidiano mensarum a Judæis in Palestina habitantibus postponi, & contemni: Apostoli, convocata Synodo, sic cuncta disponunt, ut nulla videatur esse personarum acceptio, aut nationum contemptus; Propterea semper in ministerio mensæ doctrinæ ab initio Ecclesiæ, Nationes, unde difficultates exortæ sunt, consuluntur, & earum Episcopi, & Magistri examinantur, (quod ex hujus Syllabi decursu constat) ne aut fastidio, aut contemptui haberi existimentur, vel propter locorum distantiam, vel propter morum, & ingeniorum dissimilitudinem.*

ACTORUM XIX. *Qui artem exercebant præstigiatoriam, & magicam, libros adducunt, quibus aut invocabantur dæmones, aut evocabantur, & palam eos comburunt. Quæ manifestè sunt noxia volumina, vel ipsis Gentilibus denuo ad fidem conversis decernentibus, digna sunt rogo.* (LACTANTIUS Lib. *De Ira Dei* Cap. IX. EUSEBIUS *in Chronico.* SENECA Lib. X *Controvers.* LIVIUS Lib. IX, Decad. IV.)

ANNO

ANNO CHRISTI LI, & IX. CLAUDII, *quo cum Judæis, & Christianis Petrus Romæ pulsus est, Concilium Apostolorum celebratur* (ACTOR. XV, Cap. 1) *circa eam controversiam: an Christiani ad circumsionem, aliasque cæremoniales Leges Judæorum observandas, obligarentur. Apostoli per orbem terrarum longe lateque divisi Jerosolymam conveniunt: Seniores, & Presbyteri adsunt velut Inquisitores veritatis ad disputandum, & consultandum; plebs adfuit ad audiendam Apostolorum sententiam, ut quæ obtemperare deberet:* Conveneruntque Apostoli, & Seniores videre de verbo hoc, cum autem magna conquisitio fieret, &c. Tunc placuit Apostolis, & Senioribus cum omni Ecclesia, &c. *Ut legitima sententia videretur, ut cum satisfactione Ecclesiarum determinatio procederet, palam omnibus consultis, quid faciendum sit in causa doctrinali declaratur. Non unus dumtaxat Petrus, quamquam poterat, dogmata definivit sine consultatione Ecclesiarum, Presbyterorum, & Seniorum: Jam inde exemplaria successoribus proposita fuere, quæ summa constantia observata sunt.*

ANNO CHRISTI LVIII. *Concilium Jerosolymitanum præsentibus Jacobo, Paulo, & Senioribus.* ACTOR. XXI. *In eo* (testibus BEDA, DIONYSIO CARTHUSIANO, & aliis) *decernitur quam diu templum, & sacrificia Legis in Jerusalem steterint, licitum esse conversis Judæis uti cum fide, & sacramentis Novi Testamenti, etiam circumcisione, & aliis cæremoniis, & sacrificiis Legis; non quasi Lex Evangelica non sufficeret, sed ut mater Synagoga paulatim cum honore sepeliretur. Paulus, qui ob hanc causam Antiochiæ Petro in faciem restiterat, huic Seniorum conventui tantum detulit, ut se illorum voluntati subjecerit. Suspicienda antiquæ illius Ecclesiæ modestia, & charitas, quæ quoad licitè fieri poterat, se variis nationibus, & opinionibus attemperabat, ne pars aliqua fidelium exacerbaretur.*

CA-

CAPUT III.

De Factis, & Eventibus circa Res Doctrinales a Pontificatu Victoris Papæ, usque ad tempora Silvestri I.

Post Apostolorum tempora, & eorum qui Apostolos cognoverunt, passim occurrunt Doctrinalium quæstionum Causæ judiciales, quas breviter percurremus.

ANNO A DOMINICA INCARNATIONE CXCVIII *indicitur Concilium Palestinum de die celebrandi Paschatis.* (EUSEBIUS Lib. V Histor. Ecclesiast. Cap. XXII) *Convocatur ibi Synodus, quæ* (ex BEDA de Æquinoctio vernali) *sic testatur :* Papa Victor Romanæ Urbis jussit, ut inibi fieret ordinatio ubi Dominus, & Salvator Mundi fuerat in carne versatus. *Hæc fuit ab initio Ecclesiæ Romanæ lex, & consuetudo, quam Synodus Tridentina in fine firmavit, & a Romano Pontifice inviolatam servari optavit :* Ut consulantur viri docti earum Provinciarum in quibus difficultates exortæ sunt.

Eodem ANNO CXCVIII *præside Victore Papa Concilium Romanum indicitur circa eamdem controversiam, & firmantur, quæ in Palæstino decreta sunt.* (EUSEBIUS Lib. V Hist. Ecclesiast. Cap. XXII) *Jam tunc Romani Pontifices plures plurium Provinciarum, & Episcoporum Conventus, & judicia ante decisiones controversiarum postulabant; valde caventes ne ex inconsultis Provinciis aliqua contradictio, aut improbatio consurgeret.*

Quoniam vero in ipsis Ecclesiæ natalibus, quæ postmodum servari deberent, lege, & exemplo firmabantur, circa eamdem controversiam, jubente Romano Pontifice, unum Concilium Ponticum, aliud Gallicum, aliud Osroenum, aliud Arabicum celebratum est. (EUSEBIUS Lib. V, Cap. XXII.) *Veneranda prudentia, æquitas, humilitas, & urbanitas Roma-*

manæ Ecclesiæ, quæ nullius Catholicæ Provinciæ judicia contemnit, imo singularum Regionum, & antistitum approbationes desiderabat.

ANNO A CHRISTO NATO CCXLII. *Concilium Labesitanum indicitur coactis Episcopis nonaginta, & post causæ discussionem Privatus hæreticus condemnatur, & illius scripta interdicuntur. Fabianus Pontifex sententiam præcedenti gravissimo, & exactissimo examine suo decreto firmavit.* (CYPRIANUS Ep. LV ad Cornelium.) *Provincia unde orta difficultas publicè consulta est a Romana Sede, & novo adjecto examine illius judicium in causa doctrinali firmatur.*

ANNO CCXLIX *sub Fabiano Concilium Arabicum contra affirmantes animam esse mortalem, quæ tandem in novissimo die simul cum corpore sit excitanda ad statum immortalem.* (EUSEBIUS Lib. VI Cap. XXX.) *Colendum est maturum illud Ecclesiæ consilium, dum pro damnando aperto errore plurium Episcoporum Conventum instituit.*

ANNO CCLIII *Concilium Romanum Sede vacante circa controversiam de lapsis recipiendis.* (CYPRIANUS Ep. LII ad Antonianum.) *Quæ doctrinalia sunt etiam Sede vacante examinantur, & discutiuntur: sunt judicia nonnulla, quæ citissime absolvenda sunt post plurium consultationem.*

ANNO CCLIV *Concilium Carthaginense in controversia de lapsis Ecclesiæ restituendis. In eo Felicissimus schismatis Africani Auctor, & quinque Presbyteri desertores fidei audiuntur, & tandem, quia contumaces, excommunicantur.* (CYPRIANUS *ejusdem Concilii præses*, Ep. XLI, XLII, LII, LV. Literæ Synodicæ memorantur Ep. XLII.) *Post judicium Congregationis Romanæ, novum instituit examen Africana, quod nulla præcesserat determinatio Apostolica e Cathedra.*

Aliud Concilium Romanum postulante Cypriano, in quo decretum Carthaginensis Concilii de lapsis ad pœnitentiam admittendis firmatur. (CYPRIANUS Epist. LII, LXIV, LXVII.) *Licet Episcopis, & iis, qui vocem habent Episcoporum,*

rum, nova consilia, & examina pro novis controversiis a Romano Pontifice postulare.

Anno CCLV *Concilium Romanum sub Cornelio Episcoporum sexaginta: Damnatur in eo Novatianus sæpius auditus, quod lapsis pœnitentiam, & reconciliationem denegaret. Tanta fuit Cornelii æquitas, humilitas, & veritatis indagandæ cura, ut non suo officio satisfacere arbitraretur, si non separatim singulas Provincias, Pastores, Episcopos, & Magistros consuli juberet.* (Euseb. Lib. vi, Cap. xxxv.) *Sanctissimum postulatum est Scriptorum, ut natalis Provinciæ sententia in causis doctrinæ requiratur, & non furtivo, aut conjurato consilio, sed aperto, & patenti, seorsim plurium consultationes exquirantur, quando sic judicant Catholici alicujus Regni tribunalia.*

Anno a Christo nato CCLV *sub eodem Cornelio Concilium Italicum generalius ob eamdem Novatiani sectam congregatum.* (Hieronymus de Scriptorib. Ecclesiasticis in Cornelio.) *Post quatuor Concilia, quæ in eamdem sententiam concordaverant, aliud instituit universalius Apostolica Sedes ne quidquam videatur factum in causis doctrinæ, sine gravissima consultatione, & satisfactione Provinciarum, vehementer cavit, ne quid in latibulis, & furtivè judicasse, aut determinasse Ecclesia Romana videretur.*

Anno a Christo nato CCLV *Concilium Carthaginense sub Cornelio Episcoporum duorum, & quadraginta contra errorem Felicissimi statuentis omnes lapsos sine pœnitentia recipiendos, & contra oppositum errorem Novatiani nullos lapsos esse recipiendos.* (Epistola Synodica hujus Concilii ad Cornelium est lii apud Cyprianum.) *Sæpius, & apud plures, & in pluribus locis, jubente Apostolica Sede, eadem causa de relapsis tractatur.*

Anno CCLVIII *sub Stephano Concilium Africanum de causa Basilidis, & Martialis Episcoporum Hispaniæ, qui privatim fidem abnegantes, publicum idolorum cultum* pe-

pecunia redemerunt. Hispana Ecclesia semper pro fide etiam adversus patriâ, & sanguine conjunctos decertavit: ipsa hanc Synodum contra illos duos Episcopos poscit, & impetrat, ut Episcopali honore spolientur. (CYPRIANUS Epist. LXVIII.)

ANNO CCLVIII *sub Stephano Concilium Iconiense contra Cataphrygas, erravit in ea parte, qua statuit rebaptizandos esse illos, qui ab hæreticis baptizati sunt. Stephanus Papa hanc Synodum reprobavit, ne quis arbitretur injuriam esse, aut dedecus si quis seorsim non pertinaciter erret, cum plures simul aberrare soleant: & quod Legati, nec auditi, nec recepti ab Stephano viderentur, conqueritur Firmilianus Cæsareæ Cappadociæ Episcopus.* (Auctor CYPRIANUS Epist. LXV.) *Expende primum Concilia Catholicorum interdum errare: secundo Apostolicam Sedem cujusvis Synodi, aut Congregationis iniqua, aut falsa decreta rescindere debere: tertio, querimoniam de non data audientia per Legatum, aut Procuratorem etiamsi falsam, semper fuisse gravissimam, & formidandam.*

ANNO CCLVIII *sub Stephano Concilium Synadense in proxima controversia eidem errori subscripsit.* (Auctor EUSEBIUS Lib. VII, Cap. VI.) *Humanum est non unum duntaxat hominem, sed plures errare, si non sit in errore malus animus, & pertinacia.*

ANNO CCLVIII *Concilium Africanum, seu Carthaginense sub Stephano in controversia de baptismate hæreticorum.* (CYPRIANUS in Ep. LXX, quæ est Synodica, & in LXXIII.) *Erraverunt tot gravissimi Episcopi ex humana ignorantia primum ne pudore afficiantur, qui ex eadem intellectus imbecillitate non attingunt singulorum veritatem: deinde ne pudeat Synodos, & Congregationes false prolata, aut injuste, & violenter decreta, retractare: tertiò, quia non errare gloria est singularis Apostolicæ Sedis.*

ANNO CCLVIII *aliud Concilium Africanum, seu Carthaginense sub pleniori Conventu Episcoporum septuaginta. Erra-*

ravit hæc Synodus circa baptismum hæreticorum : Stephanus Papa ejus Epistolam Synodicam reprobavit : (constat ex CYPRIANO Ep. LXXIV) *quæ est adversus doctrinam Stephani ad ipsum Stephanum : arbitrabatur enim Sanctissimus Martyr, nihil e Cathedra determinatum fuisse ab Apostolica Sede ; & ideo pro suo munere juxta suam intelligentiam repugnabat.*

ANNO CCLVIII *Concilium Carthaginense Episcoporum octoginta quatuor sub Cypriano. Erravit in controversia de hæreticorum baptismo. At Cyprianus necdum credens sub decreto Apostolico determinatum quidquam ab Stephano e Cathedra, diu restitit cum Episcopis Romano Pontifici. Idem præstitit Firmilianus cum septuaginta aliis Episcopis in Asia, quibus annuit Dionysius Alexandrinus in Ægypto. Qui omnes in ea opinione fuere, ut arbitrarentur Episcopos cum debita reverentia posse, & debere Sanctæ Sedi proponere, quæ adversari iis, quæ ex aliorum fraude in causis doctrinæ Romani Pontifices non juxta normam veritatis, & æquitatis judicarent. In eo tamen primo decepti fuere, quod existimarent Stephanum in ea controversia de baptismo hæreticorum nihil e Cathedra decrevisse ; secundo in eo, quod ex falsis informationibus credidissent Stephanum Papam tyrannico terrore alios Episcopos in aliis Synodis ad suam sententiam pertraxisse. Huc spectat Cypriani subscriptio in hac Synodo iis verbis :* Nec quisquam nostrum tyrannico terrore ad obsequendi necessitatem collegas suos adigit.

ANNO CCLXIII *Concilium Romanum sub Dionysio Papa, ad quem delata est a Pentapolitanis accusatio contra scripta Dionysii Alexandrini, quasi continerent Sabellianismum : examinatur diligentissime causa, reo audito ; absolvitur Dionysius Alexandrinus in Concilio.* (Auctor ATHANASIUS in Commentario de Sententia Dionysii adversus Arrianos.) *Tota judicii series, quid in posterum fieri oporteret, declaravit.*

ANNO

Anno Cclxvi *Concilium Antiochenum sub Dionysio Papa contra Paulum Samosatenum, dicentem Christum esse purum hominem : auditus, & convictus damnatur.* Anno cclxxii *in eadem causa Pauli Samosateni alia Synodus Antiochena celebratur coactis innumeris Episcopis : controversia publice, & juridice discussa deponitur Paulus, & excommunicatur. Epistola Synodica ad Dionysium Papam habetur* in Eusebio Lib. vii, Cap. xxiii, & xxiv.

Caput IV.

De Gestis circa Doctrinales Causas a Pontificatu Silvestri I usque ad Pontificatum Cœlestini I.

Peractis Imperatorum persecutionibus contra Ecclesiam Dei, plures adhuc Controversiæ Doctrinales in dies emergebant.

Concilium Romanum sub Sylvestro I, cujus acta refert Adrianus Pontifex. (Ep. iii ad Carolum Magnum.) *In hoc Concilio publica conferitur disputatio inter Judæos, & Sylvestrum; refert Concilium Basilcense in Epistolis Synodalibus acta hujus Synodi, ut probet Bohemos sine disputatione certa, & audientia damnari non posse in causis doctrinalibus.*

Anno Cccxv *sub Sylvestro Concilium Alexandrinum centum fere Episcoporum contra Arrium, qui ut Proteus modo iis, modo illis adhærebat. Expende in dubiis de facto ante notitiam illius, quam sedulo omnia Ecclesia rimaretur.*

Anno Cccxix *Concilium Alexandrinum præsidente Hosio contra errorem, & insultus Episcoporum.* (Athanasius Apolog. ii.) *Docemur licitum semper fuisse novos Conventus, Synodos, & judicia postulare cum violentia, aut aversus*

 ani-

animus priores sententias in aliis Synodis, aut Conventibus firmaverunt.

Concilium Nicenum, & Constantinus Magnus in Epistolis ad Ecclesiam Alexandrinam certiorem illam faciunt de accurate excussis, & disputatis, quæ ad Arrium pertinebant, (ut habetur in Lib. II Hist. Tripart. Cap. XII, & SOCRATE Lib. I, Cap. VI.) *& nihilominus Imperator scripsit ad Episcopos absentes, ut quæ acta fuerant in Niceno Concilio comprobarent.* (EUSEBIUS Lib. III de Vita Constant. Cap. XVI) *Id sane multo magis debere præstare alios Conventus, & Tribunalia, quæ errare possunt, missis Epistolis ad natales Provincias Catholicorum auctorum, quorum scripta condemnantur, memoratis sigillatim causis, & erroribus, postulat praxis Ecclesiæ, charitas, urbanitas, publica præterea pax, & æquitas.*

ANNO CCCXXIV *Concilium Gangrense sub Sylvestro, Presidente Hosio, adversus Eusthratium, nuptias, & matrimonium, & carnis esum condemnantem. Etiam pro manifestis erroribus condemnandis maximæ consultationes olim præcedebant.*

Concilium Alexandrinum sub Julio in causa Athanasii contra Arrianos, & calumniatores. Habetur Epistola Synodica apud Athanasium in principio Apologiæ secundæ. Sæpius ad eamdem causam pro satisfactione Provinciarum publica judicia, & examina instituebantur.

Concilium Romanum sub Julio. Cum Arriani in causa Athanasii ad Concilium appellassent, Pontifex eorum appellationem acceptavit, & Synodum Romæ celebrandam indixit: Re diligentissime discussa absolvitur Athanasius. Expendere necesse est, vel ipsas hæreticorum appellationes a Sede Apostolica admitti, & examinari.

Concilium Sardicense, idem fere cum Niceno, quia eamdem causam promovit, & pluribus suffragiis auxit: in quo etiamsi CCCLXVI *Episcopi subscripserint, nihilominus ad absen-*

sentes Episcopos missæ sunt Epistolæ, ut suis suffragiis decreta Synodi approbarent. Tanta fuit semper Ecclesiæ Dei cura ne clam, ne furtive, ne non videntibus omnibus judicia doctrinarum evulgarentur.

Concilium Agrippinense, vel Coloniense sub Julio I contra Euphratam Episcopum, qui negabat Divinitatem Christi. Etiam pro apertis erroribus repellendis, ut universæ Ecclesiæ Dei satisfieret, Concilia indicebantur.

Mediolanense Concilium universale sub Liberio in causa Athanasii, in eo CCC *Episcopi convenerunt. Hæc Synodus, & illius acta reprobantur, quia pleraque violenter patrata sunt. Nullus locus tutus ab insidiis, nulla quantumvis gravium Synodorum auctoritas est, quæ odio, aut metu non interdum possit decernere, quæ non debeat: in iis eventibus a Sede Apostolica corrigi necesse est.*

Concilium Sirmiense generale, ad quod Ccc *Orientales Episcopi, & plures ex occidente convenerunt* (ut ait BELLARMINUS Lib. 1 de Conciliis Cap. VII.) *ex parte reprobatum est. Ut notum sit nullum esse Doctorum Catholicorum tam illustrem conventum, quem pudere debeat in nonnullis ab Apostolica Sede reprobari.*

ANNO CCCLIX *Ariminense Concilium Generale approbatum, cujus extat Synodica Epistola. Toties res graves excuti, & approbari contra perfidos Arrianos pro satisfactione Ecclesiarum oportebat.*

Concilium Romanum I sub Damaso, ut iterum errores Valentis, & Ursacii prævio graviori examine damnarentur. (ATHANASIUS Epist. ad Africanos.) *Hic perpetuus olim mos Apostolicæ Sedis, ut pro doctrinis sæpius iudicia renovarentur.*

Concilium Romanum II sub Damaso. Auxentius, & Ursicinus hæretici cum suis erroribus sigillatim expressis condemnantur. (ATHANASIUS ad Epitectum.) *Sic fieri oportet, ut sigillatim expurganda in Libris Catholicorum designen-*

gnentur tunc præcipue, cum aliqua Scriptorum condemnatio Provinciis Catholicis displicere cœpit.

Concilium Romanum III sub Damaso, in quo sigillatim numerantur, & condemnantur Apollinaristarum errores. (SOZOMENUS Lib. VI, Cap. XXV.) *Cum damnantur monumenta Scriptorum, si sigillatim propositiones censura dignæ postulentur, bene est, ut æquissimis postulatis satisfiat, & memorentur errores Catholicorum ne causa, & æquitate diffisi judices officii debitum negare videantur.*

Aquilejense Concilium sub Damaso, in quo Palladius, & Secundianus, & Attalus consignatis erroribus condemnantur. Statuit universa Synodus prædictos hæreticos, ne dicta sua negare conarentur, convinci primum debuisse juridice, quod eas hæreses evulgassent: extat Epistola Aquilejensis Concilii postulans ab aliis Provinciis, & Episcopis absentibus, ut damnationem illam examinent, eique subscribant. Id sanctissime factum est, non enim facti notitia vacillante, judicii æquitas constare potest.

Post annum CCCLXXVIII *in Pontificatu Damasi Sanctus Basilius etiam ab innumeris viris Catholicis, & sanctitatis specie præstantibus publicas calumnias audiit de Sabellianismo, & aliis erroribus, ex quibus adversariorum artibus suspectus, & invisus redditur Sancto Damaso.* (BASILIUS Ep. VI, LXXIII, LXXVII, LXXIX, Oratione contra Sabellium, & Oratione contra calumniatores) *Quid non possint falsæ narrationes?*

In Pontificatu Siricii, & Anastasii post annum CCCXC *a Christo nato Sanctus Epiphanius calumniam passus de hæresi Antropomorphitarum: verum ea non addictis probationibus, & juridica forma nulla esse debuit.* (S. HIERONYMUS in Epist. ad Joannem Jerosolymitanum, & Pamachium.) *Nullus locus, aut status ab insidiis tutus, præsertim absente reo, sine expressa judiciali forma.*

Circa eadem tempora S. Hieronymus maiorem partem Cle-

Cleri Romani habet adversum se, ut ipse exponit in Præfatione Dydimi ad Paulinianum; in Epistola vero ad Asellam *se defendit, & libere contestatur. Haud difficile in una Curia ex sinistris informationibus plurimos adversus unum armari in causis doctrinæ.*

Circa eadem tempora S. Joannes Chrysostomus a plurimis Episcopis, & Monachis diffamatur de hæresi Origenis, & gravissimas alias calumnias patitur, quæ sine judiciali forma, & ipsius appellationibus, & recusationibus constare non poterant. Colligit plura PHOTIUS in Biblioteca, *& ipse* CHRYSOSTOMUS Epist. ad Cyriacum, & Epist. XIV *suis appellationibus a Synodo factis ad Romanum Pontificem; Suis præterea recusationibus etiam adversus Alexandrinum Patriarcham, & gravissimos Episcopos, quid interdum fieri oporteret, declarabat.*

Post ANNUM CCCLXXXV *Concilium Mediolanense, quo Joviniani errores sigillatim memorantur, & condemnantur. Siricius Papa de rebus Romæ gestis, ejusque judicio circa prædictas hæreses Joviniani, litteras mittit ad Synodum. Siricii sententiam Mediolanense Concilium approbavit, & firmavit. Id jam ab initio in more fuit, ut circa doctrinales causas Apostolica Sedes etiam absentes Episcopos consuleret, ne præsentes, aut vicini in suspicionem conspirationis adducerentur.*

Circa eumdem annum Concilium Cirtense in causa Cæciliani, quod damnat Synodum aliam Episcoporum septuaginta, qui absentem Cæcilianum condemnaverunt. Una vox fuit Synodi. Respondimus non obesse illud Episcoporum Concilium absenti Cæciliano. *Habetur Epistola Synodica inter Epistolas Augustini* NUM. CLII, *& ipse* II Retract. Cap. XL *a se dictatam agnoscit. Nullum judicium absente parte, aut* Procuratore, *& non consignatis sigillatim causis probari potuit venerandis illis Patribus, etiamsi a gravissimo Conventu, aut Synodo emanasset.*

CA-

CAPUT V.

De Caufis Doctrinalibus a Pontificatu Cœleftini I ufque ad Pontificatum Gelafii I.

Ducto priorum capitum filo ea continuabimus, quæ pofterioribus Seculis contigerunt.

*P*OST ANNUM CCCCXXIV *Concilium Romanum fub Cœleftino de Caufa Neftorii. Ejus hærefis nemine refragante condemnatur, & ei per literas Apoftolicas decem dierum fpacium ad refipifcendum præfcribitur. Meminit horum omnium Concilium Œcumenicum Ephefinum. Proponuntur figillatim propofitiones repellendæ, & anathematifmi; non cogitur in communi volumina retractare, non confignatis in particulari affertis mala nota dignis.*

Cœleftinus Papa in Epiftola ad Cyrillum, jubet ut valde fit follicitus de falute Neftorii, ne per acerbam tractationem obdurefcat, & pereat. Qui pro unius oviculæ falute a Deo enixe laborandum effe docuit, quantum pro ipfomet paftore nos laborare cupit. *Idcirco ipfe Cœleftinus in Epiftola miffa Neftorio, qua eum excommunicat, nifi intra decem dies refipifcat, charitatis, & dulcedinis titulum præfigit:* Dilecto Fratri Neftorio; *& in Epiftola ad Clerum Conftantinopolitanum fimili urbanitate, & charitate allicit pereuntem. Volebat Sanctus Pontifex, ut Catholici magis & magis Apoftolicam Sedem fufpicerent, & amarent, quæ etiam erga rebelles, & contumaces nihil non tentaret, ut eos fubjiceret fceptro Chrifti.*

Synodus Ægypti cum Cyrillo iis literis Neftorium pervicacem, & renitentem corrigere curat. Ecce una cum Sancta Synodo jam tertio iis te literis conteftamur, & obteftamur, ut confilium noftrum fecutus, &c. *Proponuntur illi figillatim opiniones quas retractare, & ex-*

execrari debeat, & duodecim Anathematismi totidem continentes asserta impia Nestorii: sic manifestam æquitatem objicit oculis Sancta Synodus, & inexcusabilis fit Nestorius.

Eadem Synodus Ægypti scripsit gravissimas literas Clericis, & Monachis Constantinopolitanis sigillatim memoratis erroribus Nestorii, ne quidquam aut fraude, aut sinistre factum existimarent cum illius Ecclesiæ Magistro, seu Pastore.

Concilium Ephesinum damnatis erroribus Nestorii in particulari, personam omnino rebellem magno cum dolore condemnat iis verbis: Lacrymis perfusi ad lugubrem hanc contra Nestorium sententiam venimus, &c. *Sunt in actis Ephesinæ Synodi Epistolæ plures ad Provincias, Urbes, Episcopos absentes, in quibus sigillatim proscriptæ Nestorii hæreses numerantur, & singula, quæ acta sunt pro satisfactione Ecclesiarum referuntur. Hic perpetuus Ecclesiæ mos, ut dolenti animo, eoque per externum habitum demonstrato, etiam pervicaces filios, & hæresiarchas repellat, & infamet.*

ANNO CCCCXXXIII *Concilium Romanum sub Sixto III Episcoporum* LXXXI, *& Presbyterorum* XLVIII *pro accusatione Euphemii Episcopi contra Polychronium Jerosolymitanum Patriarcham. Statuit Synodus cum Pontifice illegitimum fore judicium, si non Jerosolymis objecta singula verificarentur. Ordinavit autem universa Synodus, & elegit de suo ordine tres Presbyteros, & duos Diaconos, & tres Presbyteros Urbis Romæ, qui mitterentur Jerusalem: Ad eam Sanctam Civitatem cum pervenissent, convocato quasi septuaginta Episcoporum Concilio, Euphemium damnaverunt, quod in probanda accusatione deficeret. Hæc acta Polycronii velut legitima citat* Nicolaus Pontifex in Epistola ad Michaelem Imperatorem. *Tot, & tam gravia examina interdum præcedere opus est, ne controversia facti obscurari queat in ea ipsa Provincia ubi lites sunt cœptæ.*

Con-

Concilium Hispanicum in causa Priscillianistarum jussu Leonis Papæ, cujus hæc verba: (Epist. XCIII ad Turib.) Habeatur inter vos Episcopale Concilium, & ad eum locum, qui omnibus opportunus sit vicinarum Provinciarum conveniant Sacerdotes, ut secundum ea, quæ ad tria consulta respondimus plenissimo disquiratur examine) *Sedes Apostolica Hispanas causas circa doctrinam Hispanis Prælatis, & Doctoribus jam olim committere solebat.*

ANNO CCCCXLVIII *Concilium Constantinop. I sub Leone: Ter citatur Eutyches unius tantum leucæ spatio distans a loco Synodi: monetur ut qui ad accusandum Nestorium monasterio egressus fuisset, idem ad sui defensionem egrederetur. In actis Concilii Chalcedonensis* ACTIONE I. *Sententia contra Eutychetem Constantinopolitanæ Synodi* ACTIONE VI, *cui subscripsere Episcopi triginta duo, & Archimandritæ viginti tres iis verbis comprehenditur:* Lacrymantes, & lugentes perfectam Eutychetis perditionem, decrevimus per Dominum nostrum JESUM Christum ab eo blasphematum, extraneum esse ab omni officio Sacerdotali, & a nostra communione, & primatu Monasterii. *Hæc referuntur in* Concilio Chalced. ACTIONE I, & in Epist. XII Leonis ad Flavianum. *Rectissimum judicium, quo Eutycheti capita damnandæ doctrinæ sæpius proponuntur, & sæpius vocatur ad vicinissimum locum: pia sententia, quæ lacrymantes habet executores, non quasi triumphantes, & per universam Ecclesiam famigerantes.*

Moris erat, ut singulis annis ad III *Kalendas Octobris plurimi Episcopi ad Synodum celebrandam Romæ convenirent. Cum secunda Ephesina Synodus, quam universalem appellat* S. GREGORIUS (Lib. VI, Ep. XXXI indict. XV anno Domini CCCCXLIX) *vi, & metu Eutychen absolvisset, & ejus heresim approbasset condemnato Flaviano, Romanum illud Concilium anniversarium damnavit, & reproba-*

bavit Synodum Ephesinam secundam centum viginti Episcoporum. (Hilarius Diaconus Epistola ad Pulcheriam. Leo Epist. XXII, XXIV, XXVII, XXVIII.) *Vis, & metus potentioris manus etiam innumeros Episcopos diversarum Provinciarum ad subscriptionem erroris, & injustæ sententiæ pertrahere potest.*

ANNO CCCCLI *Concilium Mediolanense de mandato Leonis mittentis Abundium cum Senatore collega ad Eusebium Mediolanensem Episcopum, ut indicta Provinciali Synodo publicis subscriptionibus profiteantur Episcopi se recipere doctrinam scriptam ad Flavianum de Incarnatione Verbi. Erat in more, ut qui Episcopi Synodis Orientalibus ex Occidente interesse non poterant, vel Romæ, vel sub Metropolitanis in Provincialibus Conciliis subscriberent, atque absentes suum suffragium ferrent : id etiam non postulante parte præstari solebat in causis doctrinarum ; ea si postulet, æquitas, & consuetudo poscit ne natalis Provinciæ consilia non audiantur.*

Commovetur, & ad justam iram excitatur Leo Magnus adversus Flavianum, & alios sanctissimos viros, credens veram esse Epistolam Eutychetis, qua magno cum dolore conquestus est nec se auditum, nec cum ad Apostolicam Sedem appellasset, quidquam illi profuisse appellationis beneficium ex violentia adversariorum. Verum conquievit facile sanctissimi Pontificis ira visis Flaviani literis. Impedimenta appellationis licitæ in causis doctrinarum etiam a Synodis ad Romanum Pontificem scandalosa sunt, & summos Ecclesiæ Præsules conturbant. (Ex Concilii Chalcedonensis Actis.)

Dioscorus, & Barsumas, legitimis disputationibus, ac judiciis diffisi validam trecentorum Monachorum aggregant manum, & per summos terrores, ac minas Episcoporum suffragia extorquent. (Ex actis Concilii Chalcedonensis) *Quid non possit prætextus metus ab externo incussus ad extrahendas injustas censuras doctrinarum.*

Leo

Leo Papa ne Eutiches hæresiarca periret, literas ad ipsum destinat hoc titulo: Dilectissimo filio Eutychi Presbytero. *Et in literis ad Marcianum, & alios Archimandritas Constantinopolitanos commendat Eutychetem iis verbis:* Sed si Eutyches spiritu Dei miserante correctus impietatem sui erroris agnoverit, & quæ Catholici execrantur plena satisfactione damnaverit, volumus ei misericordiam non negari, ut Ecclesiæ Domini nullum sentiat damnum, cum & resipiscens possit recipi, & solus debeat error excludi. *Idem Leo pro iis causis fieri poscit ad Augustum Imperatorem, & Pulcheriam, & alios, curabat juxta perpetuam Sedis Apostolicæ consuetudinem, ut qua fieri possit omnia cum approbatione Regum exercerentur. Habentur omnia hæc* in actis Concilii Chalcedonensis: *in quibus habetur* Epistola S. Petri Chrysologi *cum magna honoris præfatione ad Eutychen, ut illum Christo lucrifaceret:* Dilectissimo, & merito honorabili dilecto filio Eutychi Presbytero. *Videmus hic vivam, & spirantem imaginem charitatis, æquitatis, quæ ab Apostolica Sede ad imitandum exhibetur aliis Prælatis, & Tribunalibus.*

Sanctus Leo Theodosio Augusto scribens de causis doctrinæ, & fidei: Quàm autem post appellationem interpositam hoc necessario postuletur Canonum Niceæ habitorum decreta testantur. (Ex Canone III, IV, V Concilii Sardicensis: habetur in actis Concilii Chalcedonensis.) *Necessaria est audientia, & appellationis acceptatio ab ea sententia circa causas doctrinæ, in quibus cum nihil decretum sit ab Apostolica Sede, plures pii, & Catholici Doctores refragantur. Nihil autem decernitur, si non sigillatim asserta, & propositiones consignentur: nulla enim doctrina, aut persona in generali mala est, nisi propter singularia, quæ dicuntur, aut patrantur.*

Concilium Chalcedonense magna reverentia tractat Dioscorum, & Eutychen, citat, & vocat secundo Eutychen cum ho-

honore: Legitur libellus Theodori Diaconi Alexandrini cum accusationibus Dioscori: Citatur Dioscorus à Concilio: Accusationum capita exhibentur ipsi sigillatim, & nomina accusatorum declarantur, scilicet, Athanasii, Theodori, Ischirionis, & Sophronii. Hanc formam pro causis doctrinalibus Sancta Synodus in Spiritu Sancto congregata præscribebat ex charitate, & justitia, ut reo, & actoribus satisfaceret.

Synodus Chalcedonensis scribit litteras ad Ecclesiam Alexandrinam, & Constantinopolitanam, & alios insertis actis Synodi, ut constet magna cum æquitate, ulla sine violentia, aut fraude omnia instituta fuisse, & legitime damnatum Dioscorum. Quod actorum, & processuum transumpta etiam generalium Conciliorum ad Ecclesias mittantur, bene est; legitimè enim a partibus posci valet, dum nihil est e Cathedra decretum.

Concilium Chalcedonense Pulcheriæ: Nos quidem desideravimus, ut omne membrum nobiscum pariter fraterna concordia choros gaudii celebraret: nos ei cum tristitia, & lacrymis denegavimus communionis nostræ consortium. *Propterea, ut resipiscerent Eutyches, & Dioscorus nihil non tentavit Sacra Synodus.*

Concilium Chalcedonense ACT. X *in causis de Doctrina Ibæ:* Ibas Reverendissimus dixit, exoro vos, absens condemnatus sum, non aderam, non obtinui me defendendi locum, non mihi permissum est facere verbum: Reverendissimi Episcopi clamaverunt, male fecerunt, qui cum præter Canones dudum clamaverunt: Quæ adversus absentem facta sunt vacuentur: Hæc omnes dicimus, nullus condemnat absentem. *Mittuntur a Concilio Chalcedonensi Edessam, ubi fuerat Ibas, gravissimi viri, qui diligenter examinent, quæ fuerant objecta. Libellus accusatorius Samuelis, Byri, Eulogii, & Maras producitur, quo hæresis crimen imponitur Ibæ.* Rejiciuntur *testes suspecti: Ea, quæ viva voce contra fidem prædicasse*

Ibas

Ibas dicebatur, ex scriptis publicis, quæ jam antea Ibas vulgaverat, falsa esse constabat. Manuscripta nulli adjudicantur, donec convincatur juridicè, & auctor, cui tribuuntur, examinetur. Quæ adversus absentem proferuntur nulla præcedente judiciali forma, nec informatione locorum, in quibus Auctores, Scriptores, & Magistri conversantur, vacua, & nulla declarantur a Concilio Chalcedonensi.

Post ANNUM CCCCLXXXIII *Concilium Romanum sub Felice Papa III jubet Petro Fulloni, ut resipiscat ab erroribus: illi sigillatim memorantur extracti a Manichæo, Arrio, Sabellio, & Gentilibus. Longe absunt ab Ecclesiæ praxi damnationes generales sine consignatione errorum: Nemo avarus, aut fur, aut simoniacus, aut hæreticus est in communi.*

Concilium aliud Romanum sub Felice III in Epist. Synodica ad Petrum Fullonem: Hæc tibi scripsi una cum præsente Synodo conveniens te coram Deo, & Sanctis Angelis, ut ea doceas, & nobiscum sentias, ut illibata fides nostra permaneat ad gloriam Dei. *Sanctus Quintianus duodecim anathematismos proponit Petro Fulloni, ut sciat, quæ debeat retractare, & corrigere.* Habetur Epist. in Synodo præfata. *Inexcusabilis Fullo, cui tanta æquitate singulares anathematismi proponuntur.*

ANNO CCCCLXXXIII *Concilium Constantinopolitanum in eadem causa Fullonis. Plures Episcopi ad illum mittunt literas, ut resipiscat, ejusque errores commemorant. Hæc fuit praxis sanctæ justitiæ, & charitatis. Etiam non scribentem ad ipsos Petrum Fullonem salutabant, & invitabant ad fidem. Ipse si prior scriberet, postulans asserta, quæ retractare deberet, aut emendare, & pollicens se ea retractaturum, aut emendaturum, quid non facerent antiqua illa Concilia, & sanctissimi Episcopi?*

Concilium aliud Romanum sub Felice III etiam contra Petrum Fullonem, & Acatium. Post latam sententiam ad Clericos, & Monachos plurium Provinciarum litteræ mittun-

tur

tur de rebus gestis Synodi, ut de illius æquitate constaret. Habetur in eodem Concilio Epistola Synodica: illud semper Concilia, & Romani Pontifices curavere, ne acta, & decreta meritò ulli displicere possent.

Caput VI.

De Caussis Doctrinalibus a Pontificatu Gelasii I usque ad Pontificatum Vigilii I.

Hujus tractationis utilitas postulat, ne quid ex antiquis Gestis omittamus.

Gelasius Papa (Ep. xiii ad Episcopos Dardaniæ) *excusat Apostolicam Sedem, quod Acatium solo suo judicio sine Concilio damnaverit, quia ejus errores a Synodo Chalcedonensi fuerant olim condemnati.*

Post annum Ccccxcii *Gelasius tomo de Anathematis vinculo, ostendit aliqua acta Chalcedonensis Concilii a Sede Apostolica fuisse reprobata: id fiebat ne futuris temporibus Concilia Nationalia, aut Provincialia, aut Conventus alii iniquis artibus procurarent, ut lata decreta persisterent. Nullum est dedecus, si ab Apostolica Sede rescindantur, quæ etiam acta nonnulla Synodi Chalcedonensis, & aliorum Generalium Conciliorum reprobavit.*

Simmachus Papa *circa* annum Dii *in Apologetico purgat se ab injustis querimoniis Anastasii Imperatoris. Convocantur duo Romana Concilia, ut Simmachi calumniis satisfaciant. Tanti esse debet Sacræ Romanæ Curiæ auctoritas, ut vel nulla calumnia speciem habens veritatis contemni debeat.*

Anno Diii *alia Synodus Romana sub Simmacho ducentorum, & octodecim Episcoporum. Gratias agit Pontifex Concilio:* Virili protectione nos defenditis, oblocutoribus,

bus, & susurrantibus resistendo, qui novis semper insidiis aliquid adversum nos, & famam nostram moliuntur. *Defenditur in hac Synodo Romanum aliud Concilium sub ipso Simmacho, quod scismatici libellis, & atrocissimis injuriis, & contumeliis prosciderant. Ennodius, jubente Concilio, Apologiam pro Synodo, & Romano Pontifice evulgat. Expendendum, quantam vel ipsa Concilia curam habeant de bono nomine, & quam palam suam æquitatem etiam per publica scripta ostendere satagant: documentum plene adimplendum in causis doctrinæ.*

ANNO DXVIII *sub Hormisda Synodus Constantinopolitana Episcoporum quadraginta Severum, & alios hæreticos memoratis sigillatim erroribus condemnat, & Concilium Chalcedonense, & Sanctum Leonem sacris Dipthicis restituit, ex parte reprobatur. Documentum primum est exhibendos esse nominatim errores parti læsæ postulanti: Secundum etiam, quæ a Synodis contra sanctam justitiam facta sunt, revocanda, & annullanda esse.*

Circa eumdem annum Synodus Hierosolymitana approbat Concilium Chalcedonense, & restituit nomina orthodoxorum. (Extat Epistola Synodalis in Concilio Constantinopolitano sub Menna ACT. V) *Documentum primum sit, graviores Synodos, etiam inferiorum Conciliorum approbationes desiderasse: Secundum, nomina orthodoxorum, quæ injuste traducta sunt, antiquæ dignitati restitui debere.*

ANNO DXVIII *Concilium Tyrium acta legitima Constantinopolitani Concilii confirmat.* (Habentur illius acta in Concilio Constantinopolitano sub Menna ACT. V) *Olim expedire visum est, ut minora Concilia graviorum Conciliorum gesta viderent, & approbarent: Quòd interdum viri sapientiores reperiantur in Conventibus pauciorum hominum, sæpe unus aut studio, aut lectione videt, quæ plurimi non viderant.*

Eodem anno Romanum Concilium sub Hormisda de nomi-

minibus expungendis e sacris dipthicis Acatii, Eufemii, & Macedonii Constantinopolis Episcoporum. Ut nomina virorum, qui olim fuerant Catholici veluti hæreticorum traducerentur plures convocantur Synodi.

Concilium Arausicanum sub Felice IV ANNO DXXIX *contra Faustum Regiensem. & librum ipsius, qui magna aviditate in Ecclesia legebatur, cum tamen sub specioso titulo contra Pelagium induceret Pelagianismum* (Ex Sydonio Lib. IX, Epist. IX,) *Cæsarius Arelatensis jussu Felicis Concilium hoc indixit, ut communi Patrum consensu de doctrina, & libro judicaretur. Pro libro Doctoris quoad affectum Catholici damnando, gravissima indicitur Synodus, & deinde plura alia tentantur, ne temerè doctrina condemnetur, & ibi Synodus convocatur, ubi auctor habitabat.*

ANNO DXXX *Concilium Romanum sub Bonifacio. Vigilius successor Pontificatus subscribente Synodo, & juramentis firmante subscriptiones deligitur. Non enim in præsentia Summi Sacerdotis audebant Episcopi iniquum ejus decretum impugnare. Agapetus Papa hanc electionem velut iniquam repudiavit. Exposuit Romanus Senatus, quamquam secularis, plura Romano Pontifici ex quibus Synodalia acta, & decreta rescindi deberent. Licet enim supplici, & obedienti animo, quæ a jure, & æquitate aberrant, declarare, & retractationem eorum poscere.*

Aliud Romanum Concilium sub Bonifacio, quo electio Vigilii, Pontifice vivente, statuta, velut Sacris Canonibus contraria irritatur, & rescinditur. (Sic Anastasius in vita hujus Pontificis.) *Reprobavit Bonifacius eam electionem, quod populo displiceret. Sylverius in decreto anathematis contra Vigilium scribit ab ipso id fuisse procuratum:* Bonifacio vivente designari conabaris, nisi tibi amplissimi Senatus obviasset justitia. *Licet interdum pro iis, quæ antiquis sanctionibus repugnant, Senatus, & secularia Dominia retractationem gestorum postulare, cum Sancta Sedes*

appro-

approbet Romani Senatus justam contradictionem adversus primam illam Synodum.

Concilium Romanum sub Joanne II, quia Monachi Scythiæ a sententia Legatorum ad Pontificem appellarunt in ea controversia de forma loquendi: Unus de Trinitate passus est: *Pontifex pro gravitate rei inducias postulavit, & in primis transmarinorum sententiis exploratis, Romæ Concilium habuit, in quo unanimi Patrum consensu Acæmitarum sententia recitata, & confutata est. Id jam olim factum ab Hormisda. Joannes una cum Concilio, & maiori consultatione amplius declaravit. Expendenda primum maturitas Apostolicæ Sedis etiam circa examen unius formulæ loquendi, deinde repetita discussio ejusdem controversiæ.*

ANNO DXXXII *Collatio Catholicorum cum Severianis sub Justiniano habita Constantinopoli. Plura ibi de necessitate satisfaciendi, & exhibendi rationem in causis doctrinarum. Id semper Ecclesia Dei præstitit, & præstare debuit, ne fraude, aut vi, aut metu invectæ doctrinæ viderentur.*

Agapetus Papa Antimi errores in quinta Epistola memorat, & condemnat, & illos sigillatim exprimit. Generales enim condemnationes sine expressione saltem causarum aliquarum Sancta Sedes non probat.

Agapetus (Epist. VII, quæ est ad Cæsarium.) *statuit appellationem cujusdam necessario audiendam:* Neque enim prædictum virum convenit eventu prius habitæ cognitionis urgeri, quippe cum & ipse judicium petierit. Non avertatur voluntas animi a precibus infirmorum cum in necessitate fuerint ne nobis, quod avertat Dominus, ea, quæ loquitur in proverbiis, dici possint: Qui obturat aurem suam ut non audiat infirmum, & ipse invocabit Dominum, & non erit qui exaudiat eum. Quid est infirmius eo, qui in tribulatione positus, & de præteriti judicii pudore confunditur, & cognitionis, quæ futura est, expectatione turbatur, quia quamlibet

libet ei, quod optandum est puritas forte suffragetur innocentiæ non potest judicii sollicitudinem non habere. *Impiam, immitem, & periculosam arbitratur Sancta Sedes denegationem audientiæ legitime appellantis, & Pontifex se non audiendum in conspectu Domini arbitratur, si non acceptet, & audiat appellationem legitimam.*

Anno Dxxxvi *Concilium Constantinopolitanum post obitum Agapeti, tempore interregni Pontificii sub Menna, contra Antimum, Severum, aliosque Acephalorum Principes: Errores sigillatim memorantur. Sancta, & intemerata justitiæ æquitas per enumerationem errorum scintillabat.*

Post annum Dxxxvi *Concilium Jerosolymitanum contra eosdem Acephalos proximam Synodum Constantinopolitanam confirmat. Sæpius insinuandum, quod sæpius factum est: Ecclesiam, etiam post aliarum Synodorum sententiam, iterum judicia, aut innovare, aut confirmare: nullum despicit, omnes consulit, singulorum sententias scrutatur. Charitas omnes honorat.*

Caput VII.

De Causis Doctrinalibus a Pontificatu Vigilii I, usque ad Pontificatum Sancti Vitaliani.

A Vigilii Pontificatu plurima, eaque gravissima sumemus fundamenta, & exempla.

Vigilius (Epist. xvi.) *damnat Theodorum Cæsareæ Cappadociæ Episcopum iis verbis:* A nobis modo familiariter objurgatus, modo precibus obsecratus, nonnumquam vero fraterna increpatione correptus, sæpe etiam Divinarum Scripturarum auctoritate commonitus, vel Ecclesiasticæ consuetudinis convictus exemplis, &c. At tu pravæ consuetudinis tractus audacia, neque tunc

 cef-

cessare a conscribendis, vel predicandis novitatibus voluisti, &c. *Hæc sunt Sanctæ Sedis insignia, sigillatim caussis enumeratis objurgare, arguere, commonere, Scripturarum auctoritate, quando opus est convincere, propterea Vigilius Pontifex illa ostentat Ecclesiæ.*

Synodus Constantinopolitana Episcoporum triginta ANNO DXLVII. *Vigilius decrevit sententiam de trium capitulorum condemnatione usque ad universale Concilium suspendendam esse. Neque tamen ideo tres libri, qui hæc tria capitula continebant, interim prohibiti sunt; non enim in dubiis casibus scripta volumina condemantur. Pro dubiis magna præcedere examina opus est: dubium delictum non habet pœnam taxatam, certamve sententiam sine prævia facti cognitione.*

Quinta Synodus generalis Constantinopolitana post ANNUM DXLVIII CLXV *Episcoporum eo fine convocata est, ut primum de libro Theodori Mopsuesteni; deinde de libro Theodoreti contra anathematismas Cyrilli; tandem de Epistola Ibæ judicium fieret. Pelagius II hæc tria capitula anathematizat, & Episcopos Istriæ prædictæ damnationi non acquiescentes compescit. Meminit damnationis horum librorum, aut capitulorum Concilium Nicenum II.* ACT. I. *Quæ, & qualia præstet pro damnatione librorum in integrum Synodus generalis, ex singulis illius actis manifestum est.*

ANNO DLIII *Concilium Hierosolymitanum approbat quintam Synodum. Referuntur summatim acta Concilii in secunda Synodo Nicena* ACT. I. *Præterea Imperator misit Jerosolymam acta quintæ Synodi, ut novo Episcoporum coacto Conventu, quotquot erant Palæstinorum Episcopi subscriberent. Solus Abyles Episcopus Alexandrinus subscribere noluit. Semper Ecclesia in eo more perstabat, ut etiam absentium judicia, & approbationes desideraret: eadem fuit iis, qui longè, & iis, qui propè.*

Synodus Romana a Gregorio Magno post ANNUM DXC *convocatur, cujus ipse meminit* (Lib. I, Ep. XVI.) *ad con-*

cor-

cordiam eorum; qui circa prohibitionem trium capitulorum, aut librorum tumultuabantur. Pro dissensione circa tam exactam prohibitionem trium librorum Synodum cogit Gregorius ad satisfactionem Ecclesiarum.

Aliud Concilium Romanum sub Gregorio, in quo absolvitur Gregorius Presbyter Chalcedonensis Ecclesiæ, qui injustè de hæresi damnatus ad Sedem Apostolicam appellavit. (Gregorius Lib. v, Ep. xv, xvi, xvii.) *Id frequens est, ut Sedes Apostolica, audita appellatione, Synodorum, aut Congregationum sententias damnet.*

Concilium Byzazenum in Africa convocatur pro Clementio accusato: id jussit S. Gregorius (Lib. x, Ep. xxxv.) *Expendendum est Sanctum Pontificem ibi jussisse veritatem explorari, ubi difficultas nata est, & ubi reus conversabatur.*

Concilium Africanum jubente Gregorio Magno: (Lib. x, Ep. viii, & xxxi.) *Ut in eo publicè cognosceretur causa Donadei Diaconi injustè degradati, qui ad Sanctam Sedem appellaverat. Mira prudentia, & æquitas, quæ omnibus satisfacit examinata facti veritate ea in Provincia ubi gesta fuisse scelera dicebantur.*

ANNO DCV *Sabinianus Papa* (ex Sigiberto in Chronico.) *valde S. Gregorio prædecessori infensus, qui* (ex Onuphrio.) *de ipsius libris cremandis, tanquam non sanam doctrinam continentibus, serio tractavit. Petrus Diaconus vir doctissimus iis conatibus obstitit. Sabinianus ex aliorum fraudibus, & informationibus iniquum illud decretum adversus S. Gregorii libros evulgare tentavit.*

Concilium Romanum sub Bonifacio III jubet sub anathemate, ut nullus, Pontifice vivente, præsumat loqui de successore. (Anastasius in ejus vita.) *Rescindit quæ Bonifacius II fecerat olim. Nullum enim est dedecus Romanæ Sedis, si quæ emendanda visa fuerint a prædecessoribus facta, illa emendentur.*

ANNO DCXLVIII *Concilium Romanum, in quo visis, & examinatis iis, quæ in Concilio Numidiæ, & in Concilio Bizazeno Episcoporum* XLII, *& in Carthaginensi Episcoporum* LXVIII *decreta sunt. Paulus, & Pyrrhus Monothelitæ condemnantur. Antequam Romana Synodus condemnet, aliorum Conciliorum examina, judiciaque requirit.*

Martinus I ad Ecclesiam Jerosolymitanam, & Antiochenam scribit contra Monothelitas, designatis erroribus illorum. Idem ad Ecclesiam Thessalonicensem de Pauli damnatione, ejusque hæresi fugienda. Sic velut eximius Pastor, & Doctor sigillatim noxia, & fugienda declaravit.

ANNO DCXLII *Concilium Lateranense sub Martino pro damnatione Cyri, Alexandri, Sergii, Pauli, Pyrrhi: Eorum libri a Concilio postulantur, leguntur, sigillatim damnantur memoratis erroribus. Nihil tam liberat a calumnia, quam accurata, & peculiaris errorum consignatio: nihil magis suspectum, quam si reclamante parte, & sigillatim accusationum capita postulante, in communi volumina damnarentur.*

ANNO DCL *sub Martino I Concilium Aurelianense celebratur. Quidam hæreticus erroribus numeratis condemnatur.* (Audoenus in vita S. Eligii Cap. XXXIV.) *Non aliter resipiscentiæ errantium, & Ecclesiarum paci, ac doctrinæ commodè potuit satisfieri.*

CA-

CAPUT VIII.

De Causis Doctrinalibus a Pontificatu Vitaliani I, usque ad Pontificatum Nicolai I.

Gravissima Judicialis praxis documenta in Causis Doctrinarum, temporum progressu, exhibet Dei Ecclesia.

ANNO DCLXVII *Concilium Romanum sub Vitaliano Papa propter appellationem Joannis Lappensis ad Sanctam Sedem. Obstupefactus Pontifex de vehementia appellationis, litteris Apostolicis ipsam inseruit ad Paulum Cretensem :* Obnixè conjuravit nos per terribilem adventum magni Dei Salvatoris, ut secundum sacratissimos Canones institutaque maiorum, Causæ meritum inquireretur, & sententia promulgaretur. *Judicabat Sanctus Pontifex appellationem vehementius propositam non nisi a vehementi dolore, & enormiter læso jure emanare potuisse : propterea, ne scandalosa denegatio videretur, appellationem acceptavit.*

ANNO DCLXXIX *Concilium Mediolanense sub Agathone. Jubet Pontifex, ut prius Episcopi habitis Synodis causam Monothelitarum decidant, & suam confessionem saltem per literas Concilio Œcumenico manifestent.* (Paulus Diaconus Lib. VI, Cap. IV.) *Sic & veritati, & paci, & prudentiæ consulit Sancta Sedes, omnium etiam absentium examinatis judiciis, & sententiis.*

Concilium Romanum ANNO DCLXXX, *in quo centum viginti Episcopi Monothelitas condemnant.* (Extant Epistolæ Synodicæ ACT. IV sextæ Synodi.) *Post plurium Conciliorum sententiam aliud indicitur, ut Romanus Pontifex iterum reprobet, & condemnet.*

Sex.

Sexta Synodus Constantinopolitana (ACT. XI, XII, XIV; & aliis.) *legi facit testimonia Patrum, quæ prodesse, vel obesse possent doctrinali causæ decernendæ. Si non antiquorum Patrum, doctorumque testimonia examinarentur, & a pluri-mis eruditione præstantibus poscerentur, existimavit Synodus æquitatem, & veritatem desiderandam esse, aut periculum fore ne antiquorum sententiæ condemnarentur.*

Acta sextæ Synodi cum definitione de duabus in Christo voluntatibus, & operationibus, mittit Leo II Episcopis Hispaniæ, ut qui adesse non potuere Concilio subscribant separatim per Provincias. Mittit pro eadem causa litteras ad Ervigium Hispaniarum Regem. Hispanorum Præsulum subscriptiones, qui sextæ Synodo interesse non potuerant ab Apostolica Sede postulantur; Rex Hispaniæ Ervigius consulitur, & informatur a Romano Pontifice etiam de gestis pro Caussis doctrinalibus, quarum initia, & capita ab Hispania non emanaverant. Haud dubium id præstiturum diligentius, si concertationes ab Hispania prodiissent.

ANNO DCLXXXVIII *Concilium decimum quintum Toletanum de prohibitione libri Sancti Juliani Archiepiscopi Toletani. Monet Synodus Pontificem prohibitionem a se factam non esse legitimam, & minus cautè fuisse evulgatam.* (Ex ipso Concilio; & Roderico Lib. III, Cap. XIII.) *Hoc semper fuit, semper esse debet munus Episcoporum, ut in prohibitionibus librorum, quæ ex surreptione illegitimè prodierunt, Sanctam Sedem certiorem faciant, ne injusta læsio persistat.*

ANNO DCCXXVI *Concilium Romanum sub Gregorio II ad definiendam veritatem Catholicam de cultu Imaginum.* (Refert Adrianus I in Epist. ad Carolum Magnum.) *Pro veritatibus jam olim publica traditione exploratis gravis indicitur Synodus, ut de maturitate Romanæ Ecclesiæ manifestè constaret, & quid in dubiis præstare soleret.*

ANNO DCCXLIII *Concilium Leptinense sub Zacharia.* Da-

Damnantur duo hæretici Adalbertus, & Clemens, & assertiones idololatriam, & judaismum continentes memoratis eorum erroribus, & causâ juridicè institutâ. (Auctor ipse Zacharias in Epistola ad Bonifacium *Sacris liminibus.*) *Nihil tam manifestè noxium in doctrina, quod non maturo consilio, & gravissimo examine Ecclesia non decernat: Nihil furtivè præstat, nihil in latibulis, nihil non parata dare rationem de ea, quæ in se est, fide, juxta præceptum Petri.*

ANNO DCCXLV *Concilium Germanicum, quo secundò damnantur Adalbertus, & Clemens.* (Ex Serrario Lib. III. Histor. Moguntinæ.) *Toties deplorati errores discutiuntur, ut maturius condemnentur.*

ANNO DCCXLV *Concilium Romanum sub Zacharia contra eosdem hæreticos Adalbertum, & Clementem, quod illis nominibus Angelorum Raguel, Tabuel, Sinuel, & aliis uterentur, cum tamen sint nomina dæmoniorum. Adalbertus dæmones orabat, & invocabat, ungues. & capillos proprios reliquiarum instar dividebat. Zacharias Papa omnia illius scripta incendio adrogat. Clemens hæreticus inferebat judaismum, scilicet defuncti fratris uxorem accipiendam; addebat pios, & impios a Christo liberatos ex limbo; omnia Conciliorum acta respuebat. Pro manifestis deliriis publica, & gravissima judicia pro satisfactione Ecclesiæ in causis doctrinæ Apostolica Sedes instituebat.*

ANNO DCCXLV *Virgilius quidam Episcopus Astronomiæ, & Geographiæ peritus in concionibus ad populum antipodas esse prædicabat. Objecit Moguntinus Episcopus novum inducendum Christum pro antipodibus juxta tenorem hujus doctrinæ. Accusat Virgilium apud Zachariam Papam, & decreto Pontificio a Sacerdocio, a Templo, ab Ecclesia depellitur Virgilius Episcopus.* (Refert Joannes Aventinus anno supradicto.) *Hæc, & alia exempla jam olim docuerunt nullatenus esse acceptandas similes accusationes de Contro-*

troversiis Naturalibus, Philosophicis, & Medicis; praeterea in iis licere interdum juste cum debita obedientia refragari, praesertim, si non sint ex eo genere veritatum, pro quibus Christus mortuus est.

ANNO DCCLIV *Concilium Constantinopolitanum* CCCXXXVIII *Episcoporum tempore Stephani III. Damnatur in eo Catholica veritas de cultu Imaginum. Unius hominis, aut Imperatoris potentia tot Episcopos traxit ad subscriptionem falsitatis, & haereticae impietatis. Quid non possit in una Curia magnus aliquis Megisthanes? propterea Curia a cruore dicta est, ut aiunt nonnulli.*

ANNO DCCLXIX *Concilium Romanum sub Stephano IV de Cultu sacrarum Imaginum. In eo lecta est Synodalis Epistola Theodori Patriarchae Hierosolymitani.* (Anastasius in vita Stephani.) *Quae* CCCXXXVIII *Episcopi nuper fecerant, reprobantur. Nam quae male, & inique facta sunt, non propter auctoritatem Synodorum rescindi non debent.*

Septima Synodus (ACT. I, IV, V, VI.) *innumera confert testimonia* (ex Socrate, Sabba, Basilio, Asterio, Cyrillo, Chrysostomo, Nilo, & aliis.) *ut veritates definiendas confirmet. Refragantibus antiquorum testimoniis, aut non praecedente examine eorum, quae prisca secula judicarunt, temeraria est censura adversus doctrinas aliquas dubias, si non e Cathedra Apostolica sit sermo.*

ANNO DCCXCI *Concilium Forolivienſe sub Adriano contra duas haereses: altera fuit Graecorum asserentium Spiritum Sanctum non procedere a Filio; altera Elipandi, quod Christus secundum humanitatem esset Filius adoptivus. Omnia, audita parte, & sigillatim examinatis fundamentis oppositis, discutiuntur. Neque in hoc Concilio, neque ab Ecclesia condita usque ad illud sine damnatione singularium propositionum libri, aut doctrinae Catholicorum generaliter condemnantur.*

ANNO DCCXCII *Concilium Ratisbonense. Tribus praemissis monitionibus ad Felicem, & Elipandum, ut ab erronea*

prae-

prædicatione desisterent, tandem condemnantur. (Jonas Aurealensis libro adversus Claudium Taurinensem Episcopum.) *Legitimum judicium doctrinæ, in quo retractanda capita numerantur.*

ANNO DCCXCIV *sub Adriano I Concilium Francfordiense* CCC *Episcoporum Elipandi, & Felicis asserta condemnat, & libellum sacrosyllabum oblatum Synodo; specialiter mittit Galliæ, & Hispaniæ, & nominatim Elipando, ut resipiscat. Tandem eadem Sancta Synodus cum omnibus Episcopis litteras scribit* Præsulibus Hispaniæ, & cæteris ibidem Christianitatis nomen habentibus *cum pluribus auctoritatibus ad persuadendum definitam veritatem. Expende, Hispaniæ doctore errante, illius condemnationem, & damnationis causas cum libris, & Apologiis, & testimoniis, quæ ad damnationem impulere, mitti ad universam Hispaniam, & ipsius Præsules. Hic est Spiritus Dei, ut læsæ Nationi sententiæ æquitas sigillatim innotescat.*

Concilium prædictum Francfordiense ex ignorantia facti, aut alia quavis causa, secundam Synodum Nicenam Œcumenicam condemnavit, ut errantem circa fidem. (Sic judicant Rhegino Abbas Uspergensis. Bellarm. Lib. II *de Imaginibus* Cap. IV, Ado, Joannes Aventinus.) *Quod gestum eo maiorem adfert admirationem, quo certius est paulo ante sub eodem Pontifice Adriano septimam Synodum fuisse celebratam. Quam facile est falsis informationibus etiam gravissimas Synodos in frandem induci, & prolationem iniquæ censuræ, atque sententiæ.*

Synodus Romana sub Leone III ANNO DCCC. *Purgat se Pontifex a criminibus objectis, & submittit se judicio Concilii, quamquam Apostolicam Sedem ab ejus judicio exemptam esse non ignoraret.* (Anastasius in vita Leonis.) *Adeo semper ab initio solicita fuit Sancta Sedes ne quisquam de non datis rationibus servatæ æquitatis sinistre suspicaretur, ut Deum imitata diceret: Venite, arguite me.*

AN-

ANNO DCCCIX *Concilium Aquifgranenfe. De addita ad Symbolum voce* Filioque *Pontifex legit omnia teftimonia undecumque collata ad veritatem eruendam. Non lectis, & diligenter expenfis antiquorum teftimoniis, nec Apoftolica Sedes quidquam audet definire.*

ANNO DCCCXLVIII *Concilium Moguntinum fecundum fub Rabano Archiepifcopo convincit, & filentium poftea indicit Godefcalco Presbytero. Liber hujus ab omnibus Germaniæ Epifcopis condemnatus. Docebat aliquos homines prædeftinatos ad mortem: Deum non velle omnes homines falvos fieri: Chriftum non fuiffe crucifixum, nifi pro iis, qui falvantur: Deitatem Sanctæ Trinitatis effe triplicem.* (Frodoardus Lib. III, Cap. XIII ex Hincmaro Laudunenfi, & Epiftola Synodalis ad Nicolaum Papam.) *Pro manifeftis erroribus damnandis novæ difputationes, Concilia, publica indicia, etiam in hoc feculo inftituebantur.*

Concilium Cordubenfe ANNO DCCCLII, *in quo Epifcopi plerique errant in quibufdam controverfiis de martyrio, quas memorat* S. Eulogius in Memoriali Sanctorum. *Facile eft plures etiam in Synodo errare; magna propterea cautio in fententiis de doctrina eft adhibenda.*

ANNO DCCCLIV *Concilium Conftantinopolitanum fub Leone IV Gregorium Syracufanum condemnat, confirmatio fententiæ Synodalis petitur a Romano Pontifice, verum non impetratur donec pars altera audiretur, quamquam Sanctiffimus Patriarcha Ignatius ejufdem fententiæ auctor, & lator fuiffet. Nullius Synodi, aut Congregationis auctoritas prævalet apud Sanctam Sedem, ut judicia appellationum, & jura de danda audientia non ferventur.*

ANNO DCCCLV *Concilium Valentinum contra Prædeftinatianos, quia in doctrina de prædeftinatione vagi quidam homines cum Principe Godefcalco graviter erraverunt.* (De quibus Gabriel Vafques Part. I, difp. XCI, n. CIII.) *Pro manifeftis erroribus publica judicia, & Synodi convocantur. Nulla cura eft fuperflua in caufis doctrinæ.* CA-

Caput IX.

De Caussis Doctrinalibus a Pontificatu Nicolai I usque ad Pontificatum Clementis II.

Temporum, & sæculorum progressu Dei Ecclesia in caussis Doctrinarum quotidie proficiebat.

N*Icolaus I Epistola ad Imperatorem plura affert, ut probet servanda esse antiqua judicia* (Ep. IX ad eumdem.) *plura de necessitate audiendi: avertit a se crimen objectum Apostolicæ Sedi de non audito Photio. Maximum contra justitiam scelus est non audire legitimè interpellantem, ideo illud maximè a se repellit Sancta Sedes.*

Nicolaus I (Epist. XXVIII.) invenimus Rothaldum Apostolicam Sedem appellantem, *scilicet de sententia lata a Concilio; ait Pontifex se continuo mærore pulsum de impedita appellatione, & subdit:* Nunquam appellantem hanc Sedem, quodvis sustinere detrimentum credere aliquo modo quivissemus etiamsi de hujusmodi re in Sacris Canonibus, quid observandum esset, nihil prorsus inveniretur. *Ostendit Nicolaus injuste exilio pulsum Rhotaldum appellantem a Concilio. Cum vero Reges Galliæ postulassent a Pontifice ne appellationem Rhotaldi audiret, ipsis respondet:* (in Epist. XXXVI.) Quis rogo in toto orbe Regni vestri læsus, aut lædendus clamaret unquam ad Sublimitatem vestram, cujus vos vocem postponeretis; & nos quodammodo hortari videmini, ut vocem sanguinis fratris nostri non exaudiamus? Aut quomodo obturabimus aures ad clamores illius, cum vehementer paveamus ne nostra ob hoc fiat oratio execrabilis, clamemusque, sicut scriptum est, & non exaudiamur? (Epist. XLVI.) *Damnat Nicolaus acta Concilii Suessionensis con-*

contra Rhotaldum, *& ait nullius esse roboris*, *quod pars læsa ad Sedem Apostolicam appellasset. Docemur primò non aceeptantes appellationem*, *& audientiam debitam oppressis denegantes merito posse timere ne in conspectu Dei eorum oratio fiat execrabilis: Secundò interposita appellatione sententiæ prioris effectum suspendi: Tandem nec Regum auctoritatem apud Sedem Apostolicam prævalere potuisse*, *ut oppressorum appellationes non admitteret.*

Idem Nicolaus Papa (Epist. XLVI.) *damnat acta Concilii Suessionensis*, *quod ii*, *quos Synodus affirmabat depositos*, *per proprias litteras ad Sedem Apostolicam appellaverant. Et subdit :* Apostolica Sedes nihil agere debuit, nisi quod egit videlicet, ut ab aliis abjectum ipsa nequaquam indiscusse susciperet, præcipue cum prædictus Ebbo examine præcedente Sedem Apostolicam appellaverit.

Idem Nicolaus (Epist. LVIII.) *damnat Metensem Synodum*, *& inter alia hæc scribit :* Sedis Apostolicæ sententia tanta semper consilii moderatione concipitur, tanta patientiæ maturitate decoquitur, tantaque postmodum deliberationis gravitate profertur, ut retractatione non egeat; nec immutari necessarium ducat, nisi forte sic prolata sit, ut retractari possit. *Docet Pontifex*, *quæcumque in aliorum præjudicium prolata sint si retractari possint*, *retractanda esse; quamquam quæ nomine Apostolicæ Sedis proferuntur*, *tanto consilio*, *maturitate*, *deliberatione*, *gravitate*, *post gravissima examina*, *& juridicam formam efferri soleant*, *ut retractari vix necesse sit.*

Nicolaus (Epist. LXX.) *jubet Episcopos Galliæ ad Synodum convocari*, *ut post collata studia suggerant Apostolicæ Sedi*, *quid Græcorum obtrectationibus responderi queat*, *omnibus enim dictum est Curam habe de bono nomine. Publicis querimoniis publice satisfieri oportet.*

ANNO DCCCLXI *Concilium* CCCXVIII *Episcoporum Constan-*

ſtantinopoli indicitur, quod injuſtiſſime Ignatium condemnat, & Photium approbat. Vere latrocinalis Synodus nominatur a Nicolao : (Epiſt. VIII ad Michaelem, Epiſt. vero v.) *addit: ne glorientur in multitudine Epiſcoporum: omnes enim erraverunt. Expende quot, & quales publice, & juridice ambitionis, aut invidiæ cauſa turpiſſime errare queant: deinde quam parum fidendum ſit multitudini etiam graviſſimorum virorum, ſi ex odio, & inimicitiis decernant: Tandem conſiderare oportet, quam blande, & clementer S. Pontifex Nicolaus Photio ſcribat, ut reſipiſcat. Miranda illa paterna indulgentia, & Apoſtolicæ Sedis caracter, & inſigne.*

ANNO DCCCLXII *Concilium Romanum, quod hæreſim Theopaſchitarum prævio graviſſimo, & publico examine condemnat. Ejus meminit* (Epiſt. LXX) *Nicolaus.*

ANNO DCCCLXIV *Concilium Romanum ſub Nicolao: In eo reprobatur Sylvanectenſe Concilium, & injuſte damnatus abſolvitur. Nicolaus* (Epiſt. XXV, XXIX, XXXI, XXXII, XXXVIII.) *aliud item Concilium Romanum pro eadem cauſa, cujus meminit Anaſtaſius. Expende quarumcumque Synodorum decreta, ſi injuſta ſint, a Sede Apoſtolica reſcindi: & pro exploranda juſtitia alia Concilia inſtitui.*

ANNO DCCCLXVIII *Concilium Romanum ſub Adriano II contra Photium, cujus meminit octava Synodus.* ACT. VII. *Verum quia omnino in controverſiis de facto plenarie conſtare non poterat de dubiis ejuſdem facti ſine conſultatione Provinciæ, & urbis ubi difficultates exortæ ſunt, jubente Pontifice indicitur octava Synodus generalis in Curia Conſtantinopolitana, in qua, prævio examine centum duorum Epiſcoporum, reſtituitur Ignatius, ejicitur Photius.*

ANNO DCCCLXXIX *Concilium Conſtantinopolitanum Epiſcoporum* CCCXCV *damnat injuſte Sanctam, & Œcumenicam Synodum octavam; tollit a Symbolo eam particulam* Filioque procedit*; Et mortuo Ignatio, Photii reſtitutionem confirmat. Quid non faciet ſpiritus contentionis, & rixæ etiam*

in

in Conventu tot Episcoporum, quos in causa cecidisse pudebat? Joannes VIII, non sine totius Ecclesiæ mærore, Photii, jam quidem a Concilio generali condemnati, electionem approbavit.

ANNO DCCCXCVII *Concilium Romanum, in quo Joannes Pontifex, & non pauci Cardinales, & Episcopi, qui summo odio Formosum Papam defunctum prosequebantur, ejus acta condemnarunt. Quas injurias, quæ probra ejusdem Formosi successores Stephanus VII, & Sergius III, vel per facti ignorantiam, vel per summum odium eidem defuncto intulerint, quando exhumatum corpus, & tribus digitis mutilatum in judicium adferunt, iteratis, & repetitis ordinibus eorum, quos Formosus ordinaverat, constat ex vita Stephani VII. Docemur, si, qui adsunt in Romana Curia Apostolicæ Sedis Ministri, non tangantur timore Numinis, & abutantur magna, qua pollent, auctoritate apud Pontifices, interdum posse ex singulari odio, & fraude sine culpa Pontificum iniquissima decreta extorquere, & quæ gravissimam redoleant hæresim, qualis est semel ordinatos, iterum ordinari debere.*

ANNO DCCCC *Romanus Papa acta, & scripta Stephani VII contra Formosum improbavit.* (Sic Luitprandus.) *Id in more positum, ut quæ emendari oporteat, ea ab ipsis Romanis Pontificibus latoribus decretorum, vel a successoribus emendentur.*

Concilium Romanum, quo acta, & scripta Stephani VII contra Formosum rescinduntur, & improbantur: in eo Joannes IX, hæc habet: Synodum tempore piæ recordationis Stephani Papæ decessoris nostri celebratam, in quam venerabile corpus Formosi venerandi Papæ de sepultura violata per terram tractum est, penitus abdicamus, quia ad judicium vocari mortuus non potest; cum persona, quæ ad judicium vocatur, ideo vocetur, ut aut fateatur objecta, aut convincatur objectis, & omnibus pa-

patet, quia mortui cadaver pro se nec respondere potest, nec satisfacere. *Tandem, quia illud decretum de iterum ordinandis iis, qui a Formoso Papa ordinati fuerant, ex falsa doctrina natum fuerat, reprobatur. Monemur ne quando ea, quæ e Cathedra dictata non sunt ab Apostolica Sede, emendantur, & reformantur, aut emendari, & reformari poscuntur a Catholicis Doctoribus, quidquam esse ibi insolitum arbitremur.*

ANNO DCCCCIV *Concilium Rabbenate Episcoporum septuaginta quatuor in eadem causa Formosi. Comburitur liber Synodalis Stephani VII, ut falsus, & iniquus.* (Sigibertus in Chronico.) *Tanta fuit in Ecclesia Dei cura ne inique infamantia decreta adversus viros Catholicos passim cum auctoritate vagarentur.*

Ab ANNO DCCCC *usque ad* ANNUM MXLVI *muti sunt annales, nulla sunt Concilia, nullæ Decretales Epistolæ singulariter memorandæ; nam* (quod ait Bellarminus in Chronologia:) Seculum cœpit infelix, in quo nulla Concilia, Pontifices parum solliciti de Republica, sed Divina Providentia fecit, ut nullæ surgerent hæreses novæ.

CA-

CAPUT X.

De Caussis Doctrinalibus a Pontificatu Clementis II, usque ad Pontificatum Honorii III.

Post annorum plurium silentium, quibus nulla Hæresis, aut doctrinalis controversia emerserat, calamitosa alia tempora successerunt, in quibus tamen pro doctrinalibus caussis innumera documenta succurrebant.

ANNO MXLVII *Synodus convocatur sub Clemente II ad instantiam Romani Imperatoris, ut Simonia a Romana Curia avelleretur.* (Petrus Damianus in Epistola ad Henricum Archiepiscopum:) *Licuit, semperque licebit Principibus, Populis, Senatibus, & Conventibus cum supplici reverentia ea, quæ necessaria sunt ad reformationem in gravioribus caussis, quales sunt de Ministrorum Simonia, & de non observatis ab ipsis antiquis, & solemnibus juribus, & Canonibus in controversiis doctrinæ, aliisque similibus, ad Sanctam Sedem deferre, &, ut ad supremum Caput, confugere, & reformationem postulare. Romanus Pontifex Vicarius Christi est, qui omnes, & ab omnibus audit, ad quemlibet debet esse cuivis accessus, ut ea exhibeat pro se, & aliis, aut ad aliorum emendationem, quæ in Domino exhibenda judicaverit. Probavit Sancta Sedes Imperatoris consilium: nam, & iterum* ANNO MXLIX *sub Leone IX aliud Romanum Concilium instituit contra Simoniacos;* (de quo Hermannus in Chronico, & Petrus Damianus Epistola ad Henricum Cap. XXVII, XXX.) *& eo ipso anno celebratur Concilium Moguntinum contra eandem labem centum quadraginta duorum Episcoporum.* (Referunt Hermannus contractus, & Adam Brein.) *Et* ANNO MLXXIV *pro eadem*

dem causa alia habetur Romæ Synodus sub Gregorio VII, *cujus ipse meminit*; (Lib. VII, Epist. XLII, XLIII.) *Et ipse Pontifex* ANNO MLXXV *alteri Synodo præest in Moguntina Diœcesi contra Simoniacos.*

ANNO MXXXXVII *Concilium Sutrinum, præsente Imperatore, Gregorium VI velut simoniacum deposuit. Concilium egit, quod non poterat, & Gregorius vir optimus fuit. Nulla est dignitas a calumniis tuta: facile est plurimos falsos testes ad quamlibet causam convocare, si firmis præsidiis de indemnitate nitantur.*

Ab ANNO ML, *occasione errorum in dies emergentium, nova Concilia celebrari cœperunt: Verum causæ doctrinales eâdem, qua olim, æquitate tractantur, audita parte, exhibitis sigillatim propositionibus retractandis, aut mala censura dignis. Concilium Romanum sub Leone contra Berengarium negantem veritates quasdam de Mysterio Eucharistiæ.* (Hermanus Contractus, & Lanfrancus.)

ANNO MLIII *Concilium Vercellense contra Berengarium, & illius scripta, qui vocatus non accessit judicandus, etiamsi Pontifex Synodo præsideret, & singularia capita accusationis ipsi proponerentur. Ibi lectus, & damnatus fuit liber de Eucharistia cujusdam Joannis Scoti, memoratis in singulari assertis impiis. Convocata sunt ad easdem causas alia quædam Concilia.* (Guitmundus in commentario de corpore, & sanguine Christi, Lanfrancus de Synodo Vercellensi.) *Nunquam Ecclesia Dei pristinum illum morem omisit circa consignandos errores in particulari eorum librorum, qui condemnantur.*

ANNO MLV *Concilium Turonense sub Victore II. In eo Berengarius, abjurata hæresi, & erroribus, fidem Catholicam profitetur.* (Guitmundus, & Lanfrancus.) *Non jubetur in generali opus aliquod, aut scriptum condemnare non expressis in singulari assertis impiis, ne tumultuarium, & pavidum, & contra sacros Canones judicium videretur.*

ANNO MLIX *Concilium Romanum centum, & tredecim Episcoporum sub Nicolao II, quo Berengarius tertio abjurata hæresi fidem Catholicam tertio professus est. Admirari oportet Romanæ Ecclesiæ maturitatem, & æquitatem, quæ toties iterat judicia aliàs absoluta in causis doctrinarum.*

ANNO MLXIII *sub Alexandro II. Concilium centum Episcoporum occasione Petri Florentini de hæresi, & simonia accusati. Publice, & juridice capita damnatæ doctrinæ ipsi proponuntur.* (Ex actis Sancti Joannis Gualberti apud Surium.)

ANNO MLXV *Concilium Romanum aliud contra incestuosorum errorem a quibusdam Juristis excitatum. Impugnavit illum scriptis Petrus Damianus, sed cum scripta non sufficerent, Synodus congregatur:* (cujus mentio fit 35, q. 4. C. ad Sedem.) *Videmus sigillatim scribi, sigillatim proponi, sigillatim numerari doctrinas condemnandas, & quamquam satis de falsitate incestuosorum constaret ex hac Synodo, aliud adversus ipsos Concilium Romæ indicitur, cujus meminit Petrus Damianus libello de contemptu seculi.*

ANNO MLXXIV *Concilium Anglicanum, quo S. Vulstanus injuste deponitur; qui tamen postea miraculose restituitur. Docemur etiam in plurium auctoritate præstantium Synodis iniquissima decreta posse proferri: odium, & inimicitias posse dominari.*

ANNO MLXXVIII *Concilium Romanum sub Gregorio VII Ugonem Cardinalem socium hæresis Cadaloii Parmensis Episcopi, & Theodaldum Mediolanensem, & Guibertum Ravennatem, & plures alios Episcopos condemnat: verum sæpius admonitos, ut a singularibus erroribus, qui sigillatim exhibebantur, resipiscerent.*

ANNO MCV *Concilium Florentinum Episcoporum* CCCXL *adversus Fluentum dicentem Antichristum natum. Ea re divulgata, auctoritate Pontificis Synodus congregatur, & post diligentem excussionem hujus asserti, Sacrum Concilium illum,*

lum, ut hominem novitatis studiosum, & arrogantem objurgavit, & liberum dimisit. (Sanctus Antoninus Tit. XVI, Cap. I. Sabellicus Eneade IX, Lib. III.) *Non alia graviora supplicia interminantur homini res vanas, & aperte falsas extra Fidei articulos sitas, prædicanti.*

ANNO MCVII *Concilium Hierosolymitanum sub Paschali II, quo Ebremarus depositus appellavit ad Sanctam Sedem: designatur a Sede Apostolica pro cognoscenda causa Legatus, ut Hierosolymis nova indicta Synodo veritatem exploret.* (Willelmus Tyrius Lib. II Belli Sacri Cap. IV.) *Factum, & delictum semper a Sede Apostolica ibi examinatur ubi patratum dicitur, & publice fit discussio si publicus est clamor.*

ANNO MCXXXVI *Concilium Suessionense contra Petrum Abaylardum errantem circa nomina Trinitatis. Ei exhibentur capita accusationis sigillatim. Cogitur libros editos igni dare, judicatur hæreticus Sabellianus.* (Ottho Frisingensis Lib. I, Cap. XLVII.) *Expende constantiam Ecclesiæ in exhibendis sigillatim assertis censura dignis.*

ANNO MCXL *Concilium Senonense sub Innocentio II contra eumdem Abaylardum. Proscribuntur sigillatim illius hæreses.* (Refert Bernardus Epist. CLXXXVI, CLXXXVII, Gofredus Lib. III vitæ Bernardi Cap. V.) *Appellat Abaylardus a Synodo ad Romanum Pontificem, verum, ut ait Synodus, illegitime, ut prolongaret iniquitatem suam. Ne ex appellatione fraudes obreperent scripsit Bernardus ad Pontificem, & Cardinales sigillatim memoratis erroribus.* (Ut constat ex illius Epist. CLXXXVIII, CLXXXIX, CXC, CXCI, CXCII.) *Injusta sane Abaylardi appellatio, cum sigillatim in Concilio ejus errores designati, & proscripti fuissent.*

ANNO MCXLIII *Concilium Hierosolymitanum contra certos errores Armenorum.* (Willelmus Tyrius Lib. XV, Cap. XV.) *Certa damnatio personæ, aut doctrinæ certas debet habere causas, certasque consignare assertiones, & delicta.*

Anno MCXLVII *Concilium Parisiense sub Eugenio III contra Gilbertum Porretanum. Ejus errores nominatim declarantur, & condemnantur, præsente S. Bernardo: describit singula Ottho Frisingens.* (Lib. I de Gestis Friderici I Cap. L.) *quamquam hic auctor plus æquo Gilberto favens Bernardo derogat.*

Anno MCXLVIII *Concilium Rhemense contra Eon hæreticum, asserentem se esse Filium Dei, & sigillatim contra assertiones Gilberti.* (Ottho ubi supra, Robertus in Appendice ad Sigibertum, & Willermus Neubrigensis.) *Adhuc pro manifestis deliriis repellendis, pro veritate facti cognoscenda nova instituuntur Concilia, & publica; nam qui male non agit, lucem non odit.*

Anno MCXLVIII *Concilium Trevirense in causa librorum S. Hidelgardis. Jussit Eugenius III coram Cardinalibus, Archiepiscopis, Abbatibus, & omni Clero publice recitari, & ipse Lectoris officio functus est: tandem omnium plausu volumina approbavit.* (Trithemius in Chronico anno 1150.) *Nova, & inusitata scribendi ratio, etiamsi fæminæ, non est repulsa, sed examinata.*

Anno MCLXXVI *Concilium Gallicanum; in eo Albigenses hæretici vocantur, convincuntur, condemnantur, facto errorum catalogo.* (Acta referuntur a Rogerio in Annalibus.) *Eadem opera debita potiori jure viris Catholicis.*

Anno MCCXIII *Concilium Lateranense sub Innocentio III. Hæreses Albigensium, & Almarici nominatim proscribuntur.* (Eas numerant Robertus Gaguinus Lib. VI, Turrecremata Lib. IV Summæ, Part. II, Capit. XXXV. Vincentius in Speculo Historiali Lib. XCIX, Cap. CVII. Genebrardus Lib. IV Chronol.)

In eadem Synodo supputantur, & condemnantur errores Abbatis Joachimi: altercatio circa illius doctrinam a diebus Alexandri III continuata est in Pontificatibus Lucii, Gregorii, Clementis, & Cælestini, usque ad Innocentium III, qui

qui simul cum Lateranensi Concilio Joachimi libellum condemnavit. Reverere maturitatem, & longanimitatem Ecclesiæ, quæ tamdiu judicium suspendit post plura examina antequam auctoris Catholici librum condemnet.

CAPUT XI.

De Causis Doctrinalibus a Pontificatu Honorii III, usque ad tempus Constantiensis Concilii.

Circumamicta Ecclesia varietatibus alias, & alios vultus, singulosque pulcherrimos variis etiam Seculis exprimebat.

HOnorius III ad Episcopos Lucaniæ litteras mittit ne de Joachimo, & illius Monasterio acerbius obtrectarent, quod errans fuerit Abbas Joachimus, non hæreticus. Dedit huic causam scribendi contra Petrum Lombardum Alexander III, cui intimatum fuerat errores plures in libris Lombardi reperiri. Expende quantum curet Apostolica Sedes ne unus Abbas, unumque Monasterium infametur: quando etiam post manifestum errorem a Concilio generali damnatum litteras scribit animum Joachimi excusantis, commendantisque virtutem: sic amabilem, & paternam se demonstrat Apostolica Sedes.

ANNO MCCXXVI *Concilium Westmonasteriense in postulato quodam Romani Pontificis. Respondet Synodus Anglicana se in finibus terræ commorantem, cum esset causa tractanda universalis, velle videre quid in aliis partibus fieret circa illas duas præbendas Curiæ. Quæ ad universam Ecclesiam pertinent in causis doctrinæ, quæ graviores multo sunt, quam causæ temporales, debent cum consultatione Ecclesiarum determinari.*

ANNO MCCXLII *Concilium Tarraconense ob Waldenses hæ-*

hæreticos. Tota causæ series nominatim consignatis erroribus tractatur. ANNO MCCXL *Parisiis Guillelmus Morita postea Constantiensis Episcopus retractare cogitur publice errores suos : sigillatim ipsi numerantur.* (Ex Bibliotheca PP. Colon.)

ANNO MCCXLV *Concilium Lugdunense generale sub Innocentio IV. In eo Ecclesiæ æquitas, benignitas, & urbanitas, iis verbis elucet ad Imperatorem :* Si Ecclesia cum in aliquo contra debitum læserat, quod non credebat, parata erat corrigere, ac in statum debitum reformare, &c. eratque parata Ecclesia de Consilio Concilii sibi satisfacere. *Ecclesia Romana semper de impendendis beneficiis non de inferendis injuriis gloriatur. Quod si quis læsum se indicat, parata est reddere rationem, & integram satisfactionem.*

Post ANNUM MCCLIV *Alexander IV septem & viginti errores Joannis de Parma condemnat in libro, cui titulus :* Euangelium æternum. *Sic Sanctæ Sedis æquitas palam ostenditur, quæ vere amat lucem.*

Post ANNUM MCCLXXI *Concilium secundum Lugdunense pro reducendis Græcis, illisque informandis, ut antiquos errores deserèrent. Illa æquitas, bonitas, publica audientia traxit non paucos in obsequium Romanæ Sedis : alios rebelles inexcusabiles reddidit apud Deum, & homines, ut filii, ut oves alii credantur ; non ut vilia mancipia vi, metu, minis, injuriis, chartis infamatricibus coercebantur.*

ANNO MCCLXXIV *Concilium Salisburgense sub Gregorio X pro recipiendis Constitutionibus Concilii Lugdunensis. Examinabat hoc Provinciale Concilium, an decreta regiminis Synodi generalis in aliquo, vel aliquibus præjudicarent specialibus Provinciæ a Sede Apostolica concessis, an aliqua mutatio expediret : sunt enim peculiaria jura, aut mores Regnorum, quos Sedes Apostolica, & generalia Concilia nolunt, repugnante parte, immutari.*

Post

Post ANNUM MCCCV *Concilium Viennense generale sub Clemente V. Designantur in particulari errores Petri Joannis: Scilicet, quod animam rationalem formam esse humani corporis negaret, & virtutes in baptismo non infundi assereret, Christumque adhuc viventem fuisse lancea vulneratum. Semper Ecclesia in suo more perstabat de consignandis erroribus in singulari eorum, quos condemnabat.*

In eodem Concilio Viennensi damnantur Begardi, ac Beguinæ docentes, non esse jejunandum; esse hominis imperfecti exercere se in actibus virtutum, actum carnalem non esse peccatum; non esse exhibendam reverentiam in elevatione Corporis Christi. (S. ANTONINUS hæc latius memoravit.) *Vides singularium condemnationem.*

Post ANNUM MCCCXVI *Joannes XXII in Extravag.* Licet: *damnat sigillatim expressos errores Marsilii de Padua, & Joannis de Janduno. Scilicet, quod Petrus non fuerit caput Ecclesiæ, &c. Sic per enumerationem, justitia Romanæ Ecclesiæ in condemnatione librorum aperte constat. Propterea idem Pontifex idem præstitit numerando errores Joannis de Poliaco, & Henrici de Senis, & Michaelis de Cesena, quod patet ex variis ejusdem Extravagantibus, quarum unius initium est* Vas electionis, *alterius* Gloriosam, *alterius* Sancta Romana.

ANNO MCCCXVIII *Joannes Guido nominatim errores retractat.* (Ex Bibliotheca PP. Colon.)

Circa ANNUM MCCCXXVII *Concilium Avenionense contra errorem Nicolai Antipapæ asserentis Jesum, & ejus Discipulos, neque in communi, neque privatim habuisse aliquid.* (Joannes Marius Lib. de Scismaticis, & Conciliis Capit. XXI.) *Semper damnatio certa, certam causam, & errorem postulat.*

Post ANNUM MCCCXXXIV *Benedictus XI decem hæreses, aut errores sigillatim condemnat.* (Initium extravagantis *Benedictus Deus.*) *Eadem præstabat Sancta Sedes, quæ ab initio præstiterat.* AN-

ANNO MCCCXLVII *Joannes Mercuria quosdam errores retractare compellitur.* (Ex Bibliotheca Colon. P. ANNO MCCCXLVIII.) *Nicolaus de Ultricuria unum, & sexaginta articulos Romæ primum damnatos sigillatim revocat.* (Ibidem.) *Sic semper fuit, ut pro damnatione, aut revocatione in singulari errores numerarentur. Idem memoratur circa* ANNUM MCCCLIV *de Magistro Guidone retractante nominatim plura falsa, & blasphema dogmata.*

ANNO MCCCLXIII *Magister Joannes de Calore abjurat quosdam articulos.* ANNO MCCCLXV, & MCCCLXIX *Dionysius Sovlechat falsa quædam placita revocat.* (Ex Bibliotheca PP. Coloniensi.) *Semper correctio, expurgatio, retractatio, revocatio singulares articulos, assertaque respicit.*

Post ANNUM MCCCLXXI *Gregorius XI condemnasse fertur plurimos articulos Raymundi Lullii, quorum plerique numerantur* (secunda parte Directorii Inquisitorum quæst. IX.) *Si ita est, quod nonnulli dubitant, semper Ecclesia Catholica pro damnatione librorum justificanda certos errores numerabat.*

CAPUT XII.

De Causis Doctrinalibus a tempore Concilii Constantiensis, usque ad Pontificatum Julii III.

Ne quidquam omitti videatur ex iis, quæ ad Doctrinarum indicia conducere videntur, posteriora Secula describemus.

ANNO MCCCCXVII *Concilium Constantiense examinat errores Joannis Wiclephi, & Joannis Hus, & Hieronymi Praga: Eos sigillatim examinat, exprimit, & condemnat perpetuo annorum quatuor studio: Numerantur impia asserta.* (Sessione VIII, & XV, XLIV.) *Manifesta hæc formula judicii sanctitatem, & æquitatem Synodi demonstrabat.*

Pro

Pro causa Joannis Hus designantur Commissarii a Concilio Constantiensi ex natione Italica, Germanica, Gallicana, & Anglicana; ne ad unam quandam nationem, aut judicium, aut inquisitio facti cum sinistris suspicionibus coerceretur, jubetur ut Commissarii expendant, & examinent processum factum a Cardinalibus, & quod relatio fiat nationibus. (Concilium Constantiense Sessione VI.) *Semper de satisfactione nationum Ecclesia curavit, ne Auctorum Patria inconsulta, aut contempta, aut contumelia affecta videretur.*

Academiæ Parisiensis, & Oxoniensis expendunt, & examinant, & nota afficiunt errores Wiclephi, & Hus: Concilium Constantiense has censuras iterum examinari jubet, ac sententiam latam in Concilio Romano contra Wiclephum confirmari, consultis omnium nationum Prælatis, & Theologis assistentibus in Concilio. (Sessione VI Concilii Constant.) *Sic quid fieri semper oporteret Sancta Synodus præmonebat.*

Citatur Hieronymus Praga a Concilio, & in ipsa citatione errores omnes sigillatim exprimuntur. (Ibidem Sessione VI.) *Matthæus Dresdensis numeratis item erroribus condemnatur. Clandestina Concilia, & extrajudiciales citationes in causis publicis doctrinarum Ecclesia respuit.*

Hieronymus Praga jubetur abjurare (Sessione XIX Concilii Constantiensis) *opinionem quandam de universalibus, quam certissimam, & pertinentem ad doctrinam Christianam arbitrabatur:* Dico, assero, & declaro, quod non eam opinionem nominavi scutum Fidei ea intentione, quod vellem dictam opinionem de universalibus extollere supra opinionem contrariam, sic quasi esset scutum Fidei, quod sine ejus positione non possit Fides, aut Catholica veritas protegi, & defendi, cum nec dictæ positioni, vel impertinaciter adhærere. *Magnus, & intolerabilis error creditur a Concilio, si quis opiniones philosophicas, ut certæ veritatis, & indubitatè pertinentes ad doctrinam Christianam arbitretur: error est inter dogmata Christiana asserta*

ta philosophica, aut medica numerare. Sancta Sedes similes censuras, ut mala nota dignas, publice debet repellere.

Concilium Constantiense quamvis generale, reprobatur a Concilio Florentino, & Lateranensi in illis assertis, quæ habet de Auctoritate Concilii generalis supra Pontificem. Nulla Synodus, aut Congregatio, violentis circumventionibus, & oppressionibus licite potest impedire, ne injusta decreta, aut falsæ doctrinarum censuræ ab Apostolica Sede rescindantur. Romani Pontifices etiam generalium Conciliorum errores, & violentas extorsiones refellunt, & publice condemnant.

Post ANNUM MCCCCXXXIII *Concilium Basileense sub Eugenio IV contra Summum Pontificem injuste exacerbatur, & plura molitur, quæ juxta veram Theologiam, nec juxta antiquos Canones fieri poterant. Nulla est Synodus, Conventus, aut Congregatio, quæ ex displicentia, & odio multa non possit indigna, & scandalosa patrare.*

Post Sessionem XLIV *Concilii Basileensis in Epistola Synodali de convocatione Bohemorum ad Concilium:* Audivimus, quod conquesti estis non esse vobis traditam qualem voluissetis liberam audientiam, jam cessabit omnis querelæ occasio. *Nulla in Ecclesia Causa liberiorem, & graviorem audientiam postulat, quam Causa doctrinarum; hoc enim primum, maximum, & præcipuum est Romanæ Sedis officium.*

In responsione Synodali circa illud, an Concilium sit supra Papam, latissime probat Synodus necessitatem audientiæ exhibendæ iis, quorum doctrina respuitur: Secundum B. Thomam, & Divum Gregorium visi fuissemus confirmare errores Bohemorum, nisi hoc casu dedissemus illis audientiam. Quid ad hoc respondebunt nostri calumniatores? *Res utique valde ipso jure Divino, & humano necessaria, ne doctrinarum judices oppressi a veritate doctrinæ contra ipsam veritatem reluctari videantur. Atque id illi*

illi Patres ideo constantius exoptabant, quia Concilium ad reformandam Romanam Curiam, & seditiones Bohemorum componendas indictum fuerat.

Alfonsus Tostatus Abulensis circa annum Mccccxxxiii *de variis erroribus illegitime accusatus: Audientia fraudibus, & malis artibus aliquamdiu denegata est: Ipse per universam Ecclesiam defensorium accusatæ doctrinæ publicavit: Tandem Eugenius IV post plura examina, & disputationes publicas singulorum articulorum, liberum illum dimisit. In duabus partibus defensorii Abulensis latissime singula memorantur; & in iis casibus doctrinalibus iniquum, & scandalosum esse audientiam denegare plurimis probat argumentis. Legatur præfatio primæ partis, & proœmium secundæ.*

Concilium Florentinum Sessione xxv *post* annum mccccxxxv *refert, & approbat illam Imperatoris sententiam:* Unus quippe vel duo, vel tres, vel plures ex hominibus, qui nunc degunt privatam adhibentes considerationem fieri potest, ut errent. *Nulla Synodus, aut Congregatio acta sua, quæ sine prævio judiciali examine, & consultatione Provinciarum evulgata sunt in causis doctrinalibus, publicam lucem fugere oportet; cum humanum sit errare.*

Anno Mccccl xiii *Pius II jam Pontifex retractat eos errores quos, & docuerat, & fecerat pro Concilio Basileensi contra Eugenium IV. Non est labes Christiani nominis, neque obex ad Summum Pontificatum, si quis ex humana ignorantia sine pertinacia publice errat. Idem Pius II* (Constitut. xi.) *prohibuit prædicare, disputare, suadere hæreticum, vel peccatum esse credere Jesu Christi sanguinem in triduo suæ passionis ab ipsa Divinitate divisum fuisse, vel non divisum: id fecit post magnam duorum gravissimorum Ordinum controversiam. Quid in hac causa Clemens VI dixisset, quid præterea dicendum sit latissime docuit* Vasques (iii Part. disp. xxxvi.) *Tota illa disputatio*

si

si cum literis Pii II conferatur ostendit, quam lento passu in decernendo doctrinales causas Apostolica Sedes procedat.

ANNO MCCCCLXXVIII, *quia Petrus de Osma, & alii in Hispaniarum Regnis falsas, & Catholicæ fidei contrarias propositiones pertinaciter defendebant, præsertim circa confessionem, & alia Sacramenta, Sixtus IV jussit Archiepiscopo Toletano, ut illas examinaret, auctores reduceret, &, si in erroribus vellent persistere, hæreticos declararet. Singulæ propositiones in publico Consistorio relatæ, & Archiepiscopo Toletano iterum missæ, ut ad illarum abjurationem singulos obligaret. Consulitur Hispania: sigillatim memorantur errores, ut resipiscant auctores: anathematismi singulorum, & abjurationes proponuntur.*

Ab ANNO MDXI *usque ad* ANNUM MDXVIII *Concilium Lateranense generale sub Julio II, & Leone X pro Romanæ Curiæ, & Ecclesiæ reformatione: semper Sancta Sedes ea, quæ possunt conducere ad reformationem non unius duntaxat facti, aut tribunalis, verum etiam universæ Curiæ, si opus est, acceptat: & qui ob distantiam locorum a Ministris Romanis injuste vexantur, sciunt se ab eadem Sede restituendos, etiamsi judicium incipiat a domo Dei.*

ANNO MDXX *Leo X damnat errores Lutheri: at eos numerat in Extravaganti. Anno proxime sequenti Academia Parisiensis evulgavit censuram operum ejusdem Lutheri.* ANNO MDXXI, MDXXIII, MDXXX, MDXXXI *litteræ prohibitoriæ operum Lutheri expediuntur ab Inquisitione Hispana. Semper Ecclesia Dei æquitatem sui judicii numeratis erroribus librorum prohibitorum commendavit in rebus gravioribus.*

ANNO MDXLIV *Paulus III, Romanæ Inquisitionis fundator, litteras expedivit ad Hispaniam, quarum initium est:* Circumspecta Romani providentia Pontificis: *in iis satisfacit calumniæ impositæ de erecta a se Congregatione Inquisitionis Romanæ, ut privilegia Inquisitionis Hispanæ coercerentur, aut quavis ratione limitarentur. Jurat in ver-*

bo summi Sacerdotis non fuisse suæ intentionis quidquam innovare : Nos, quorum intentionis nunquam fuit per constitutionem, ac deputationem nostram, ac super illis confectas litteras aliquibus præjudicare, assertionem hujusmodi extinguere, & ne per præmissa Officium Inquisitionis in eisdem Regnis Provinciis, & locis retardaretur, prohibere volentes, tenore præsentium in verbo Romani Pontificis attestamur: nunquam intentionis nostræ fuisse, aut esse, quod per constitutionem, aut deputationem nostram, ac super illas confectas litteras Officium Inquisitionis in quibuscunque Regnis, Provinciis, & locis, aut aliquibus personis Officium Inquisitionis hujusmodi dicta Apostolica auctoritate exercentibus, seu facultatibus illis per quoscunque Romanos Pontifices prædecessores nostros, ac nos, & Sedem Apostolicam præjudicaretur; & quatenus per eamdem constitutionem, & deputationem nostram, ac desuper confectas litteras quoad præjudicium attinet per præsentes revocamus, cassamus, & pro nullis, & infectis haberi volumus. *Erexerat Paulus III ante biennium Congregationem Inquisitionis generalis Romanæ, quæ minus antiqua est, quam Hispana; & ne quisquam arbitraretur veram esse multorum calumniam de imminutione jurisdictionis Hispanæ per variarum Congregationum erectionem in urbe Romana, has litteras expedivit : quod etiam observat Sixtus V in Bulla erectionis quindecim Congregationum, quarum septima est pro Indice Expurgatorio juxta præscriptum Concilii Tridentini.*

ANNO MDXLVI *Carolus V Indicem prohibitorium, & expurgatorium fieri jubet a Lovaniensi Academia : eumdem ab Inquisitione Hispana evulgari mandavit ; exequitur Imperatorium edictum D. Fernandus Valdes generalis Inquisitor : imprimitur Lovaniensis Index bis Toleti, & Vallisoleti* ANNO MDLI, *semel Granatæ* ANNO MDLII, *& ab Inquisitori-*

ribus Hispaniæ publicatur. Imitatur Parentis pietatem Philippus II: ejus jussu, & auctoritate, atque Albani Ducis consilio alius conflatur Index Expurgatorius ANNO MDLXXI *Antuerpiæ:* Quam autem in hac re potestatem exerceant iidem Hispaniæ Reges scribitur (Lib. I Recopilationis Titul. VII, Lib. XXIV.) *Ea lex* ANNO MDLVIII *primum evulgata est: in ea jubetur Inquisitoribus, ut Catalogos librorum prohibendorum, aut expurgandorum typis edant: Quamquam definire, quæ sit mala, bonave doctrina sigillatim nominatis erroribus, Ecclesiasticum munus sit, at cura executiva exterminandi noxia volumina damnatas assertiones continentia, etiam penes Principes seculares Christianos ab initio fuit. Constantinus pœnam capitalem indicit legentibus, aut occultantibus Thaliam Arrii* (ut ait Theophanes in Chronico, Sozomenus Lib. I, Capitul. X.) *Theodosius, & Valentinianus* (Cod. Justinian. de Summ. Trinit. Lib. III.) *Porphyrii, & Nestorii libros flammis adjudicant, & Concilium Ephesinum* (Tom. V, Cap. XIV, & XX.) *hunc zelum commendat. Eamdem potestatem exercet Theodosius* (Lib. I Cod. Theod. Lib. XVI.) *libros Eunomianos, Acianos, Eutichianos, & Apollinaristas interdicens.* (Lib. I C. Justin. Tit. de Hæret. Lib. XVI.) *Manichea volumina proscribuntur. Justinianus legem tulit contra libros Severi,* (Novella XLII) *quam citat Photius in Nomocanone.* (Novella CXLVI.) *Idem Justinianus præscribit, quo idiomate Biblia legi debeant in Synagogis Judæorum. Valentinianus, & Marcianus* (Lib. Quicunque, C. de Hæretic.) *libros Eutichetis, & Apollinaris prohibuerunt, & refertur in Concilio Chalcedonensi. Archimandritæ Constantinopolitani, & Orientales curant, ut libri Severi, & aliorum hæreticorum edicto Imperatorio prohibeantur.* (Refert Synodus Constantinopolitana sub Menna.) *Tiberius imperator flammis addixit librum Eutichii Patriarchæ de Resurrectione, ut ait Gregorius,* (Lib. XIV Moral. Cap. XIX.)

& Leo IX. (Lib. adversus Michaelem.) *Cabas Persarum Rex libros Manichæorum combarit, ut ait Theophanes* (in Chronico) *& Zonaras* (in Justino Thrace.) *Anastasius Papa* (Epistola ad Joannem Jerosolym.) *loquens de libris prohibitis Origenis; damnandum inquit sententia Imperatorum, quem lectio rerum profana prodiderit; & addit Pontifex:* Illud, quod evenisse gaudeo tacere non potui, Beatissimorum Principum Arcadii, & Honorii manasse responsa, quibus unusquisque Deo serviens ab Origenis lectione revocetur. *Quatuor libri Scythiani genere Saraceni, quorum meminit S. Cyrillus* (Catech. VI.) *etiam Imperatorum edictis proscribuntur. Primum dicebatur Euangelium, secundus Capitum, tertium Mysteriorum, quartum Thesaurorum. Quantum invexerint damni hæc volumina relicta Therebinto, & a Therebinto viduæ Persicæ, & ab hac Curbico, qui se Manen nominavit, ex annalibus Ecclesiasticis notum est:* Hæc & innumera alia Catholicorum Principum exempla ab annis mille retro Hispani Reges sectantur, & exequuntur. *Recaredus Rex libros Sectæ Arrianæ Toleti uno in loco adunari præcipit, & igni adjudicari, ut ait Aimonius* (Lib. III, Cap. LXXVII.); *& ex Concilio III Toletano liquet libellum Arrianum condemnatum fuisse etiam* Regia auctoritate. *Flavius Egicanes Hispaniæ Rex curavit de libro S. Juliani apud Sedem Apostolicam ne injuste prohiberetur, & Synodus palam suam sententiam, & judicium Apostolicæ Sedi proposuit. Atque hæc Hispanorum Regum cura, & facultas continuata est usque ad Carolum V, & Philippum II; qui gloriosissimi Principes omnem suam Regiam potestatem supremæ Hispaniarum Inquisitioni plenissime tradiderunt. In forma edicti prima prohibitio librorum, quæ ab Hispana Inquisitione prodiit, fuit* ANNO MDXLIX *sub D. Ferdinando Valdes.* ANNO MDLI *eadem Hispana Inquisitio evulgavit Indicem Expurgatorium Lovaniensem, & ut præfigitur in titulo,*

&

& latius expenditur in præfatione Cæfareæ Majeftatis conftituto. ANNO MDLIV *facrorum Bibliorum volumina ab immixtis erroribus repurgavit.* ANNO MDLIX *alium Expurgatorium Indicem edidit.* ANNO MDLXXXIII *alium.* ANNO MDLXXXIV *alium.* ANNO MDCXII *alium.* ANNO MDCXIV *Appendicem Expurgatorii.* ANNO MDCXXVIII *denuo pleniori volumine Appendicem excudit.* ANNO MDCXXXII *Expurgatorium promulgat copiofiffimum. Jus fupremæ Inquifitionis, ut Ecclefiafticum eft, a Sancta Sede dimanavit, ut Regium eft, a Carolo V, & Philippo II. Ii Augufti Principes omnes regalias in caufis Fidei, & librorum huic jufto Tribunali tradiderunt, quas Recaredus, Flavius Egicanes, & alii Hifpani Principes exercuerunt, & confervarunt ad hanc ufque diem. Propterea hic Senatus fimul Epifcoporum, & Regum perfonas, poteftates, facultatesque in caufis doctrinalibus, & librorum repræfentat, & tenet primo ex indultis Apoftolicæ Sedis: deinde ex regaliis perpetua temporum confuetudine confirmatis, & a Sancta Sede permiffis, & approbatis.*

ANNO MDXLVIII *primus generalis Index Expurgatorius poft Gelafii tempora, qui Indicem Concilii Romani* (Cap. Sancta Romana Ecclefia dift. xv.) *aliquot retro feculis evulgarat.* ANNO MDLII *alius luculentior, & amplior.* ANNO MDLIV *alius.* ANNO MDLIX *alius. In iis omnibus nulla eft profcriptio librorum, quos auctores Catholici ediderunt, in quibus non fit fervata forma juris, & Synodi Tridentinæ* (Seffione XVIII)*; quæ, ut removeret omnium querelarum caufas, quæ occafione horum Indicum prohibentium extiterant, pollicetur benignam audientiam, eamque indubitatam.*

CA-

Caput XIII.

De Caussis Doctrinalibus a Pontificatu Julii III usque ad Pontificatum Pauli V.

Viciniora ætate tempora illustrius exprimunt servatam, & servandam æquitatem in caussis Doctrinæ.

Anno MDLI *Julius III in Litteris* Dudum postquam *circa omnia quoquomodo pertinentia ad Inquisitionem Hispanam, omnem illi jurisdictionem confert sub iis verbis, ut ab illa* neque ad Sedem Apostolicam, etiamsi nihil de jurisdictione reservaretur, appellandum sit. *Plura in hanc rem confert, & addit, quæcunque concedit huic Tribunali, ea conferre* cum omnibus, & singulis dependentibus, emergentibus, annexis, connexis, &c. *In gravissimarum caussarum judicio de hæresi, & de puritate doctrinæ voluit Sancta Sedes perpetuo jure Hispanam Inquisitionem cognoscere de sua gente; tum quod maxime fiderat de illius æquitate, tum ne quidquam sine consultatione Nationis in iis caussis in Romana urbe prodiret.*

Anno MDLIII *Julius III omnia volumina Thalmudica flammis adjudicat exemplo Gregorii IX* anno MCCXXX, *& Innocentii IV* anno MCCXLIV. *Idem fieri jussit Paulus IV* anno MDLVI. *Circa res exploratissimas judicium publicum Apostolicæ Sedis versatur.*

Anno MDLXII *Index Expurgatorius Patrum Tridentinorum inchoatus ex præscripto Concilii Tridentini.* (Sessione XVIII.) *Multi ex omnibus nationibus ad censuram destinantur, & post confectum Indicem jubet Sancta Synodus ne publicetur, si non denuo a Sancta Sede approbetur; quæ non freta Patrum duntaxat Tridentinorum studio, nova instituit examina antequam evulgaretur: quæ omnia refert*

Pius IV. (Bulla CVIII.) *Quod ait ipsa Synodus Tridentina mira dat documenta, illud maximum, sic curandum esse de prohibitione, & expurgatione librorum, ut deserviat* ad scrupulum ex complurium animis eximendum, & tollendas multarum querelarum causas. *Vide quam sollicite curet Tridentina Synodus ne sint querelæ in iis causis doctrinarum. Tandem addit, quod maxime expendendum:* Si quis ad se pertinere aliquo modo putaverit, quæ de hoc librorum, & censurarum negotio, vel de aliis, quæ in hoc generali Concilio tractanda prædixit, non dubitet a Sancta Synodo se benignè auditum iri. *Nullum esse dubitandi locum vult Tridentinum Concilium de benigna audientia danda iis, qui de censuris, aut expurgationibus librorum querelas habuerint: Non minas, non exilia, non chartas infamatrices, non remotionem a dignitate Episcopali, aut Clericali, aut laica: Non prohibitionem scriptarum querelarum, appellationum, aut supplicationum, non metum excommunicationis inferendæ, non expulsionem ab statu professionis religiosæ, non avulsionem ab studiis Academicis, non privationem lecturæ, aut magisterii, non relegationem in desertam solitudinem, non proscriptionem honoris, non hostiles, & capitales inimicitias vibrat, & fulgurat; sed benignam audientiam, eamque indubitatam spondet. Hic est spiritus Ecclesiæ Dei, ut parata sit reddere rationem de iis, quæ circa doctrinas jubet.*

ANNO MDLXIV *Pius IV Indicem Expurgatorium evulgat, in Extravag.* Dominici Gregis *: ibi expurgationes, & prohibitiones librorum circa res manifeste noxias fieri debere supponit in dubiis id faciendum, quod jam olim factum esse constat in tribus libris, aut capitulis, ne prohibeantur, aut expurgentur donec plane dubium aliquod non sit, quin doctrinis, aut assertis malæ debeatur nota.*

Eo ipso ANNO MDLXIV *evulgantur, ut regulæ approbatæ a Concilio Tridentino, & Pio IV circa prohibitionem,*

aut

aut expurgationem librorum, quæ succedunt. (Regula II.) Hæreticorum libri, qui de Religione non tractant a Theologis Catholicis jussu Episcoporum, & Inquisitorum examinati, & approbati permittuntur. *Docemur, quid possint facere circa libros Catholicorum Doctorum: similia habentur* Regula V. *At in* Regula VI *hæc dicitur:* Si hactenus in aliquo Regno, vel Provincia aliqui libri sunt prohibiti, quod nonnulla continerent, quæ sine delectu ab omnibus legi non expediat, si eorum auctores Catholici sunt postquam emendati fuerint, permitti ab Episcopo, & Inquisitore poterunt. *Expendendum, quid velit fieri Synodus Tridentina, scilicet ne in integrum proscribantur libri Catholicorum, qui expurgari possunt.* (Regula VIII.) Libri quorum principale argumentum bonum est, in quibus tamen obiter aliqua inserta sunt, quæ ad hæresim, seu impietatem, divinationem, seu superstitionem spectant, a Catholicis Theologis, Inquisitionis generalis auctoritate expurgati, concedi possunt. *Constat quid, quævis generalis Inquisitio præstare possit etiam circa libros prohibitos.*

Eo ipso anno evulgatur Index Tridentinum; in secunda classe auctorum dumtaxat, vel maiori ex parte, Catholicorum libri aut expurgantur, aut prohibentur. Littera A. quatuor Scriptores Catholicos numerat: duos committit expurgandos Episcopis, aut Inquisitoribus, scilicet Antonium de Rosellis, *&* Augustinum de Roma, *& sic sæpe alios, nam expurgatio circa res adeo manifestas esse debet, ut cuilibet Inquisitori, aut Episcopo, aut Academiæ committi possit: Nullus auctor Hispanus in toto illo Indice Concilii Tridentini positus est.*

Anno MDLXVII *Pius V Bullam expedivit, quam evulgavit Gregorius XIII* anno MDLXXIX: *Damnantur in illa septuaginta novem propositiones* Michaelis Baii, *illæque sigillatim exprimuntur, & summarie declarantur. Hi duo*

Pontifices nomen Auctoris silentio suppresserunt, & ne aut ipse exacerbaretur, aut illius Academia, aut Provincia, aut amici: mira charitate, & urbanitate ipsum laudant a probitate, & doctrina: Baius, ut Catholicus paruit; & turbationes, quae oriri poterant de medio sustulit. Expendenda constantia Ecclesiae in consignandis sigillatim erroribus etiam usque ad nostrum seculum constanter perseverasse: deinde laudanda modestissima charitas, eaque vere paterna Apostolicae Sedis, quae ita errores condemnat, ut Doctores Christo lucri faciat: non illos traducit, non repellit, verum etiam post manifestos errores blande allicit, tum laude, tum silentio.

ANNO MDLXXXIV *Gregorius XIII cum a nonnullis viris doctis unius, alteriusve Academiae Hispanae plura ventilarentur de solemnitate requisita pro tribus votis essentialibus Religionis, & de requisitis ad essentiam voti paupertatis, & castitatis, ut legitimum Religiosum constituant, Bullam illam edidit, cujus exordium est:* Ascendente Domino in naviculam; *& in illa decrevit esse vere, & legitime Religiosos, eos qui post biennium emiserunt in Societate Jesu vota tantum simplicia. Sic facile componuntur omnia ab initio Ecclesiae in singulis controversiis superveniente Decreto Apostolico, quod sigillatim asserta nonnulla repellat: verum dum res dubia est permittuntur in Ecclesia volumina, quae dubias aliquas doctrinas continent, quemadmodum cum tribus libris, aut capitulis factum esse ab Apostolica Sede constat superius. Similem aliam Extravagantem edidit Gregorius XIV pro aliis controversiis decidendis eandem causam spectantibus.*

ANNO MDLXXXVII *Sixtus V in Extravag.* Immensa Æterni Dei *quindecim instituit Romae Congregationes. In prima, quae est pro Sancta Inquisitione Romana a Paulo III jam olim instituta, haec ait:* In iis omnibus nostra est intentio ne in Officio Sanctae Inquisitionis in Regnis, & Dominiis Hispaniarum Sedis Apostolicae aucto-

ctoritate superioribus temporibus instituto, ex quo uberes in agro Domini fructus in dies prodire conspicimus, Nobis, aut Successoribus nostris inconsultis aliquid innovetur. *Curat Apostolica Sedes ne in Regnis Catholicis, ubi fides permansit illibata, in quibus in præmium obedientiæ, & effusi sanguinis pro Religione propaganda, privilegia litteris Apostolicis fulta, Regibus, & Provinciis concessa sunt, aliquatenus temerentur sine consultatione Sanctæ Sedis, & permissione, seu approbatione ipsorum Regum, & Provinciarum, aut saltem illis auditis, & consultis.*

In eisdem litteris Sixti V erigitur Congregatio septima, quæ est pro Indice Expurgatorio, aut prohibitorio Concilii Tridentini augendo, aut continuando: datur huic Congregationi facultas evulgandi catalogos librorum, permittendi libros aut prohibitos, aut suspensos in prioribus, & annexæ iis sunt quædam aliæ facultates: jubetur tamen huic Congregationi a Sixto V in primis: Ut eos libros, qui paucis erroribus retectis, alioqui utiles studiosis esse possunt, expurgandi, atque corrigendi modum ineant, Indicesque Expurgatorios conficiant. *Secundo jubetur Congregationi de Indice*, ut Universitatum Parisiensis, Bononiensis, Salmanticensis, aliarumque probatarum studia ad librorum expurgationem, & correctionem excitent; earumque diligentem operam, & industriam requirant. *Voluit enim Sancta Sedes, ut quæ Congregatio erat pro Indice Concilii Tridentini, ipsum Concilium imitaretur, primo in ea benigna audientia indubitate promissa* Sessione XVIII; *deinde in consulendis Provinciis, & earum Doctoribus requirendis: aliter enim in dubiis, aut probabilibus assertis nec legitime, nec juste, nec secundum Sacros Canones, & Concilia, nec juxta perpetuam Ecclesiæ praxim judicaretur. Solum manifestas hæreses, errores, et propositiones indubitate censura dignas prohibere, aut expurgare potest inconsultis Provinciis.*

AN-

ANNO MDLXXXVIII *idem Sixtus V pro dubiis circa Congregationes illas quindecim, quarum septimum locum tenet Congregatio de Indice, inter alias declarationes hanc dedit:* Prima est, si ante inchoatum judicium coram aliquo judice pars coram Congregatione conventa renuerit in illam consentire, & noluerit causam a Congregatione terminari, tunc ad judicem competentem remittatur. *Id ita dispositum, quod noluerit Sancta Sedes per erectionem Congregationum privare Catholicos viros, eosve removere a judicio suarum Provinciarum. Etiam quando negotium litigiosum est, si una pars renuat judicium Congregationis, et nolit a judice competente recedere, debet ad illum remitti.*

ANNO MDXCV, & MDXCVI *sub Clemente VIII Pontifice evulgatur auctus Index Expurgatorius, qui a Sixto V fuerat recognitus, et tempore Gregorii XIII inchoatus.* §. III De prohibitione Librorum *commendatur Episcopis, et Inquisitoribus, et Universitatibus*, ut eorum librorum Indicem confici, & publicari curent, qui per eorum Regna, atque Provincias hæretica labe infecti. §. V. Tam in Italia, quam extra *ait fore* singularum nationum Indices Expurgatorios; *Ex quibus manifestum fit hanc facultatem indubitate apud Catholicas nationes conservari, et permanere.* §. I. *De correctione librorum:* Habeant Episcopi, & Inquisitores conjunctim facultatem quoscumque libros, juxta præscriptum hujus Indicis, expurgandi. *Tum ex iis, tum ex superioribus regulis certa est hæc potestas expurgandi in Provinciis Catholicis; nam quod nonnulli de illa dubitent, ex litteris Clementis VIII, quarum initium est* Sacrosanctum Catholicæ Fidei depositum, *absque fundamento est: nam simul, et semel cum ea evulgatione litterarum in favorem Sacræ Congregationis publicantur Regulæ illæ de prohibitione, et expurgatione librorum.* §. III. In libris Catholicorum recentiorum si id, quod

cor-

corrigendum occurrerit, paucis demptis, aut additis emendari posse videatur, id correctores faciendum curent. *Id jubet Pontifex, nam integra damnatio voluminum, quæ ab auctoribus Catholicis edita sunt (si expurgari queant) semper in Ecclesia Dei reprobata fuit a venerandis Patribus, & Conciliis.*

Idem Clemens VIII in Appendice ad Indicem Concilii Tridentini integro Alphabeto innumeros libros cuivis Inquisitori, aut Episcopo committit expurgandos: supponit enim expurgationem esse debere circa res notissimas. In littera A Albertus Argentinensis, Albertus Krantius, Andreas Masius, Antonius Reuclinus, Antonius Rampilogis, Arnaldus de Villanova *si expurgentur ab Episcopis, aut Inquisitoribus permittuntur. In litteræ* B *Appendice idem præstatur cum* Bartholomeo Ferrariensi, & Bernardino Telesio. *In Appendice litteræ* C, Cardani opera, & Chronica Philippi Loniceri, & Chronologia Gerardi Mercatoris, & Claudii Espencei *quædam commentaria cuicumque Episcopo, aut Inquisitori expurganda traduntur. Similis occurret observatio in singulis Appendicibus Alphabeti. Violentum esset, & maxime contra Sacros Canones, & Concilia, & receptam Ecclesiæ praxim, si libri Catholicorum, qui expurgari possunt, integre prohiberentur. Plura jam olim in tempore Hieronymi, Epiphanii, & Chrysostomi dicta sunt, quæ etiam tempore S. Bernardi renovantur a Philippo Abbate* Epist. VI.

In universo Indice Expurgatorio Romano Clementis VIII hæc opera auctorum Hispanorum prohibentur: Apologia Michaelis Medinæ adversus Dominicum de Soto pro Joanne Fero; *sed hæc prius fuerat ab Hispana Inquisitione prohibita.* Bartholomei Caranzæ Catechismus: *verum, & hic prius fuerat ab Inquisitoribus Hispanis suppressus:* Didacus Stella in Lucam, *verum jubetur, ut juxta editionem anni* 1581 *permittatur, ea continet expurgationem Inqui-*

quisitionis Hispanæ: Martinus Martinez Hipotiposeon *nisi fuerit ex impressis anno* 1582, *scilicet juxta expurgationem Inquisitionis Hispanæ. Supersunt Auctores alii tres Hispani in Appendice, quorum duo, scilicet* Ludovicus Vives, *&* Petrus Fernandes Villegas, *prius fuerant ab Hispana Inquisitione recogniti: Postremus* Joannes de Roa *adversus quem plura* Baronius (Tom. VII) *etiam Hispanis Inquisitoribus jubentibus postmodum est prohibitus. Id semper factum ne Catholicæ, & natalis Provinciæ judicium contemni videretur.*

Ex eo ipso Indice Tridentino, & Appendicibus, & ex verbis summorum Pontificum certum est Inquisitiones generales Hispaniæ, & Lusitaniæ, et si quæ aliæ, eum eisdem facultatibus, & privilegiis in Regnis aliis Catholicis erigantur pro suis territoriis exercere posse, quæ ibidem dicuntur, cum absolute eo gaudeant nomine. Sic in littera D *in secunda classe hæc habentur:* Quæ jam edita sunt Adagia Erasmi expunctis locis suspectis judicio alicujus Facultatis Theologicæ, Universitatis Catholicæ, vel Inquisitionis alicujus generalis, permittantur. *Aliquæ igitur generales Inquisitiones admittuntur, nec Romana dumtaxat sic appellatur. Id jam olim docuerat* ANNO MDLVIII *Paulus IV in litteris, quarum initium est:* Quia in futurorum eventibus, *quæ habentur in Catalogo* D. Ferdinandi Valdes: *in illis expresse, & absolute nominat generales Inquisitores illos, qui nationales Inquisitores sunt. Propterea quando Sacra Congregatio de Indice in Decreto* ANNI MDCXXI die XVI Martii, *ait:* Prohibentur Indices, & Syllabi omnes particulares extra Urbem absque auctoritate, & approbatione Sacræ Indicis Congregationis impressi post Indicem communem Sacri Concilii Tridentini; *certum est nullatenus comprehendisse Inquisitorum generalium Indices; tum quod illi particulares non sunt; tum quod potestas evulgandi hos Catalogos prohibitorios, & expurgatorios expresse*

a Pa-

a Patribus Tridentinis, & Romanis Pontificibus tradita, tandem a Clemente VIII confirmata est in Regulis de prohibitione, & correctione librorum. Prohibentur duntaxat a Sacra Congregatione Indices, & Catalogi particulares, id est particulari, aut privata auctoritate evulgati contra præscriptas Regulas Tridentini Indicis, & Clementis VIII.

In Proœmio Indicis Tridentini juxta editionem Romanam ANNI MDXCVI *dicitur in aliquibus Provinciis, ac Regnis Catholicis Indicem, & Catalogum Expurgatorium Tridentinorum Patrum receptum non fuisse. Ut de legitima intelligentia constet, causas scrutari oportet. Prima est, quæ ibidem primo loco adducitur*, quod in eo quidam libri prohiberentur, quorum lectione viri docti privati magno incommodo afficerentur. *Secunda est, quæ ibidem memoratur*, atque animadvertentes etiam in eo esse nonnulla parum explicate posita, quæ interpretatione indigerent. *Elicitur documentum, quo constet, licere Provinciis Catholicis in prohibitionibus, aut expurgationibus librorum minus exactis reclamare: & eas donec ad meliorem statum redeant non admittere. Tertia causa hujus Catalogi non recepti potuit esse, quod aliter se res habeat, quoad lectionem librorum prohibitorum in locis, ubi vel Bulla Cœnæ, vel Index librorum prohibitorum receptus non est, vel certe quoad omnia receptus non est; quia* (ut docet Navarrus Lib. I Consil. Tit. II, conf. I, quæst. V.) *Lex antequam recipiatur, saltem per maiorem partem Civitatis, cujus pars est transgressor, non ligat: quoniam promulgata videtur cum conditione, si recipiatur saltem per maiorem partem, ut singulariter dixit Dominicus per recentiores receptus. Quarta causa esse potuit, quod pro iis judiciis librorum, & doctrinarum, dum non intercedit Decretum Apostolicum e Cathedra, singularia habeant privilegia a Sancta Sede nonnullæ Provinciæ Catholicæ, in quibus receptum est Concilium Tridentinum: nam ubi admissum non est quoad*

re-

regimen, & statuta regiminis, & moralia quædam præcepta, consequens est, ut neque Indicem admiserint, neque Appendices, & Additamenta.

ANNO MDCII *Clemens VIII occasione quarundam Conclusionum, in quibus continebatur, damnavit eam propositionem, quæ ait, licere per litteras, seu internuncium confessario absenti peccata sacramentaliter confiteri, & ab eodem absente absolutionem obtinere, eamque ad minus falsam, temerariam, & scandalosam declaravit. Sic Apostolica Sedes non integras assertiones prohibuit, sed quæ in illis mala doctrina esset, determinavit.*

Eodem ANNO MDCII *prohibentur a Clemente VIII opera* Caroli Molinei *hæretici; & quamquam justissimam indignationem effudit Sancta Sedes contra impium hominem, & hæreticum, eas tamen lucubrationes permisit, de quibus* §. VI *dicitur ejus Bullæ, quæ incipit:* Apostolicæ Sedis auctoritate: *Nam & illa, quæ ab hæreticis profecta sunt, si utilia videantur permittuntur. Quid non faciendum cum Doctoribus Catholicis?*

ANNO MDCIII *idem Clemens VIII contra negantes Trinitatem, aut Divinitatem Jesu Christi, vel ejus conceptionem de Spiritu Sancto, vel mortem pro nostra Redemptione, aut Virginitatem Beatissimæ Virginis Mariæ, litteras expedivit, quarum initium* Dominici Gregis: *propter ea, quæ ibi dicuntur, necesse fuit denuo has hæreses condemnare. Id semper in more positum fuit, ut Sedes Apostolica sigillatim graves, & manifestos errores repelleret, aut novis determinationibus latentes veritates evulgaret. Nam* (quod ait Gelas. I, Constit. I) *Papæ plena est auctoritas in damnandis a Fide Catholica deviantibus, retractandisque male actis Conciliis, & bene gestis approbandis.*

CA-

CAPUT XIV.

De Causis Doctrinalibus a Pontificatu Pauli V usque ad præsentem diem.

In nostra ætate, Regioneque versamur: quæ nuper acciderunt exemplis illustrabimus.

ANNO MDCVI *Paulus V formulam juramenti, quæ a Jacobo fuit excogitata, & defensa, condemnat; & eam emitti non posse ab Anglicanæ Ecclesiæ Catholicis viris declarat.* ANNO MDCVII *eamdem damnationem confirmavit. Habentur litteræ Pontificiæ apud Suarium* (Lib. VI de Rege Angliæ in Proœmio ante Cap. 1:) *Illæ determinatas propositiones repudiandas enumerant. Id semper factum a Sancta Sede, sive cum ad unionem Ecclesiæ scismaticos, aut hæreticos admitteret, sive cum impia asserta condemnaret. Sic videre licet in litteris Eugenii IV pro Armenorum cum Sancta Romana Ecclesia unione, & quorumdam articulorum declaratione, & in aliis litteris pro Jacobitarum unione, & aliquarum propositionum explicatione, & in litteris Innocentii II contra Abaelardum, & Arnaldum de Brixia, & in litteris Joannis XXII contra Bizochos, & Fraticellos, & in litteris Julii II contra Pisanum Concilium, & in litteris Nicolai III de anathematizatione Patarenorum, & in litteris Pauli III de condemnatione Henriei VIII, & in aliis innumeris hujus coloris, & tenoris per duas proximas centurias numerorum relatis.*

ANNO MDCXI *Paulus V damnat ut temerariam, & errori proximam opinionem illam, quæ asserit probabile esse, posse Sacramentum extremæ Unctionis conferri valide in oleo non benedicto ab Episcopo. Fuerat magnorum auctorum hæc opinio; verum Sancta Sedes supra omnes Doctores*

res

res Divino lumine illustrata cognoscit veritatem , & in singulari falsitatem condemnat: Non pavide, non occultis artibus, non obscure reprobat.

Quæ judicialiter dumtaxat approbantur , aut reprobantur etiam a magnis Synodis, & Conciliis, non raro emendationem desiderant, & sæpe judicio debito reparantur. Plura hujus veritatis documenta sunt præstita , addenda sunt nonnulla. Marcellus Ancyranus Episcopus librum scripsit contra Asterium: illum Episcoporum Synodus, qui Jerosolymam ad encenia convenerant, in ignem projiciunt, quasi errores Sabellii contineret: (ut ait Socrates Lib. I, Cap. XXIV:) *verum a Julio Romano Pontifice, & a Sardicensi Concilio tum liber, tum persona sine labe, aut crimine fuisse declarantur. Tria generalia Concilia, id est, sexta Synodus* (ACT. XIII, & XVIII), *septima Synodus* (ACT. ULTIMA), *octava etiam Synodus; tres item Romani Pontifices Leo II, Adrianus II, Benedictus II scripta Honorii Papæ ad Sergium, ut hæretica damnaverunt: ipsum etiam Honorium Papam inter hæreticos numerarunt. Nihilominus in hac condemnatione errasse tria generalia Concilia, & tres Pontifices , contendunt* Baronius ANNO DCXXXIII, & DCLXXXI, Turrianus pro sexta Synodo, & in Lib. III, Constitut. Clem. Cap. XIII. Bellarminus de Rom. Pontifice Cap. XI. Canus Lib. V, Cap. V. Corduba Lib. IV quæst. III. Turrecremata. Lib. II, Cap. XCII. *Existimantes in causa judiciali , & de facto dum non est determinatio a Cathedra singularium assertionum , facile esse scripta injuste condemnari ob falsas informationes, etiam a generalibus Conciliis, & Romanis Pontificibus. Docemur in causis judicialibus doctrinarum , quamquam libri prohibiti fuerint a Romano Pontifice, & universali Concilio, licitum esse parti læsæ reclamare , quod & factum est pro Expurgatorio Concilii Tridentini. Nec labes est summorum Antistitum si reparent, & corrigant similia errata. Sic Bonifacius II incendio absumit*

mit propria scripta de Vigilio sibi in successorem substituendo, quod Clero, & Senatui ea decreta, ut Sacris Canonibus contraria, displicuissent, ut refert Anastasius Bibliothecarius.

Sunt quædam opera olim prohibita a Pontificibus, & Conciliis, quæ nunc permittuntur; Cassianus, Clemens Alexandrinus, Victorinus Martyr, Tertullianus, Eusebius Pamphilus a Concilio Romano sub Gelasio prohibiti, nunc tolerantur. Libri Gentilium ab Apostolis primum proscripti, & interdicti, ut ait Clemens I (Constitut. Cap. VI.) *Episcopis simile præceptum intimatum est a Concilio Carthaginensi IV* (Cap. X, dist. XXXVII, Cap. *Episcopis*:) *nunc licite tenentur, & leguntur. Similia quædam accidunt circa Historias Ecclesiasticas: olim, quæ maiori ex parte falsæ, & dissonæ, quamquam nullam propositionem temerariam, aut erroneam, aut hæreticam continerent, repelli, & prohiberi oportebat: ex iis quædam nunc repelluntur, quædam tolerantur. In septima Synodo communi consensu Itinerarium Apostolorum damnatur, & Canone* LXIII *Concilii Trullani traduntur igni falsa Martyrologia; & a Nicephoro Patriarcha Constantinopolitano prohibetur Brontologia, & Selenodromia, & Apocalypsis Pauli, & Historiæ quædam aliæ apocryphæ; & in Concilio Romano sub Gelasio similiter proscribuntur, et interdicuntur Historiæ aliæ; verum nonnullas nunc tolerari videmus, et experimur.*

ANNO MDCXIII *sub Pontificatu Pauli V Sacra Congregatio de Indice auctores tredecim prohibet: atque hæc est prima prohibitio hujus Sacræ Congregationis; nullum enim decretum ab illa antea emanarat hujus generis: Nam quod* ANNO MDCI *quædam Missalia interdixerit, et* ANNO MDCVI *contra Venetos quosdam Impressores, et Bibliopolas edictum publicavit, non adversus auctores legitimos operum, sed in depravatores illorum factum est.*

ANNO MDCXIV *prohibet Sacra Congregatio librum falso impositum Cardinali Bellarminio de Juramento fidelitatis,*

cen-

continentemque ejus doctrinæ defensionem, quam Palus V e Cathedra condemnarat anno 1606, *et* 1607.

ANNO MDCXVI *die* 5 *Martii quatuor Auctores, die vero* 12 *Novembris libros sex prohibet.*

ANNO MDCXVII *libri novem*, ANNO MDCXVIII *libri sex*, ANNO MDCXIX *die* 10 *Maii libri octo: die vero* 22 *Octobris ejusdem anni libri decem, et novem : die vigesima secunda mensis Novembris ejusdem anni libri novem a Sacra Congregatione interdicuntur. In iis omnibus decretis usque ad finem Pontificatus Pauli V nullius auctoris Hispani liber a Sacra Congregatione est prohibitus.*

ANNO MDCXX *cum opera Nicolai Copernici fuissent prohibita, ea a Sacra Congregatione permissa sunt cum expurgatione locorum undecim: et quamquam eadem Sacra Congregatio merito dicat hujus auctoris sententiam de motu circulari terræ Sacræ Scripturæ, ejusque veræ, et Catholicæ interpretationi repugnare; addit tamen omnes illos tractatus, qui aut ex hypothesi, aut problematice eandem opinionem proponunt, sine ulla expurgatione permitti : verba illius sunt :* Iis correctis juxta subjectam emendationem locis, in quibus non ex hypothesi, sed asserendo de situ, & motu terræ disputat, (in Cap. VIII, Lib. I:) *hæc notat Sacra Congregatio*, cum tamen problematice semper videatur loqui, ut studiosis satisfiat, & series, & ordo libri integer maneat. *Eamdem doctrinam supponit suprema Inquisitio Hispana littera* N *in voce* Nicolaus Mulerius *ad illa verba*: circa motum diurnum terræ, quem fingit Copernicus Lib. V, Cap. V, & deinceps adhibenda notis Mulerii eadem cautio, quæ Nicolao Copernico secunda classe. *Vere, et legitime ita fuisse statutum tum a suprema Hispaniarum Inquisitione, tum a Sacra Congregatione, constans est Theologorum opinio affirmantium eam propositionem, quæ, absolute dicta, temeraria esset si ex hypothesi, aut in dubio, aut problematice dicatur, nullam notam censuramve mereri : sic* Canus Lib. XII *De locis* Cap. XI: Simancas

cas *De Catholicis institutionib.* Cap. xxv: Castro Lib. I *De justa hæreticorum punitione* Cap. iii. Cordova Lib. I quæst. xvii; *et quotquot de hac re tractarunt. Hic est expressus sensus* S. Thomæ (1 Part. q. lxxxix, art. viii,) *qui ad testimonium* S. Augustini Libro *De cura pro mortuis agenda* (Cap. xiii) *dicentis, quod nesciant Sancti mortui quid agant Filii viventes in hoc sæculo, respondet, Augustinum hæc dubitando protulisse, non asserendo; quod et ipse Augustinus indicavit cum diceret,* ut volet accipiat unusquisque quod dicam. *Similiter* (in iv Sentent. dist. xliv) *respondet ad testimonium ejusdem* S. Augustini (Lib. xii in Genesim) *ajentis non esse receptacula corporalia, sed spiritualia ea, in quibus animæ exutæ corpore versantur:* Dicendum, quod Augustinus loquitur opinando, & non determinando. *Hæc est solemnis, et frequens solutio apud Scholasticos, ut antiquos Patres sub dubio loquentes de materialitate Angelorum cum* Bernardo (Hom. v *super Cantica,*) *et de aliis rebus jam exploratis simili forma loquentes, ab omni mala censura liberent. Quintus, et sextus liber Bibliothecæ Sixti Senensis innumera hujus coloris exempla confert. Tandem ne quis improbare possit hanc formam suspendendi sententiam plures sic scripsere tractatus nonnullos, et in iis Sanctus Augustinus libros duodecim de Genesi ad literam.*

Cum anno Mdcxvi *Sacra Congregatio de Indice opera Nicolai Copernici, Didaci Astunica, et Pauli Antonii Foscarini prohibuisset, propter immobilitatem Solis, quam statuebant in centro Mundi, et motum diurnum terræ, non aliam causam prohibitionis adhibuit, nisi quod hæc opinio Scripturæ Sacræ, et ejus legitimæ expositioni a Sanctis Patribus traditæ adversaretur; At cum* anno Mdcxx *opera Nicolai Copernici permittit cum expurgatione, iterum repetit in iis dumtaxat locis expurganda esse, in quibus assertive, et ex firma sententia propositam thesin sustinet, nec alia ratio faciendæ expurgationis traditur, nisi quia Scripturæ Sanctæ, ut a Patribus exponitur, doctrina illa philosophica, seu mathema-*

matica opponitur: Aliter enim quantumvis delirarent Auctores in speculativis controversiis Philosophicis, Medicis, & Mathematicis, nullatenus expurgarentur; non enim Ecclesia curat de veritatibus scientiarum pro quarum cognitione Christus mortuus non est; quales sunt omnes tractationes rerum naturalium; ideo in iis Christiana pietas non læditur, neque Ecclesia si homines enormiter decipiantur, quemadmodum expresse aiunt S. Augustinus 5 Confessionum, Ambrosius in Psalm. CXVIII. S. Thomas Opusc. X, *& communiter Doctores ex doctrina Angelici Magistri* (12 quæst. CIX, art. 1,) *quem in hoc sensu explicant, & sectantur* Suarius (Lib. 1 *De Gratia* Cap. 1.) Vasques (disp. CLXXXVIII.) Torres (disp. 1 *De Gratia* dub. III.) *Propterea* Suarius (disp. XIX *De Fide* sect. II) *ait propositiones temerarias in Philosophia, vel Metaphysica non esse temerarias in ordine ad doctrinam Christianam. Hoc principio certissimo innixa Congregatio de Indice ait se expurgare doctrinam Copernici, non quod exorbitans videatur in Mathematicis, aut Philosophicis, sed quod, quamquam circa res naturales versetur assertio, de ea in Scripturis exprimitur quid tenendum sit; atque idem est de rationibus, qui minus efficaces videantur nullum esset absurdum censura dignum ex humana fragilitate rationem parum robustam tulisse; nam & ipse Spiritus Sanctus, qui astitit conclusioni Concilii, non semper voluit assistere præmissis, & rationibus. Concilium Sirmiense ex illo* Gen. XIX pluit Dominus a Domino *sanxit processionem Filii a Patre, quam rationem plures non admittunt. Sic illud* Athanasii *per similitudinem* sicut anima rationalis, & caro unus est homo, *non omnes volunt ad fidem pertinere: Sic Innocentii III in Concilio generali* C. Per venerabiles *probat ex electione septuaginta Seniorum colligi officium Cardinalium: Sic Clemens II* Extrav. Unigenitus de pœnitentiis, & missionibus *ex illo* Isaiæ 1: A planta pedis, *suadet in Christi corpore naturali nullam fuisse partem sanam. Humanum est si quando rationes minus robustæ ad probationem afferantur.*

PRO-

PROVA NUMERO VI.

DIMOSTRAZ. V. §. 53.

DECRETO, E LEGGE DI S. MAESTÀ CATTOLICA

SPEDITA A' 18, E 21 GENNAJO DEL 1762, E PUBBLICATA NEL MERCURIO STAMPATO IN MADRID NEL MESE DI FEBRAJO DI DETTO ANNO.

IL RE. Una delle principali mie cure, allorchè furono da Me prese le redini del Governo di questi Regni, essendo stata quella di mantenere la Religione Cattolica nella sua maggior purità, e di estirparne, e cacciarne tutti coloro, che escono dal cammino della di lei unità, e che si allontanano dalle sacrosante massime della Fede: per il qual fine fu stabilito, e fondato da' miei gloriosi Progenitori il Tribunale della Generale Inquisizione con quelle ample facoltà, che a sua istanza le furono concesse dalla Sede Apostolica, ed ampliate dalla Reale munificenza a quel segno, che l' è stato accordato, dandogli precariamente, e durante il Regio consenso l' esercizio della Real Giurisdizione in tutti que' casi, e negozj ove non giunge la Giurisdizione spirituale concessagli da' Sommi Pontefici; In ragione di che competono a Me, come inerenti alla Corona, i titoli di suo Fondatore, Difensore, e Protettore; ed in conseguenza di ciò gli è stata da Me promessa la mia Real protezione: E desiderando, che i suoi procedimenti siano conformi alle sante idèe praticate dalla Sede Apostolica ne' casi di questa particolare ispezione,

e volendo Io concorrere colla mia Regia Autorità in far sì, che siano eseguite, e rispettate le regole, che dall'Inquisitor Generale, e dal Consiglio della suprema, e generale Inquisizione furono a loro stessi prescritte; Essendo indispensabile, che a Me si dia parte di tutto ciò, che da essa viene eseguito nelle rispettive materie, delle quali è necessario rendere intesa la mia Real Persona: ad effetto di non cadere nel pregiudizievole, gravissimo inconveniente, che con universale discredito è nato dal poco fà accaduto nella pubblicazione di un Editto fatta dall'Inquisitor Generale contro mia espressa Real volontà: Per evitare pertanto, che da quì innanzi ciò non tiri a conseguenza, e che la mia volontà sia rispettata secondo lo esigge la Sovrana mia Regia Autorità: Ho determinato, che l'Inquisitor Generale non debba pubblicare Editto alcuno proveniente da Bolla, o Breve Apostolico, se prima non gli sarà da Me passato ordine di ciò fare; Non ostante si abbia a supporre, che tutte le Bolle, e Brevi debbano essere dal Nunzio presentati alla mia Persona, o al mio Segretario del Dispaccio di Stato: E qualora appartenessero alla proibizione di Libri, debba l'Inquisitore osservare l'ordine prescritto nell'*Auto accordado XIV. Titolo VII. Lib. I.* della *Recopilacion*: facendo esaminare di nuovo i Libri, e meritandolo, proibirli di propria Potestà, senza inserire nella condanna il Breve. Si determina similmente, che l'Inquisitor Generale non debba pubblicare Editto alcuno, nè Indice generale, o *Espurgatorio* in questa Corte, nè fuori di essa, se prima non ne darà a Me parte per la via del Segretario del Dispaccio di Grazia, e Giustizia, o ritrovandosi questo assente in mia compagnia, per mezzo del Segretario di Stato; e che in risposta ne ottenga il mio assenso; E finalmente determino, che la Inqui-

quisizione, prima di condannare i Libri, ascolti le difese, che volessero fare gl' Interessati, citandoli a questo effetto in conformita della Regola prescritta alla Inquisizione di Roma dall' insigne Pontefice Benedetto XIV nella Costituzione Apostolica, che incomincia: *Sollicita, ac provida*: Perlocchè ordino a' Presidenti, e Reggenti delle Cancellerie, e Udienze di questi miei Regni, a' Presidi, Governatori, e tutti altri Tribunali delle Città Capitali, che in vedendo questa mia Reale Determinazione, debbano pubblicarla ad effetto, che giunga a notizia di tutti quanto in essa è stato da Me dichiarato, e prescritto, e sia osservata, e adempita in tutto, e per tutto, secondo il suo contenuto; e non permettere, sotto qualunque pretesto, che non sia osservata: mentre così conviene al mio Real servizio, e perchè questa è la mia volontà: Ed alla copia stampata di questa mia Cedola sottoscritta da D. Giuseppe Antonio de Yarz mio Segretario, e primo Scrivano di Camera, e del mio Consiglio, si abbia la medesima fede, e credito, come al suo Oririginale. Data in Buon-Ritiro a' 18 Gennajo 1762.

IO IL RE.

Di ordine del Re nostro Signore

D. Agostino de Montiano e Luyando.

LEGGE
DI S. MAESTÁ CATTOLICA
pubblicata in Madrid a' 21 Gennajo 1762; e ristampata nel Mercurio del mese di Febbrajo pubblicato in quella Corte.

Don Carlo per grazia di Dio Re di Castiglia, di Leone, di Aragona, delle Due Sicilie, di Gerusalemme, di Navarra, di Granata, di Toledo, di Valenza, di Galizia, di Majorca, di Siviglia, di Sardegna, di Cordova, di Corsica, di Murcia, di Jaen, degl' Algarvi, di Algesir, di Gibilterra, delle Isole di Canaria, delle Indie Orientali, ed Occidentali, Isole, e terra ferma del Mare Oceano; Arciduca d'Austria; Duca di Borgona, di Brabante, e Milano; Conte di Auspurgh, di Fiandra, Tirolo, e Barcellona; Signore di Biscaja, e di Molina, &c. Al Serenissimo Principe Don Carlo Antonio mio carissimo, ed amatissimo Figlio, agl' Infanti, Prelati, Cardinali, Arcivescovi, Vescovi, Duchi, Marchesi, Conti, Magnati, Priori degli Ordini, Commendatori, e Sotto-Commendatori, agl' Alcaidi de' Castelli, Fortezze, ed altre abitazioni; a' Decani, e Capitoli delle Chiese Metropolitane, e Cattedrali tanto in Sede piena, che vacante; agli Abati, Decani, e Capitoli delle Chiese Collegiali, a' Propositi, Priori, Arcipreti, Visitatori, Provvisori, Vicarj, e Superiori di Religioni, e ad ogni altra Persona, che eserciti, o abbia per l' innanzi esercitato giudisdizione Ecclesiastica, ed a' Membri del mio Consiglio, Presidenti, e Uditori delle mie Udienze, Alcaidi, ed Ufficiali della mia Casa e Corte, e Cancellerie, ed a tutti i Presidi, Assistenti, Governatori, Alcaidi maggiori, e or-

e ordinarj, e ad altri qualisiansi Giudici, e Tribunali di questi miei Regni, e Signorie, tanto di quelle de' Regj Territorj, come di que' di proprietà patrimoniali Ecclesiastiche, di qualunque stato, condizione, e preminenza, che siano, così a quelli, che presentemente esistono, come a tutti coloro, che verranno in appresso, e ad ognuno, e qualunque di Voi: Si fa sapere, che conoscendo Io di aver ricevuto dalla Divina Provvidenza il supremo Dominio, e la Regia potestà, che esercito sopra i miei Stati, e Vassalli, ed essere stata questa a Me confidata per il di lei più fedele, e puntual servizio: considerando essere di mia obbligazione il proccurar loro, colla mia Sovrana protezione, tutti que' mezzi, che conducono a dar loro sollievo, quiete, e perfetta tranquillità; e che si debbono da Me per lo stesso fine conservare le Regalie annesse, ed inseparabili dalla Corona, stabilite colle Leggi fondamentali del Regno, o per Concordati fatti colla S. Sede, o per un non interrotto immemoreabil possesso: dall'uso, e conservazione delle quali dipende la felicità dello Stato, la reciproca armonia delle due Repubbliche Spirituale, e Temporale, e la manutensione degli Usi, e lodevoli Costumanze solidamente stabilite, e continuate ne' miei Regni fin da quando fu in essi introdotta la luce della Santa Fede Cattolica: Giacchè da questo constante principio deriva la Potestà Temporale, Economica, e Difensiva, la quale, come primo effetto della Sovranità, è stata a Me data dalla Divina Misericordia come a Re Cattolico, e Figlio obbediente della Chiesa per difenderli, e dar loro soccorso; della qual Potestà protesto di non volerne usare, se non in quello, che tende a conservare la Religione nella sua perfetta purità; all' aumento del bene, e sollievo de' Vassalli; alla retta amministrazione della Giustizia; ad estirpare i vizj, ed

a far

à far risaltare le Virtù: Essendo questi i motivi; per i quali Iddio ha poste nelle mani de' Monarchi le redini del Governo. Per altro avendo l'esperienza dimostrato, che in varie occasioni, e con soverchia frequenza è stata intorbidata la pace, e tranquillità delle Repubbliche Ecclesiastica, e Civile da alcune Bolle, Brevi, e Rescritti spediti nella Corte di Roma, che offendono le mie Regalìe, o che sono contrarj alle Costumanze del Regno; ciò procedendo, senza dubbio, dal non avere la piena cognizione delle antiche Leggi, e Costumanze ricevute dalla Nazione, o perchè vengono impetrati d'alcuni Privati a forza di replicate istanze, di macchinazioni, e straordinarj maneggj; o perchè sono in chiaro, e grandissimo pregiudizio del Terzo, o della quiete, e tranquillità pubblica: Essendo Io sempre stato, come lo sono, pronto a prestar loro la dovuta obbedienza tutte le volte, che dette Bolle, e Brevi contengano materie di Dogma, e di Disciplina universale; e ad ordinare, che siano puntualmente, ed esattamente ubbiditi, usando in ciò della mia Autorità, e braccio Regio; E quando anche siano di altra specie, e che non possano produrre nessuno degl'inconvenienti di sopra indicati, viene da Me disposto, che si osservino colla più religiosa obbedienza; e qualora possano cagionare i suddetti inconvenienti, suole da Me supplicarsi, e rappresentare l'occorrente a S. Santità: Avendo fatta matura riflessione sopra questo importante punto della Real protezione, a cui i miei Vassalli hanno diritto, alla gravità della materia, ed agli artifiziosi ricorsi di coloro, che sogliono farli risguardando solo il loro privato interesse senza far minimo caso, nè aver risguardo alla Causa pubblica: Con consulta di Persone, e Ministri dotti, e pii, e specialmente de' Membri del mio Consiglio: Ordino, e voglio, che si osser-

osservi da' miei Vassalli come Legge, e Pragmatica Sanzione: Che da ora innanzi qualunque Breve, Bolla, Rescritto, o Lettera Pontificia diretta a qualunque Tribunale, Giunta, o Magistrato, agli Arcivescovi, e Vescovi in generale, o a qualcuno, o ad alcuni in particolare, di qualunque materia vi si tratti, senza eccezzione, qualora tenda a stabilire Legge, Regola, o Osservanza generale, abbenchè sia una pura comune ammonizione, non debba pubblicarsi, nè ubbedirsi, se prima non consti di essere stata veduta, ed esaminata dalla mia Real Persona, e che il Nunzio Apostolico, venendo per le sue mani, l' abbia fatta giungere alla mia presenza per il canale della Segretaria di Stato a ciò destinato: Che tutti i Brevi, o Bolle sopra negozj risguardanti le Parti, o Persone private, siano di Grazia, o di Giustizia, debbano presentarsi al Consiglio prima di tutto in Ispagna, e che questo, innanzi di restituirli per il loro effetto, debba esaminare se da' tali Brevi, o Bolle possa risultarne lesione al Concordato, o danno alla Regalia, a' buoni Usi, e legittime Costumanze, ed alla quiete del Regno, o pregiudizio del Terzo; aggiungendo questa precauzione a quella de' Ricorsi di forza, o manutensione di Stilo, benchè questi dovranno essere in molto minor numero; Eccettuando da questa generale presentazione i soli Brevi, e Dispense, che dalla Sagra Penitenzieria sogliono spedirsi per il Foro interno in que' casi, ne' quali non giungono le facoltà Apostoliche concesse al Commissario Generale della Crociata di dispensare in simiglianti casi; giacchè per quelli dove giungono, si dovrà a lui ricorrere: E per l' osservanza, e adempimento di questa Legge, e Pragmatica Sanzione stabilisco contro i transgressori, che in qualunque modo contraverranno a questa mia Real Determinazione, se saranno Prelati, o Per-

o Perſone Eccleſiaſtiche, la pena della perdita di tutte le Temporalità, e Nazionalità, che aveſſero in queſti miei Regni, conſiderandoli per ſtranieri di modo, che non poſſano godere Benefizj, nè Dignità, nè altra coſa, di cui poſſono, e debbono godere i Nazionali: Ed i Laici, che foſſero incolpati in qualunque modo, o ſi foſſero adoperati in pubblicare le ſuddette Bolle, o Brevi per dar loro eſecuzione, o in ciò aveſſero preſtato il loro favore, ed ajuto, eſſendo Giudici, ſaranno condannati a pagare due mille Ducati, e reſtar privi dell' impiego; e non avendo beni per pagarli, ſaranno condannati a quattro anni di preſidio in Africa: I Proccuratori, che aveſſero agito, ed i Scrivani, che aveſſero intimate le tali Bolle, Brevi, o Reſcritti perderanno la metà de' loro beni, e ſaranno condannati a dieci anni di preſidio in Africa: E ſtabiliſco la pena dell' eſilio a mio arbitrio contro que' Privati, di qualunque ſtato, qualità, e condizione ſiano, i quali proccuraſſero la loro eſecuzione ſenza il neceſſario precedente riquiſito. Ordino pertanto, ed incarico a' ſuddetti Arciveſcovi, Veſcovi, ed altri Superiori Eccleſiaſtici quì eſpreſſi, e comando a' Membri del mio Conſiglio, a' Preſidenti, e Uditori delle mie Cancellerie, e Udienze, a' Preſidi, Aſſiſtenti, Governatori, ed a tutti i Tribunali di queſti miei Regni, a' quali poſſa in qualunque modo appartenere l' oſſervanza di queſta mia Regia Determinazione: Che debbano oſſervarla, adempirla, ed eſeguirla in tutto, e per tutto come Legge, e Pragmatica Sanzione, ſenza che ſia neceſſaria verun' altra dichiarazione fuori di queſta, che deve eſſere puntualmente eſeguita dal giorno, che ſarà pubblicata in Madrid, e nelle Città, Ville, e Terre di queſti miei Regni, e Dominj, ed altri luoghi ſoliti; mentre così conviene al mio Real ſervizio, e per eſſere que-

questa la mia volontà; Ed alla copia stampata di questa mia Pragmatica, sottoscritta da Don Giuseppe Antonio Yarz mio Segretario, primo Scrivano di Camera, e del mio Consiglio, sia data la stessa fede, e credito come al suo Originale. Fatta in Buon-Ritiro a' 18 Gennajo del 1762.

Io Il Re.

Io Don Agostino de Montiano y Luyando Segretario del Re nostro Signore la feci scrivere di suo ordine.

Diego Vescovo di Cartagena. Dottor Pietro Martinez Feyjoo. Don Giuseppe del Campo. Don Pietro de Castilla Caballero. Don Pietro Ric, y Exea.

Registrato. *Don Nicola Verdugo Tenente del Canceller maggiore.*

D. Nicola Verdugo.

PRO-

PROVA Numero VII.

DIMOSTRAZ. VI. §. 6.

COPIA

del Capitolo ultimo

DELLE CORTI DI SANTAREM

tenute nell' anno 1456.

Dicono ancora, che i nostri sudditi Laici ricevono molti aggravj da' Giudici del Capitolo della Metropolitana di detta Città, i quali fanno citare dinanzi a loro i Laici ne' casi, in cui non sono Giudici: e ne' casi, che lo sono, essendovi Giudici, e Parte. Che ne' tempi del Re D. Alfonso, del Re D. Pietro, e del Re D. Fernando vi era un Giudice Ecclesiastico per parte del Capitolo, ed un Laico per parte nostra, laonde ci chiedevano in grazia, che da Noi si ordinasse l'osservanza di questo stesso Costume, giacchè in tal forma si praticò ne' tempi antichi; e perchè così non sarebbe il nostro popolo tanto gravato da' Preti. Al qual Capitolo da Noi si risponde col dare ordine: Che i Ministri del nostro Consiglio supremo di Giustizia facciano venire i Vicarj, e coloro, che appellano contro di essi al detto Tribunale; e ritrovando, secondo il Diritto, che i Vicarj usurpano una giurisdizione in alcuni casi ne' quali non compete loro per Diritto, debbano proibir loro di non entrare a giudicare in tali Cause; e qualora non vogliano così fare, debbano darne parte a Noi; e sarà loro data quella risoluzione, che a Noi più piacerà di dare. E ne' casi ne' quali convenissero tutti, che la giurisdizione appartiene a Noi, o alla Chiesa, dovranno nello stesso modo farlo difendere,

fir-

firmare, e registrare in un libro. Perlocchè ordiniamo a tutti i Giudici, e Tribunali de' nostri Regni, ed a tutti qualisiansi persone, e Offiziali a' quali spetti essere di ciò informati in qualunque modo egli sia, che in venendo loro mostrato questo Decreto, debbano eseguirlo, ed osservarlo, e far eseguire, ed osservare i detti Capitoli colle nostre Risposte nella forma, e termini espressi in questo nostro Decreto; e che non debbano contrariarli, nè consentire, che si faccia cosa in contrario; Essendo questa la nostra determinazione, ed il nostro volere, cioè, che si adempisca, ed osservi il tutto nella guisa suddetta; e non dovrà farsi altrimenti. Dato in Santarem a' 20 Luglio. Ordinato dal Re per mezzo di Vasco Gil de Pedrozo Licenziato in Legge suo Vassallo, Ministro del suo Tribunale supremo; non ritrovandosi ivi presente il Dottor Diego Martins suo Collega. *Giovanni Lorenzo* la fece: Nell' era del 1456.

PROVA NUMERO VIII.

DIMOSTRAZ. VI. §. 16.

++++++++++++++++++++++++++++++++++++++

BENEPLACITO REGIO,

CHE IL VESCOVO DI COIMBRA

DON GIORGIO D'ALMEIDA

OTTENNE DAL RE D. GIOVANNI III

PERCHE LA BOLLA DA LUI IMPETRATA

AD EFFETO DI POTER TESTARE I BENI TEMPORALI,

ACQUISTATI *INTUITU ECCLESIÆ*,

POTESSE ESSERE ESEGUITA.

Estratto dall' Archivio della *Torre do Tombo*.

DON GIUSEPPE per grazia di Dio Re di Portogallo, e degl' Algarvi di quà, e di là dal mare; in Africa Signor di Guinea, e della Conquista, Navigazione, e Commercio di Etiopia, Arabia, Persia, e d' India, &c. Fo sapere, che per parte del Proccuratore di mia Real Corona è stato richiesto al primo Custode della Torre do Tombo, *che in virtù dell' Alvarà de'* 14 *Agosto* 1766 *gli fossero communicati da quel Real Archivio con autentici attestati tutti que' i Documenti, che fossero da lui richiesti: In adempimento per tanto di detto Alvarà, essendo stati esaminati i Libri, in quello della Cancelleria del Re D. Giovanni III segnato Num. XIII a fol. 80 retr. nel mezzo, si è ritrovato il Diploma del seguente tenore.*

AL VESCOVO DI COIMBRA D. GIORGIO D' ALMEIDA: CONFERMA DI UNA BOLLA DA LUI IMPETRATA PER POTER TESTARE.

DON GIOVANNI per grazia di DIO Re di Portogallo, e degl' Algarvi di quà, e di là del mare, in Africa Signor di Guinea, e della Conquista, Navigazione, e Commercio di Etiopia, Arabia, Persia, India, &c. Fo sapere a chiunque vedrà questo mio Diploma, qualmente per parte di D. Giorgio d' Almeida Vescovo di Coimbra, Conte di Arganil, e membro del mio Consiglio, fu a me presentato un Alvarà del Re mio Signore, e Padre, che stà in Cielo; concepito ne' seguenti termini:

Noi il Re. Facciamo sapere a tutti i nostri Presidi, Giudici, e Tribunali, Officiali, ed altre Persone di questi nostri Regni, alle quali sarà presentato questo nostro Alvarà, ed appartenga di esserne informate, qualmente D. Giorgio d' Almeida Vescovo di Coimbra, Conte d' Arganil, e nostro Consigliere, ci ha fatto presentare una Bolla di privilegio, ottenuta dal Santo Padre, per cui la Santità Sua gli dà facoltà, e licenza, che di tutti li suoi beni, così mobili, come stabili, e patrimoniali, o in qualunque altro modo lecito acquistati dal detto Vescovo di sua personal ragione, e che non siano da lui acquistati per ragione della sua Chiesa, e Chiese, possa egli liberamente disporre de' detti beni, e stabili acquistati nella suddetta forma, e fare il suo testamento come più gli piacerà; E de' beni, e stabili acquistati da lui per causa, e di ragione di detta sua Chiesa, e Chiese, possa testarne fino alla somma di dieci mille Crociati d' oro liberamente; Ed oltre questi dieci mille Crociati, possa lasciare a detta sua Chiesa, e Chiese, dalle quali riceve detti beni, tutta quella porzione di tali beni nella forma suddetta da lui acquistati dalle medesime Chiese, che se-

secondo la sua coscienza più gli parerà nella forma in detta Bolla più distesamente contenuta; Chiedendo a Noi in grazia, che per non incontrare, dopo la sua morte i suoi Esecutori testamentari imbarazzo alcuno nell' adempimento della sua testamentaria disposizione, ed ultima volontà per parte de' nostri Tribunali, o di qualunque altra persona, fosse da Noi ordinato, che gli si passasse un nostro Alvarà, affinchè non gli sia posto impedimento, nè imbarazzo alcuno.

E riconosciuta da Noi la di lui istanza essere giusta, vi ordiniamo, che in caso, che il detto Vescovo venga a passare all' altra vita, non dobbiate far difficoltà, o impedire in modo nessuno i di lui Esecutori Testamentarj, tanto per l' apertura di detto suo Testamento, come nella esecuzione del medesimo a tenore di detta Bolla, ed ultima volontà di detto Vescovo; anzi all' opposto vogliamo, che diate loro tutto l' ajuto, e favore, che sarà necessario, ed abbiate la maggior cura, affinchè abbia il suo effetto, facendo che a' detti Esecutori Testamentarj siano pagate tutte qualsiansi somme, che saranno al Testatore dovute; E così dovrà eseguirsi senza essere da voi frapposta altra difficoltà, o imbarazzo. E per sicurezza, ed osservanza di ciò gli abbiamo spedito questo nostro Alvarà. Fatto in Almeirim a' 12 Aprile del 1510.

Damiano Dias lo fece.

E sia registrato nella Cancelleria.

Richiedendomi lo stesso Vescovo per grazia, che gli fosse da me confermato il detto Alvarà, essendo stato tutto da me considerato, Mi è piaciuto di confermarlo, ed ho ordinato, che se glie ne passi il Diploma, che ordino sia eseguito in tutto, e per tutto, e si osservi così, e nella maniera quì espressa senza dubbio veruno, nè imbarazzo. Dato nella mia Villa di Almeirim a' 5 di Dicembre.

Antonio Paes lo fece nell' anno 1525.

Ne

Nè altro di più stà scritto in detto Diploma di quello, che quì si trova copiato ad istanza del suddetto, che ordinaì gli fosse dato con questa Copia, alla quale si averà la stessa fede, e credito come a quello, che stà nel Libro medesimo da cui fu estratta, e collazionata. Dato in Lisbona a' 4 di Giugno. Il Re N. S. diede questo ordine per mezzo di Manuel da Maya Fidalgo della sua Casa, Tenente Generale de' suoi Eserciti, primo Ingegniere del Regno, e primo Custode del Regio Archivio della Torre do Tombo *; E per ritrovarsi questi impedito si sottoscrisse Giuseppe da Silveira Moraes Barbaricca Cavaliere professo nell' Ordine di Cristo, ed Ufficiale della Riforma di detto Archivio in virtù dell' Alvarà de' 20 Febbrajo 1764.*

Giuseppe Pietro de Miranda Rebello la fece l' anno dalla Nascita di Cristo S. N. 1768.

Eusebio Manuele da Silva la fece scrivere.

Giuseppe da Silveira Moraes Barbaricca.

PRO-

Prova Numero IX.

Dimostraz. VI. §. 69.

++++++++++++++++++++++++++++++++++++++

RELAZIONE

di quanto avvenne ne' Regni delle due Sicilie
rispetto alla Bolla *IN CŒNA DOMINI*
dall' anno 1567, fino al 1584
nel Governo del Re D. Filippo II.

estratta
dal *COMPENDIO*, o sia *INDICE*
dell' Archivio della Regia Giurisdizione
del Regno di Napoli
fatto
DA BARTOLOMMEO CHIOCCARELLO,
e stampato in Venezia (Napoli) nel 1721,

ove alla pag. 56 a 73 si legge quanto siegue.

Lettera di Sua Maestà scritta al Vicerè Duca d'Alcalà a'24 Marzo 1567, dicendogli, che il Vescovo d'Ascoli Nunzio de S. Santità in Ispagna, le aveva detto da parte del Papa, che uno de'mezzi, che aveva pensato, per conservare non solamente le Provincie, e Stati, che sono netti d'Eresia, ma gl' infetti, e sospetti di quella, sia il mantenere in suo essere, e forza la giurisdizione Ecclesiastica, senza permettere, che in modo alcuno sia pregiudicata, ovvero usurpata per alcun Principe. E per conseguire questo intento, egli è grande inconveniente l'impedimento, che si ha nel Regno di Napoli, in quel, che tocca a detta giurisdizione: posciachè essendo Egli Principe tanto Cattolico, e figlio ubbidiente alla Sede Apostolica, dovria provve-
de-

dere in questo di opportuno rimedio. E desiderando la Maestà Sua soddisfare a quello, gli ha risposto nella maniera, che vedrà per la copia, che se gli manda; e crede, che S. Santità avrà la sodisfazione, che si deve, del suo buon animo: Tuttavolta per più giustificare le cose, essendo sua condizione che sà, le ha parso aggiustare questo una volta, e stare con l'animo quieto, e non incorrere con disquito nelle Censure della Bolla *in Cœna Domini*: indi è, che gli ordina, che tenga particolar pensiere di favorire la giurisdizione Ecclesiastica, e di non venire contro di quella, in quanto non sarà contro alla preminenza Reale: Perchè così per discarico della sua coscienza, e per istare informata di tutto quello è necessario in simili materie, e per potere sodisfare con più fondamento, se un' altra volta si tratterà di quella, desidera tenere particolar informazione di ciò, che nel Regno s'osserva. Per la qual cosa gl'incarica, che informatosi da persone dotte, pratiche, di esperienza, e di bontà, conforme si ricerca: l'avvisi in quella d'alcune cose, nelle quali per il costume, ed antica osservanza, si viene contra la giurisdizione Ecclesiastica, e dia subito molto particolare avviso, e ragione del tutto, giuntamente col suo parere, acciocchè si vada rimediando per la via, che parerà migliore, dimandandolo di nuovo a S. Santità per Indulto particolare, quando chiaramente si conosce, che il passato è stato abuso.

Consulta scritta a S. Maestà dal Vicerè a' 31 Luglio 1568 in risposta della lettera sopraddetta, riferendole tutt' i capi della Bolla *in Cœna Domini*, che pregiudicano alla Reale giurisdizione, de' quali si averia da domandare a S. Santità la riforma. Ed essendo negozio di grandissima importanza, soggiugne, che restando così servita S. Maestà, pareria, che convenisse, e così la supplicano, che da Napoli si mandasse da Sua

Santità un Dottore del Consiglio, di autorità, esperienza, e destrezza, ben letterato, ed istruito delle Pragmatiche, Capitoli, Stili, ed Osservanze di questo Regno, che insieme coll' Ambasciatore di Roma trattasse con S. Santità questo negozio, ed alcune altre cose appartenenti alla Reale giurisdizione.

BOLLA *in Cœna Domini*, pubblicata da Papa Pio V nell' anno 1567. Un' altra Bolla *in Cœna Domini*, fatta dallo stesso Pontefice nell' anno 1568.

CONSULTA scritta a S. Maestà dal detto Vicerè a' 12 Dicembre 1567 circa la Bolla *in Cœna Domini*, nella quale dice, che per rimediare di non incorrere nelle Censure ivi contenute, saria necessario mandarsi a Sua Santità una persona dotta, e ben istruita delle cose del Regno, e di autorità, e destrezza, e di sperienza per trattare questo negozio, e rimediare il tutto, conforme altra volta le ha scritto.

LETTERA di S. Maestà scritta al suddetto Vicerè a' 18 Novembre 1567, dicendogli aver ricevute le sue lettere insino a' 26 Agosto, e che si stavano esaminando, giuntamente con la Consulta, che gl' inviò de' Capi toccanti alla Bolla *in Cœna Domini*.

CONSULTA scritta a S. Maestà dal detto Vicerè a' 15 Maggio 1568, nella quale si tratta della Bolla *in Cœna Domini*, e degl' inconvenienti, che ogni dì nascevano in Regno per causa della medesima: e della novità, e dubbj circa l' esazione delle gabelle imposte con decreti, e licenza sua: e di alcune Bolle di S. Santità pubblicate, ed eseguite in Regno senza Regio *Exequatur*, dicendole, che tanto il Nunzio Apostolico, quanto il Visitatore mandato in Regno da S. Santità, che è il Vescovo di Strongoli nuovamente eletto, avevano comandato a tutt' i Confessori di Napoli, e specialmente a quello del Vicerè nel Convento della Croce, e ad al-

altri Confeſſori de' Reggenti (notificando loro la Bolla *in Cœna Domini*), che non aſſolveſſero quelli, che in qualſivoglia modo contravenivano a detta Bolla. E che avendo la Città di Napoli pigliato uno ſpediente di dare a' Panattieri il grano della Città a minor prezzo di quello, ch' era coſtato, per non alterare il prezzo del pane, che al preſente corre, con che i Panattieri paghino un carlino per tomulo di pane, che lavorano: dal che caveria di utile la Città circa ſeſſanta mille ſcudi l' anno: attento, ch' eſſendo bandito il pagamento predetto di un carlino a tomulo, vi ſono offerte di ducati cento e otto mila per due anni; ed altri ſono di opinione, che avanzeria a ducati cento ventimille per detto tempo: Colla quale ſomma ſi viene a riſtorare la Città di quello, che ha perduto, e perde ne' prezzi de' grani. Ed eſſendoſi deputata giornata per l' accenſione della candela, la Piazza di Nido ſi è arreſtata in aver veduta la Bolla *in Cœna Domini*, per la quale ſi ſcomunicano coloro, che ne' proprj Dominj impongono Pedaggj, o Gabelle; e dicono, che incorreriano nelle ſcomuniche contenute nella mentovata Bolla. E ſimilmente coloro, che trattano il negozio, ſtavano nel medeſimo dubbio, ancorchè da queſta impoſizione ſi eccettuaſſero le Chieſe, Chierici, e perſone Eccleſiaſtiche; per lo che hanno appuntato aver riſoluzione da' Letterati ſopra di queſto.

CONSULTA ſcritta dal Vicerè Duca d'Alcalà lo ſteſſo giorno a S. Maeſtà, dicendole, che non ſi poteva rimediare agli aggravj fatti da' Veſcovi del Regno per cauſa della Bolla *in Cœna Domini*: E quel che più importava al ſervizio di S. Maeſtà ſi è, rimediare al Capo del Regio *Exequatur* da darſi alle Proviſioni, Brevi, e Lettere Apoſtoliche: attento che per la Bolla *in Cœna Domini* pubblicata in quell' anno, ſi toglie, e le-

va totalmente questo costume, ed antichissima consuetudine: il che è di grandissimo momento, e di grandissimo pregiudizio. E benchè alcuni abbiano pubblicati, ed eseguiti Brevi, e Lettere Apostoliche senza l'*Exequatur* solito, e consueto, è stato necessario dissimularlo, finchè si avesse risposta, e risoluzione di S. Maestà per non incorrere nelle Censure contenute nella Bolla *in Cœna Domini*. Le avvisa di più, che S. Santità aveva mandata la Bolla *in Cœna Domini* all'Arcivescovo di Napoli, ordinandogli con un Breve, che la facesse pubblicare sotto pena di scomunica, seu di santa Obbedienza: sopra di che glie ne avea scritto anco da parte di S. Santità il Cardinale Alessandrino, comandandogli, che la facesse subito pubblicare: e com'era stata pubblicata dall'Arcivescovo, e dal Nunzio di S. Santità per le Chiese di Napoli senza licenza del Vicerè, e senza Regio *Exequatur*. Si dice anco, che nella nuova, ed ultima Bolla *in Cœna Domini* vi sono aggiunte molte cose pregiudiziali alla Reale giurisdizione; per la qual cosa prega S. Maestà, che vi facesse dare rimedio, perchè dubitava d'esserne tutti scomunicati per essersi denegato l'*Exequatur* ad alcuni Brevi di S. Santità.

LETTERA di S. Maestà al Vicerè a' 12 Luglio 1568, dicendogli aver ricevute le Lettere, e Consulta mandata circa le cose, che si sono avvertite nella Bolla *in Cœna Domini*, essere in pregiudizio della sua giurisdizione, e preminenza Reale. Ed esaminata quella giuntamente con quello, che tocca alla Bolla della Religione di S. Lazaro, ed altre novità, che per S. Santità, e suo Nunzio si sono intentate in detta materia di giurisdizione, sopra le quali prima per altre sue lettere le aveva scritto; e veduto il termine, al quale sono arrivate le cose, e lo stato, in cui si trovano, non può lasciare di dire, di aver sentito molto male, che abbia dissimula-

to,

to, e passato leggermente quelle, essendo tanto premurose come sono, e come lui medesimo lo dice; poichè poteva tenere con S. Santità molto giusta, ed onorata scusa per non ammettere, nè dar luogo ad alcuna novità, che a tempo suo pretendevano introdurre, con dirle, ch'era suo Luogotenente in questo Regno, e che avendosi raccomandato a lui co' privilegj, e colle preminenze nella possessione, uso, e costume, de' quali da tanti anni si ritrovava, non poteva lasciare di conservarlo così: e che per questa causa non doveva S. Santità tenere a male, nè a disobbedienza, che cercasse prima consultare con S. Maestà, e complire al suo carico, ed officio: e supplicarla di un comandamento per li termini debiti, ed onesti, che in simili casi si sono usati, e devono usare. Dovea dire similmente al Nunzio, che fra tanto che in questo Regno era esso Duca per Vicerè, non doveasi permettere cosa, che fosse in pregiudizio, e diminuzione delle prerogative, e preminenze, colle quali lo aveva ritrovato: e che se S. Santità pretendeva introdurre alcuna cosa in quello, poteva accudire a S. Maestà come a Padrone ch'è; e conveniva, che l'avesse fatto, poichè toccava a S. Maestà ordinare quello, che avesse voluto, ed al Vicerè solamente eseguirlo. E così glie lo comanda espressamente, che per il cammino, e termine, che meglio a lui parerà, restituisca, e reintegri il Regno nella possessione, nella quale stava quando egli venne per Vicerè, senza permettere, che la giurisdizione, e preminenza Reale sia pregiudicata in un solo punto, come lo confida integramente in esso lui, perchè non s'ammetterà niuna replica, o scusa. Ed al Nunzio Odescalco faccia intendere, che frattanto ch' esso Duca terrà il Regno a suo carico, non s'hanno da permettere in quello novità simili essendo in tanto grave pregiudizio di S. Maestà.

Gli

Gli ordina anco, che la Religione di S. Lazzaro non s' introduca nel Regno, anzi si levi, ed annulli ciò, che si è introdotto: ordinando, che niuno porti l'abito di quella Religione. E che castighi severamente, ed esemplarmente coloro, che ardiranno servirsi di alcun Breve, Bolla, o Concessione Apostolica senza che preceda il Regio *Exequatur*, che da tanto tempo, e per tante necessarie, e giuste cause si usa, e stà introdotto nel Regno di Napoli. E confidando, che in niuna cosa di queste avrà fatto errore, e così si eseguirà, gli ordina, che subito le dia avviso di quello, come sarà il tutto complito. E se bene sia risoluta di mandare a Roma persona di qualità, che si risenta col Papa, e gli rappresenti gli aggravj, e pregiudizj, che fa con queste novità, egli anche lo supplichi da parte di S. Maestà quello, che conviene, per il rimedio di quello, e cerchi prima di tutte le cose, che sia restituito, e reintegrato nella possessione, che prima stava, e per la via, che meglio parerà di maniera, che arrivi all'orecchio di S. Santità, e le faccia intendere, che non si può esso Duca persuadere, nè è da credere, che simili novità procedano dalla sua santa mente, ed intenzione contra S. Maestà, che come un figlio l'è stato sempre, ed è tanto ubbidiente, ed unico Difensore della Chiesa. E perchè potria essere, che per la licenza, che a lui si è data di venire in Ispagna, fosse partito da Napoli per quello, che conviene in questa occasione, le ha parso ordinargli, che in quanto che queste cose non si riparano, e si pone la sua Reale giurisdizione nel termine, e stato, che la trovò quando vi venne, non faccia mutazione, e non parta, anzi se fosse partito (il che non crede) gli ordina, che da donde si ritrova, ed averà questa sua lettera, ritorni subito indietro a porre in queste cose il rimedio, che conviene di maniera, che
la-

lasci il Regno nella forma, e con la giurisdizione, e preminenza, in cui lo ritrovò, perchè così conviene allo Stato, e servizio di S. Maestà. Dice anco, che aveva veduto ciò, che le aveva scritto dello scrupolo, che quei della Città di Napoli tengono di non imponere tra di loro la gabella, che pensavano affine di riparare alla perdita del grano, che è loro seguita. Per lo che proccuri di levarli da questa imaginazione, e da questo errore, poichè tale si può dire per averlo posto in dubbio a giudizio de' Teologi; e subito con effetto impongano l'accennata gabella, guidando, ed indirizzando il negozio co' mezzi, che meglio gli pareranno; poichè questo servirà acciocchè in Roma intendano, che non hanno d'andare per via indiretta in simili cose. Potrà egli molto facilmente considerare la turbazione, e tumulto, che nella Città di Napoli si può, e suole fare per il mancamento, e carestia del pane, essendo il popolo tanto alterato, e di tanto numero di gente, che non è delle cose, di cui si deve tenere meno pensiere, che la quiete, e tranquillità di quello.

LETTERA di S. Maestà scritta al Commendatore maggiore in Roma a' 31 Luglio 1568, dicendogli, che per le istruzioni, copie di scritture, e relazioni, che vanno insieme con detta lettera, vedrà le cause, che l'hanno forzata ad inviarlo in Roma, e la gravità, ed importanza del negozio, che non le può già occorrere maggiore. Quindi è, che rimettendosi a lui, non s'allarga più in quelle, stando molto certa, ed intieramente confidata, che le tratterà con quel calore, ed efficacia, che la qualità del negozio ricerca, e che suole, e sà usare in quelli, che tanto importano al suo stato, e servizio. E già và informato del tutto per via della relazione molto particolare di quanto il Vicerè di Napoli ha scritto circa gli aggravj, che ivi si son fatti a Sua Ma-

Maestà. E se gli dà anco copia delle lettere, che ultimamente gli scrisse, e del parere, e risoluzione, che si pigliò nel Consiglio di S. Maestà, quando lo fece giuntare per trattare di questa materia, con quel di più, che si avvertì al Vicerè di Sicilia, ed al Governatore di Milano, acciò veda quello che importa, e della maniera, e con il sentimento, che l' ha pigliato S. Maestà. E perchè avendo da leggere a S. Santità i punti delle sue istruzioni, che saria difficile poterli dare ad intendere in altro modo, è cosa verisimile, che li cercherà per iscritto, ciò vada evitando quanto sarà possibile: e quando tuttavia gli sarà istanza per quelli, le potrà dare in sostanza quello, che gli parerà a proposito, e sarà di più momento, ed effetto per l' intento, che si tiene, rimettendosi S. Maestà alla prudenza di essolui, che saprà regolarsi secondo il discorso, e stato del negozio, dando chiaramente ad intendere a S. Santità, che non è cosa, che si ha da porre in giudizio, nè disputa, nè venire ad altra informazione, nè commissione, nè trattare per altro termine, nè ad altro fine di quello, che si è detto di sopra. Ed in caso, che il Papa, non ostante tutto quello, che gli avrà detto, e stà appuntato nelle sue istruzioni, cercasse di scomponersi, e passare avanti con alcun rigore, o altra dichiarazione, perchè al presente non si può dare da Spagna ordine preciso di quello, che dovrebbe fare, per essere la materia tanto grave, lo andarà trattenendo con sua prudenza, e destrezza, e co' migliori mezzi, che gli pareranno per giustificare la causa di S. Maestà, ed ovviare, che S. Santità non si precipiti; dandole subito avviso con somma diligenza del come si avrà pigliato, e di ciò, che possa fare, giuntamente con quello, che a lui, ed a' Cardinali, ed altre persone affezionate al servizio della Maestà Sua parerà, che si debba fa-

fare, e provvedere per evitare l'inconveniente, che resulterebbe dal cercare S. Santità di passare avanti: acciocchè inteso in Ispagna il negozio di Napoli, e delle altre parti, possa S. Maestà con matura considerazione, e discussione risolvere quello, che più convenga al suo Stato, e servizio. In piedi di questa lettera il Re scrisse di sua mano, che sentiva tanto questo negozio, che non si aveva voluto fidare, se non di esso Commendatore, assicurato della sua forza, ed amore, con che l'ha da trattare, e così non avrà, che usare più aggraditamente, essendo della qualità ch'è, che tanto malamente si può dissimulare.

RELAZIONE fatta al Vicerè da' Reggenti di Cancelleria a' 31 Agosto 1568 sopra la Bolla *in Cœna Domini* circa quello, che S. Eccellenza volea sapere, se dopo la pubblicazione della Bolla dell'anno passato, e del presente si era fatto pregiudizio alcuno alla giurisdizione, e preminenza di S. Maestà: Conchiudendosi, che in niun capo di essa Bolla si era fatto pregiudizio alla giurisdizione, e preminenza Reale, ancorchè S. Santità, ed il Nunzio Apostolico, ed i Prelati del Regno si fossero forzati d'introdurre l'osservanza, ed esecuzione di detta Bolla. Questa Relazione la mandò il Vicerè a S. Maestà per darle sodisfazione, e in discarico suo per quello, che S. Maestà gli aveva scritto con tanta ira nella lettera de' 12 Luglio 1568, riferita di sopra.

LETTERA di S. Maestà al detto Duca de' 18 Ottobre 1568, dicendogli aver veduta la Lettera sua de' 2 Settembre giuntamente colla Relazione, e Consulta, che i Reggenti di Cancelleria avevano fatto ad esso Vicerè circa lo stato, nel quale si trovava la Giurisdizione, e Preminenza Reale, e quanto in quella era passato: con l'altre Lettere di più, che prima gli aveva scritte, toccanti a questa materia. E poichè il tutto stà ne'

ter-

termini, che scrive, senza essersi diminuita veruna cosa, non tiene che dire più di quello, che ha desiderato d'intendere così particolarmente, essendo certa, che ha inteso tanto chiaramente la sua volontà, che miri per la conservazione della sua Real Giurisdizione colla diligenza, e vigilanza, che si ricerca, e di lui si confida, acciò in niuna cosa sia diminuita, e dannificata. E perche gli è parso differire l' esecuzione di quello, che S. Maestà gli ha ordinato di levare l'abito a que' dell' Ordine, e Milizia di S. Lazzaro, atteso che sono pochi, e non godono esenzione, nè prerogativa alcuna: gli ordina, che per ora dissimuli con quelli, facendo però intendere al Nunzio, che non ne ha da creare più di nuovo, nè fare giunta alcuna, nè tenere protezione di loro. E perchè gli aveva scritto D. Giovanni di Zuniga suo Ambasciatore, che in Roma si trattava di unire quest' Ordine con quello di S. Giovanni; e ciò seguendo si levariano gl' inconvenienti: ed essendo cosa tanto chiara, che a nessuno di questi dell'abito di S. Lazzaro si aveva da osservare la sua esenzione, non abbisognava ponersi in disputa, nè decidersi per lite, nè trattarsi in sommario, come s' accenna nella Consulta mandatagli circa la pretensione di quello di Castelloamare, che lo pose in giustizia, e fu condannato. In quanto alla forma, con che si ha da procedere col Nunzio Odescalco, così per avere pubblicata la Bolla *in Cœna Domini*, e quella di S. Lazzaro senza il Regio *Exequatur*, come se per l' avvenire cercasse il medesimo in altre cose, giacchè per il passato non ci è che trattare, se non poner rimedio per l'avvenire: sarà bene, che detto Duca, o per terza persona, come meglio gli parerà, gli dica chiaramente, che se da Roma gli viene alcun Breve, o Bolla di qualsivoglia qualità, e forte che sia, non l' ha da pubblicare, nè si esegua senza

za ottenere prima il Regio *Exequatur*, nemmeno intenti in questo Regno cosa, che sia in pregiudizio della sua Real Giurisdizione. E per quel che dice nel fine della sua Lettera, mandata a S. Maestà, di non avere scritto, che la Real Giurisdizione era perduta; ma che si perdeva, se non si rimediava; veda quello, che Sua Maestà gli scrisse a' 12 Luglio, che non gli disse, che aveva perduta la Real Giurisdizione, ma che aveva molto sentimento, che avesse dissimulato, e passato tanto facilmente le cose, che ivi si dicono, essendo tanto pregiudiziali alla sua Preminenza Reale, come egli stesso l'esaggerava, e secondo può vedere nelle medesime parole, che scrisse a S. Maestà ne' 15, e 20 Maggio, copia delle quali si manda: ed in quelle si dice, che facevano molte cose, e pubblicavano molti Brevi in questo Regno senza il Regio *Exequatur*, e ch'egli andava dissimulando, ed esaggerava il pregiudizio grande, che ne seguiva alla Giurisdizione, e Preminenza Reale. E quello che scrisse S. Maestà per la sua de' 13 Luglio fu conforme a quello, che veniva scritto in dette Lettere da esso Duca, e per i medesimi termini; perlocchè non da Spagna, ma dal Regno si pigliò l'errore, che S. Maestà ha veduto per le medesime Lettere originali, e non per Relazione. E così sarà bene, e converrà, che, acciocchè da qui avanti si stia con più avvertenza a quello che si scrive, faccia da parte di S. Maestà una onesta riprensione a' Regenti, acciocchè mirino meglio quando soscrivono una Lettera contraria all'altra.

COMMISSIONE fatta dal Vicerè Duca d'Alcalà al Dottor Barbuto a' 22 Ottobre 1568, ordinando, che pigli informazione contro i Sindici, Eletti, ed altri Officiali del governo di S. Germano, e contro coloro, che gli avevano consultati di mandare in Roma per otte-

ottenere Bolla, ed Assenso dalla Sede Apostolica di poter seguitare l' esigenza delle gabelle imposte gli anni passati in detta Città con licenza, e Decreto Regio, che poi furono per alcun tempo soprassedute: ed avendo ne' mesi passati di nuovo voluto seguitare l'esigenza di quelle, furono per il Vicario pubblicamente nella Chiesa proibite, notificando, che erano riprovate da S. Santità sotto pena di Scomunica in virtù della Bolla *in Cœna Domini*: E quelli ch' esso Barbuto ritrovasse colpevoli, gli menasse in Napoli insieme con l'informazione.

Consulta scritta a S. Maestà dal detto Duca a' 31 Ottobre 1568 avvisandogli, tra le altre cose, la novità fatta d'alcuni Prelati, come dall' Arcivescovo di Civita di Chieti, e da' Vescovi di Bitonto, di Lavello, e di Venosa, che avevano proibite le gabelle in virtù della Bolla *in Cœna Domini*: e quello che si era fatto con esso loro acciocchè non s' intromettessero in tal negozio, ma si attendesse per le dette Università ad esiggere le gabelle imposte con licenza, e Decreto Regio da i Laici, colla riserba de' Chierici, Chiese, e Persone Ecclesiastiche.

Lettera del Vicerè scritta al sopradetto Commissario Barbuto a' 16 Settembre 1568 in risposta di una sua, nella quale tratta del Vescovo di Venafro, che aveva proibite le gabelle: e di quanto si era fatto con lui: e ordina al detto Commissario, che faccia esiggere quelle, non ostante la proibizione, con riserva di Chierici, Chiese, e Persone Ecclesiastiche.

Consulta scritta a S.Maestà dal detto Vicerè agl' 11 Dicembre 1568, avvisandole, che il Vescovo di Melfi si era intromesso contro i Laici in casi non toccanti alla Giurisdizione Ecclesiastica, usurpando quella di Sua Maestà, e particolarmente con avere proibita l'esazione

ne delle gabelle della Città, e quanto si era fatto con detto Vescovo; pregando S. Maestà, che voglia restar servita ordinare il remedio, che ha da pigliare quando i Prelati pubblicano qualche Bolla di S. Santità senza il Regio *Exequatur*, massimamente la Bolla *in Cœna Domini*, e volessero usurpare altre cose toccanti alla Giurisdizione Reale.

ORTATORIA mandata dal detto Vicerè al Vescovo della Cava, ad istanza di quella Città a'6 Febbrajo 1569 esortandolo, che ivi non impedisca l'esazione delle gabelle di S. Maestà; ed avendo pubblicata Scomunica contro que' Cittadini, la revochi.

LETTERA REGIA scritta dal Vicerè alla Città della Cava l'istesso dì, ordinandogli, che debba far continuare l'esigenza delle gabelle imposte con assenso, e Decreto Regio, con la riserva de' Chierici, Chiese, e Persone Ecclesiastiche; non ostante qualsivoglia proibizione fatta, e da farsi per il Vescovo. Lo stesso anco si ordina al Capitano di detta Città, che faccia esigere le gabelle, come sopra.

LETTERA di S. Maestà scritta al Vicerè Duca d'Alcalà a'20 Marzo 1569 dicendo di aver ricevute tutte le sue Lettere insino a' 25 Gennajo: ed in questa si sodisfà solo alla materia di Giurisdizione, ed al di più, che le aveva scritto circa gli eccessi, che i Prelati di questo Regno fanno, ed intentano in pregiudizio di quella. Ed è da credere, che colla diligenza, che prudentemente aveva egli fatta, si rimediarà; e non ha che incaricargli di nuovo, se non che così continui. E lo avvisa dell'officio, che di nuovo S. Maestà aveva ordinato farsi col Papa per mezzo dell'Ambasciadore, per quello che tocca alla pubblicazione della Bolla *in Cœna Domini*, acciò sia servito ordinare, che non si pubblichi nel Regno di Napoli, poichè si è veduta la pertur-

turbazione, e fcandalo, che da quella è feguito in detto Regno, e negli altri dove fi è pubblicata. E quantunque è da credere, che colle ragioni, che fopra di quefto fi fono rapprefentate a S. Santità muterà propofito: maggiormente effendofi fatto intendere, che non ha da permetterfi: nè i Miniftri di S. Maeftà potranno, nè dovranno ammetterla: tuttavolta per maggior confermazione, non farà fe non bene, ch'egli da fua parte (come anco l'ha ordinato al Vicerè di Sicilia, ed al Governatore di Milano, che lo facciano ancor effi da loro parte) le fcriva, e rapprefenti gli fcandali, che poffono venire nella Repubblica da quefta pubblicazione, e l'obbligo ch'egli tiene di confervare il Regno nella maniera, che lo trovò, come S. Santità colla propria prudenza può confiderare. E quando, fatte quefte diligenze, ed officj per tutte le vie, e modi, che faranno poffibili, s'intendeffe, che S. Santità perfifte tuttavia, che fi pubblichi detta Bolla, ed i Nunzj, e Prelati cercano di efeguirla: loro fi dirà, e farà intendere chiaramente, che non l'intentino, perchè non vi fi confentirà. E per il di più, ch'egli defidera fapere, circa la forma, colla quale fi hà da governare in cafo, che alcuni eccedeffero, S. Maeftà non ha che dirgli più, ma fi rimette a quello, che gli fcriffe fopra quefto punto a' 16 Ottobre paffato: ed al di più, che con fua prudenza vedrà, che fi deve, e convenga fare: perchè non fono quefte cofe, nè materie, che da Spagna fe gli poffa, nè debba dare ordine precifo, fe non ch'egli fteffo, come chi ftà fopra il fatto, ed ha intefa l'intenzione di S. Maeftà vi provveda conforme al fucceffo, ed occorrenza delle cofe, fenza permettere, che i Vefcovi ufurpino la Giurifdizione, e Preminenza Reale: poichè tutto ciò, ch'egli ha fatto per impedirlo, e che non fi perda un punto di quella, è fta-

ſtato molto ben guidato, e come di lui ſi ſperava: e lo incarica, che così lo continui in quello, che per l'avvenire occorrerà, ſenza dar luogo al contrario. Queſta Lettera di S. Maeſtà de' 16 Ottobre 1568 menzionata nella precedente Lettera, ſi è riferita di ſopra al ſuo luogo.

CONSULTA ſcritta a S. Maeſtà dal detto Vicerè a' 13 Aprile 1569, nella quale ſi tratta di tutt' i caſi, e differenze di Giuriſdizione ſucceduti con diverſi Prelati del Regno, e tra gli altri col Veſcovo della Cava, che aveva proibito l' eſazione delle gabelle impoſte ſenza Aſſenſo Apoſtolico, e quanto ſi era fatto in queſto negozio.

Il detto Duca a' 22 Aprile 1569 ordina al Conte di Sarno Governatore di Calabria, che ſequeſtri i beni patrimoniali, e temporali di Giulio Antonio Santorio Arciveſcovo di S. Severina, per aver fatta pubblicare in detta Città la Bolla *in Cœna Domini* dell'anno paſſato ſenza il Regio *Exequatur*, e ne pigli informazione, e glie la invii.

COMMISSIONE che fa il detto Vicerè a Luigi Caravaſcial a' 22 Aprile 1569, ordinandogli, che ſequeſtri i beni patrimoniali, e temporali di Giulio Antonio Santoro Arciveſcovo di S. Severina, per aver fatta pubblicare in detta Città la Bolla *in Cœna Domini* dell'anno paſſato ſenza Regio *Exequatur*.

LETTERA ſcritta dal Vicerè a' 22 Aprile 1569 a tutt' i Veſcovi, ed Arciveſcovi del Regno, eſortandoli, che non pubblichino, nè facciano pubblicare la Bolla *in Cœna Domini* dell' anno paſſato, nella quale ſono molte coſe pregiudizialiſſime alla Giuriſdizione, e Real Preminenza di S. Maeſtà, nè anco pubblichino altra Bolla ſenza il Regio *Exequatur*, altrimenti ſi provvederà come conviene provederſi contro coloro, che pregiudica-

cano la Real Giurisdizione. E nello stesso giorno scrive a tutt' i Governatori delle Provincie del Regno, che inviino Persone apposta a presentare le suddette Ortatorie a ciascheduno de' Prelati la sua, ed in loro assenza, a' Vicarj, acciocchè non facciano pubblicare la Bolla *in Cœna Domini*. E che ordinino a i Capitani delle Terre Demaniali, e Baronali, che se intendono pubblicarla senza Regio *Exequatur*, debbano toglierla subito di mano del Prelato, o di colui, che la pubblicasse; e se per caso la ponessero *in valvis Ecclesiæ*, o in altro luogo, la levino da dove fosse affissa, e subito per persona apposta la inviino al Vicerè: e debbano anco subitamente sequestrare i beni patrimoniali, e temporali del Prelato, che presumerà fare tal cosa.

Consulta scritta a S.Maestà dal medesimo Vicerè a' 23 Aprile 1569 intorno alla pubblicazione della Bolla *in Cœna Domini* fatta d'alcuni Prelati: e specialmente, che nella Città di S. Severina il Vicario aveva pubblicata quella dell' anno 1567 per ordine del Arcivescovo Giulio Antonio Santoro di Caserta, che risede in Roma: e sono stati sequestrati tutti i beni patrimoniali, e temporali del Arcivescovo; e Vicario. Dice anco aver scritto a tutti i Prelati del Regno, esortandoli, che non debbano in modo alcuno pubblicare la Bolla *in Cœna Domini*, nè qualunque altra, senza il Regio *Exequatur*. E che aveva scritto a i Governatori delle Provincie, che facessero presentare le Lettere Ortatoriali a i Prelati, e subito dassero ordine a i Capitani delle Terre, e ad altri Baroni, e loro Capitani acciocchè tengano pensiere, che non si pubblichi la Bolla *in Cœna Domini*: e se alcuno Arcivescovo, Vicario, o altro Chierico presumesse pubblicarla, glie la dovessero levare di mano: ed essendosi posta *in valvis* della Chiesa, o altro luogo, ne la levino, e se-

que-

questrino i beni temporali, e patrimoniali del Prelato, o altri Chierici, e che ne piglino informazione, e glie la mandino. E mandate le mentovate a i Prelati, e Governatori delle Provincie, l'Arcivescovo di Napoli subitamente venne a parlargli, dicendogli, che il Cardinale Alessandrino gli aveva mandata la Bolla *in Cœna Domini* pubblicata in Roma lo stesso anno, e ch'era conforme alla Bolla dell' anno passato 1568 con una Lettera da parte di S. Santità, che dovesse pubblicarla. A cui il Vicerè rispose, che a patto alcuno non la pubblicasse, perchè non lo permetterebbe: notificandogli quello, che aveva scritto a tutt'i Prelati, e gli ordini, che aveva dati, che si fossero levate le Bolle dalle mani di coloro, che le pubblicassero; e si fossero sequestrate le robbe patrimoniali, e temporali. Ed intesosi tutto ciò dall'Arcivescovo, questi gli aveva risposto, che non averebbe innovata cos'alcuna, ma che averebbe scritto a S. Santità: e le manda copia di quello, che il Cardinale Alessandrino aveva scritto al medesimo Arcivescovo. Ed essendosi inteso, che dal Vicario della Città di Cedogna si era pubblicata la Bolla *in Cœna Domini*, aveva il Vicerè scritto al Governatore della Provincia di Principato Ultra, che mandasse un Auditore a pigliarne informazione: e trovando, che l'abbia pubblicata, sequestri i beni patrimoniali, e temporali del mentovato Vicario. E se ritrovasse *in valvis* della Chiesa, o altro luogo detta Bolla affissa, ne la levi: e questa provvisione ha paruto al Vicerè, ed a i Reggenti da farsi: supplicando S. Maestà a comandare quello di più restarà servita doversi fare in questo: perchè potrebbe essere, che a tutt'i Prelati del Regno fosse stato dato il medesimo ordine di pubblicare similmente la Bolla *in Cœna Domini*.

Lettera Regia scritta al Governatore di Princi-

 pa-

pato Ultra dal Duca d'Alcalà a'23 Aprile 1569, dicendogli, che mandi un Auditore nella Città di Cedogna a pigliare informazione se quel Vicario ha fatta pubblicare la Bolla *in Cœna Domini* senza Regio *Exequatur*; e costando averla fatta pubblicare, gli sequestri i beni patrimoniali, e temporali: e se la ritrova affissa *in valvis* della Chiesa, o in altro luogo, la levi, e la mandi al Vicerè insieme con l'informazione. Lo stesso anco ordina al medesimo Governatore a'24 Aprile 1569, che faccia contro l'Arciprete d'Evoli, che aveva pubblicata detta Bolla. Lo stesso ordina al Capitano della Terra di Gamili, che pigli anco informazione se la medesima ivi si fosse pubblicata per ordine del Vescovo di Bojona, o del suo Vicario, o di altra Persona: ed essendo così, sequestri anco i beni patrimoniali, e temporali di colui, che glie lo ha ordinato. Il medesimo ordina al Governatore di Principato Citra, che faccia contro l'Arciprete del Casale dell'Acqua della Mena a'20 Aprile 1569. Lo stesso anco ordina al Governatore di Capitanata a' 10 Maggio 1569, che faccia contro il Vescovo di Bovino, perchè aveva fatto pubblicare la Bolla *in Cœna Domini*.

CONSULTA scritta a S. Maestà dal detto Vicerè a' 7 Maggio 1569, in cui le dice, ch'essendogli stata data notizia, che i Librari della Città di Napoli tenevano, e vendevano Bolle *in Cœna Domini*, ch' erano state stampate senza ordine, e licenza sua, non ostante che a bocca aveva fatto loro proibire, che non potessero stampare senza sua licenza cosa veruna: ordinò, che si facesse la cerca in casa de' Librari, e quanti si trovassero, che tenevano dette Bolle nelle loro case, o botteghe, o ne avessero vendute, non ostante, che non ne tenessero, fossero carcerati giuntamente co i Stampatori; e loro fece levare tutte le Bolle, che tenevano.

no. E ritenendosi così carcerati, fu dopo conosciuto, che non tenevano, nè avevano venduto i Librari Bolle *in Cœna Domini*, fuori di quella dell'anno 1567, e che dopo la proibizione predetta i Stampatori non ne avevano stampate, furono così i Stampatori, come i Librari scarcerati: e che un solo Stampatore fu ritenuto in carcere, il quale senza sua licenza aveva stampata la Bolla dell'anno 1568 dopo la proibizione fatta, e contro lui si procedeva a quanto era di giustizia. E che avendogli scritto il Conte di Sarno Governatore della Provincia di Calabria, che in potere de' Librari della Città di Cosenza si trovavano Bolle *in Cœna Domini*, e che ne avevano vendute, e vendevano; esso Vicerè gli rispose, che dovesse far fare la cerca alle case, e botteghe de' medesimi, e facesse pigliare tutte le Bolle, e le conservasse in suo potere. Lo avvisa anco aver fatto sequestrare i beni patrimoniali, e temporali dell' Arciprete della Città d' Evoli, e del Casale dell' Acqua della Mena, che avevano pubblicata la Bolla dell'anno 1568 senza Regio *Exequatur*; E che avendo ordinato, che si sequestrassero i beni patrimoniali, e temporali dell' Arcivescovo, e Vicario di S. Severina, per aver fatta pubblicare la Bolla *in Cœna Domini*, essendosi poi certificato, che il Vicario non aveva pubblicato la Bolla dopo presentate le Lettere Ortatoriali, nè l'aveva pubblicata d'ordine del Arcivescovo, ma l'aveva fatto da se: ordinò che non si facesse il sequestro contro l' Arcivescovo, ma solo contro il Vicario, come con effetto si fece.

Consulta scritta a S. Maestà dal Vicerè agli 11 Maggio 1569, avvisandole, ch'essendo stati sequestrati per ordine suo i beni patrimoniali, e temporali del Vescovo di Bovino, e dell' Arciprete della Cedogna per aver pubblicata la Bolla *in Cœna Domini*; sono com-

parsi avanti di lui il Vicario, e l'Arciprete, esponendo, che da loro non si era quella pubblicata dopo presentate le Lettere Ortatoriali, affinchè non la pubblicassero, ma avanti di quelle, domandando, che si fosse levato il sequestro, e restituirsi le robbe. Ed avendo avuto per bene, che questi fossero venuti a domandar giustizia ne' Tribunali di S. Maestà, rimesso il negozio ad uno de' Regenti, il quale riferitogli, che non si era contravenuto all'ordine suo, perchè avevano pubblicata detta Bolla avanti, che si fosse loro presentato l'ordine: e che non era la Bolla di quell'anno, ma degl' anni 1567, e 68, si levò il sequestro. Scrive di più, che per parte della Città di Napoli gli fu presentato Memoriale, esponendo i danni, ed inconvenienti, che ne potriano succedere, se si eseguisse quello, che si contiene nella Bolla *in Cœna Domini*, massimamente ne' Capi delle gabelle, e del togliere l'*Exequatur*: perciò supplicava il Viceré, che si volesse interponere con S. Santità, affinchè non si pubblicasse in Regno; e lo facesse sapere a S. Maestà. Dice in oltre, che il Papa ha ordinato al P. Generale de' Francescani di mandare a tutti i Confessori la Bolla *in Cœna Domini*, e tra le altre cose, che detto Generale ha scritto al Padre Fr. Michele Guardiano della Croce di Palazzo in Napoli, Confessore del detto Vicerè, ciò che S. Maestà potrà vedere per la copia della Lettera del P. Generale, che le manda. Per ciò gli faccia grazia di far pigliare quella risoluzione, che meglio le pare, poichè vede S. Maestà, che è cosa necessaria, che in questo si pigli risoluzione.

LETTERA scritta dal detto Vicerè all'Avvocato Fiscale di Vicarìa a' 28 Maggio 1569, ordinando, che faccia restituire al Vescovo di Bovino tutti i suoi beni patrimoniali, e temporali sequestrati per aver fatta pub-

pubblicare la Bolla *in Cœna Domini* : attefo ha fatto conftare, che la pubblicazione fu per effo fatta avanti l'intimazione delle Lettere Ortatoriali, che dal Vicerè fopra di ciò gli furono fcritte ; e che non aveva pubblicata nuova Bolla, ma quella dell'anno 1568, quale già era pubblicata in quel tempo; Per ciò per Decreto del Collaterale, che s'inferifce, è ftato ordinato, che fi diffequeftraffero, e fi reftituiffero detti beni. E così anco fi ordina al Governatore di Capitanata lo fteffo dì, che fi diffequeftrino, e reftituifchino i beni al Vefcovo di Bovino fequeftrati per l'ifteffa caufa; poichè la pubblicazione di detta Bolla era ftata fatta avanti l'intimazione delle Lettere Ortatoriali : e non era nuova Bolla, ma quella dell' anno 1568. Per l' ifteffa caufa ancora ordina alla Regia Udienza di Calabria a' 16 Giugno 1569, che diffequeftri, e reftituifca i beni fequeftrati all' Arcivefcovo, e Vicario di S. Severina.

Ortatoria fcritta dal Vicerè Duca d' Alcalà al Vefcovo di Bovino a' 30 Maggio 1569, ordinando, che revochi l'ordine per effo fatto a i Confeffori della Terra di Terrazzano, che non doveffero confeffare; nè affolvere i Cittadini, e Perfone del governo di detta Terra per caufa delle gabelle, ch'efigono con affenfo, e decreto Regio, per pagare i pagamenti fifcali, ed altre occorrenze di quella Univerfità, con efenzione de' Chierici, Chiefe, e Perfone Ecclefiaftiche: e che non s'ingerifca, ma permetta, che quelle fi poffano liberamente efigere: e che i Confeffori poffano confeffare, ed i penitenti fiano affoluti, acciò non fucceda qualche inconveniente in danno dell'anime di quei popoli, altrimenti provederà come conviene. Lo fteffo giorno fcrive anco al Governatore di Capitanata, che faccia fubito prefentare l'Ortatoria com-

pie-

piegata al Vescovo di Bovino, e la faccia ricuperare, e la mandi. Scrive similmente al Capitano di Terrazzano, che faccia esigere la gabella senza impedimento alcuno del Vescovo di Bovino; Ed in conformità di questo scrive l'istesso alla Università di Terrazzano; che attenda ad esigere le gabelle senza impedimento alcuno del Vescovo.

CONSULTA scritta a S. Maestà dal detto Vicerè a' 10 Giugno 1569, nella quale, tra l'altre cose, le avvisa, ch' essendo andato il Reggente Villani per confessarsi al suo Confessore ordinario, qual' è dell' Osservanza di S. Francesco, nel Monastero della Croce, pochi giorni prima della Pasqua Rosata, non l'ha voluto confessare, nè assolvere per causa, come diceva, di aver contravenuto alla Bolla *in Cœna Domini* per l' *Exequatur*. Per lo che il Reggente andò da un' altro Religioso, e gli narrò tutto il fatto, e le sue giustificazioni, il quale lo confessò, ed assolvè per quella volta, e lo comunicò nel giorno di Pasqua Rosata; con questo però, che avvisasse S. Maestà, e facesse istanza, che lo provedesse. E similmente, essendo andato il Reggente Reverterio nella vigilia dell' Ascensione per confessarsi al suo Confessore ordinario, ch'è della Compagnia di Gesù, non l' ha voluto assolvere, nè confessare, perchè aveva controvenuto alla Bolla *in Cœna Domini* in non voler consentire, che si pubblicassero Provisioni di Roma senza il Regio *Exequatur*. Per lo che il Reggente restò molto confuso, e gli disse anco, che ha consentito, che si carcerassero, e punissero quelli, che l' hanno pubblicata senza Regio *Exequatur*; ed in avere anco continuato a far esigere le gabelle. E benchè il Reggente Villani sia stato assoluto, per non essere ancora venuto ordine a quella Religione, che non assolvessero i Reggenti: però si sapeva, che

che si saria spedito ordine da Roma a' Confessori di tutte le Religioni, che non l'assolvessero, come si è inteso da un Religioso, il quale non voleva esser nominato, che si è trovato presente in Roma quando per ordine del Cardinal Savelli Vicario del Papa, d' ordine della Santità Sua, fu incaricato al Generale de' Gesuiti, che dovesse scrivere a tutti i Confessori di questa Religione, che non assolvessero il Vicerè, ed i Reggenti: e lo stesso Religioso riferisce, che il medesimo ordine è stato dato a tutte le altre Religioni. E di più il medesimo Confessore del Reggente Villani, ch' è dell' Osservanza di S. Francesco, ha detto al Reggente, che il Nunzio di S. Santità ha ripreso segretamente il Guardiano del Monistero della Croce perchè manda ogni dì un Frate a dire la Messa alla Cappella del detto Reggente in sua casa, dicendo, ch' era scomunicato per le accennate contravenzioni. E perchè il Vicerè si trova già di 62 anni, e il Reggente Villani ne ha finiti 70, ed il Reggente Reverterio poco meno, potria facilmente accadere ad alcuno di essi il morire; indi è, che non pare conveniente stare in questo scrupolo. Perciò supplica S. Maestà quanto più umilmente può, che resti servita pigliar ferma, e presta risoluzione in questo, perch' è negozio dell' importanza, e della necessità, che S. Maestà vede, acciocchè possano vivere da Cristiani, e stare colle anime quiete, come per altre lettere ha supplicato S. Maestà. Questa Consulta è nel Tom. III *del Nunzio Apostolico, e delle Spoglie.*

Circa la confessione, ed assoluzione negata al Reggente Villani, che stava infermo, insino all' estremo articolo della morte per ordine del Nunzio di S. Santità, e con che condizione gli fu concessa, e fu assoluto, e della Confessione, ed assoluzione negata agli altri

altri Reggenti, e con che condizione fu loro offerta da' Confessori, vedi la Consulta scritta a S. Maestà dal detto Vicerè a' 29 Gennajo 1570, che quì appresso si riporta. E dell' assoluzione, e confessione altresì negata a i Reggenti, ed agli altri Ministri, ed Officiali Regj per causa della Bolla *in Cœna Domini*, e che fossero esclusi dal Giubileo mandato dal Papa, vedi appresso la Consulta scritta a S. Maestà dal detto Vicerè a' 13 Maggio 1570.

Lettera del Vicerè scritta alla Regia Udienza di Calabria a' 17 Luglio 1569, nella quale si dice, che il Vescovo di Umbriatico si era lamentato, che Pietro Quesada Capitano del Cirò era andato in sua casa in detta terra, e con violenza fece inventario di tutte le sue robbe, e delle Mitre, Calici, e paramenti di Messa con far serrare le casse, e far sequestro di tutte le robbe in potere de' particolari di Umbriatico, i quali pleggiarono di tenerle in poter loro, atteso il Capitano le voleva portare fuori di casa, nè volse mostrare ordine, o commissione alcuna, non ostante molte richieste, e proteste fattegli dal Vescovo, il quale fu forzato fuggirsene dalla casa, e ritirarsi dentro la Chiesa, non senza grande scandalo di tutto il popolo. Nè il Capitano potria dare colore a tanto eccesso sotto pretesto, che trovò una Bolla *in Cœna Domini* affissa alle mura della Sagrestia della Chiesa, atteso la medesima era stata affissa nell'anno 1567 dal suo Predecessore, ed esso mai ha fatta pubblicare, nè affiggere Bolla alcuna *in Cœna Domini*: ed il Capitano ha proceduto a fare tal violenza per nimicizia, che tiene col Vescovo. Perciò supplicava il Vicerè, che gli siano restituite le robbe, e faccia pigliar informazione contro il medesimo per le violenze, ed eccessi fatti contro il servizio di Dio, e in disprezzo della Religione, e anco di altri eccessi, ed

ed estorsioni da lui fatte. E il Vicerè ordina alla Regia Udienza, che subito pigli carcerato il Capitano, e dandogli pleggiarla di 50 onze d'oro, di presentarsi fra certo tempo nella Vicaria, lo liberi. E che dissequestri, e restituisca al Vescovo i suoi beni, atteso la Bolla *in Cœna Domini*, che si pretende pubblicata, non è di quel tempo 1568, e 69, ma del 1567, e la pubblicazione non è dopo l'ordine del Vicerè: E che pigli informazione dell' estorsioni, e cose fatte malamente dal detto Capitano.

Il VICERÉ Duca d'Alcala a' 10 Maggio 1569 scrive al Governatore di Capitanata in risposta di quello che il medesimo gli aveva scritto, che fuori della sua Provincia si era pubblicata, e s'intendeva pubblicare la Bolla *in Cœna Domini* in certi Monasterj di Frati Osservanti: e dubbitando, che si faccia il medesimo nella Provincia di Capitanata, voleva avviso dal Vicerè come aveva da procedere in questo; E gli risponde, che si abbia da regolare secondo l'ordine dato da esso Vicerè al suo Predecessore, del quale ne gl'invia copia, e di quello, che occorrerà, ne lo avvisi subito.

Lettera di S. Maestà al Vicerè a'17 Luglio 1569, nella quale tra le altre cose, dice, che le pajono convenienti le provisioni, ch'egli ha fatte in caso, che si pubblicasse la Bolla *in Cœna Domini* senza il Regio *Exequatur*, o si pregiudicasse in altra cosa la Giurisdizione Reale: e così ordina, che si facciano tutte le altre di più, che a questo proposito si vedranno essere necessarie, senza permettersi in modo alcuno il contrario. Altra Lettera di S. Maestà al medesimo Vicerè lo stesso giorno, dicendo aver ricevuto due sue lettere, che le aveva scritte di sua mano sopra la materia di giurisdizione, incaricandole la sua età, e poca salute per temere con ragione di stare in tanto pericoloso stato, com'

com' è quello, che S. Santità dice. E perch' è da credere per quello, che ora se gli è risposto, e si prevede, che la Santità Sua si quietarà, e non passerà più avanti, non ha più che dire in questo di quello, che si è tenuto ivi in Ispagna segreto, cioè, che il Nunzio ha detto, circa l'ordine, che S. Santità ha dato, che non si pubblicasse la Bolla *in Cœna Domini* insino ad altro ordine suo, e che le avvisi se questo si continua, o se ha dato altro ordine in contrario.

Consulta scritta a S. Maestà dal detto Duca a' 29 Gennajo 1570, nella quale l'avvisa di molti casi succeduti in materia di giurisdizione con diversi Prelati. E tra gli altri, ch'essendo cascato ammalato il Reggente Villani, i Confessori non l' hanno voluto assolvere, ed essendo venuto all'articolo di morte, il Nunzio di S. Santità ha permesso, e data licenza, che si potesse assolvere per averlo veduto, che stava all'estremo, siccom' è morto: e l'hanno assoluto con condizione, che se avesse vissuto, non saria venuto dal Vicerè, quando si fosse trattato di giurisdizione, nè intromesso in quella. E perchè dicono i Reggenti, che i Confessori nettampoco vogliono assolverli, se prima non promettono di non intromettersi nelle cose della Bolla *in Cœna Domini*, e di quella osservare, ed eseguire; e non essendo di ragione, che si stia in questo per quello, che tocca all'anima, supplica S. Maestà, che sia servita pigliare col Papa quella risoluzione, che meglio parerà convenire al suo Real servizio. Le avvisa di più, che il Vescovo di Bovino ha proibito la Confessione agli Officiali del Regimento di Campobasso, e Terrazzano della sua Diocesi, sotto pretesto, che siano incorsi nella scomunica della Bolla *in Cœna Domini* per l' esigenza delle gabelle: e non ha curato, nè cura assolverli, e reintegrarli nel grembo di S. Chiesa, non ostan-

te

te che pel Vicerè si fossero fatte Lettere Ortatoriali, e scusandosi colui di non poter dare, nè far dare da' suoi Preti l'assoluzione, ha fatto loro intendere, che vadino da S. Santità. E perchè S. Maestà in una Lettera de' 12 Luglio del presente anno scrive, che in Ispagna, quando i Prelati non vogliono quietarsi di quello, ch'è giusto, si fanno loro Lettere Ortatoriali una, due, e trè volte: e quando questo non giova, si cacciano dal Regno, e si occupano loro i beni temporali, ne' quali entrano i frutti delle loro Chiese: e che si potria fare il medesimo quà nel Regno di Napoli; ma perchè mai è stata usata simile Provisione di cacciare i Prelati dal Regno, e si stà in dubbio, che forma si averia da tenere quando fossero insolenti, non ostante dette Lettere Esortatoriali, che loro si scrivessero: Supplica Sua Maestà, che faccia grazia avvisarli, che forma si è tenuta ne' Regni di Spagna nel cacciare i Prelati, perchè il medesimo si terrà nel Regno di Napoli, benchè in questo, a suo giudizio, si ha d'avvertire molto, stando il Papa della maniera, che stà in questi negozj, come S. Maestà n'è pienamente informata.

CONSULTA scritta a S. Maestà dal detto Duca a' 13 Maggio 1570, avvisandola di diversi negozj di Giurisdizione: e tra le altre cose le dice, che il Vescovo di Nola ha ordinato, che gli Eletti, e Deputati del Regimento di detta Città, non siano assoluti da i Confessori per causa, che esigono la gabella del pane, ch' era stata imposta con Decreto, e Regio assenso colla riserva de' Chierici, Chiese, e persone Ecclesiastiche. Ed essendogli stato scritto dal Vicerè, esortandolo, che non volesse proibire l'accennata esazione, ma quella lasciare esigere, siccome per lo passato si è esatta, e che facesse assolvere gli Eletti, e Deputati; esso Vescovo non ha curato, nè cura di farli assolvere, e stanno

così,

così, senza che si possano confessare, avvisandola di quanto si è fatto in questo negozio. Dice di più, che dopo averle scritto i giorni passati, che i Confessori non hanno voluto assolvere i Reggenti, ed altri Ministri, ed Officiali di S. Maestà sotto pretesto di essere incorsi nelle censure della Bolla *in Cœna Domini*, è occorso, che S. Santità ha pubblicato un Giubbileo, e per escludere da quello i predetti Reggenti, Ministri, ed altri Officiali, ci ha fatto ponere la clausola, che non lo possano godere coloro, che hanno violata la libertà Ecclesiastica; le quali parole dicono i Confessori, che s'intendono per li Reggenti suddetti: ed il Nunzio di S. Santità così le ha dichiarate, di modo, che Sua Maestà veda come il Papa sta duro in non volere fare assolvere i Reggenti, ed altri Ministri Regj, i quali hanno tenuto, e tengono la mano in non fare pregiudicare la Reale giurisdizione di S. Maestà; E la supplica, che in questo voglia rimediare, come meglio le parerà, che convenga al suo Real servizio, atteso ogni dì i Reggenti, ed altri Ministri gli fanno istanza, che si proveda, che siano assoluti, acciocchè loro non succeda alcun' inconveniente in danno delle proprie anime.

Lettera Regia del Vicerè D. Pietro Giron Duca d'Ossuna a' 12 Ottobre 1583 a Francesco Carafa Governatore di Terra d'Otranto, ordinando, che s' informi s'è vero, che stà pubblicata nella Città d' Ugento la Bolla *in Cœna Domini*, o altra Bolla, senza Regio *Exequatur*, e se sono intervenuti in essa alcuni Laici proceda alla carcerazione di quelli senza dir loro il perchè, se non che l'ordine è del Vicerè, ed avvisi subitamente: ed in quanto a tutti gli altri, mandi copia dell' informazione, acciocchè si possa rispondere al di più, che gli parerà.

Con-

CONSULTA scritta dal Duca d'Offuna a S. Maestà a' 25 Gennajo 1584, avvisandole, che avendo inteso i giorni passati dal Conte d'Ugento, che il Vescovo di quella Città aveva pubblicata una Domenica nella solennità della Messa la Bolla *in Cœna Domini* senza il Reggio *Exequatur*, ordinò al Governatore della Provincia, che ne avesse presa informazione genericamente se si era pubblicata alcuna Bolla senza il Regio *Exequatur*, e ritrovando, che ci era intervenuto alcun Laico, l'avesse carcerato, e datone avviso. Ed avendo pigliata informazione particolare della Bolla suddetta glie l'ha inviata, per la quale costa la pubblicazione; ma non costa cosa alcuna contro Laici. E vedendo esso Vicerè, che non può fare quella dimostrazione, che fè il Duca d'Alcalà in caso simile, il qual'essendo affissa la Bolla nella porta della Chiesa, la fè togliere, e fece sequestrare i beni patrimoniali del Vescovo di Bovino, perchè questa Bolla non era stata affissa, ma pubblicata di parola; nè il Vescovo tiene beni patrimoniali in questo Regno: nettampoco può ordinare quello, che nella pubblicazione di un'altra Bolla ordinò per servizio di S. Maestà il Cardinale Granvela nel tempo del suo Governo; il quale avendo l'Arcivescovo di Rossano pubblicata una Bolla senza *Exequatur*, e constando, che ci era intervenuto un servitore laico dell'Arcivescovo, lo fè carcerare, che, secondo intende, morì nelle carceri dopo esservi stato molti mesi: Gli è parso adunque di non potersi far altra Provisione, che due: l'una chiamare il Vescovo, che venga in Napoli, con dire, che gli ha da parlare per servizio di S. Maestà, ed essendo venuto andare allargando la sua licenza acciocchè da se stesso conosca l'errore: L'altra sequestrargli l'entrate del Vescovato: Però al presente non gli è parso ordinarle tutt'e due, ma solo chia-

mar-

marlo, che venga quì in Napoli, e fra questo mezzo ordinare al Conte d'Ugento, che s'informi, e lo avvisi dell'entrate, e qualità di esse, acciocchè il Vicerè conosca se sono di qualità, che si possa fare mandato a nome del Fisco, che mostri il titolo, e per questa via fargli pagare il fio del suo errore. Del tutto ne avvisa S. Maestà acciò, se altra Provisione occorra al suo Consiglio, possa comandarcelo, e da esso Vicerè si possa il tutto eseguire.

PRO-

PROVA Numero X.

DIMOSTRAZ. VI. §. 85.

++++++++++++++++++++++++++++++++++++

ALVARÁ DEL RE D. ENRICO
de' 3 Ottobre 1578
sopra la Censura de' Libri,
pubblicato
in occasione della stampa delle Decisioni del DOTTOR ANTONIO DA GAMA,

Estratto dal Regio Archivio della Torre do Tombo.

D*ON GIUSEPPE per grazia di Dio Re di Portogallo, e degl' Algarvi di quà, e di là dal mare, in Africa Signor di Guinea, e della Conquista, Navigazione, e Commercio di Etiopia, Arabia, Persia, e d' India, &c. Fo sapere, che per parte del Proccuratore di mia Real Corona è stata richiesta al primo Custode della* Torre do Tombo *la Copia antentica, secondo lo stilo praticato, di alcuni Scritti, e Documenti esistenti in detto Archivio; ed essendosi veduto ciò, ch' egli richiedeva, è stato preso il* Libro Primo delle Leggi, *dove al foglio 52 si è ritrovato l'Alvarà concepito ne' seguenti termini:*

ALVARÁ sopra i Libri delle Decisioni.

IO il Re: Fo sapere a tutti coloro, che vedranno il presente Alvarà: Che il Re mio Nipote, che Dio abbia in gloria, ordinò per giusti motivi, che a ciò fare lo mossero con sua Provvisione: Che in que-

sti

sti Regni, e Dominj non si dovesse stampare Libro di sorte alcuna, se prima non fosse esaminato da' Ministri del Consiglio supremo di Palazzo, e da loro approvato; non ostante, che questi tali Libri fossero stati visti, ed approvati da' Deputati del S. Offizio: Ed essendo io stato informato, che il Libro delle *Decisioni* composto da *Antonio da Gama* Ministro del mio Consiglio di Palazzo, e degli Aggravj nel Tribunale di Giustizia, è stato stampato, e se ne sono venduti alcuni esemplari senza essere stato esaminato in detto Consiglio di Palazzo da' suoi Magistrati contro l' ordine prescritto in detta Provvisione; comando, e voglio, che, dal momento in cui sarà spedito il presente Alvarà per l' avvenire, sia sospesa la vendita di detto Libro già stampato, e non se ne faccia uso; e non s' abbiano a stampare altri volumi di dette Decisioni, senza che prima siano esaminati, ed approvati da' miei Magistrati del Consiglio di Palazzo; osservandosi in ciò quanto dal Re mio Nipote fu ordinato con la suddetta Provvisione; E questa è la mia volontà, non ostante qualunque altra Provvisione emanata in contrario; ed ordino al detto Dottore *Antonio da Gama*, che debba ritirare tutti gli esemplari di dette *Decisioni*, che avesse dati a' Librari, o trasmessi in qualunque altra parte. Ed ordino similmente a tutti i Librari, ed altre persone, che avessero le dette *Decisioni*, di non venderle, nè farne uso, mà di rimetterle, nel termine di un mese dalla pubblicazione, che si farà nella mia Cancelleria del presente Alvarà, al detto *Antonio da Gama*, il quale trasmetterà un esemplare di esse a' Magistrati del Tribunale supremo di Palazzo, ad effetto di esaminarle in conformità di detta Provvisione, sotto pena a chiunque non adempirà quanto viene quì prescritto, di due anni di rilegazione in una delle Piazze di Afri-

ca,

ca, e di cinquanta Crociati da applicarsi la metà per la redenzione degli schiavi, e l'altra metà all'accusatore; Ed ordino al mio gran Cancelliere di pubblicare questo Alvarà in detta Cancelleria, e mandarne sollecitamente copia da lui firmata, e munita del mio sigillo a' Presidenti delle mie Provincie, a' quali ordino di farla subito pubblicare dapertutto, acciocchè sia noto ad ognuno quanto in essa si contiene, e sia eseguito: E si dovrà registrare ne' Libri del Tribunale supremo di Giustizia, ed altrove, ove è solito, che si registrano simiglianti commissioni.

Pietro de Seixas lo fece in Lisbona a' 13 Ottobre 1578.

Giovanni de Seixas lo fece scrivere; e questo Alvarà fu pubblicato nella Cancelleria a' 23 Ottobre 1578.

Nè altro si conteneva in detto Alvarà, di cui quì si dà Copia ad istanza del suddetto, che ordinai gli fosse consegnata col presente Attestato munito col sigillo delle mie Armi, a cui si darà tanta fede, e credito, come al Libro istesso da cui fu estratta, e con esso collazionata. Dato in Lisbona a' 10 Dicembre. Il Re nostro Signore l'ordinò a Manuele da Maya *Professo nell' Ordine di Cristo, Fidalgo della Casa Reale, Tenente Generale degli Eserciti di S. Maestà Fedelissima, primo Ingegniere del Regno, Accademico di Numero dell'Accademia Reale, Cronista della Serenissima Regia Casa di Braganza, e primo Custode della Torre* do Tombo.

Giuseppe Antonio Rodrigues la fece l'anno dalla nascita del nostro Signor Gesù Cristo 1766.

Eusebio Manuele da Silva l'ha fatta scrivere.

Manuele da Maya.

PROVA NUMERO XI.

DIMOSTRAZ. VI. §. 88.

++

LEGGE
DEL RE D. FILIPPO II,
IN CUI ORDINA,
CHE SI OSSERVI, E SI DIA ESECUZIONE
AL CALENDARIO GREGORIANO.

Estratta dall' Archivio della Torre do Tombo *, ove è registrata al Libro Primo* de Leys *fol.* 76.

Don Filippo per grazia di Dio Re di Portogallo, e degli Algarvi di quà, e di là dal mare, in Africa Signore di Guinea, della Conquista, Navigazione, e Commercio di Etiopia, Arabia, Persia, India, &c. Fo sapere a chiunque vedrà questa mia Legge, che avendo il nostro Sño. Padre Gregorio XIII, che in oggi presiede alla Chiesa universale, stabilito un Calendario perpetuo ad effetto, che il giorno della Pasqua di Risurrezione di Cristo S. N. sia celebrato nel vero tempo, in cui dagli antichi S. Pontefici, e dal S. Concilio Niceno fu determinato, che si celebrasse; siccome più ampiamente viene espresso nel Breve spedito su di ciò da S. Santità, e in detto Calendario; E siccome per ciò fare era necessario diminuire dieci giorni dell' anno corrente; fu da S. Santità dichiarato, che questi si dovessero togliere dal mese di Ottobre del presente anno 1582; incominciando, dopo passati i primi quattro giorni del mese, a contare dal giorno quindici, e da lì innanzi fino al trentuno; continuando negli altri mesi il medesimo antico conteggio, che si è te-

tenuto fin'ora: E volendo Io conformarmi in tutto, come è di ragione, a quanto è stato su di ciò ordinato da. S. Santità: Ho scritto a tutti gli Arcivescovi, Vescovi, ed altri Superiori Ecclesiastici di questi miei Regni, ordinando loro di far pubblicare il detto Calendario, e di dargli esecuzione, ed osservarlo, e di farlo osservare intieramente, e secondo il di lui contenuto; Ed ora colla presente Legge ordino a tutti i miei Sudditi, e Vassalli, ed a tutti i miei Tribunali di Giustizia, agli Scrivani della mia Azienda, e Camera, ed a tutti i Notari, Scrivani de' Tribunali, e degli Orfani, ed a tutti, e ciascheduno altro Tribunale a cui spetti, che in tutti i Diplomi, Alvarà, Provvisioni, Contratti, Decreti, Atti giudiziali, ed in qualunque altra Scrittura, che da loro verrà fatta, in cui si dovrà dichiarare il giorno, che si fanno, debbano eseguirlo nella conformità di sopra enunciata di modo, che appena sarà passato il giorno *quattro* del detto mese *di Ottobre* prossimo venturo (che sarà il Giovedì festa del Beato S. Francesco,) subito nel Venerdì seguente, in cui dovrebbe contarsi il dì 5 del mese, debba dirsi a' *quindici*, e nel giorno seguente a' *sedici*, e di lì innanzi debba continuarsi ne' giorni, che seguono contando fino al *trentuno*, che è l'ultimo giorno di questo mese, (abbenchè in realtà non sarà che di *ventun* giorno nel presente anno:) E similmente dovranno continuarsi gli altri giorni de' mesi consecutivi di questo anno come prima, senza che vi sia differenza, o novità alcuna, tanto in detti mesi, come in tutti i mesi degli anni venturi, mentre questa diminuzione de' giorni ha luogo solamente in detto mese di Ottobre di questo anno 1582: Ed allorchè s'incominciaranno a contare in questo modo i detti quindici giorni del mese di Ottobre, dovrà dichiararsi immediatamente, *che quella tale*

 mu-

mutazione si fà in virtù di questa Legge. E siccome vi saranno Promesse, Contratti, ed obblighi fatti innanzi la pubblicazione di questa Legge, per i quali si trovino Persone obbligate a fare alcune cose, o a pagare denari a un dato tempo, e che la diminuzione di questi dieci giorni potrebbe esser loro di pregiudizio; conformandomi in questa parte alla dichiarazione fatta da S. Santità, ordino a tutti i miei Tribunali, che qualora sia mosso in Giudizio un tal dubbio, debbano risolverlo come sarà di Giustizia, concedendo *dieci giorni* di più in vece di quelli, che sono stati diminuiti per sodisfare le dette obbligazioni in modo, che le Parti non restino pregiudicate dalla detta diminuzione: e questo stesso dovrà osservarsi nel caso, che si trattasse di qualcuno, che fosse caduto *in commissum*, o di restituzioni, prescrizioni, e casi simili, ne' quali possa esservi pregiudizio nelle Parti cagionato dalla diminuzione de' detti *dieci giorni*: E perchè in alcune parti di questi miei Regni, e Dominj (per essere molto distanti, e di là dal mare, e per la brevità del tempo,) questa Legge non potrà giungere a notizia di quegli abitanti in tempo da potersi fare la tale diminuzione nel mese di Ottobre dell' anno presente, si farà nell' anno prossimo venturo 1583, o nell' anno, in cui questa Legge sarà pubblicata in quelle Regioni, secondo il di lei contenuto, e nella forma dichiarata da S. Santità: Ed ordino al Reggidore del Tribunale supremo di Giustizia, ed al Governatore del Tribunale delle Cause Civili, ed a tutti i Magistrati, Presidenti, &c. Data in Lisbona a' 20 Settembre. Anno dalla Nascita di Cristo S. N. 1582.

Manuel Barata **la fece.**

PRO-

PROVA Numero XII.

DIMOSTRAZ. VI. §. 102.

++++++++++++++++++++++++++++++++++++++

LEGGE
DEL RE D. FILIPPO III,
con cui proibisce il Tomo XI
DEGLI ANNALI ECCLESIASTICI
DEL CARDINAL CESARE BARONIO.

Eſtratta dall' Archivio Regio della Torre *do Tombo.*

DON GIUSEPPE per grazia di Dio Re di Portogallo, e degl' Algarvi di quà, e di là dal mare, in Africa Signor di Guinea, e della Conquiſta, Navigazione, e Commercio di Etiopia, Arabia, Perſia, e d' India, &c. Fo ſapere, che per parte del Proccuratore di mia Real Corona è ſtata richieſta al primo Cuſtode della Torre do Tombo *la Copia autentica, ſecondo lo ſtilo praticato, di alcuni Scritti, e Documenti eſiſtenti in detto Archivio; e nel ſecondo Libro delle Leggi emanate dall' anno* 1595 *fino al* 1636 *al fol.* 186 *verſ. ſi è ritrovata la Legge ſeguente.*

LEGGE,
che S. MAESTÁ ha ordinato,
che si spedisse
sopra il Libro scritto dal
CARDINAL CESARE BARONIO.

DON Filippo per grazia di Dio Re di Portogallo, e degli Algarvi di quà, e di là del mare, in Africa Signore di Guinea, della Conquiſta, Navigazione, e Commercio di Etiopia, Arabia, Perſia, e delle

delle Indie, &c. Fo sapere a tutti quelli, che vedranno questa mia Legge: Essere giunto a mia notizia per informazioni de' Membri del mio Consiglio, e di altri particolari Soggetti tutti rispettabili, e zelanti del mio servizio, e della conservazione, credito, e tranquillità de' miei Vassalli, e specialmente de' Naturali del mio Regno di Sicilia: Che *Cesare Baronio*, che fu Cardinale della S. R. Chiesa, nel Tom. XI della sua Opera degli *Annali Ecclesiastici* da lui lasciati scritti, nella Vita di Papa Urbano II all'anno 1097, in un lungo discorso, servendosi di parole, e di ragioni meno decenti di quello comportava la sua professione; e trattando la cosa più in forma di accusa, e d'invettiva, che di veridico racconto: pretende non solo rendere sospetti, ma qualificare per ingiusti, viziosi, e violenti i principj, e titoli, co' quali i Serenissimi Re di Sicilia miei Antecessori acquistarono insieme colla Sovranità i Regj Diritti, e preminenze, che d'allora fino al presente ebbero, e conservarono con quiete, pacificamente, e senza contradizione, nè interruzione veruna legittima fino a questi nostri tempi; E siccome non è giusto, nè deve permettersi, che colla lettura, e con un racconto così poco considerato, come fu questo del detto Cardinale, siano inquietati, e posti in agitazione gli animi de' miei Vassalli; ed affinchè in tempo nessuno venga notato d'infamia il credito, e la coscienza de' Sovrani di quel Regno, o la Mia; siccome può inferirsi, ed intendersi dall'esclamazioni delle quali fa uso il detto Cardinale trasportato dalla sua privata passione, o almeno (ciò che non doveva fare) scrivendo in tal forma per mancanza di notizie, ignorando la verità della Storia: Poichè è cosa così notoria, e saputa nel Mondo, che i detti Re miei Antecessori acquistarono, ritennero, e conservarono tutti i Diritti, proprj attri-

attributi, e preminenze della Corona Reale con permissione tacita, ed espressa de'Sommi Pontefici, mossi, ed obbligati dalla ragione di un giusto gradimento; rimunerando in parte i grandi meriti, che i Re Cattolici di detti Regni si fecero colla Chiesa di DIO, e colla S. Sede Apostolica, riducendo al di lei grembo, e obbedienza quel Regno dopo, che per imperscrutabile Divina permissione erano molti anni, che restava in potere, e nella infelice schiavitù de' Saraceni con ignominia, affronto, e pericolo de' Regni, e Provincie di Cristianità, e specialmente della Italia, e della stessa Città di Roma madre, e capo della Chiesa Cattolica: Avendo sparso il loro sangue in così gloriosa conquista, spendendo, e consumando grandi ricchezze in riedificare le Chiese, e Monasterj, i quali essendo stati Tempj, ove da principio fu lodato il Nome del vero DIO, e professata la Fede, e Religione di Cristo S. N. furono dipoi dagl'Infedeli sagrilegamente, e con abominazione profanati, riducendoli a Meschite del perfido Maometto, ed a stalle per cavalli: Ed essendo questi servizj, tanto accetti a'Santi, ed a'Romani Pontefici, stati accresciuti con altri di non minore considerazione fatti da' que' primi Re miei Progenitori, e da Me; difendendo di continuo l' Autorità della Sede Apostolica, opponendoci colla nostra Persona, e co' nostri Vassalli, co' beni, e colle forze contro tutti i di lei nimici, che tentarono di sminuirla, ed annichilarla; di maniera, che per grazia di DIO nel detto Regno di Sicilia ella sempre vi fiorì, e vi fiorisce pura, e veracemente: Dal che si comprende con chiarezza non essere stati ingiusti, anzi giustissimi, e gloriosi i principj, che diedero titolo al possesso, in cui per tanti anni si mantennero i detti Sovrani, di usare de' Regj Diritti, e delle loro preminenze; e con quanta sicurezza di mia coscienza, riputa-

tazione Cristiana, e rispetto verso la S. Sede Apostolica possa io continuare in far uso di que' Diritti, e preminenze: Perlocchè volendo provvedere con conveniente rimedio, ad effetto di prevenire il danno, che col tempo potrebbe seguirne se si permettesse la lettura di detto Libro, o di quel suo racconto; per l'obbligo, che ho di conservare i Regj, legittimi, e giusti Diritti, ne'quali sono entrato per successione insieme co'Regni, e loro Dominj; e di non permettere, che con simiglianti calunnie, benchè scritte senza mala intenzione, sia dagli emuli della nostra Monarchia infamata la Maestà della nostra Corona con iscandalo tanto imprudente, quale potrebbe prodursi nel detto Regno di Sicilia, e negli altri: Avendo comunicato, e consultato la materia co' Membri del mio Consiglio; Mi è piaciuto di ordinare con questa Legge, che nessuna persona di qualunque dignità, stato, o condizione che sia, possa ritenere, vendere, o comprare in tutti questi miei Regni, e Dominj il detto Tomo XI col nome di questo Autore, o qualunque altro, stampato, o manoscritto, in qualsiasi lingua, col suddetto racconto sulla detta Monarchia, che incomincia dalle parole: *Hic auctor aggreditur*, e finisce con quelle: *Jam verò canentes receptui, quæ post Urbani Papæ dictum diploma Salerne sunt secuta narremus*; e senza che siano stati emendati dalle persone a ciò deputate: sotto pena a coloro, che facessero il contrario di pagare per la prima volta 500 Crociati da applicarsi tre parti, al nostro Fisco, al Giudice, ed all' Accusatore, e per la seconda volta, oltre la stessa pena pecuniaria, saranno rilegati fuori di questo Regno per cinque anni, quando siano Persone nobili; e non lo essendo, saranno condannati a cinque anni di galera; e lo stesso s'intenda, che si abbia ad eseguire con quelle persone, che al presente riten-

tengono il detto Libro, se nello spazio di venti giorni, da contarsi dalla pubblicazione di questa, non lo consegneranno al mio Tribunale supremo di Palazzo, ad effetto di nominare le persone, che debbono fare la tal correzione: Ed affinchè questa Legge giunga alla notizia di tutti, e sia osservata, adempita, ed eseguita: Ordino, che sia pubblicata, e registrata nella mia Cancelleria, e che il Dottor Damiano de Aguiar mio Consigliero, e Gran Cancelliere di questo Regno ne mandi subito copia col mio sigillo, e sua firma a tutti i Presidi, e Uditori delle Provincie, ed a tutti i Vicerè, e Governatori delle Conquiste, a' quali tutti in generale, ed a ciascheduno in particolare, ed a tutti i miei Magistrati, Tribunali, Officiali, ed altre Persone, alle quali appartiene di esserne intese; ordino, che l'adempiscano, osservino, e la facciano adempire, ed osservare nella forma contenuta, e si registrerà similmente nel Libro de' Registri del mio Tribunal supremo di Palazzo, ed in quello del Tribunale di Giustizia, e nella Relazione del Porto; e l'Originale sarà depositato nell' Archivio della Torre *do Tombo*. Data in questa Città di Lisbona a' 19 Febbrajo.

Giovanni Feyo la fece l'anno dal Nascimento del nostro Signor Gesù Cristo 1611.

Duarte Correa de Souza la fece scrivere.

Nè più si trova scritto in detta Legge, di cui quì si dà copia ad istanza del suddetto, che ordinai gli fosse data col sigillo delle mie armi, alla quale si averà la stessa fede, e credito come a quella, che stà nel Libro medesimo da cui fu estratta, e collazionata. Data in Lisbona a' 4 Giugno. Il Re N. S. diede questo ordine per mezzo di Manuel da Maya Fi-

Fidalgo della sua Casa, Tenente Generale de' suoi Eserciti, primo Ingegniere del Regno, e primo Custode del Regio Archivio della Torre do Tombo; *E per ritrovarsi questi impedito si sottoscrisse Giuseppe da Silveira Moraes Barbaricca Cavaliere professo nell' Ordine di Cristo, ed Ufficiale della Riforma di detto Archivio in virtù dell' Alvarà di S. Maestà di 20 Febrajo 1764.*

Francesco Giuseppe da Fonseca la fece, l'anno dalla Nascita del N. S. Gesù Cristo 1768.

Eusebio Manuele da Silva la fece scrivere.

Giuseppe da Silva Moraes Barbaricca.

PRO-

PROVA NUMERO XIII.

DIMOSTRAZ. VI. §. 132.

DECRETI DEL RE D. GIOVANNI V. DI GLORIOSA MEMORIA, E DI SUA MAESTÁ, CHE DIO CONSERVI; CO' QUALI SI PROIBISCE A' SUOI VASSALLI OGNI COMUNICAZIONE COLLA CURIA DI ROMA.

PRIMO DECRETO DI S. M. F.

ESsendo che dal Re mio Signore, e Padre, che Dio abbia in gloria, co' ben noti motivi di difendere, e indennizare la sua Regia Autorità, fu spedito a' 5 di Luglio del 1728 il Decreto del seguente tenore:

» Essendo altrettanto notorie, come giustificate le
» cause, che mi mossero a dare ordine di uscire dalla
» Corte di Roma, e dagli Stati del Papa i miei Mini-
» stri, che vi risedevano: Mi è piaciuto per gli stessi
» motivi di ordinare, che i miei Vassalli così secolari,
» come Ecclesiastici, e Regolari di qualsiasi condizio-
» ne, dignità, o ordine, i quali si ritrovassero in det-
» ta Corte, e Stati, o che da quì innanzi vi giunges-
» sero, debbano uscire da detta Corte, e Stati nel ter-
» mine di sei mesi da contarsi dal giorno, che questa
» mia Risoluzione sarà pubblicata in Lisbona: E tutti
» quelli, che ciò non eseguissero, essendo secolari, sa-
» ran-

» ranno ſnaturalizzati, e tutti i loro beni, che ſi tro-
» vaſſero avere in queſti miei Regni, e Dominj in
» qualunque modo, e tempo ſaranno confiſcati: Ed
» eſſendo Eccleſiaſtici, o Regolari di qualſiaſi condi-
» zione, dignità, o ordine, ſaranno ſnaturalizzati. E
» ordino ſimilmente, che tutti i Vaſſalli del Papa Se-
» colari, Eccleſiaſtici, o Regolari di qualſiaſi condizio-
» ne, dignità, o ordine, i quali ſi ritrovaſſero in que-
» ſti miei Regni, e Dominj, e nelle Iſole adjacenti,
» debbanò uſcirne nel termine di due meſi da inco-
» minciarſi in queſta Corte dal giorno in cui ſi pub-
» blicarà la preſente Riſoluzione; e nelle Provincie, e
» Regno dell' Algarve, ed Iſole adjacenti dal giorno
» in cui ſarà con Editti notificata ne' luoghi, che ſono
» capi di Provincie; E riſpetto agli altri Dominj, or-
» dino, che debbano uſcirne nel termine, che viene
» da me preſcritto al Conſiglio Oltramarino. E ſe in
» detto termine non ſaranno uſciti da' detti miei Re-
» gni, e Dominj, ne ſaranno cacciati da' Miniſtri de'
» miei Tribunali: ed i Secolari incorreranno nella pe-
» na di confiſca di tutti i loro beui, che ſi ritroveran-
» no in qualunque tempo. E queſta mia riſoluzione
» ordino, che ſia eſeguita contro tutti gli Stranieri Se-
» colari, Eccleſiaſtici, o Regolari di qualunque condizio-
» ne, dignità, o ordine, che ſi ritrovaſſero in queſti
» miei Regni, e Dominj, o che ci veniſſero da quì
» innanzi, i quali in qualſiaſi modo ſerviſſero, o aveſ-
» ſero impiego, o attinenza col Papa, o relazione co'
» ſuoi Dominj, e colla Romana Curia. E riſpetto a
» miei Vaſſalli tanto Secolari, come Eccleſiaſtici, o
» Regolari di qualunque condizione, dignità, o ordi-
» ne, ne' quali concorreſſe alcuna delle ſuddette circo-
» ſtanze, incorreranno i Secolari nella pena di ſnatu-
» ralizzazione, e confiſca di tutti i loro beni, che in

» ogni

» ogni qualunque tempo saranno ritrovati ; E gli Ec-
» clesiastici, o Regolari suddetti, se subbito pubblica-
» ta la presente Risoluzione in questa Corte, o ne' luo-
» ghi, che sono capi di Provincie, ne' quali dimoras-
» sero, non dimetteranno i suddetti impieghi, e cari-
» che qualifiansi, o se da quì innanzi le accetteranno,
» o eserciteranno, saranno snaturalizzati. Dichiaro si-
» milmente, che tutti i Vassalli del Papa di qualun-
» que specie, stato, o condizione siano, i quali venis-
» sero in questi Regni, e Dominj, dopo questa mia
» Risoluzione, non vi siano ammessi, e qualora di fat-
» to vi si ritrovassero, voglio, che con questi tali si
» pratichi lo stesso, che è stato da Me col presente
» Decreto stabilito rispetto a coloro, che presentemen-
» te si ritrovano in questi miei Regni, e Dominj. Il
» Tribunale supremo di Palazzo resti di tutto ciò in-
» teso, e lo faccia eseguire in questa forma, ordinan-
» do che siano affissi gli Editti in questa Corte, ed in
» tutte le Provincie del Regno, ed Isole adjacenti,
» affinchè siano eseguite contro i trasgressori le pene,
» e procedimenti, che da me vengono ordinati : E
» per ciò che rispetta alle Conquiste, ordino, che sia
» dichiarato al Consiglio Oltramarino quel tanto, che
» dovrà eseguire. Lisbona Occidentale 5 Luglio 1728.

Colla Rubrica di S. Maestà.

Ed essendo che in oggi (con mio gran dispiacere) concorrono non solo le cause suddette, ma altre molto più aggravanti, ed urgenti, le quali essendo manifeste, rendono indispensabilmente necessarie le tali provvidenze di temporalità, e la pronta, ed immediata loro esecuzione; Ordino, e voglio, che siano immediatamente affissi gli Editti in tutto conformi al suddet-

to

to Decreto, senza veruna restrizione, se non che le persone, che devono partire dalla Curia di Roma, siano obbligate ad uscirne subito dopo l'ultimo giorno del mese prossimo di Settembre nella forma, che è stata loro prescritta. Il Tribunale supremo di Palazzo resti di tutto ciò informato, e lo faccia eseguire colla sollecitudine espressa negli Editti suddetti, ne' quali sempre il presente deve essere inserito. Dalla Madonna dell'Ajuto a' 4 Agosto 1760.

Colla Rubrica di S. Maestà.

SECONDO DECRETO DI S. M. F.

AVendo il Re mio Signore, e Padre, che Dio abbia in Gloria: per i motivi di difendere, e sostenere la sua Regia autorità, che furono al Mondo manifesti, spedito a' 5 di Luglio dell'anno 1728 il Decreto del seguente tenore:

» Essendo conveniente al mio servizio, che nessun » mio Vassallo vada alla Corte di Roma, e negli Stati » del Papa, nè trasmetta denaro in detta Corte, e » Stati, o impetri dal Papa, o da suoi Tribunali, e Mi» nistri Bolle, Brevi, Grazie, o qualunque altro Re» scritto senza mia espressa licenza: Ordino, e voglio, » che senza precedente mia permissione spedita per la » via di Segreteria di Stato, nessuno, sia egli Secola» re, Ecclesiastico, o Regolare di questi miei Regni, » e Dominj, di qualsiasi condizione, dignità, o ordi» ne, possa andare alla Corte di Roma, e negli Stati » del Papa: Come ancora, senza precedere detta li» cenza, nessuno Individuo di qualsiasi Comunità Se» colare, Ecclesiastica, o Regolare mandi a chiedere » in detta Corte Bolle, Brevi, Grazie, o Rescritti di » for-

» forte alcuna, nè trasmettano, o facciano rimette-
» re in detta Corte, e Stati denaro veruno, sia que-
» sto estratto da' miei Regni, e Dominj in moneta d'
» oro, o di argento (nel qual caso si osservarà irre-
» missibilmente quel tanto, che viene disposto da' Tri-
» bunali del Regno) o sia per cambiali tratte diretta-
» mente per Roma, o Stati del Papa, come per al-
» tre parti: di modo, che debbano pagarsi in Roma,
» o ne suddetti Stati; e tutti quelli, che dopo la pub-
» blicazione del presente Decreto mancassero di osser-
» varlo, essendo Secolari incorreranno nella pena di
» confisca di tutti i loro beni, che in qualunque tem-
» po si ritrovassero, e saranno snaturalizati da' miei
» Regni, e Dominj; ed essendo Ecclesiastici, o Re-
» golari di qualunque condizione, dignità, o ordine,
» saranno snaturalizzati; e se fosse qualche Comuni-
» tà Secolare, Ecclesiastica, o Regolare, restarà a mio
» arbitrio il dar ordine, che si proceda nella suddetta
» forma contro que' tali suoi Individui, che a Me pa-
» rerà: Ed ordino, e voglio, che nessuna delle sud-
» dette Comunità, o persone Secolari, Ecclesiastiche,
» o Regolari di qualunque condizione, dignità, o or-
» dine, ne' miei Regni, e Dominj faccia uso di Bol-
» le, Brevi, Grazie, o Rescritti del Papa, e da' suoi
» Tribunali, o Ministri in qualunque modo concessi,
» se prima non saranno presentati alla Segretaria di
» Stato per esservi esaminati, ed a Me fatti presenti,
» e non sia loro data risposta in iscritto dal Segretario
» di Stato; E coloro, che facessero il contrario, e que'
» Giudici, che dassero esecuzione a tali Bolle, Brevi,
» Grazie, o Rescritti senza essere stati prima esibiti
» in detta Segretaria, ed averne avuta risposta in
» iscritto dal detto Segretario di Stato, essendo Seco-
» lari incorreranno nella pena di confisca, e saranno
» sna-

» snaturalizzati; e gli Ecclesiastici, e Regolari suddetti saranno snaturalizzati. Ordino ancora, che il presente Decreto, e proibizioni in esso contenute comprendano tutte le Comunità, e persone straniere Secolari, Ecclesiastiche, e Regolari di qualsiasi condizione, dignità, o ordine, che vivono, e risiedono ne' miei Regni, e Dominj, o che vi venissero; e che coloro, che mancassero nella osservanza di questo Decreto, essendo Ecclesiastici, o Regolari, siano cacciati da' miei Regni, e Dominj; ed essendo Secolari, oltre l'espulsione, incorrano nella pena di confisca de' loro beni, che in qualunque tempo si ritrovassero; e se vi mandaranno denaro in oro, o argento, sarà eseguito irremissibilmente quel tanto, che viene prescritto dalle Leggi: E dichiaro, che in questa Risoluzione vengono compresi tutti i Regolari de' miei Regni, e Dominj, Nazionali, e Stranieri, a' quali si proibisce di ricorrere in qualunque modo a' loro Superiori, che dimorassero in Roma, o negli Stati del Papa, o a' Commissarj, Delegati, o loro Suddelegati in qualunque parte risedessero, senza Mia espressa licenza, e che non debbano accettare, nè far uso di Grazia, Ordine, Disposizione, o Rescritto alcuno, se non sarà prima esibito nella Segretaria di Stato, per essere a Me presentato, e se non si darà loro risposta in iscritto dal Segretario di Stato; e facendo il contrario, si farà uso con essi, e co' Giudici, ed Esecutori tanto Ecclesiastici, come Regolari di qualunque condizione, dignità, o ordine che siano, i quali abbiano in qualunque modo proceduto in virtù di dette Grazie, o Ordini, delle stesse pene, che col presente vengono ordinate contro gli Ecclesiastici, o Regolari, che ricorressero a Roma senza Mia licenza, o che senza di questa facesse-

» fero uso di Bolle, e Grazie in qualunque modo ot-
» tenute. Il Tribunale supremo di Palazzo resti di
» tutto ciò informato, e lo faccia eseguire; Ed affin-
» chè questa Risoluzione sia pubblicata, ne farà affi-
» gere gli Editti in questa Corte, e nelle Provincie
» de' miei Regni, ed Isole adiacenti, acciò giunga a
» notizia di tutti, e sia inviolabilmente osservata, e
» si eseguiscano contro i trasgressori le pene, e proce-
» dimenti, che vi sono stabiliti; e per ciò che risguar-
» da alle Conquiste, è stato da Me ordinato, che se ne
» dia parte al Consiglio Oltramarino, acciò la faccia
» in esse pubblicare, ed eseguire. Lisbona Occidenta-
» le 5 Luglio 1728.»

Colla Rubrica di S. Maestà.

E concorrendo in oggi (con Mio gran dispiacere) non solo la suddetta causa, ma le tante altre molto più aggravanti, ed urgenti, che sono a tutti manifeste, ordino, e voglio, che siano affissi immediatamente gli Editti in tutto conformi al suddetto Decreto, senza veruna restrizione, se non che le persone, che dovranno uscire dalla Curia di Roma siano obbligate a partirne per l' ultimo giorno del mese di Settembre prossimo venturo, secondo è stato loro da Me ordinato. Lo stesso Tribunale supremo di Palazzo sia di tutto ciò informato, e lo faccia eseguire con pubblicare i suddetti Editti, che andaranno sempre inseriti nel presente. Palazzo della Madonna dell' Ajuto a' 4 Agosto 1760.

Colla Rubrica di S. Maestà.

TERZO DECRETO DI S. M. F.

Essendo flato dal Re mio Signore, e Padre, che Iddio abbia in gloria, per i motivi di difendere, e confervare la fua Regia autorità, che furono a tutti manifefti, fpedito a' 5 Luglio del anno 1728 il Decreto del feguente tenore:

» Ho rifoluto, che tutti i Vaffalli del Papa, che
» prefentemente fi ritrovaffero ne' miei Regni, e Do-
» minj, n' efcano fuori nel termine da Me loro pre-
» fcritto; e che da quì innanzi non vi fiano ammeffi
» quelli, che vi veniffero di nuovo, perchè così con-
» viene al mio fervizio; E ficcome è egualmente con-
» veniente, che ne' detti Regni, e Dominj non fiano
» ammeffe mercanzie, o generi di forte alcuna prove-
» nienti dalla Corte di Roma, e Stati del Papa, e
» non fi dia loro difpaccio nelle Dogane: Ordino, e
» voglio, che dal giorno della data di quefta Rifolu-
» zione, rimangano proibite le fuddette mercanzie, e
» generi, e non fi dia loro difpaccio nelle Dogane,
» tanto in venendo a nome de' Vaffalli del Papa, co-
» me di qualunque perfona di altra Nazione, ed an-
» corchè vengano in nome de' miei Vaffalli: E che
» debba co' detti generi, e mercanzie praticarfi lo
» fteffo, che fuol praticarfi colle mercanzie, e generi
» di contrabando: E le mercanzie, e generi, che fi
» ritrovaffero già nelle Dogane, debbano, fenza dar lo-
» ro difpaccio, effere confegnate a chi appartengono,
» prefcrivendogli il termine di fei mefi per ritirarle,
» e mandarle fuori del Regno; e quando ciò non fi
» efeguifca, faranno immediatamente confiderate per
» perdute a benefizio della mia Azienda: E rifpetto
» alle mercanzie, e generi, che già foffero difpaccia-
» ti,

» ti, ed usciti dalle Dogane, e che si trovassero in
» potere di Privati per vendersi, saranno questi obbli-
» gati a manifestarli ne' miei Tribunali nello spazio
» di dieci giorni dalla pubblicazione di questa mia Ri-
» soluzione, e di farne inventario, e disporre di tali
» mercanzie, e generi inventariati nel termine di un
» anno, che concedo loro, ad effetto di farne esi-
» to; e non manifestandoli, o non facendone inven-
» tario nel detto termine di dieci giorni, resteranno
» subito perdute le tali mercanzie, e generi a bene-
» fizio della mia Azienda, e se ne darà la terza par-
» te all' Accusatore: E similmente saranno perdute
» senza rimissione, e ne sarà data la terza parte al
» Denunciante, tutte quelle mercanzie, e generi in-
» ventariati come sopra, che passato l'anno, che si
» concede per il loro consumo, si troveranno in essere
» presso qualunque persona Nazionale, o Straniera, o
» Secolare, o Ecclesiastica, o Regolare. Il Consiglio
» di Azienda resti di ciò inteso, ed in conformità lo
» faccia eseguire in questo Regno, e Isole adiacenti, e
» pubblicare con Editti in questa Corte, e sua Provin-
» cia, e nelle suddette Isole; e rispetto alle Conquiste,
» ordino, che ne sia dato parte al Consiglio Oltrama-
» rino, acciò lo faccia colà eseguire. Lisbona Occiden-
» tale a 5 Luglio 1728.

Colla Rubrica di S. Maestà.

E concorrendo al presente (con Mio gran dispia-
cere) non solo la causa suddetta, ma tutte le altre
molto più aggravanti, ed urgenti, a tutti note, che
rendono indispensabile, e necessario il far uso di que-
ste temporalità, e dar loro una pronta immediata ese-

cuzione: Ordino, e voglio, che ſiano ſubito affiſſi gli Editti in tutto conformi al ſuddetto Decreto, ſenza veruna reſtrizione. Il Conſiglio di Azienda reſti di ciò informato, e lo faccia eſeguire col far ſpedire i ſuddetti Editti, ne' quali dovrà ſempre andare unito il preſente. Palazzo della Madonna dell' Ajuto a' 4 Agoſto 1760.

Colla Rubrica di S. Maeſtà.

PRO-

PROVA NUMERO XIV.

DIMOSTRAZ. VI. §. 139.

++

LEGGE

DI S. MAESTÀ FEDELISSIMA

D. GIUSEPPE I.

RE DI PORTOGALLO, &c. &c.

COLLA QUALE

SUL RICORSO DEL PROCCURATORE

DI SUA REAL CORONA,

DICHIARA ORRETTIZIA, E SURRETTIZIA,

E COME TALE NULLA, E DI NIUN EFFETTO

NE' SUOI REGNI, E DOMINJ

LA BOLLA

DI NUOVA CONFERMA DELL' ISTITUTO

DELLA COMPAGNIA DI GESU,

CHE INCOMINCIA

APOSTOLICUM PASCENDI, &c.

E ORDINA

CHE NON SE NE FACCIA USO VERUNO,
E CHE TUTTE LE COPIE SIANO CONSEGNATE
AL TRIBUNALE DELL' INCONFIDENZA
SOTTO LE PENE IVI ESPRESSE;
E CHE LO STESSO DEBBA FARSI DI OGNI ALTRA
BOLLA, BREVE, o CARTA
DELLA MEDESIMA SPECIE, FINATTANTO,
CHE NON VI SIA IL PRECEDENTE
REGIO BENEPLACITO.

DOM GIUSEPPE per grazia di DIO Re di Portogallo, e degli Algarvi di quà, e di là dal mare, in Africa Signor di Guinea, e della Conquista, Navigazione, e Commercio de Etiopia, Arabia, Persia,

sia, delle Indie, &c. Fo sapere a chi vedrà questa Legge: Che essendomi stato rappresentato per via di Ricorso dal Proccuratore della Corona, essersi divulgato, e sparso gran numero di Esemplari di una *Bolla*, che conferma l'Istituto della *Compagnia* detta *di Gesù*, che incomincia colle parole *Apostolicum pascendi*, *&c.* datata a' 7 Gennajo dell' anno corrente, stampata in Latino, ed in Castigliano, ed introdotta ne' miei Regni per mezzo delle Poste, che vengono da' Paesi stranieri con semplici sopraccarto, senza indicare nè d'onde venivano, nè da chi si mandavano: Ed avendomi esposto il detto Proccuratore della Corona, che con quella clandestina introduzione, e comunicazione di tale Bolla non solo si era attentato contra uno de' Diritti inerenti, inseparabili, e più essenziali della Sovranità della Corona; ma che si era parimente attentato contro il lodevole, ed universal costume di tutte le Monarchie, e Stati Sovrani di Europa, e spezialmente contro li stabilimenti di questi Regni fatti in virtù del suddetto Diritto: cioè: Che le Bolle, Brevi, e Rescritti provenienti dalla Curia di Roma non si debbano pubblicare, nè dar loro esecuzione veruna ne' miei Regni, se prima non siano a Me presentati, e che da Me sia ordinato di spedirne il mio *Beneplacito*, qualora non contengano cosa, che offenda la mia suprema, indipendente, temporale giurisdizione, nè abbiano a pervertire le Leggi, Concordati, usi, e costumi lodevolmente praticati nella mia Corte, nè perturbare il ben pubblico de' miei Regni, e tranquillità de' miei Vassalli: Che si era inoltre attentato contro tutti, e singoli questi elementari principj della stabilità, e conservazione de' miei Regni col pretendere, e tentare di spargervi, ed ispirarvi dubbj, e sedizioni contro la costante fermezza de' suoi Diritti, e delle

sue

sue Leggi, contro i lodevoli usi, e pratiche sempre pacificamente osservate, e contro il comun bene, e pubblica quiete de' miei fedeli Sudditi: E supplicandomi il suddetto Proccuratore della Corona, che, per necessaria, e natural difesa, e conservazione de' Diritti, Leggi, e Costumi, che costituiscono una parte tanto essenziale della mia Autorità, e per naturale, e necessaria difesa della tranquillità pubblica de' miei fedeli Vassalli, si provedesse da Me in questo caso con remedj opportuni, ed efficaci, affinchè colla protezione, e provvidenza del Mio giusto, e Real potere si ponga fine intieramente a' suddetti attentati: Avendo inteso sul proposito di questo Ricorso a Me fatto contro detta Bolla, non solo i Ministri del mio Consiglio di Stato, e varj altri Ministri, Teologi, e Giureconsulti del mio Consiglio, e Tribunale supremo di Palazzo, che nelle Giudicature, e negl' impieghi più cospicui della mia Corte hanno dato certissime riprove della loro religione, sapere, e prudenza; ma anche molti insigni Teologi, Canonisti, e Legisti di riconosciuta pietà, e dottrina; e da tutti essendo stati qualificati i suddetti attentati per tali con voti uniformi, e dimostrato l' obbligo indispensabile in cui Io sono di doverli far cessare, ed oppormi loro col mio giusto, e Real potere, per adempire il giuramento fatto nella mia Acclamazione di conservare, e difendere i Diritti, ed autorità della mia Corona, e la libertà, e pubblica quiete de' miei fedeli Sudditi; quindi è, che uniformandomi a' suddetti voti tutti conformi, ed agli esempj di ciò, che in simiglianti casi varie volte fu praticato da' Monarchi, che il più si distinsero in rispettare, e proteggere la Sede Apostolica, ed i Sommi Pontefici Romani; Dichiaro la suddetta Bolla, e le Copie di essa, che incomincia colle parole *Apostolicum*

pa-

pascendi, &c. orrettizia, e surrettizia, e come tale nulla, e di niun effetto, in quanto spetta a' miei Regni e Dominj, e che non abbia, nè possa aver forza nessuna contro i giudizj dati, e da darsi da' miei Tribunali; nè contro ciò, che dalle mie Leggi è stato, o sarà stabilito; nè contro le osservanze introdotte, e che si praticano secondo i lodevoli Costumi, e Stilo della mia Corte, e de' suoi Concordati colla S. Sede Apostolica: E ordino ad ogni Persona de' miei Regni, e Dominj di qualunque stato, o condizione siasi, sotto pena della mia Reale indignazione, della confisca di tutti i beni, e delle ulteriori pene dalle mie Leggi stabilite contro chiunque conspira per offendere la mia Real Maestà, o perturbare la pubblica pace de' miei fedeli Vassalli; che non solo non si abbia ad osservare, nè obbedire, nè attendere il contenuto nella suddetta Bolla; ma che non si debbano comunicarsene gli esemplari, nè ritenerli, nè farne uso veruno: Ordino, che chiunque si troverà avere presso di se, o che in avvenire potesse capitargli alle mani esemplare, o copia di detta Bolla, s'intenda incorso nelle suddette pene, se nel termine di trenta giorni dalla pubblicazione della presente Legge, non avrà presentato, e depositato le suddette Copie, chi si trova alla Corte, e nella Provincia di Estremadura, nelle mani del Giudice dell' Inconfidenza, o di quello, che farà le sue veci; e nelle altre Provincie de' miei Regni, e Dominj agli Uditori, Giudici Criminali, e Civili, e ad altri Ministri in quelli esistenti, che debbano immediatamente formarne i processi, i quali dovranno star sempre aperti per inquirere contro chiunque facesse uso delle Copie di detta Bolla, o le ritenesse presso di se; e che sia loro permesso di ricevere denunzie segrete contro i trasgressori, e procedere col medesimo segreto fino alla

cat-

cattura reale delle Copie, e del Possidente, con date a Me esatto conto del tutto per mezzo del detto Tribunale dell' Inconfidenza, affinchè Io possa risolvere quello, che sarà di giustizia secondo l' esigenza de' casi, e le circostanze delle persone, che vi avranno parte.

Dichiaro, che s' intendano incorsi nelle medesime pene tutti quelli, che riterranno Copie di detta Bolla inserite, o incorporate in Libri, o quaderni manoscritti, o stampati quantunque trattino di materie indifferenti, o le comunicassero in foglj volanti; se nel suddetto termine di 30 giorni non denunzieranno, e depositeranno, come sopra, i Libri, o quaderni, ne' quali sarà inserita detta Bolla: Ed affinchè cessino una volta, e s' impediscano simiglianti pratiche, e mezzi clandestini, co' quali si è preteso introdurre il suddetto riprovato abuso con tanta offesa di mia Sovranità, e gravissimo pregiudizio de' miei fedeli Vassalli: Ordino, e stabilisco, che in avvenire si eseguiscano le medesime pene, e s' intendano in quelle incorse tutte, e singole Persone di qualunque stato, e condizione, nelle mani delle quali giungeranno Bolle, Brevi, Ordini, Mandati, Sentenze, o altri quali siansi Rescritti emanati dalla Curia di Roma, o provenienti da qualsiasi Paese straniero, ne' quali o si attentasse contro la temporale independenza di mia Sovranità, o contro la costante stabilità delle mie Leggi, e giuste decisioni de' miei Tribunali, o contro la pubblica tranquillità de' miei Regni: o vi si trattasse di qualche materia relativa a' suddetti punti, se prima non se ne otterrà il mio *Regio Beneplacito* in iscritto, da darsi dopo avere inteso il mio Procuratore della Corona, e dopo fatti gli esami già stabiliti dal Diritto, e Usi di questi Regni, tutte le volte che riterranno, o avranno in avvenire presso di loro qualunque delle sudette Carte, &c.

&c. o volanti; o incorporate in Libri, o quaderni, o non le consegneranno nel termine, e forma di sopra ordinato; E fin a tanto, che non preceda il suddetto mio *Beneplacito* da concedersi secondo il Diritto, e Usi de' miei Regni, ordino, e dichiaro, che le suddette Bolle, Brevi, Decreti, Ordini, Mandati, Sentenze, ed altre qualisiansi Carte rimangano sospese, e di niun effetto per essere orrettizie, e surrettizie, e come tali nulle, e di niun vigore ne' miei Regni, e Dominj. Comando, e ordino similmente, che ne' casi riguardanti questa Legge, tutte le Giurisdizioni fra i miei Ministri, e quelli delle Terre de' Donatarj siano cumulative, affinchè tutti, e ciascuno di loro possano entrare nelle respettive Terre, e Luoghi ove constasse, che fossero le suddette Carte, quaderni, o Libri, e le persone, che li ritenessero; Dichiarando, che ne' Dominj Oltramarini si abbia a contare il termine di 30 giorni dal giorno, in cui questa mia Legge sarà pubblicata in ciascheduna delle respettive Provincie. Questa Legge dovrà osservarsi in tutto, e per tutto nella forma, che stà espressa; e perciò ordino al Consiglio supremo di Palazzo, al Presidente del Consiglio supremo di Giustizia, o al suo Viceregente, all' Inspettor generale del mio Erario, al Tribunale della Inconfidenza, a' Consiglieri della mia Reale Azienda, e de' miei Dominj Oltramarini, al Tribunale di Coscienza, ed Ordini, al Presidente del Senato di Camera, alla Giunta del Commercio di questi Regni, e Dominj, alla Giunta del pubblico Deposito, a' Capitani Generali, Governatori, Ministri di Palazzo, Presidi, Uditori, Giudici, ed altri Ufficiali di Giustizia, e di Guerra, a' quali spetta la cognizione di questa Legge, che tutti debbano osservarla, e darle esecuzione, e fare osservare, ed eseguire intieramente quanto in essa si contiene senza impe-

pedimento, o dubbio veruno; non ostante qualunque Legge, Provvisione, Decreto, Disposizione, o Uso in contrario, che tutti, e tutte intendo, che siano derogate, come se di ciascheduna, e di tutte si facesse quì espressa menzione, per quest' effetto solamente, rimanendo per tutt' altro nel loro vigore. E ordino al Dottor *Manuele Gomes de Carvalho* mio Consigliere, e Ministro del Consiglio supremo di Palazzo, e Gran Cancelliere de' miei Regni, che faccia pubblicare questa mia Legge in Cancelleria, e se ne mandi copia a tutti i Tribunali, Capi di Provincie, e Città di questi Regni, e Domini, registrandola in tutti i luoghi ove sogliono registrarsi le mie Leggi; E che l' Originale sia depositato nell' Archivio della Torre *do Tombo*. Data nel Palazzo della Madonna dell' Ajuto il dì 6 Maggio 1765.

Il Re.

Conte d' Oeyras.

Legge, per cui V. Maestà, sul Ricorso del Procuratore di sua Real Corona, dichiara orrettizia, e surrettizia, e come tale nulla, e di niun effetto ne' suoi Regni, e Dominj, una BOLLA di nuova conferma dell' Istituto della Compagnia *detta* di Gesù, *che incomincia* Apostolicum pascendi, &c. *E ordina, che non se ne faccia uso nessuno, e che tutte le Copie, o Esemplari della medesima Bolla siano consegnate, e depositate al Tribunale dell' Inconfidenza nella forma, e sotto le pene di sopra enunciate: E che lo stesso debba farsi di ogni altra Bolla, o Carta di quella specie fin a tanto, che non vi sia il precedente* Regio Beneplacito.

Perchè V. Maestà la vegga.

Antonio Domingues do Passo la fece.

A

A fol. 175 del Libro, in cui nella Segretaria di Stato del Ripartimento degli affari del Regno si registrano le Leggi, Stromenti, e Patenti, &c. stà registrata. Madonna dell' Ajuto 8 Maggio 1765.

Giuseppe Leitgeb.

Manuel Gomes de Carvalho.

Fu pubblicata nella Gran Cancelleria di Corte, e del Regno questa Legge il dì 15 Maggio 1765.

D. Sebastiano Maldonado.

Registrata nella Gran Cancelleria di Corte, e del Regno nel Libro delle Leggi a fol. 249. Lisbona 15 Maggio 1765.

Antonio Giuseppe de Moura.

SUP.

SUPPLICA, e RICORSO
DEL PROCCURATORE
della Corona
A SUA MAESTÁ FEDELISSIMA
SULLA CLANDESTINA INTRODUZIONE
DELLA BOLLA
APOSTOLICUM PASCENDI, &c.

SIRE.

§. 1.

ALla MAESTÁ VOSTRA ricorre il Proccuratore di Vostra Real Corona per obbligo indispensabile, e per precisa, e natural difesa, e mantenimento di uno de' diritti più preziosi, ed essenziali, nella di cui osservanza consiste la Sovranità del Regio Potere, la pubblica tranquillità di questi Regni, e fino la domestica pace di ciascheduno de' vostri fedeli Vassalli. Supplica l' Oratore V. Maestà a voler dare opportuno, ed efficace rimedio contro l'enorme attentato commesso nell' essersi clandestinamente sparsa in questa Corte, e nelle Provincie del Regno una infinità di Esemplari di una Bolla stampata nelle due lingue Latina, e Castigliana copiati dall' Originale, di cui si dà qui il titolo, [a] e introdottivi per la insolita via delle Poste, che vengono da' Paesi stranieri, con sopraccarte a guisa di Lettere senza indicare, nè da chi si mandassero, nè d'onde venissero.

II.

[a] *Sanctissimi in Christo Patris, & Domini nostri, Domini Clementis Divina Providentia Papa XIII.* E in lingua Castigliana Bolla del Santissimo Padre en Christo y Señor nuestro el Señor Clemente por la Divina Providencia Papa XIII, per la qual se aprueva de nuevo el Instituto de la *Compañia de Jesu*. En Roma año MDCCLXV.

II. Col mezzo così indebito di un tale clandestino spargimento degli Esemplari di detta Bolla, hanno preteso i Regolari della *Compagnia* detta *di Gesù*, da' quali è stata impetrata per i loro perversi fini, e con le mire della loro erronea, e ben conosciuta politica, di fare ostentazione di una nuova Conferma dell' Istituto della Società, ed aggiungere anche questa recente approvazione alle tante altre de' Sommi Pontefici, da' quali impetrarono, ed estorsero tante Bolle, Brevi, e Indulti a favore della loro *Compagnia*. La qual nuova Bolla, benchè spedita col nome venerabile del Santissimo Padre Clemente XIII, che presiede in oggi alla Chiesa di Dio, ella è però concepita, e stesa in termini tali, che escludono ogni presunzione, o probabilità di credere, che il Santissimo Padre possa averne concepita l'idea, o che sia stato informato delle materie inserite nella tessitura di detta Bolla ad effetto di dargli il suo Pontificio consentimento, o delle frodi, con le quali fu negoziato, e dolosamente estorto quel Rescritto; mentre per verificar questo, basta esaminare con qualche riflessione la forma esteriore, e la letterale ispezione di detta *Bolla*.

III. Egli è certo, ed evidente, che i suddetti *Gesuiti*, che la proccurarono, ed estorsero, non potevano ignorare, che una tal Conferma concepita in que' termini generici, universali, e vaghi potrebbe solo applicarsi all' Istituto di S. Ignazio, ed alla sostanza di quello, in quanto non degenerò dalla sua osservanza, e qualora le cose fossero in termini abili; questo è rispetto alla sostanza de' Voti Religiosi, ed alle Leggi, colle quali quel Santo Patriarca si propose d' incamminare lodevolmente, e meritoriamente i suoi Figlj alla Cristiana perfezione, e che solo questi Voti, e Leggi sostanziali per giungere alla perfezione Cristiana, quan-

do

do si osservassero, potrebbero essere il giusto motivo, ed il vero oggeto delle Conferme de' Sommi Pontefici.

IV. Non potevano ignorare i *Gesuiti* impetranti, che erano molto lontani da' suddetti termini abili, e dalle circostanze necessarie per aver titolo a quella Conferma.

V. Essendo che in primo luogo S. Ignazio, quando domandò a Paolo III l'approvazione della sua *Compagnia*, non esibì al Papa altro, che un semplice Sommario, o Formola astratta dell'Istituto da lui semplicemente ideato, senza dichiarare gli Statuti, che secondo quel Sommario dovevano farsi: [a] E Giulio III, che confermò l'Istituto, lo fece solo della Formola abbreviata di S. Ignazio, come si vede dalla sua Bolla: [b] nè poteva essere altrimenti, giacchè fu datata a' 2 Luglio 1550, e si prova dall' altra parte coll' autorità dell' *Orlandino*, [c] che il primo Corpo di Costituzioni della *Compagnia* uscì solo nell' anno 1553; e tutti gli altri Sommi Pontefici, che spedirono Brevi a favore della Società, li fondarono sulle due Bolle suddette Confermatorie de' PP. Paolo III, e Giulio III, o riportandosi a quelle, o procedendo nelle loro supposizioni di modo, che tutti si riducevano, e riferivano a quelle due Conferme anteriori alla pubblicazione del primo Corpo delle Costituizioni della *Compagnia*; ed in conseguenza le Bolle posteriori come relative alle pre-

a ORLANDINO celebre Istorico della *Compagnia* lo riporta nel Lib. III., num. 5 della sua Storia colle seguenti parole: *Prolata sunt in medium, quæ de Sociorum consilio, ac voluntate ea de re elucubrarat Ignatius*: SUMMA *videlicet Capitum, ac formularum, quibus ille nudam* Religionis *formam, & velut quadam* Lineamenta *descripserat*. E siegue: *Quæ autem ab Ignatio conscripta, ac digesta tum sunt non fuerunt illa quidem* Instituta, Constitutionesque, *sed Decreta duntaxat quadam, & velut* Constitutionum sementis. E lo stesso si prova nella Bolla di Papa Paolo III riportata nel Tom. I delle Costituzioni de' *Gesuiti* pagin. 5, e seg.

b Che si legge similmente in detto Tom. I, pag. 1, e seg.

c Nella Storia della *Compagnia* Lib. X, num. 50.

precedenti, non potevano aver maggior forza di quelle, alle quali si riportavano.

VI. In secondo luogo, perchè consta notoriamente, che fin dal tempo del governo del General *Laynez*, e indi de' suoi Successori s'incominciarono ad introdurre da' Generali, e da' Casisti *Gesuiti* que' tanti abusi, empietà, e stratagemmi politici, che si leggono tutti riuniti, e descritti ne' due grossi volumi in foglio stampati in Praga nell'anno 1757 d'ordine del Generale, e che sono il Codice delle loro Leggi: E nelle tante Opere voluminose degli Autori della Società ben note a tutto il Mondo Letterario, dalle quali tanto scompiglio, divisioni, e turbamento sono derivati nella Chiesa Universale, nelle particolari Diocesi, ed anche ne' Dominj temporali, e tra' loro rispettivi Vassalli.

VII. Nè potevano ignorare i *Gesuiti* impetranti, ch' essendo stato da loro medesimi quel tal Codice di così perverse Leggi portato al Parlamento di Parigi, ed esibito a quella veramente saggia, religiosa, ed augusta Assemblea composta di tanti cospicui Ministri, e de' più graduati in Letteratura, fu da quell' illustre Corpo di Magistrati riconoscito, e dichiarato: Che la Società de' *Gesuiti* in vece di essere quel tal Ordine Religioso, che S. Ignazio intese di fondare, era divenuta, e si era dichiarata una Monarchia esistente, e concentrata nel governo, e nella volontà del suo Generale: [a] Che in vece di avere osservati i Voti Religiosi, e seguitato il cammino stretto, e retto della Cristiana perfezione, era caduta nella rilasciatezza, praticando tutte le suddette empietà, e politici stratagemmi a danna dell' Uman genere, come chiaramente vien dimostrato nelle citazioni delle stesse identiche precettive di-

a *Universam gubernandi rationem ... Ignatius fundator ... Monarchicam, & in definitionibus unius Superioris arbitrio contentam esse decrevit*. Come si legge nel Tom. 1, pag. 102, col. 1 degli Statuti.

dispofizioni di quel Codice, e degli Scrittori *Gesuiti*, e come si vede da' nomi indicati di quelli, che insegnano simiglianti perverse dottrine, e politici stratagemmi, e da' passi esistenti nelle rispettive Opere, nelle quali si contiene quanto vi è di più pernicioso nella civile Società, e nella Unione Cristiana. [a]

VIII. Questo stesso per Divino volere si verificò nel Gabineto di V. Maestà nell'anno medesimo 1762, in cui emanò quella sentenza del Parlamento di Parigi, quando fu portata a' piedi di V. Maestà una Cassa di varj Scritti buttata in mare dal Galeone Spagnolo detto l'*Ermione*, che si rese ad una Nave da guerra Inglese ne' mari degli Algarvi, e venuta alla spiaggia adjacente, fu misteriosamente ritrovata, e trasmessa alla Corte dal Vicerè Marchese di Louriçal; la qual Cassa essendo stata aperta dinanzi la Maestà Vostra, si trovò, che conteneva i Dispaecj del Gesuita Provinciale del Perù diretti al suo P. Generale in Roma; e fra gli altri vi si rinvenne un mazzo di Scritti, che aperto dalle proprie Regie sue mani, scoprirono il più grande, più pernicioso, e più segreto mistero delle macchinazioni di quella Società. [b]

IX. Fu questo la scoperta di quattro Professioni

 ori-

[a] Ciò risulta evidentemente dalle informazioni, che i Ministri de' Tribunali della Corte di Francia presentarono al Parlamento di Parigi, essendo tutte le Camere unite ne' giorni 17 Aprile, 3, 4, 6, 7, e 8 Luglio 1761 sopra le Costituzioni, dottrine, e macchine de' *Gesuiti*: Dall' estratto delle asserzioni costantemente sostenute da' Moralisti della *Compagnia*: Dalla Sentenza emanata sopra di ciò dal Parlamento suddetto a' 6 Agosto 1761: e dalla Sentenza pronunziata susseguentemente a' 6 Agosto 1762, per cui fu intieramente abolita, ed estinta la *Compagnia de' Gesuiti*, e sentenziato essere essa inammissibile in qualunque Paese culto. Basta questa ultima Sentenza per provare chiaramente la verità di tutto l' esposto di sopra benchè in ristretto. Ella fu tradotta nell' anno 1762 in Portoghese, e si vendeva da' Librari Franzesi in Lisbona.

[b] Tutto viene autenticamente provato con attestato del Re, che si dà in fine di questo *Ricorso*, ove si leggono le Professioni come sono nel suo Originale Latino.

originali de' quattro Sacerdoti *Bonaventura di Paredes*, *Giovanni Giuseppe di Matienzo*, *Ignazio di Toledo*, *e Fernando di Castro*, e del Laico *Giorgio Espoxex* ritrovate da V. Maestà nel detto mazzo, fatte tutte nell'anno 1760 in varie Case di quella Provincia, e concepite ne' medesimi termini, che quì si danno tradotti.

Io Bonaventura di Paredes Professo nella Compagnia di Gesù *prometto a Dio Onnipotente dinanzi la Vergine sua Madre, ed alla presenza del* R. P. *Michele di Eyzaguirre come Luogotenente del nostro Rev. Padre Preposito Generale Lorenzo Ricci, di non far mai, nè consentire per qualunque siasi ragione, che quello, che si trova ordinato dalle Costituzioni della Società* di Gesù *rispetto alla povertà, si alteri, se non qualora per alcuna giusta, ed urgente causa si giudicasse doversi la povertà ristringere anche di più.*

Item: *Prometto di mai pretendere, nè concorrere neppure indirettamente per essere eletto, o promosso a qualsiasi Prelatura, o Dignità della medesima* Compagnia.

Item: *Prometto di non proccurar mai, nè ambire carica, o dignità veruna fuori della Società, e di non consentire in quanto io potrò, che cada sopra di me elezione alcuna; solo nel caso che vi sia obbligato per obbedire a quello, che me lo può comandare sotto pena di peccato.*

Giungendo a mia notizia, che alcuno della Compagnia proccurasse, o pretendesse qualche Prelatura, o dignità, prometto di denunziarlo alla Società, e rilevare tutto quello, che fosse a mia notizia su tal proposito al Superiore di detto Pretendente.

Prometto inoltre, che succedendo, che io fossi promosso alla Prelatura di qualche Chiesa in ragione della cura, che devo avere della salvazione dell' anima mia, e della buona amministrazione del mio ministerio, considererò sempre, che in mio luogo, e nel mio caso vi si ritrovi il Preposito Generale

rale, affinchè non abbia io da dubbitare di sentir sempre i consiglj, ch' egli medesimo o per mezzo di qualunque altro Individuo della Compagnia, che gli piacerà sostituire, si degnarà darmi; e prometto di ubbidire a questi consiglj in tal guisa, che sempre li terrò per i migliori di ogni altro, che potesse suggerirmi il mio intendimento; e tutto questo s' intenda in conformità delle Costituzioni, e Dichiarazioni della Compagnia di Gesù. *Fatta nella Sagrestia della Chiesa del Collegio della Trasfigurazione del Signore in Potosì a' 2 Febbrajo 1760.*

Bonaventura Paredes.

X. D'onde risulta, che nella prima parte di questa Professione i Profitenti si obbligano di essere delatori de' loro Consocj; e nel caso di esser promossi al governo di qualche Chiesa, cioè a' Vescovati, o Arcivescovati, di rimanere sempre soggetti al suo Generale di modo, che l' Ordine Episcopale, contro tutt' i principj della Istituzione fattane da Cristo S. N. resta soggetto, e dipendente dal Generale suddetto. E nell' Appendice con più particolarità viene espresso, che questo Generale è Luogotenente di DIO Onnipossente non che Vicario di Cristo com' è il Sommo Pontefice Romano. *Le Lettere Apostoliche* poi non sono già l' emanate da' Sommi Romani Pontefici, ma bensì le *Lettere Apostoliche della Compagnia de' Gesuiti*: E la obbedienza a' Sommi Romani Pontefici non è già quell' amplissima, ed illimitata obbedienza, che tutti noi Fedeli professiamo loro in quello, che spetta alle cose spirituali; ma al contrario ella è una obbedienza speciale, ristretta, e limitata, e che risguarda solo le Missioni; e di più questa tale speciale, ristretta, limitata, e rispettiva obbebienza non deve essere regolata secondo le Lettere Apostoliche de' Sommi Pontefici, ma ben-

sì unicamente secondo le *Lettere Apostoliche*, *e Costituzioni della Compagnia de' Gesuiti*, o secondo la volontà di quel Luogotenente di Dio, che viene ad essere la medesima cosa. [a]

XI. Dalla scoperta delle suddette Professioni si manifestano gli occulti motivi, e le ragioni, per cui i *Gesuiti* mai non obbedirono a Bolla veruna Pontificia, che volesse dar riparo alla rilasciatezza delle loro dottrine, o che fosse contraria a' loro interessi: E di queste loro temerarie disobbedienze a' Sommi Pontefici se ne veggono altrettante prove, quante furono le Bolle, che sopra tali materie sono state fino al dì d'oggi pubblicate; e queste tali disobbedienze vengono comprovate da altretanti testimonj, quanti sono gli Uomini di Lettere, e tutti quelli, che hanno veduto, o letto ciò, che su questo proposito è accaduto in Europa, in Asia, ed in America.

XII. Non potevano ignorare i *Gesuiti*, che essendo questi fatti certi, e noti a tutti, una tal Conferma generale della Bolla relativa alle precedenti, la quale solo nel caso di abilità sopra espresso si potrebbe applicare alla sostanza dell' Istituto di S. Ignazio, non può riferirsi, nè aver forza nissuna per sanare, e legittimare tante profanità, e stratagemmi politici, e ribellioni contro la S. Madre Chiesa, ne' quali assurdi era già caduta la *Compagnia*, com'è noto, e fisicamente certo per le autentiche suddette dimostrazioni.

XIII. Sapevano bene i *Gesuiti*, che stante una tal notoria, autentica, e fisica certezza di fatti, che escludono qualunque replica in contrario, non potevano senza commettere un orribile sagrilegio tentare di persuadere a' Popoli inesperti, ed alla gente non culta, che quell' autorità, che ha la Chiesa di confermare i Sta-

[a] Si prova col medesimo Regio Attestato.

Statuti degli Ordini Regolari rifpetto al loro foftanziale, cioè a' Voti, e Leggi, che conducono all' offervanza della Criftiana perfezione, poteva eftenderfi all' affurdo di far credere, che la Bolla, di cui fi tratta, giungeffe ad aver forza di confermare, ed autorizare le fuddette profanità, ftratagemmi politici, e ribellioni alla Chiefa, ne' quali con tanta evidenza fi prova effere da tanti anni caduta la *Compagnia de' Gefuiti*.

XIV. Mentre egli è principio certo, ed indubitato, che la Chiefa non può dichiarare viziofo un atto, che è per fe fteffo onefto; nè onefto un' atto indecente; nè fimilmente in confeguenza approvare per fuo Refcritto, o Legge una cofa, che fia contraria alla Ragione, ed al Vangelo, giacchè farebbe un avvelenare i fuoi figlj, contaminare i Fedeli, ed opporfi alla Fede, la quale approva tutte le virtù, e condanna i vizj: [a] la natura della piena Poteftà Apoftolica effendo di poter far tutto *in ædificationem*, e nulla *in deftructionem*. [b]

XV. Non ignoravano i *Gefuiti*, che, ritrovandofi anche nel cafo, come non vi fi ritrovano, di abilità fuddetta, non baftava, che una Conferma così in aftratto ufciffe alla luce decorata col fempre venerabil nome del Santiffimo Padre Clemente XIII, che in oggi governa la Chiefa di DIO, come infelicemente è fegui-

[a] Sono precife parole del dottiffimo, ed efemplariffimo Vefcovo delle Canarie *Melchior Cano*, che fi leggono nel Lib. V, Capit. V della fua Opera *de Locis Theologicis* ftampata nel 1746, p. 169, col. 1: *Deinde Ecclefia non poteft definire quippiam effe vitium, quod honeftum eft; aut contra honeftum effe, quod eft turpe: ergo nec fua edita lege probare quidquam, quod Evangelio rationive inimicum fit. Si enim Ecclefia expreffe vel judicio, vel lege lata turpia probaret, aut reprobaret honefta; hic jam nimirum error, non folum fidelibus peftem, ac perniciem afferret, fed fidei etiam quodammodo adverfaretur, quæ omnem virtutem probat, univerfa vitia condemnat.*

[b] *Nam & fi amplius aliquid gloriatus fuero de Poteftate Noftra, quam dedit nobis Dominus in edificationem, & non in deftructionem veftram.* Corinth. II, Capitul. X, verf. 8.

guito per effetto di quella fatale influenza, che da qualche tempo, come ognuno sa, ha fatto emanare dalla Curia Romana tante altre consimili Bolle, e Brevi orrettizj, e surrettizj, e dolosamente ottenuti: Bolle, e Brevi, che sono stati universalmente letti col più vivo dolore di tutti noi, che abbiamo la felicità d'imitare l'esempio, che ci dà la Maestà Vostra in rispettare, ed avere tutto lo zelo per il decoro del Vicario di Cristo, del Successore di S. Pietro, e del Capo visibile della Chiesa, e distinguersi nella fedeltà, e obbedienza alla Chiesa medesima, ed al comun Padre; lo che giornalmente stà V. Maestà praticando, ed aggiunge questa alle tante altre sue Reali, e religiosissime virtù, emulando gloriosamente i suoi Augusti Predecessori, i quali V. Maestà non solo imita, ma sorpassa nelle medesime esemplarissime virtù, e nell' ardentissimo zelo di proteggere, e sostenere colle sue Leggi, e Ordini l'osservanza di esse.

XVI. Sapevano, dico, i *Gesuiti*, che anche in circostanze meno contrarie, e scabrose, non bastava nè che la detta surrettizia, e clandestina Bolla uscisse alla luce decorata con quel sempre sagro, e rispettabil Nome; nè che fosse anche presentata in questa Corte per via autentica, e legittima, perchè la Maestà Vostra dovesse essere obbligata a riceverla, e permetterne l'esecuzione ne' suoi Regni, e Dominj, essendo incredibile, e non potendosi sostenere, che i *Gesuiti*, i quali sono Teologi di professione, ignorassero la vera dottrina, che su questo proposito c'insegna la buona, santa, e incontrastabile Teologia.

XVII. *Melchior Cano* quel gran luminare della Spagna Vescovo delle Canarie, che fu chiamato per eccellenza il Maestro de' Teologi, Autore contro la di cui Religione, e dottrina non potè mai far minima

bre-

breccia l'invidia; in trattando questa materia *ex professo*, ne ha date le più vere definizioni, e ne ha stabilita la dottrina, escludendone solidamente, ed incontrastabilmente tutto ciò, che fino allora si era tentato di opporre alla verità. Ecco la traduzione del suo testo. [a]

E rispetto a quelli, che pretendono sostenere per infallibili tutte le determinazioni de' Sommi Pontefici sopra qualunque siasi materia senza distinzione, nè scelta veruna, dico, che questi tali Scrittori rovinano, e non coadjuvano, distruggono, e non fortificano l'autorità della Sede Apostolica .... La Cattedra di S. Pietro non ha bisogno delle nostre bugie, nè di adulazioni; lo che essendo certissimo ne segue, che l'approvare, o riprovare gli Ordini Religiosi non entra in quelle materie, nelle quali il Pontefice è infallibile; giacchè questo non dipende solo dalla scienza, ma bensì anche dalla prudenza. Nel Concilio Lateranense fu considerato, che la gran moltitudine di Religioni, che in oggi vediamo esistere, era di grande imbarazzo alla Chiesa di Dio. Il Concilio di Lione similmente dichiara, che per importuno, e disordinato appetito di alcuni, si era a forza di replicate istanze, ed impegni ottenuta, ed estorta la Conferma di alcune Religioni contro i Decreti de' Concilj; per lo che ordinò, che si abolissero varj Ordini Religiosi approvati dalla Sede Apostolica, come inutili, o come nocivi alla Chiesa di modo, che in avvenire niuno fosse più ammesso a professare in dette Religioni. Papa Celestino V confermò con suo Indulto, o Breve la Regola, e Stato de' Fraticelli; *e non ostante Giovanni XXII dichiarò, che una tal grazia, e Conferma era notoriamente invalida; e Bonifazio VIII fondandosi in alcune buone, e savie ragioni, annullò intieramente*

a Nel suo eccellente Trattato *De Locis Theologicis* Lib. V, Capit. V, il di cui argomento è questo: *In cui si sciolgono alcuni nodi, co' quali alle volte anche Uomini dotti sogliono illaquearsi.* Quæst. 5 in risposta al quarto Argomento pag. 171, col. 2 della Edizione di Bassano dell'anno 1746.

te la suddetta Conferma di Papa Celestino. Nello stesso modo Papa Paolo III (quel Pontefice medesimo, che confermò i Statuti della Compagnia de' Gesuiti) *approvò con sue Lettere Apostoliche l'Ordine istituito in Italia da Frate Giovanni Battista da Crema, e pur non ostante si è veduto quest'Ordine cacciato, non ha guari, da tutt' i Dominj Veneti per pubblico Editto del Senato, e condannata in Roma la Dottrina, che dal Fondatore veniva insegnata. Dal che risulta chiaramente la insussistenza, e debolezza della dottrina di coloro, i quali appoggiati a somiglianti Privilegj, che a' di nostri facilmente si accordano, o per dir meglio, si ottengono a forza d' importune istanze, stabiliscono, e vogliono, che i nuovi Ordini Religiosi per virtù degl' Indulti Pontificj, che li confermano, debbansi ricevere come se venissero dal Cielo; estendendo questa sentenza anche rispetto agli altri Ordini, che non hanno regola veruna, nè approvata dal Papa, nè data da' loro Fondatori; Quando è certo, che questi tali Privilegj di Conferme Pontificie non sono Decreti, e Definizioni infallibili della Sede Apostolica, alla di cui osservanza siano i Fedeli obbligati. Basterà, che si dia loro la medesima autorità, che hanno l' Epistole Decretali, molte delle quali furono poi con maturo consiglio riprovate, per non essere state stabilite con accertate definizioni, ma colla sola volontà, e parere di que' Pontefici, che le pubblicarono. E per dire il vero, prima di S. Tommaso, gli Ordini Religiosi si ammettevano con tanta restrizione, e così difficilmente, que da questo stesso circospetto, e pesato modo di giudicarne si provava con quanta prudenza, e con che forti, e buone ragioni si ammettevano nella Chiesa. Eppure in questo secolo,* (era in tempo, che si fondarono i Gesuiti) *sono tante le Religioni confermate da Sommi Pontefici, che chi volesse difenderle come utili, o come necessarie alla Chiesa, verrebbe con tutta ragione redarguito d' imprudenza per non dir di pazzia.*

XVIII.

XVIII. E perchè alcuni *Gesuiti*, e loro Aderenti si provarono di combattere il suddetto dottissimo Vescovo sopra questa dottrina da seguirsi rispetto alle Conferme, che i Papi danno agli Ordini Regolari, fu esuberantemente vendicato, e difeso dalle loro calunnie nella edizione del suddetto Trattato *de Locis Theologicis*, che fece in Bassano nel 1746 *Giacinto Serry* altro insigne Teologo, nella quale premise un suo Opuscolo intitolato: *Difesa di Melchior Cano*, che è un Prologo Apologetico, in cui al Capo I. si legge un Catalogo di Uomini illustri, che fanno testimonianza delle virtù, e della dottrina del *Cano*; indi al Capo XI vien confutato individualmente quanto era stato opposto a quel gran Vescovo sopra quella materia.

XIX. Ed il P. *Serry* ribattè, e confutò le suddette calunnie non solo con la invincibile verità della notoria intrinseca probabilità, che consiste nella forza della Ragione; ma anche colla estrinseca autorità de' Scrittori Teologi, benchè conoscesse, che le autorità nulla vagliono contro la Ragione; Bastando fra le molte altre, che si potrebbono riportare, quella del grande, e rispettabile Teologo *Domenico de Bannes*, [a] la di cui decisione quì si aggiunge tradotta.

Può darsi, che il Sommo Pontefice o per negligenza, o per difetto d' intendimento, o per false informazioni possa casualmente errare contro la prudenza, approvando molti Ordini Religiosi, il numero de' quali ecceda quello, ch' era necessario nella Chiesa di Dio. Questo sbaglio però non può mai riuscire a danno della Chiesa, ancorchè possa essere di pregiudizio ad alcuni particolari. Io proverò facilmente l' una, e l' altra parte di questo argomento. Deve egli intendersi in questo modo: Che lo sbaglio, che può farsi nella Con-

a Come si legge riportato nel detto Cap. XI delle *Vindiciæ* del *Serry*.

Conferma degli Ordini Religiosi, sia come quello, che può darsi nella moltiplicazione delle Leggi Ecclesiastiche sopra cose non necessarie per salvarsi; ed in conseguenza l'eseguirle in un modo, o nell' altro non dipende se non dall' obbligo, che porta seco la Legge: Come poi in promulgare ordinariamente simiglianti Leggi, giusta la comune sentenza de' Dottori, possa il Sommo Pontefice procedere meno prudentemente, non abbiamo timore di asserire, che nell' istesso modo nelle Conferme di tante varie Religioni, dalle quali può nascere confusione nella Chiesa, e seguirne inconvenienti tali, che ne venga turbato il di lei pacifico, e buon governo, (come appunto succede in oggi) *possa similmente il Sommo Pontefice approvare alcune Religioni con poca cautela, &c.*

XX. E *Francesco Suares Gesuita* riporta colle seguenti formali parole l'esempio dell'Ordine degli *Umiliati* abolito dal S. Papa Pio V, e di altri Ordini parimenti levati dalla Chiesa, dicendo: *Nè fu questo proposito veggo, che* Melchior Cano *dicesse altro se non che quello, che comunemente viene scritto da' Teologi, &c.*

XXI. Il che fu ultimamente confermato in Madrid nel dotto parere presentato dal Proccuratore della Corona al supremo Consiglio di Castiglia il dì 11 Luglio 1764 sull' asilo, che i *Gesuiti* scacciati da Francia pretesero, che si dovesse loro accordare ne' Dominj di Spagna.

XXII. Non potevano ignorare i *Gesuiti*, che quando introdussero, e proccurarono ultimamente di spargere in questi Regni la suddetta Bolla, fu appunto in quel tempo, che per i suddetti motivi, e per molte altre ragioni pubbliche, e degne della più seria attenzione, in Venezia già era stato proibito di far uso, e di pubblicare quella Bolla, e che in Francia si era decretato, che si ritirasse, e sopprimesse sotto rigorosissime

fime pene, per fentenze, che fi leggono riportate anche ne' pubblici Scritti: Di maniera che fi prova evidentemente, che la fuddetta introduzione, e fpargimento degli efemplari di detta Bolla in quefti Regni, dopo che già era ftata giudicata per notoriamente orrettizia, furrettizia, e nulla, fu fatta di propòfito per inquietare, e turbare i pufillamini, ed i Sudditi di quefti Stati, che non fono iftruiti, e che non hanno lumi baftanti per conofcerne la malizia.

XXIII. Sapevano di più i *Gefuiti*, che la Chiefa avendo per principio in ogni fua azione quella fanta innocente femplicità, che non ammette miftura d'inganno, [a] e che feparando le tenebre fegue la luce, dalla quale niuno fugge, fe non quando conofce di far male, [b] non doveva una tal Bolla confermatoria entrare in quefti Regni per la ofcura via di fopraccarte anonime, come fe veniffe di notte: nè introdurvifi furtivamente per le fineftre della Pofta, e per mezzo di gente, che la ricevettero fenza fapere chi era che entrava in Cafa loro per poterfi difendere da fimigliante proditoria introduzione: quando che al contrario la Bolla doveva efservi entrata per la Porta della Corte, e de' fuoi Tribunali.

XXIV. Altrimenti quefta maniera d'introdurla con cautela per le fuddette incompetenti vie occulte, moftra notoriamente effere un infulto patente di ladri, e non una partecipazione di decifioni del Vicario di Crifto; [c] non avendo mai il N. Signore annunziato oc-

a *Eftote fimplices ficut Columbæ.* Matth. X, verf. 16 cum concordantibus.

b *Sic luceat lux veftra coram hominibus, ut videant opera veftra bona.* Matth. V, 16. *Omnis enim, qui malè agit, odit lucem, & non venit ad lucem, ut non arguantur opera ejus: qui autem facit veritatem, venit ad lucem, ut manifeftentur opera ejus, quia in Deo funt facta.* Joan. III, 20, 21, 22.

c *Qui non intrat per oftium in ovile ovium, fed afcendit aliunde, ille fur eft, & latro: Qui autem intrat per oftium, Paftor eft ovium.* Joan. Cap. X, verf. 2.

occultamente nulla, ma bensì con chiarezza, in pubblico, ed apertamente, non solo nel Tempio, ma anche nella stessa Sinagoga. [a]

XXV. Dal che risulta un'altra dimostrazione, la quale è: Che non potendo i *Gesuiti* servirsi di que' mezzi occulti per introdurre, e spargere detta Bolla, senza conoscere chiaramente, che operavano contro lo spirito della Chiesa, e contro lo stesso Vangelo, a cui, come Religiosi, debbono con più stretto obbligo uniformarsi; ne segue in conseguenza, che non potevano avere altro di mira, usando di que' riprovati, e strani mezzi, se non l'indegno, ed illecito fine suddetto d'inquietare, e turbare in questo Regno i pusillanimi, e que' meschini, che vivono nell'ignoranza.

XXVI. Lo che si rende vieppiù evidente se si consideri, che essendovi fra' *Gesuiti* de' Professori in Letteratura, dovevano questi onninamente sapere, che la suddetta Bolla introdotta, e divulgata in questo Regno nel suddetto riprovato, e indegno modo, non poteva produrvi se non quel solo effetto di perturbare, ed inquietarvi i pusillanimi, e gl'ignoranti.

XXVII. Non essendovi cosa più nota, e ovvia a' Professori, anche di mediocre Letteratura, del Diritto, e Costume generale, per cui viene stabilito, che acciò il tal Rescritto fosse riconosciuto da V. Maestà, e gli si dasse esecuzione da' suoi Tribunali come a Decreto Pontificio, era necessario, e indispensabile, che vi concorressero comulativamente due cose tanto essenziali, e certe, come sono, una: Che detta Bolla fosse entrata in questa Corte per le principali porte del Regio Palaz-

[a] *Respondit ei Jesus: Ego palam locutus sum Mundo: Ego semper docui in Synagoga, & in Templo, quo omnes Judæi conveniunt, & in occulto locutus sum nihil.* Joan. Cap. XVIII, vers. 19, 20. *Quæ enim in occulto fiunt ab ipsis turpe est, & dicere: Omnia autem, quæ arguuntur a lumine, manifestantur: Omne enim, quod manifestatur, lumen est.* D. Paul. ad Ephes. Cap. V, vers. 12, 13.

lazzo, e presentata al Trono di V. Maestà nella forma chiara, autentica, e legittima stabilita dal Diritto, o dall' Uso con cui sogliono presentarsi i Rescritti, che vengono dalla Curia di Roma; l' altra: Che ad effetto di essere pubblicata detta Bolla, se ne ottenesse precedente Regio Beneplacito di V. Maestà.

XXVIII. Non ostante, che le cose meramente spirituali, ed Ecclesiastiche siano indipendenti dalla giurisdizione de' Principi secolari, e che questi, di ciò persuasi, non abbiano mai preteso d' imprendere ad esaminare Bolle, Brevi, e Rescritti, che sopra tali materie escono dalla Curia Romana, per confermarli, o rivocarli; con tutto ciò essendo i Sovrani indispensabilmente obbligati ad invigilare sempre sopra quanto può contribuire al mantenimento della tranquillità de' suoi Regni, e de' suoi Stati; e perciò dovendo essere informati del contenuto negli ordini provenienti da' Paesi stranieri, per giusto timore, che per loro mezzo (come in oggi appunto si è tentato di fare) non s' introducano, e spargano suggestioni tali, che possano turbare la pubblica pace; [a] ne nasce di quà il diritto di presentare a' Principi Sovrani, e di far esaminare di loro ordine tutte, e qualisiansi Bolle, e Rescritti della Curia Romana diretti a' loro Stati, ad effetto di spedirne il *Regio Beneplacito* prima, che si dia loro veruna esecuzione. Questo diritto è un jus certo, ed annesso alla Sovranità de' Principi, e come tale non possono neppure gli stessi Principi cederlo, nè rinunziarvi, nè ammette prescrizione alcuna, nè ha bisogno di Concordati colla Curia di Roma, nè de' suoi Privilegj.

XXIX. Questa è la sentenza generale, e costante di

a Van-Espen *De Placito Regio* Part. II, Cap. II *per tot.* Covarruvias *Practicar. quaest.* Capit. X, num. 56. Belluga *in speculo Principum* Rubrica XIII, v. *Restat.* Salgado *De Retentione Bullarum.* Card. De Luca *in Relationibus Rom. Curiae.* Disc. II, num. 36.

di tutti i più celebri, e pii Dottori nell'una, e l'altra Legge, ed in Teologia Scolastica, e Morale, che trattarono di questa materia, eccettuati alcuni Casisti conosciuti per adulatori, e privi di ogni buon principio di Ragione, e di Diritto, che perciò non fanno la minima autorità. [a]

XXX.

[a] Giovanni Driedon. Lib. I *De Libertate Christiana* pag. 183. Bannes 2. 2. quæst. 67, art. 1. Cevallos Commun. contra com. P. IV, quæst. 897 a num. 292. Idem *De cognit. per viam violentiæ* gl. 6. a n. 62. *Llamas in Instruction. Confess.* P. I, Cap. VII, §. 19. Lobaton *nel discorso sul non avere l'Arcivescovo di Granata eseguito le Cedole Reali* n. 34. *notabilitate* 284. Montemajor *in Decis. Hispan. vigilatione* 22, n. 23. Valdez *in Alleg. Jur. pro Ecclef. Cathed. Palentina.* Solorzano *De Jure Indiarum* Tom. II, Lib. III, Cap. XXV, num. 42, & *in Politica Indiana* Lib. IV Cap. XXV. Salcedo *De Lege Politica* Lib. II, Cap. III, & seqq. Parexa *De Instrument. edit.* Tom. I-Tit. IV. Avendano *in Thesauro Indiarum* Tit. II, num. 91, & Tit. V, num. 337. Augustino del Hierro *in alleg. Jur. contro quelli, che uccisero l'Ambasciator d'Inghilterra, sull' immunità* n. 15. Frasso *De Jure patronat. Indiarum* Cap. VII, num. XIII usque ad XIX. Narbona in Leg. 59, Titul. IV, Lib. II Recop. in III. Tom. Glos. 2, num. 16. Mario Cutello *in Cod. Leg. Sicularum* ad leg. Frider. not. 46 per tot. & ad leg. Martini not. 64 per tot. Grassus *Decis. Aurear.* P. I, Lib. IV, Cap. XVIII. Belleto *Disquisit. Clerical.* P. I, Tit. *De exemption. Cleric. a Statuto* §. 3. num. 21. Ferdinando Pissarro *Viror. illustr. vita* 7. Cap. IV, obs. 1. Villalobos *in Summa* Tract. 17, diffic. 21. num. 22. Vasquez Jesuita in Tract. *De Jurisdict. Ecclesiastica contra Magistratus Seculares* Cap. VI. Navarro in Cap. *Cum contingat* 24 *de Rescriptis.* Joan. Chumacero, e Cerilho *in Memoriali ad Sanctissimum* sopra la sospensione della Nunziatura di Spagna *circa principium.* Malderio Vescovo di Amsterdam quando quella Citta fioriva in lettere, ed in virtù in 2. 2. quæst. 1, art. 1, dub. 8 *circa finem.* Stokmans nel suo Trattato intitolato: *Jus Belgarum circa Bullarum Apostolicarum executionem* Cap. II, num. 16, & seg. Salgado *De Supplicat. ad Sanctissimum* P. I, Cap. II per tot. Covarruvias Practic. quæst. 35, n. 4. vers. *Sic etiam.* Simancas *De Catholicis institutionib.* Tit. XLV *De pænis* a num. 34. Matthei *De Regimine Regni Valentiæ* Cap. VII, §. 1, sect. 5, num. 198. Crespo de Valdaura obs. 63 maxime a n. 43. Caldero *Decis. Cataloniæ* 134 per tot. Cutello Lib. II *De prisca, & recenti Ecclef. libert.* q. 13. Soler. *Concordia Jurisdict. Ecclesiast. & Secular.* memb. 2, q. 9, n. 18. Seisse *De inhibitionibus* Cap. VIII, §. 4, num. 4. Castilho *Controvers.* Lib. VI, C p. XLI a num. 182. L'Arcivescovo Pietro de Marca *in Concord. Sacerd. & Imperii* Lib. II, Cap. XII, §. 8, & Lib. III, Cap. I, §. 7, & Lib. VI, Cap. XXVIII, §. 10. Van-Espen *De Placito Regio* Part. II, Cap. III, §. 1, e ultimamente Giustino Febronio *De Statu Ecclesiæ, & legitima potestate Romani Pontificis* Cap. IX, §. 8 per tot. Manoel Rodrigues Leitão *nel Trattato Analitico* Prop. IV, Dimostr. III, num. 16, e 17.

XXX. Ed è similmente il costume universale, inconcusso, e costante di tutte le Monarchie, e Stati Sovrani della Cristianità, come si prova coll'autorità de' Dottori di ambe le Leggi, e di Teologia di sopra enunciati, e specialmente de' seguenti:

XXXI. In Francia. [a]

XXXII. In Spagna. [b]

XXXIII. Di maniera che in una Consulta de' 14 Dicembre 1605 fu rappresentato al Re Filippo III, che questo *è la pupilla dell'occhio, e la cosa più importante, la quale non deve mai permettersi, che si tocchi, nè che si ammetta risposta di sorte alcuna*, come si prova nelle Lettere, ed istruzioni del Re Filippo II d'immortal memoria. [c] E sopra questo Diritto, ed Uso fondò ultimamente il Re Cattolico la sua Pragmatica su tal materia, segnata a' 18, e pubblicata solennemente in Buon-Ritiro a' 21 Gennajo 1762.

XXXIV. Quanto all' Inghilterra è certo, che in tempo che fu unita alla Chiesa Romana, non ostante, che Guglielmo I detto il *Conquistatore* si fosse impadronito di quel Regno col favore, ed ajuto del Papa, con tutto ciò non permise, che si ricevessero nel suo Stato Rescritti della Curia di Roma, se prima non otte-

a De Marca *De Concordia Sacerdotii, & Imperii* Lib. II, Cap. XII, §. 8, e Lib. III, Cap. I, §. 7, e Lib. VI, Cap. XXVIII, §. 10. Paulus de Frassalde a *Regali Francia* Lib. II, jur. 7. Aufer. *De Potestate Saeculari super Ecclesiast. personas* Reg. 2, fall. 30. Camil. Borellus *De praestantia Regum Catholicor. in casu addito* ad Cap. LXXI, fol. 544. Fevret nel suo Trattato *de l'Abus* Lib. I, Cap. II, num. 18. Stokmans in detto Trattato *Jus Belgar. circa execut. Bullar.* Cap. IV, num. 7, e a' nostri giorni Giustino Febronio Cap. IX, §. 8, e moltissimi altri.

b Il Covarruvias *Praticar.* q. 35, num. 6, & *variar. Resol.* Lib. II, Cap. VIII. Belluga *in Speculo Princip.* rub. 13 v. restat. Llamas *in dicta Instruct. Confess.* P. I, Cap. VII, num. 19. Salgado *De retentione Bullar.* ubi supra. Febronius ubi supra. Giannone *nella Storia Civile del Regno di Napoli* Tom. IV, Lib. XXIII, Cap. V, ed altri di sopra citati.

c Questa Consulta è riportata dal Chioccarello nella sua Raccolta dell' Archivio di Napoli Tom. IV, pag. 755.

ottenevano il suo *beneplacito*, e lo stesso si legge ne' Diplomi di Riccardo II, e di Odoardo III; [a] e quest' uso fu stabilito in Inghilterra colla famosa Legge, che si chiama *de Præmunire.* [b]

XXXV. Ne' Paesi-bassi di Fiandra, e Brabante è similmente certo, che si praticò sempre, e si fa uso anche oggi dello stesso Diritto. [c]

XXXVI. Ne' Regni di Napoli, e Sicilia è noto, che senza il *Beneplacito*, che colà chiamano *Regio Exequatur*, non si dà esecuzione nè a Bolla, nè a Breve, nè a Rescritto della Curia di Roma. [d]

XXXVII. Negli altri Regni, e Stati d' Italia è parimente certo, che non ostante la loro vicinanza alla Curia Romana, non vi si è osservato meno; e tuttavia è in vigore lo stesso Uso, come si vede:

XXXVIIII. Per esempio in Piemonte. [e] In Sicilia *ultra Pharum.* [f] In Milano. [g] In Firenze. [h] In Mantova. [i] In Venezia. [k]

XXXIX. Questo medesimo Uso di Diritto fu sempre osservato in Portogallo, e vi si è mantenuto con tan-

a *Stokmans* nel medesimo Trattato *Jus Belgarum* Cap. IV, n. 4.

b Recentemente *Giustino Febronio* nel medesimo Trattato *De Statu Ecclesia* Cap. IX, §. 8.

c *Borellus* ut supra. *Lovens* in Tract. *De Cur. Brabant. Bertrandus* in *Resolut. Belgicis* Tract. 2. art. 3. *Stokmans* ubi supra. *Van-Espen* ubi supra, & *Febronius* ib.

d *Giannone* Storia Civile del Regno di Napoli Tom. IV, Lib. XXIII, Cap. V per tot. ove diffusamente su questa materia è stesa la prima Consulta del Tom. III dell' ammirabile Raccolta delle Consulte di *Gaetano Argento*, e nel Tom. IV dell' Archivio di Napoli del *Chioccarelli* si ritrovano i Registri Cronologici di tutti i Diplomi, che uscirono sopra questo punto dai varj Sovrani, che possederono quei Regni da molti secoli.

e *Thesaurus* decis. 131. *Antonius Faber* ad Tit. codic. *De appellatione ab abusu* Definit. 3, e 4.

f *Petrus Gregorius De Concessione Feudorum* Part. VIII, q. 7, n. 8. *Camillus Borellus*, & *Stokmans* ubi supra. *Amatus Variar.* Tom. XI, Resolut. 28, & *Van-Espen* ubi supra Cap. I, §. 2 in fine.

g *Cutellus* ad Leg. *Sicut*, not. 46, & ad Leg. *Friderici* p. 482, num. 10.

h *Fevret Traité de l'Abus* Lib. I, Cap. II, num. 18.

i *Stokmans* ubi supra.

k *Giovanni Bapt. Ferret.* Consil. 1, n. 14, 15 ove dice, che questa è la pratica di tutta l' Italia.

tanta fermezza, e praticato con tanta costanza, come si prova manifestamente dagl' infrascritti autentici irrefragabili monumenti

XL. L' Articolo XXXII della Concordia del Re D. Pietro I è espresso in questi termini: [a] *Che il Re aveva ordinato, che nessuno pubblicasse Lettere del Papa senza suo ordine; per lo che il Papa si lagnava de' Prelati, supponendo, che per causa loro s' impedisse la pubblicazione delle sue Lettere, come era di dovere, e come si faceva in tutti gli altri Regni, e ci domandava in grazia, che ci piacesse di rivocare il detto ordine:* Risponde il Re: *Ci si mostrino queste Lettere, e le vedremo, e ordinaremo, che siano pubblicate nella forma, che si deve.*

XLI. Nell' Articolo LXXXII di un altro Concordato fatto dal Re D. Giovanni I si legge similmente come segue:

Item: *Che impetrandosi Lettere Apostoliche per Benefizj, o per Liti, o ottenendosi sentenze sopra Benefizj, non ardiscono di pubblicarle, stante che è proibito sotto gravi pene dalle Leggi del Regno finattanto, che non se ne ottenga la licenza dal Re, e se prima di chiederla non sono citate le Parti, che vi hanno interesse, ad effetto di agire per giustizia dinanzi al Giudice secolare contro dette Lettere; la qual cosa è contro il Diritto, cioè il conoscere degli atti della Chiesa, e giudicare i Decreti, e le cose fatte dal Papa, e dichiararli orrettizj, e surrettizj, o falsi.*

Risponde il Re: *Ch' egli non fece tal cosa di nuovo, ma che sempre si era costumato di far così ne' tempi de' Re suoi Predecessori; e che questo si fa più per* difesa della giurisdizione, e libertà della Chiesa, *che in suo pregiudizio, ad effetto di mantenere ne' Benefizj quelli, che*

[a] Gli originali di questi Concordati si conservano nel Reale Archivio della Torre *do Tombo*, e sono riportati da *Manuel Pereira de Castro* nella sua Monarchia, e nel fine della Part. I del suo Trattato *De manu Regia.*

ne sono già in possesso, a' quali non si deve far violenza con falsi Rescritti, che spesso si presentano; potendo anche venire Lettere pregiudiziali al Re; e perchè trova, che sempre è stato così praticato; E che non era agire contro la libertà della Chiesa, ma bensì in suo favore: *E ordinò, che così si osservasse, e così intende, che in avvenire debba eseguirsi; giacchè lo stesso, e nella stessa maniera si pratica negli altri Regni, e Terre, e che l' Ordinazione, e l' Uso, che si pratica su questa materia è buono; nè essi vi hanno, che far nulla.*

XLII. Il medesimo si prova coll' altro pubblico autentico monumento della Protesta, che fecero nel Concilio di Costanza Egidio Martins, e Pietro Velasco Ambasciatori dello stesso Re D. Giovanni I, che si legge inserita nella Sessione XXII di quel Concilio in questi termini.

Siccome le due Potestà, cioè la Spirituale, e la Temporale furono costituite da Dio Creatore del tutto, una per presedere spiritualmente alle cose spirituali, e l' altra per governare temporalmente le corporali; perciò si veggono distinte tutte le cose, che sono soggette alla giurisdizione de' Sovrani, e de' Regni per disposizione di Dio Supremo Arbitro dell' Universo, il quale consegnò a' Re la spada dell' esecuzione per castigare i cattivi, e proteggere i buoni, fra' quali si comprende la Protezione de' Cattolici, e della S. Chiesa di Dio; E perciò scrisse l' Apostolo, che si deve obbedire al Re, come preeccellente, e mandato da Dio; e per questo i Re devono esser rispettati da tutto l' Universo, dovendosi loro quest' ossequio per autorità della Sagra Scrittura, che dice: Dà a Cesare quello che è di Cesare. *E continuando la stessa Protesta soggiunge.*

Il qual Re di Portogallo possiede i suoi Regni, Terre, e Dominj liberamente, e liberi, senza riconoscere Superiore nessuno vivente sulla Terra, ma solo IDDIO, *specialmente nelle cose temporali*; e conchiude:

Pro-

Protestiamo anche con questo Scritto, instando una, e più volte istantissimamente, che tutto quanto potrà essere ordinato, disposto, e concordato dopo questa nostra Protesta con qualisiansi voti contro il Diritto, e la giustizia, sia nullo, irrito, e vano, e parimenti tutto ciò, che sarà stabilito con somiglianti voti, o qualisiansi altri del presente Concilio, o di altri Prelati di qualunque condizione, stato, e preeminenza, sia nello stesso modo nullo, e non abbia forza di far danno, detrimento, nè pregiudizio veruno al Serenissimo Re N. Signore, nè a' suoi Regni, nè a' Prelati, Beneficiati, o Terre soggette al detto Re nostro Padrone: E che non abbiano, nè possano avere esecuzione nessuna, nè essere obbediti ne' suoi Regni, Terre, e Dominj, se non in quanto, ed in quelle cose, nelle quali il Re N. Signore, dopo di essere stato informato, e certificato per la presente Protesta, vorrà, e gli parrà, e piacerà di dare il suo consenso.

XLIII. La medesima legale osservanza si praticava inalterabilmente in tempo del Re D. Giovanni II colle incontrastabili ragioni, che dal *Van-Espen* si riportono come siegue: [a]

Essendo succeduto, che il detto Re (D. Giovanni II di Portogallo) ad istanza d' Innocenzo VIII nel 1486, rinunziasse al Diritto tenacissimamente fin' allora osservato in quel Regno: il quale è, che non solo le Bolle Pontificie, ma qualunque altro Rescritto Ecclesiastico, non potessero avere effetto nessuno, se prima non fossero esaminati dal Gran Cancelliere, e dal Segretario; e che dalla sottoscrizione, e vista di detto Segretario liquidamente non constasse, che da quelle Bolle, e Rescritti non potrebbe seguirne pregiudizio alla Regia Autorità; Vi si opposero i primarj Consiglieri, ed i più insigni Giurisconsulti del Portogallo, negando, che fosse

O ii

a Van-Espen nel detto Trattato *De Placito Regio* Part. XI, Cap. III, §. 2.

fosse lecito al detto Re di spogliarsi di quel tale Diritto senza il consenso di tutti i Stati, mentre da quello dipendeva la comune utilità, e la tranquillità pubblica de' Popoli, &c.

XLIV. *Giustino Febronio* riporta questo medesimo Costume del Portogallo, ed esamina la indispensabile necessità di praticarlo colle parole del Vescovo *Covarruvias*, il quale dice: *Che se qualcuno si provasse di togliere l' uso di una tal potestà a' Principi Cristiani si vedrebbe immediatamente per una manifestissima esperienza quante calamità ne risulterebbero alla Repubblica.* [a]

XLV. Questo stesso Costume del Portogallo fu similmente canonizzato nella dottissima Consulta del *Card. Althan*, che è la prima del Tomo III. delle Consulte di *Gaetano Argento* sul Regio *Exequatur* in Napoli.

XLVI. E questo è l' ultimo stato, in cui si trova in oggi il medesimo Costume in questi Regni; Mentre tra' negozj delle Corti, non essendovi cosa di maggiore importanza delle istruzioni degli Ambasciatori; Ed in quelle, che portano i Nunzj, quando giungono in Portogallo co' loro Brevi, contenendovisi la Clausola, che dice a un dipresso: *Con potestà di Legato a latere, perchè assistito co' nostri ordini, e consiglj facciate tutto ciò, che colle vostre forze potrete in vantaggio de' negozj spettanti alla S. Chiesa Romana, alla Fede Ortodossa, ed alla Cristiana Repubblica*: Ciò non ostante la pratica, che si tiene in questa materia è in tutto conforme a quello, che gli sopraccitati Dottori dicono, che si praticava in tempo de' Re D. Giovanni I, e D. Giovanni II, come la Maestà Vostra può vedere in tutti i suoi Tribunali, e come è notissimo in tutte le Cattedrali, e Comunità Religiose di questa Corte, Regni, e Do-

a *Giustino Febronio* nel detto Trattato *De Statu Ecclesiæ* Cap. IX, §. 1.

e Dominj, sapendo ciascheduno di loro, che in Portogallo si osserva il Costume seguente.

XLVII. In giungendo a Lisbona il Nunzio Apostolico, va egli subito dal Segretario di Stato de' Negozj stranieri, e gli presenta, e consegna gli Originali de' Brevi della sua commissione. V. Maestà li manda a esaminare da' Ministri del Tribunale supremo di Palazzo, che sono i suoi Consiglieri nati, e più da altri Ministri di eguale, e maggior graduazione, ne' quali riconosce virtù, dottrina, e prudenza, ad effetto di sentire il loro parere sopra materia di tanta importanza: e V. Maestà prende la sua Real Risoluzione sulle Consulte de' suddetti Ministri: E co' medesimi termini di questa Real Risoluzione il Segretario di Stato risponde al Nunzio, che viene ad esercitare la rappresentanza, non solo intimandogli espressamente quali sono i punti incompatibili colla Sovranità della Maestà Vostra, colla pubblica pace de' suoi Vassalli, e colle Leggi, e Costumi del Regno ad effetto, che non faccia uso nessuno della sua potestà relativamente a' suddetti punti incompatibili: ma si dichiara nel tempo stesso al Nunzio, che i suddetti Brevi restano ritenuti nella Segreteria di Stato fin a tanto, ch' esso Nunzio non risponda con una Lettera reversale, in cui prometta di osservare le restrizioni, che gli sono intimate. Dopo che il Segretario di Stato ha ricevuto la Lettera reversale del Nunzio Apostolico, gli restituisce i Brevi della sua commissione, e immediatamente, in conseguenza, si partecipa la risposta fatta al Nunzio Apostolico: I. Al Regidore del Tribunale supremo di Giustizia, acciocchè nel suo Tribunale della Corona si ponga rimedio per via di ricorso a qualunque violenza, che dalla Nunziatura si tentasse di fare contro la parola, e lo spirito delle suddette restrizioni: II. Al Governato-

re

re della Relazione, e Casa del Porto per il medesimo effetto : III. Al Tribunale supremo di Palazzo per le Provvisioni, che vi si costumano prendere sulla giustizia de' Ricorsi : E finalmente a' Prelati, e Superiori di tutti gli Ordini Regolari, affinchè possano governare in pace i loro Sudditi.

XLVIII. Potrebbe il Proccuratore di vostra Real Corona riportar quì una lunga serie di Atti cavati dalla Segretaria di Stato in prova di questa inconcussa pratica, qualora fosse necessario; ma per non accrescere di più la mole di questi foglj, si ristringe ad esibire solo copia di quello, che si praticò cogli ultimi due Nunzj venuti in Portogallo, uno de' quali fu Monsig. Luca Tempi Arcivescovo di Nicomedia, e l'altro Monsig. Filippo Acciajoli Arcivescovo di Petra.

XLIX. Al primo di questi Nunzj fu scritto dal Segretario di Stato Marcantonio de Azevedo Coutinho il dì 14 Giugno la Lettera quì sotto riportata.

L.

ECCMO, E RMO SIGNORE.

» A S. Maestà è piaciuto di ordinare, che siano esaminati secondo il costume, e forma solita i Brevi rimessi da V. Eccellenza, e mi ha ordinato di significare in suo Regio nome a V. E. che non ostanti le facoltà, che in quelli si concedono, V. E. non deve nè visitare le Cattedrali, nè giudicare Causa nessuna in prima istanza, nè fare altra cosa, dalla quale possa riceverne detrimento la pubblica quiete, ed il buon ordine nell' amministrazione della Giustizia; mentre non può essere intenzione di S. Santità, che si alterino i lodevoli costumi, o che siano pervertite le Leggi, gli usi, e concordati del Regno; o che dalle facoltà del Nunzio Apostolico ne nasca danno, e sconcerto al ben pubblico, ed alla pace, e tranquillità de' sudditi di S. Maestà. Per lo che V. E. non deve, in facendo uso di dette facoltà concessele, servirsene, se non conformandosi, secondo gli usi, che si ritrovano convenientemente praticati; astenendosi da tutto quello, che è novità, o che si fosse abusivamente introdotto in pregiudizio, e inquietudine de' Vassalli del Re; dovendo V. E. esser persuasa, che di tutto quello, che farà, o permetterà che si faccia in contrario, se ne prenderà informazione, come di una violenza, nel Tribunale della Corona: E tutte le volte, che per questa ragione verranno interposti Ricorsi, si dovrà sospendere ogni proseguimento di Cause, e rimetterne gli Atti, ad effetto che da quelli si

L. E la Reversale dell' Arcivescovo di Nicomedia fu del seguente tenore. a LI.

» riconosca se vi è stata violen-
» za.

» Nello stesso modo perchè non
» si alteri la legge, e costumi del
» Regno, i Giudici, ed Ufficiali
» della Nunziatura non dovranno
» esigere tasse, e propine maggio-
» ri di quelle, che dovei osameo-
» te sogliono pagarsi ne' Tribuna-
» li della Corte: E nella spedi-
» zione de' dispaccj di giustizia,
» e di grazia si dovrà stare alle
» tasse già stabilite, evitando di
» dare motivo di lagnanze, e di
» scandalo.

» Mi ordina anche S. M. ram-
» mentare a V. E. di dover no-
» minare per Promotore un Na-
» zionale, come si è fin' ora pra-
» ticato; e ad aver tutta la cura,
» che questo, ed ogni altro Mini-
» stro, che V. E. farà per sceglie-
» re nella Nunziatura, siano Uo-
» mini d'integrità, di dottrina, ed
» esperienza, e Nobili, come è
» conveniente, e necessario, af-
» finchè i Prelati Ordinarj non
» abbiano a male, e non si lagni-
» no in vedendo le loro sentenze
» rivocate da Persone destituite di
» tutti i suddetti requisiti.

» Considerando S. M. e sapen-
» do l' abuso, che sogliono fare i
» Regolari ne' Ricorsi alla Nun-
» ziatura per scansare per quella
» via la correzione de' loro Supe-
» riori, e sottrarsi dalla ubbidien-
» za loro dovuta, pretendendo
» anche senza giusto motivo il si-
» curo accesso, licenze, e assolu-
» zioni in detrimento del buon
» ordine, e della disciplina rego-
» lare; dal che ne provengono
» gravissimi disordini, rilasciatez-
» za degl' Istituti, inquietudini
» nelle Provincie, e scandalo ne'
» Popoli, come l' esperienza ha
» dimostrato: Mi comanda il
» Re di dichiarare a V. E. che
» l' E. V. non debba disporre co-
» sa nessuna sulle materie appar-
» tenenti al governo economico
» de' Regolari dell' uno, e l' altro
» sesso *intra Claustra*, nè ammet-
» tere ricorsi de' Regolari se non
» in grado di appellazione. Sopra
» di che S. M. ha ordinato, che
» siano avvisati i Superiori delle
» Religioni, acciocchè ne siano
» intesi, e l' osservino, e faccia-
» no eseguire da' loro sudditi.

» S. M. spera, che V. E. sopra
» tutto ciò abbia a comportarsi in
» modo, che se ne abbia molto da
» lodare; e che V. E. possa espe-
» rimentare gli effetti della vene-
» razione, ed ossequio, che il Re
» professa alla Sede Apostolica, e
» della stima, che fa della perso-
» na di V. E. tanto per il carat-
» tere di sua rappresentanza, co-
» me per le qualità, e virtù, che
» concorrono in V. E.; ed allor-
» chè V. E. mi darà risposta in
» iscritto sopra tutto ciò, che in
» questa le ho espresso, saranno
» restituiti i Brevi alla persona,
» che V. E. manderà a prender-
» li, restando pronto a servirla
» in ogni occasione. Dio conser-
» vi V. E. Da Palazzo a' 14 Giu-
» gno 1744.

Eccmo, e Rmo Signore

Bacia le mani di V. Eccellenza

Il suo ossequiosiss. e obbligatiss. Ser. Marc' Antonio de Azevedo Coutinho.

ECCELLENZA.

a » AL Signor Maestro di Ca-
» mera, che presenterà a
» V. E. questo mio divotissimo fo-
» glio, la supplico di voler far
» consegnare i Brevi, che l' E. V.
» si è degnata con tanta prontez-
» za di sollecitare, e farli spedi-
» re; Io le ne rendo distintissime

LI. Fu mandato al Regidore del Tribunale supremo di Giustizia, o sia alla Relazione di Lisbona nel 15 Giugno 1744 il seguente Decreto. [a]

LII. Ed al Cancelliere della Relazione del Porto fu scritta nell' istesso giorno la solita Regia Lettera concepita colle medesime parole del suddetto Decreto.

LIII. Al Tribunale supremo di Palazzo fu rimessa nel giorno istesso 15 Giugno 1744 la Consulta, che aveva fatta sopra i suddetti Brevi con la risoluzione, che quì si riporta. [b]

LIV.

» grazie, e la prego di assicurare » la Maestà del Re, che la venerazione, che professo alla sua » Sovrana Persona, mi farà sempre avere a gloria la puntuale » ubbidienza alli suoi supremi comandi, e la premura di uniformarmi alli suoi giusti sentimenti, e sospirando in tanto la sorte di potere anche ubbidire all' » Eccellenza Vostra, con invariabile ossequio mi protesto. Di Casa 16 Giugno 1744.

Di Vostra Eccellenza

Divoto, e obbligato servitore
Luca Arcivescovo di Nicomedia.

a » Nel dare ordine, che si » esaminassero i Brevi facoltativi, » che mi furono presentati per » parte del Nunzio Apostolico ultimamente quì giunto: Mi è » piaciuto di fargli scrivere, come anche ai Superiori delle Religioni nella forma delle annesse » copie: Ed ho stimato bene, che » siano queste comunicate a' Giudici delle materie spettanti alla » Corona, ed al Proccurator Fiscale, che è nella Casa delle » Suppliche, affinchè sappia ciò, » che da me è stato risoluto su » questa materia; Essendo stati » anche avvisati, che tanto per » parte del Nunzio precedente, » come di alcuni Superiori del » Regno mi sono state fatte lagnanze, perchè nel Tribunale » della Corona sono facilmente » ammessi ricorsi frivoli, ed alcune » volte sopra materie, che non » sono Ecclesiastiche, e privative » della giurisdizione spirituale de' » medesimi Prelati; dal che gliene deriva grandissima inquietudine, ed imbarazzo nell' amministrare la giustizia: Per lo che ordino, che i suddetti Giudici » ne' ricorsi Ecclesiastici del Nunzio, Prelati, e Superiori Regolari abbiano a comportarsi in » modo, che senza mancare di » dar provedimento, ed opporsi » alle violenze, debbano scansare » qualunque abuso, e non diano » nè al Nunzio, nè ai Prelati motivo di lagnarsi. Questo è quanto deve sapere, ed essere inteso il Regidore di Giustizia, e » suo Vicegerente, a cui spetta » il parteciparlo ai suddetti Ministri, affinchè si eseguisca. Lisbona 15 Giugno 1744.

Con la sottoscrizione del Re.

b » Ho dato ordine, che si » scriva al Nunzio, ed ai Superiori delle Religioni in conformità delle acchiuse copie. Lisbona 15 Giugno 1744.

Colla sottoscrizione del Re.

LIV. Ed a' Prelati, e Superiori primarj di tutti gli Ordini Regolari del Regno fu scritta nel medesimo giorno la seguenre Lettera. *a*

LV. E si ebbe sempre tanta cura di mantenere con esatta attenzione questo Costume fino che durò il Governo del Re D. Giovanni V Augusto Padre di V. Maestà, che tutte le volte che si accorgeva di essersi caduto in qualche rilasciatezza su questo punto, immediatamente si spedivano Lettere circolari, colle quali si rinovava la proibizione di non eseguire Rescritto veruno, qualunque si fosse, proveniente da Roma, se prima non fosse presentato, ed esaminato da' Ministri del Re. *b*

LVI.

LETTERA CIRCOLARE
PER I
PRELATI MAGGIORI
DEGLI
ORDINI REGOLARI.

a » NEl tempo stesso, che S. M. » ha ordinato, che si rendessero al Nunzio del Papa i » Brevi facoltativi, che le aveva » presentati, ne' quali fra le altre » facoltà gli vien data quella di » giudicare nelle Cause de' Regolari, e decidere altre controversie spettanti a Comunità Religiose, piacque al Re di ordinarmi, che avvertissi il detto » Nunzio, che sapendo S. M. l' » abuso, che frequentemente si » faceva da' Regolari ne' ricorsi » alla Nunziatura ad effetto per » quella via di poter evitare il castigo de' loro Superiori, e sottrarsi dall' ubbidienza loro dovuta, pretendendo senza giusto » motivo i *tutos accessus*, licenze, ed assoluzioni, in pregiudizio del buon ordine, e regolamenti delle Comunità; dal che » risultavano, secondo l'esperienza » faceva vedere, gravissimi disordini, rilasciatezza degl' Istituti, » inquietudine delle Provincie, e » scandalo de' Popoli; non debba » il detto Nunzio disporre di cosa » veruna nelle materie spettanti » all' economico de' Regolari » dell' uno, e l'altro sesso *intra* » *Claustra*, nè debba ammettere » ricorso veruno de' medesimi Regolari se non in grado di appellazione; In conseguenza di ciò » mi ordina S. M. di avvisare V. » P. Revma, affinchè ella avvisi » similmente tutti i suoi sudditi, » acciocchè in ciò, che spetta a' » Ricorsi alla Nunziatura, abbiano a contenersi ne' termini di » sopra espressi: Avvertendo, che » se qualcuno contraverrà a questo avviso, S. M. userà con lui » di quel risentimento, che più » le piacerà. Dio conservi V. P. » Revma. Di Palazzo 15 Giugno » 1744.

Marco Antonio de Azevedo Coutinho.

b E così si manifesta nell'ultima Lettera circolare, che lo stesso Re D. Giovanni V ordinò, che si scrivesse su questo proposito a' 17 Settembre 1748 dal Segretario di Stato Pietro da Motta e Silva a tutti i Prelati maggiori degli Ordini Regolari, espressa ne' termini seguenti:

» S. M. vuole, che V. P. Revma » nello stesso modo, con cui già

LVI. Dopo il felicissimo avvenimento al Trono di V. Maestà il solo Nunzio, e primo, che venne a questa Corte fu l'Arcivescovo di Petra Filippo Acciajoli, che vi giunse in Settembre 1754: Si praticò con lui identicamente il medesimo, che si era praticato col suo Antecessore immediato senza differenza nessuna. Esibì egli tutti i Brevi della sua commissione al Segretario di Stato Sebastiano Giuseppe di Carvalho e Mello, il quale a' 14 Settembre dell'istesso anno 1754 gli fece la medesima risposta, ch'era stata fatta all'Arcivescovo di Nicomedia sopra le restrizioni delle Facoltà; ed il Nunzio le accettò per mezzo della Lettera Reversale de' 20 Settembre del medesimo anno, il che non fece prima per ritrovarsi infermo al suo arrivo.

Ed in quel giorno 14 Settembre 1754 furono spediti i medesimi sopraccennati ordini al Tribunale supremo di Giustizia, alla Relazione del Porto, al Tribunale supremo di Palazzo, ed a tutti i Prelati, e Superiori primarj degli Ordini Regolari.

LVII. Da tutto ciò sempre più chiaramente risulta, che i *Gesuiti* non potendo ignorare un così certo, e comune Diritto, nè questo general Costume osser-

» più volte è stato ordinato a' vostri Predecessori per mezzo di » questa Segreteria di Stato, abbia tutta la cura, e stia attenta, che non si eseguiscano Bolle, Brevi, Decreti, Ordini, » Mandati, e Sentenze, o della » Curia, o de' suoi Legati, dell' » Uditor generale della Camera, » o di altri Giudici Apostolici » sopra grazie, o altri qualunque » siansi negozj spettanti a' Religiosi, o Religiose de' Conventi, o » Monasterj della vostra Provincia, se prima non saranno esibiti innanzi al Re per mezzo » della suddetta Segreteria di Stato, ad effetto di poi stabilire » quello, che sarà di maggior servizio di Dio, e di utile al ben » comune de' sudditi, e delle suddite di V. Paternità Revma: » Evitandosi qualunque rilasciatezza, che possa turbare la vera » osservanza, e disciplina regolare, che S. M. desidera di vederla ben stabilita tanto in cotesta » vostra Provincia, come in tutte le altre Religioni. Dio conservi V. Paternità Revma. Palazzo 17 Settembre 1748.

Pietro da Motta e Silva.

fervato in tutti i Regni, e Stati Cattolici; e che un tal Diritto, e Coftume era intieramente conforme a quanto essi avevano veduto praticare in quefto Regno; e che perciò non fervirebbe a nulla la Bolla in queftione, nè potrebbe essere attefa ne'Tribunali, nè confiderata dalle perfone dotte, ed illuminate, viene a dimoftrarfi con vieppiù maggior evidenza la conclufione: Che i fuddetti *Gefuiti* hanno introdotto la tal Bolla in quefto Regno per que'mezzi infoliti, e riprovati col folo fine illecito, e facinorofo fopra indicato d'inquietare, e perturbare la gente debole, pufillanime, ed ignorante.

LVIII. Mezzi, e fini, che combinati colle fcabrofe circoftanze, nelle quali fi è introdotta detta Bolla, e fparfa in quefta Corte, e nel Regno, coftituifcono anche un'altra dimoftrazione, per cui ad evidenza fi manifefta, che (fenza offendere il fagro, ed illibato rifpetto al Santiffimo Padre, del di cui venerabil Nome fi è fatto così facrilego abufo) non vi può effere neffuno, che ardifca prefumere, che una tal Bolla poffa effere ftata fpedita di confenfo, e volontà deliberata di Sua Santità.

LIX. E le circoftanze fono a tal fegno eftremamente fcabrofe, che per una parte la *Compagnia* detta *di Gesù* era ftata manifeftamente, e giuridicamente convinta, e giudicata per pubblica Sentenza emanata a' 12 Gennajo 1759 alla prefenza del più numerofo, ed autorevole Tribunale, che fin a quel tempo fi foffe per l'innanzi eretto in Portogallo, e con voti uniformi di tredici Miniftri fcelti da' primi, e più rifpettabili Regj Tribunali di quefta Corte, in vifta delle maggiori, e più concludenti prove, che fi aveffero mai in cafo così atroce, e fin con numerofe, e ripetute confeffioni de' Rei medefimi; come rea, principale motri-

trice, e capo dell'infame congiura, che producesse l'orribile, e indegnissimo insulto, in cui nella infaustissima notte de' 3 Settembre 1758 fu attentato contra la innocentissima, ed augustissima vita di V. Maestà: E dall'altra parte la detta *Compagnia* denominata *di Gesù* era già stata con Legge de' 3 Settembre 1759 annullata, espulsa, e proscritta da questi Regni, e Dominj, e proibita ogni comunicazione in iscritto, ed in parole con quella, e co' suoi Individui: Nel che V. Maestà si ristrinse a far uso solamente di quella mera economia, che per Diritto Divino, Naturale, e delle Genti compete a qualunque Padre di Famiglia, che è di cacciar via dalla casa quelli, che oltraggiano la sua persona, o che turbano la pace della sua famiglia: Anche nell'ordine dato di sospendere i gastighi di ferro, e fuoco contro i principali Rei *Gesuiti*, (per un ossequio verso il Papa, di cui il simile, nè maggiore si vide mai in caso così atroce,) quando la giustizia di Vostra Maestà era fondata non solo ne' Diritti Divino, Naturale, e delle Genti, e su gli esempj di varie Corti, che più si distinguono nella purità della Religione; ma anche ne' domestici esempj de' suoi religiosissimi, e gloriosissimi Predecessori, tra' quali, benchè il Re D. Manuele fosse gran veneratore de' Sommi Pontefici, non bastò questo per ritenerlo, che non facesse prontamente bruciare nella Piazza del *Rocio* di Lisbona i due Regolari Autori di un ammutinamento in quella Città.

LX. Queste sono dunque le circostanze, nelle quali, allorchè V. Maestà con tanti, così pubblici, e soprabbondanti motivi poteva sperare, che dovesse estinguersi, ed annullarsi la Compagnia de' *Gesuiti*, per ragioni molto più forti di quelle, per cui furono disfatti, e proscritti tanti altri Ordini Regolari sopracitati:

Com-

a Comparve introdotta nel Regno la detta Bolla non solo piena di elogj a que' medesimi assassini dell' innocentissima, ed augustissima vita di V. Maestà, e come tali convinti, giudicati, e proscritti nella forma suddetta, ma anche ingiuriosa per le tante espressioni aspre, ed insultanti, che vi si leggono.

LXI. Da tutto questo però si viene sempre più a dimostrare, che il Santissimo Padre non ha mai potuto concorrere colla sua intenzione, nè col suo consenso nella idea, e nella disposizione di detta Bolla, qualora avessero voluto applicarla a' *Gesuiti* espulsi da questi Regni.

LXII. Essendo per una parte notoriamente incompatibile colle paterne, e purissime intenzioni del Santissimo Padre, e col suo illuminato spirito, che col mezzo incompetente, e mai più visto della suddetta Bolla, si tentasse di porre in dubbio la verità, e giustizia della suddetta Sentenza de' 21 Gennajo 1759, per cui la *Compagnia* de' *Gesuiti* di questo Regno colle incontrastabili prove, e confessioni di fatto sopra espresse, fu autenticamente giudicata per principale motrice, e capo dell' infame congiura, sulla qualle fu formato quel Giudizio; o si pretendesse redarguire la Legge di V. Maesta de' 3 Settembre dell' istesso anno, per cui si ordinò la espulsione della *Compagnia* dal Regno; Quando è certo, ed incontrastabile, che le Sentenze emanate da' Tribunali di qualunque Sovrano, non sono soggette all' esame di niun' altro Superiore, ma solo del medesimo Sovrano, ne' di cui Tribunali furono pronunziate: Nè le Leggi de' Principi, i quali nel temporale non riconoscono Superiore, possono essere giudicate da altri, fuori che dal Supremo Signore del Cielo, e della Terra, per cui regnano i Re; il quale or-

a Si veggano le Note al Num. V, e VI di questo *Ricorso*.

ordina a tutto l'Universo di tenerli per giusti, e Legislatori, e proibisce di mettere in dubbio le loro Sentenze, e che si disputi sopra le Leggi con danno della umana Società, e sconvolgimento universale dell'Uman Genere, la di cui pubblica pace consiste, e si appoggia su questi due Poli: dell'autorità della loro giudicatura, e della venerazione alle Leggi di ciascheduno Stato.

LXIII. E dall' altra parte per essere egualmente incompatibile colle suddette paterne purissime intenzioni di S. Santità, che quella tal Bolla fosse concepita, e distesa con que' termini aspri, ed espressioni insultanti, le quali da se stesse manifestano, che non può mai essere uscita dalla sagra bocca di un Padre comune, così venerabile per la santità di sua vita, e per l'esempio di sue grandi virtù, nè diretto a un Figlio così divoto, tanto benemerito della Sede Apostolica, e così costante in venerare, e proteggere la S. Madre Chiesa, come è per Divina grazia la Maestà V. anche più specialmente de' suoi Augustissimi, e Religiosissimi Predecessori; nè pronunziata dalla sagra bocca del Vicario di quel Supremo Signore del Cielo, e della Terra, che venne nel Mondo a portargli la pace, e che essendo Onnipotente, pur volle chiamarsi *Pastore di agnelle* come simbolo della più grande mansuetudine; ed anche *Agnello* simbolo il più innocente della stessa mansuetudine: il quale ne' suoi saluti annunziò sempre agli Uomini la pace, ch'egli venne a portare nel Mondo; e che finalmente colle sue dottrine raccomandò sempre d'imparare da quelle la dolcezza, e la soavità, che caratterizavano il suo sagratissimo Cuore. [a]

LXIV. Da tutti questi suddetti evidentissimi Fatti ne

[a] *Discite a me, quia mitis sum, & humilis corde.* Matth. Cap. XI, vers. 29.

ne risultano in conseguenza dimostrate le seguenti Conclusioni.

LXV. *Prima*: Che per la notoria, e fisica contraddizione, ed incompatibilità de' termini suddetti, e per la scoperta delle cinque Professioni del quarto Voto di sopra già ben discusse, ne viene ad evidenza dimostrata la giustissima ragione, per cui il Ven. Vescovo D. Giovanni di Palafox e Mendoza esclamò, e tornò ad esclamare contro i segreti impenetrabili, che (contro lo spirito della Chiesa, e la dottrina del Vangelo, la quale condanna tutto ciò, che è clandestino, ed occulto,) si ritrovavano nascosti nelle Costituzioni de' *Gesuiti*: E nel modo stesso si rende nota, e fisicamente manifesta l'impossibilità, che il Santissimo Padre Clemente XIII abbia confermato l'Istituto de' *Gesuiti* con questa Bolla da loro impetrata, e concepita ne' suddetti termini, e circostanze.

LXVI. *Seconda*: Che però la suddetta Bolla è notoriamente orrettizia, surrettizia, e nulla per difetto di veridiche informazioni, e di volontà del Sm̃o Padre.

LXVII. *Terza*: Che nella detta Bolla si riconosce ad evidenza non solo l'effetto de' fatali impedimenti, pe' quali tutte le porte d'onde la verità poteva giungere a' piedi del Trono Pontificio, rimangono chiuse, ed inaccessibili, come è noto a tutta la Cristianità; ma l'effetto anche della disperazione, in cui si è ridotta la *Compagnia de' Gesuiti* per il giusto, e necessario abbattimento nel quale è caduta dopo, che i segreti per l'innanzi impenetrabili delle sue Costituzioni si sono resi pubblici, e manifesti a tutti i Dominj, e Regni di Europa, come risulta dalle parole medesime della Bolla. [a]

LXVIII.

[a] *Ut Clericis Regularibus Societatis Jesu, id a Nobis pro justitia exigentibus, suus maneat status, eadem nostra auctoritate firmiùs constabilitus, eorumque nunc temporis summe afflictis rebus aliquod afferamus levamen, &c.*

LXVIII. *Quarta*: Che abusando i *Gesuiti* di questi impedimenti (i quali speriamo, che la misericordia Divina abbia a rimuovere con quella prestezza, che si desidera, imitando in questo nostro desiderio la fervorosa divozione di V. Maestà verso il Supremo Pastore dell' ovile di Cristo,) negoziarono, ed estorsero a loro modo quella straordinaria Bolla con que' fini così perniciosi, e chiari, come lo sono i di sopra espressi, ed altri, che in seguito si riporteranno.

LXIX. *Quinta*: Che con quel straordinario mezzo proccurarono i *Gesuiti* di seminare nel grembo della Chiesa la nuova zizania della detta Bolla ad effetto, che da quella nascessero piante di discordia co' Principi, e Nazioni Cristiane, che mai si allontanarono dalla venerazione verso la medesima Chiesa, e Sede Apostolica: E questo come se fosse assai difficile separare il sagrosanto rispetto, ed amor filiale alla S. Sede, al comun Padre de' Fedeli, ed al Vicario di Cristo, da' progetti politici, e da' stratagemmi, ne' quali con tanto nostro dispiacere vediamo in oggi, come a tutti è noto, imbarazzata la Curia di Roma con rincrescimento, e dolore di tanti Uomini insigni per virtù, e dottrina, che vivono in quella Città Capo del Mondo Cristiano.

LXX. *Sesta*, ed *ultima*: Che per lo stesso straordinario mezzo proccurarono i *Gesuiti* d' indurre a forza, per una parte i fedeli Sudditi di V. Maestà a trasgredire gli Ordini Regj espressi nella Legge de' 3 Settembre 1759, per cui fu proibita ogni comunicazione con loro, alla quale ultimamente ebbero parte, forzativi da' *Gesuiti* coll' inganno di quelle sopraccarte alle Bolle mandate per la Posta; e dall' altra parte tentarono d' illudere i più deboli, inesperti, ed ignoranti Sudditi di V. Maestà, e fomentare tra loro quelle sedizioni, che

che i *Gesuiti* per loro altrettanto antica come pubblica, e ben nota politica sono sempre stati soliti di concitare ne' casi simili a questo, in cui presentemente si ritrovano.

LXXI. E perchè non possono esservi oggetti più degni della indifettibile, e religiosissima provvidenza di V. Maestà come lo sono i suddetti:

Supplica per tanto il Proccuratore di Vostra Real Corona con questo Ricorso la Maestà Vostra, che per naturale, e indispensabil difesa, e conservazione di uno de' più preziosi, ed impreteribili Diritti di sua Corona, e della pubblica pace de' suoi Regni, e Vassalli, ad effetto che la Corona si mantenga illesa, e independente nelle cose temporali nello stesso modo, che sempre è stata, ed è per tutti i Diritti; ed affinchè i medesimi Regni, e Vassalli di V. Maestà possano tranquillamente godere tra loro di quella perfetta unione, in cui così lodevolmente li ritiene il vincolo di quella pura, ed illibata Religione, che ereditarono da' loro maggiori, e che con tanta esemplarità fervorosamente coltivano, proccurando non solo d' imitarli, ma di sorpassarli; ed il filiale amore alla Vostra Real Persona, e l' inviolabile rispetto alle Vostre Leggi, per cui tanto si distinguono, e si rendono invidiabili; voglia usare della sua Regia autorità, ed immancabile protezione, disarmando V. Maestà questo nuovo stratagemma politico de' *Gesuiti*, affinchè non abbiano a macchinarne degli altri, e perchè restino una volta per sempre disingannati, in vista di que' mezzi, e provvedimenti più efficaci, che alla Maestà Vostra verranno suggeriti dall' incomparabile in-

tendimento, e sapere, e dal paterno affetto, con cui la Maestà Vostra invigila incessantemente con tanta benignità sopra i suoi Regni, e Vassalli in tutto ciò, che può essere di pubblica utilità, ed in tutto quello, che tra di loro potesse alterare la più religiosa, fraterna, e costante armonia.

E l'averà a grazia.

DI-

DIPLOMA
DI S. MAESTÀ FEDELISSIMA,

IN CUI
MEDIANTE IL SOVRANO ATTESTATO
CONFERMA DI SUO PROPRIO FATTO,
DI SUA CERTA SCIENZA,
E CON SUA REAL PAROLA,
LA LEGALITÀ, E IDENTITÀ DELLE CINQUE
PROFESSIONI DEL QUARTO VOTO
DE' REGOLARI DELLA COMPAGNIA DETTA DI GESÙ
IN QUELLE ENUNCIATE.

DON GIUSEPPE per grazia di DIO Re di Portogallo, degli Algarvi di quà, e di là dal Mare, in Africa Signore di Guinea, e della Conquista, Navigazione, e Commerzio di Etiopia, Arabia, Persia, dell' India, &c. Fo sapere a quelli, che vedranno questo mio Diploma essermi piaciuto di ordinare, che a richiesta del Proccurator di mia Corona si facesse un Editto, e Notificazione del seguente tenore:

Io il RE fo sapere a quei, che vedranno la presente Notificazione, che per parte del Proccuratore di mia Real Corona mi è stata presentata una Supplica del seguente tenore:

S I R E.

ESpone a V. Maestà il Proccuratore di Sua Real Corona, che avendo avuto sicura notizia, che alla presenza di V. Maestà, e con le sue stesse Regie mani era stato aperto nel Gabinetto Reale un mazzo di Scritture contenenti quattro Professioni del quarto Voto *di altrettanti Sacerdoti Gesuiti, ed una di un Laico della stessa Compagnia, le quali, per l' importanza delle materie in esse con-*

tenute V. Maestà con sua paterna, e vigilante provvidenza aveva ordinato, che si legalizzassero, e si autenticassero alla sua presenza dal Conte d'Oeyras, e da D. Luigi da Cunha Segretarj, e Ministri di Stato, e del Dispaccio di Gabinetto, affinchè in ogni tempo consti della verità, e identità delle suddette cinque Professioni, ed affinchè, per essere le materie in quelle contenute tanto importanti, delicate, e di grandissima conseguenza, non ostante che si usi di tutte le più efficaci, e sicure cautele contro il pericolo, che o per ingiuria del tempo, o per altro pensato o non pensato accidente non abbiano a perdersi, e andare in obblio in un colle Attestazioni de' due suddetti Segretarj, e Ministri di Stato: Quando che le suddette Professioni per sua natura, e per l'esempio di ciò, che tante volte in casi simili di Carte, e Documenti risguardanti le prove de' delitti, e mancanze de' Gesuiti è succeduto, esigono, e meritano non solo di essere perpetuamente conservate con tutta la sicurezza, che la umana prudenza può suggerire anche fuori di quella, che viene stabilita dalle Leggi, e Costumi; ma che siano corroborate colla Regia Autorità: Supplica V. Maestà a volersi compiacere di aggiungere alli suddetti il suo Sovrano, e Regio Attestato: affermando colla indubitata fede di sua certa scienza, di suo proprio fatto, e di sua Real parola, che tutto quanto si contiene ne' detti Attestati de' due Segretarj, e Ministri di Stato fu fatto alla Real presenza di V. Maestà, ed è nella stessissima forma come da essi viene attestato: E che similmente le cinque Professioni, delle quali attestarono i detti due Segretarj, e Ministri di Stato sono le medesime identifiche, che V. Maestà colle sue proprie mani aveva levate dal mazzo de' scritti ritrovato nella cassa delle spedizioni del Provinciale del Perù: E supplica Vostra Maestà, che voglia dare ordine, che tutte le suddette cose siano incorporate in una Notificazione da spedirsi in suo Regio nome, e che dopo che vi saranno inserite le suddette

Pro-

Professioni, e Attestati, si stampino, e se ne mandi copia a tutti i Tribunali, Diocesi, Comunità, Capi di Comarche, e Camere di tutte le Città, e Terre de' suoi Regni, e Dominj, acciocchè ne rimanga perpetua la memoria in conformità della Legge su questo proposito spedita a' 3 Settembre 1759.

E l' averà a grazia.

Ed uniformandomi a questa giusta rappresentanza, affermo, ed attesto in fede di mia certa scienza, di mio proprio fatto, e di mia Real parola: Che tutt' i fatti contenuti ne' suddetti Attestati de' due enunciati Segretarj, e Ministri di Stato, e del Dispaccio del mio Gabinetto vi seguirono alla mia presenza con tutta verità nel modo, e forma stessa come da essi vengono attestati senza nessuna differenza: E che le *cinque Professioni* originali, che sono legalizzate co' suddetti Attestati, sono le stesse identifiche, che io levai dal mazzo, come ivi si dichiara; E ordino, che questo mio Attestato si aggiunga a quelli; e che essendo tutto riunito in questa Notificazione, perchè si conservi nell' Archivio del mio Consiglio di Stato, se ne faccia un Documento in mio Regio nome, e di questo se ne facciano le copie necessarie, le quali comando, che o manoscritte, o stampate tutte le volte, che saranno sottoscritte da qualunque mio Segretario, e Ministro di Stato, si debba loro avere la medesima fede come agli Originali: e che siano rimesse a' miei Tribunali, Diocesi di questi Regni, e Dominj, Capi di Provincie, Comunità, e Camere di tutte le Città, e Terre, ad effetto, che vi si conservino, e guardino perpetuamente nella stessa Cassa a trè chiavi, secondo l' ordine datone con mio Rescritto de' 3 Settembre 1759. Comando in oltre, che alle Parti, le quali domanderanno attestati, e copie autentiche del suddetto Documen-

to

to negli Archivj delle Camere, dove si ritrovarà, e dove deve aver forza di Originale, debbano da' Scrivani rispettivi darsi liberamente, senza niuna difficoltà nello stesso modo, con cui dovrebbe darsi qualunque altro Documento autenticato esistente ne' loro Archivj. E questo dovrà eseguirsi nel modo, e forma sopra espressa, ed averà forza come Diploma passato per la Cancelleria, anche che per quella non passasse, e dovrà aver effetto per più di uno, e molti anni. E perciò ordino al Tribunal supremo di Palazzo, al Regidor del Tribunale di Giustizia, o a chi farà le sue veci, a' Consiglieri di mia Reale Azienda, e de' miei Dominj Oltramarini, al Tribunale di Coscienza, e degli Ordini, al Senato della Camera, alla Giunta del Commerzio di questi Regni, e Dominj, alla Giunta del Pubblico Deposito, a' Capitani Generali, Governatori, Magistrati, Presidi, Giudici, ed altri Ufficiali di giustizia, e di guerra, e Persone di questi miei Regni, e Dominj, che questo mio Diploma vedranno, a' quali spetta esserne intesi, che lo eseguiscano, ed osservino, e facciano eseguire, ed osservare intieramente in tutto il suo contenuto senza dubbio, o impedimento alcuno, non ostanti qualisiansi Leggi, Ordinazioni, Alvarà, Disposizioni, e Stili in contrario; che tutte, e tutti ho per derogati, come di loro si facesse quì individua, ed espressa menzione solamente però per il presente effetto; restando nel rimanente nel loro vigore: Ordino, che sia registrato in tutti i luoghi dove sogliono registrarsi simiglianti Leggi, e che una copia autentica sia depositata nel pubblico Archivio della Torre do *Tombo*. Dato nel Palazzo della Madonna dell' Ajuto il dì 30 Aprile 1765. Il Re.

Conte d' Oeyras.

Al-

Alvarà, con cui V. Maestà deferendo all'istanza del Procuratore di sua Real Corona, si è compiaciuta di aggiungere il suo Sovrano Regio Attestato a quelli co' quali il Conte d'Oeyras, e D. Luigi da Cunha Segretarj, e Ministri di Stato, e del dispaccio di gabinetto di V. Maestà autenticarono la scoperta, e identità di cinque Professioni del Quarto Voto *di altrettanti* Regolari della Compagnia *detta* di Gesù; *e di ordinare, che di tutto si spedisca Diploma nella forma di sopra espressa.*

Perchè V. Maestà lo vegga.

Gioacchino Giuseppe Borralho lo fece.

Registrato nella Segreteria di Stato de' Negozj del Regno a fol. 178 del Libro delle Carte, Alvarà, e Patenti. Palazzo della Madonna dell' Ajuto 2 Maggio 1765.

Antonio Domingues do Passo.

E per compimento del suddetto Alvarà ho ordinato, che siano inseriti in questo Diploma, ed uniti al rimanente, li due Attestati de' miei suddetti Segretarj; e Ministri di Stato il *Conte d'Oeyras*, e *D. Luigi da Cunha*, e le cinque *Professioni del Quarto Voto* de' cinque Regolari *Gesuiti*, che stavano incorporate, cucite, legate, e sigillate dall' Uffizial maggiore della Segreteria di Stato degli Affari stranieri, e di guerra *Antonio Giuseppe Galvão*, acciocchè non possano mai più le une dalle altre separarsi, nè dagli Attestati co' quali si unirono, cucirono, e legarono, e sigillarono.

Il tenore di tutto è il seguente

AT-

ATTESTATI.

D. Luigi da Cunha Ministro, e Segretario di Stato degli Affari stranieri, e di Guerra, e del dispaccio di S. Maestà Fedelissima, fo sapere a chi vedrà questo mio Attestato: Che dal Marchese di Louriçal Governatore, e Capitan generale del Regno di Algarve essendo stata qui trasmessa a' 17 Giugno di questo anno 1762 una cassa di Scritture, buttata sulla spiaggia di quel Regno, allorchè in que' mari si rese prigioniera di una nave Inglese la Fregata Spagnola chiamata l'*Hermione*, proveniente dal Perù: Ed essendo la detta cassa, così chiusa come si ritrovò, stata portata, secondo si costuma, alla Real presenza di S. Maestà, ed aperta dinanzi al Re, vi si trovò tutta la spedizione, che il Provinciale de' *Gesuiti* del Perù mandava al suo Generale *Lorenzo Ricci*: Ed essendovi fra detti Scritti un picciolo mazzo, che portava il titolo di *Professioni del Quarto Voto*: questo fu aperto dalle proprie mani di S. Maestà, ed in quello ritrovò il Re quattro Professioni de' Sacerdoti *Bonaventura Paredes*, *Giovanni Giuseppe di Matienzo*, *Ignazio di Toledo*, e *Ferdinando de Castro* scritte in Latino, e una quinta Professione in Spagnolo fatta dal Laico, o Coadjutore temporale *Giorgio Espoxex*: le quali cinque Professioni S. Maestà ordinò, che *ad perpetuam rei memoriam* si conservassero, e autenticassero con questi attestati, i quali dovessero restare a quelle sempre uniti, perchè in tal forma constasse in ogni tempo della verità, e identità de' suoi originali contesti; che sono quegli medesimi, che alla presenza di S. Maestà ho uniti a questa legalizzazione dopo, che nel margine di ciascheduno de' dieci foglj contenenti le suddette cinque Professioni ci siamo sottoscritti io, ed il Conte d' Oeyras Segretario, e Mi-

e Miniſtro di Stato, e del diſpaccio del medeſimo gabinetto quì preſente. Ed in eſecuzione del ſuddetto ordine Regio uniſco a queſto Atteſtato le ſuddette cinque Profeſſioni ne' loro medeſimi identifici originali, come quì appreſſo ſi veggono. E tutto queſto atteſto, e fo fede eſſer ſeguito, ed effettuato alla preſenza del Re, nel mentre io mi trovava diſpacciando col ſuddetto Conte d' Oeyras, il quale ſimilmente ſottoſcriverà in fede di ciò, e di tutto il di ſopra eſpoſto il preſente Atteſtato. Dal Palazzo della Madonna dell' Ajuto 30 Luglio 1762.

D. Luigi da Cunha. *Conte d' Oeyras.*

✠ *Loco Sigilli* delle Armi del Re.

Antonio Giuſeppe Galvão Ufficiale maggiore di Segreteria di Stato degli Affari ſtranieri, e di Guerra lo fece.

PRIMA PROFESSIONE.

Cunha.

Ego Bonaventura Paredes, Profeſſus Societatis Jeſu, promitto Deo Omnipotenti coram ejus Virgine Matre, & coram R. P. Michaele de Exzaguirre, locum R. P. N. Laurentii Ricci Præpoſiti Generalis tenente, nunquam me acturum quacumque ratione, vel conſenſurum, ut quæ ordinata ſunt circa paupertatem in Conſtitutionibus Societatis Jeſu, immutentur; niſi quando ex juſta cauſa rerum exigentium videretur paupertas reſtringenda magis.

Præterea promitto nunquam me acturum, vel prætenſurum, ne indirectè quidem, ut in aliquam Prælationem, vel Dignitatem in Societate eligar, vel promovear.

Promitto præterea nunquam me curaturum, prætenſurumve extra Societatem Prælationem aliquam, vel Digni-

gnitatem; nec consensurum in mei electionem, quantum in me fuerit, nisi coactum obedientiâ ejus, qui mihi præciperè potest sub pœna peccati.

Tam, si quem sciam aliquid prædictorum duorum curare, vel prætendere, promitto illum, remque totam me manifestaturum Societati, vel Præposito ejus.

Insuper promitto, si quando acciderit, ut in hac ratione in Præsidem alicujus Ecclesiæ promovear; pro cura, quam de animæ meæ salute, ac recta muneris mihi impositi administratione gerere debeo, me eo loco, ac numero habiturum Præpositum Generalem Societatis, ut nunquam consilium audire detrectem, quod vel ipse per se, vel quivis alius de Societate, quem ad id ipse sibi substituerit, dare mihi dignabitur. Consiliis verò hujusmodi ita me pariturum semper promitto, si ea meliora esse, quam quæ mihi in mentem venerint, judicabo. Omnia intelligendo juxta Societatis Jesu Constitutiones, & Declarationes. In Sacristia Ecclesiæ Transfigurationis Dominicæ Collegii Potesini. Postridie Kalendas Februarii. Anno Domini millesimo septingentesimo sexagesimo.

Bonaventura Paredes.

Dichiaro, che per inavvertenza manca nel principio di questa prima Professione la sottoscrizione del Conte d'Ocyras, che è la prima, che si vede nel suo margine, come siegue.

C. Oeyras.

E nell'altra metà del foglio di detta Professione si contiene ciò che siegue.

C. Oeyras. Cunha.

Ego Bonaventura Paredes Professionem facio, & promitto Omnipotenti Deo coram ejus Virgine Matre, & universa Cœlesti Curia, & omnibus circumstantibus, & tibi R. P. Michaeli de Exzaguirre hujus Collegii Rectori, Vi-

ce R. P. N. Laurentii Ricci Præpositi generalis Societatis Jesu, & successorum ejus, locum Dei tenenti, perpetuam paupertatem, castitatem, & obedientiam; & secundum eam, peculiarem curam circa puerorum eruditionem juxta formam vivendi in Litteris Apostolicis Societatis Jesu, & in ejus Constitutionibus contentam.

Insuper promitto specialem obedientiam Summo Pontifici circa Missiones, prout in eisdem Litteris Apostolicis Societatis Jesu, & Constitutionibus continetur. In Ecclesia Transfigurationis Dominicæ Collegii Potosini. Postridie Kalendas Februarii anno Domini millesimo septingentesimo sexagesimo.

Bonaventura Paredes.

SECONDA PROFESSIONE.

C. OEYRAS. CUNHA.

Ego Joannes Josephus de Matienzo Professus Societatis Jesu, promitto Omnipotenti Deo coram ejus Virgine Matre, & tota Cælesti Curia, & coram R. P. Ferdinando Donzel hujus Collegii Platensis Rectore, locum Reverendi Patris nostri Laurentii Ricci Præpositi Generalis tenente, nunquam me acturum quacumque ratione, vel consensurum, ut quæ ordinata sunt circa Paupertatem in Societatis Constitutionibus immutentur, nisi quando ex justa causa rerum exigentium videretur paupertas restringenda magis.

Præterea promitto, nunquam me acturum, vel prætensurum, nec indirectè quidem, ut in aliquam Prælationem, vel dignitatem in Societate Jesu eligar, vel promovear.

Promitto præterea nunquam me curaturum, prætensurumve extra Societatem Prælationem aliquam, vel dignitatem; nec consensurum in mei electionem quantum in me fuerit, nisi coactum obedientia ejus, qui mihi præcipere potest sub pœna peccati.

Tum,

Tum, si quem sciam aliquid prædictorum duorum curare, vel prætendere; promitto illum, remque totam me manifestaturum Societati, vel Præposito ejus.

Insuper promitto, si quando acciderit, ut hac ratione in Præsidem alicujus Ecclesiæ promovear; pro cura quam de animæ meæ salute, ac recta muneris mihi impositi administratione gerere debeo; eo loco, ac numero habiturum Præpositum Generalem Societatis, ut nunquam consilium audire detrectem, quod vel ipse per se, vel quivis alius de Societate, quem ad id ipse substituerit dare mihi dignabitur. Consiliis vero hujusmodi ita me pariturum semper esse promitto, si ea meliora esse, quam quæ mihi in mentem venerint, judicabo. Omnia intelligendo juxta Societatis Jesu Constitutiones. In Sacristia Ecclesiæ Divi Jacobi Collegii Platensis. Die 8 Septembris anni 1760.

Joannes Josephus de Matienzo.

E nell' altra metà del foglio della suddetta seconda Professione si contiene come segue.

C. OEYRAS. CUNHA.

Ego Joannes Josephus de Matienzo professionem facio, & promitto Omnipotenti Deo coram ejus Virgine Matre, & universa Cœlesti Curia, ac omnibus circumstantibus, & tibi R. P. *Ferdinando Donzel vice Reverendi Patris nostri Laurentii Ricci Præpositi Generalis Societatis Jesu locum Dei tenenti, perpetuam paupertatem, castitatem, & obedientiam, & secundum eam peculiarem curam circa puerorum eruditionem juxta formam vivendi in Litteris Apostolicis Societatis Jesu, & in ejus Constitutionibus contentam.*

Insuper promitto specialem obedientiam Summo Pontifici circa Missiones, prout in eisdem Litteris Apostolicis, & Con-

Constitutionibus continetur. In Templo Divi Jacobi Collegii Platensis die 8 Septembris anni 1760.

Joannes Josephus de Matienzo.

TERZA PROFESSIONE.

C. OEYRAS. CUNHA.

Ego Ignatius de Toledo Professus Societatis Jesu, promitto Omnipotenti Deo coram ejus Virgine Matre, & tota Curia Cœlesti, & coram Reverendo Patre Josepho de Bassone Rectore hujus Collegii Cuzcensis, Reverendi Patris nostri Laurentii Ricci Præpositi Generalis Societatis Jesu locum tenente, nunquam me acturum quacumque ratione, vel consensurum, ut quæ ordinata sunt circa paupertatem in Constitutionibus Societatis Jesu immutentur; nisi quando ex causa justa rerum exigentium videretur paupertas restringenda magis.

Præterea promitto nunquam me acturum, vel prætensurum ne indirecte quidem, ut in aliquam Prælationem, vel dignitatem in Societate eligar, vel promovear.

Promitto præterea nunquam me curaturum, prætensurumve extra Societatem Prælationem aliquam, vel dignitatem; nec consensurum in mei electionem, quantum in me fuerit, nisi coactum obedientia ejus, qui mihi præcipere potest sub pœna peccati.

Tum si quem sciam aliquid prædictorum duorum curare, vel prætendere; promitto illum, remque totam me manifestaturum Societati, vel Præposito ejus.

Insuper promitto, si quando acciderit, ut hac ratione in Præsidem alicujus Ecclesiæ promovear; pro cura, quam de animæ meæ salute, ac recta muneris mihi impositi administratione gerere debeo, me eo loco, ac numero habiturum Præpositum Societatis Generalem, ut nunquam consilium

lium audire detrectem, quod vel ipse per se, vel quivis alius de Societate, quem ad id ipse sibi substituerit, dare mihi dignabitur. Consiliis verò hujusmodi ita me pariturum semper esse promitto, si ea meliora esse, quam quæ mihi in mentem venerint judicabo. Omnia intelligendo juxta Societatis Jesu Constitutiones, & Declarationes. In Sacristia Collegii Cuzcensis nostræ Societatis. Die secunda Februarii, anni millesimi septingentesimi sexagesimi.

Ignatius de Toledo.

E nell' altra metà del foglio di questa terza Professione si legge come segue.

C. OEYRAS. CUNHA.

Ego Ignatius de Toledo Professionem facio, & promitto Omnipotenti Deo coram ejus Virgine Matre, & universa Cœlesti Curia, ac omnibus circumstantibus, & tibi Reverendo Patri Josepho de Bassone Rectori hujus Collegii Cuzcensis, vice Reverendi Patris Nostri Laurentii Ricci Præpositi Generalis Societatis Jesu, & successorum ejus locum Dei tenenti, perpetuam paupertatem, castitatem, & obedientiam, & secundum eam, peculiarem curam circa puerorum eruditionem, juxta formam vivendi in Litteris Apostolicis Societatis Jesu, & in ejus Constitutionibus contentam.

Insuper promitto specialem obedientiam Summo Pontifici circa Missiones, prout in eisdem Litteris Apostolicis, & Constitutionibus continetur. In Templo Dominicæ Transfigurationis hujus Collegii Cuzcensis Societatis Jesu. Die secunda Februarii anni millesimi septingentesimi sexagesimi.

Ignatius de Toledo.

QUAR-

QUARTA PROFESSIONE.

C. Oeyras. Cunha.

Ego Ferdinandus de Castro Professus Societatis Jesu, promitto Deo Omnipotenti coram ejus Virgine Matre, & tota Curia Cælesti, & coram Reverendo Patre Josepho Bassone, Rectore hujus Collegii Cuscensis, Reverendi Patris nostri Laurentii Ricci Præpositi Generalis Societatis Jesu locum tenente, nunquam me acturum quacumque ratione, vel consensurum, ut quæ ordinata sunt circa paupertatem in Constitutionibus Societatis, immutentur; nisi quando ex causa justa rerum exigentium videretur paupertas restringenda magis.

Præterea promitto nunquam me acturum, vel prætensurum, nec indirectè quidem, ut in aliquam Prælationem, vel dignitatem in Societate eligar, vel promovear.

Promitto præterea nunquam me curaturum, prætensurumve extra Societatem Prælationem aliquam, vel dignitatem; nec consensurum in mei electionem, quantum in me fuerit, nisi coactum obedientia ejus, qui mihi præcipere potest sub pœna peccati.

Tum si quem sciam aliquid prædictorum duorum curare, vel prætendere; promitto illum, remque totam me manifestaturum Societati, vel Præposito ejus.

Insuper promitto, si quando acciderit, ut hac ratione in Præsidem alicujus Ecclesiæ promovear; pro cura, quam de animæ meæ salute, ac recta muneris mihi impositi administratione gerere debeo, me eo loco, ac numero habiturum Præpositum Societatis Generalem, ut nunquam Consilium audire detrectem, quod vel ipse per se, vel quivis alius de Societate, quem ad id ipse sibi substituerit, dare mihi dignabitur. Consiliis verò hujusmodi ita me pariturum semper esse promitto, si ea meliora esse, quam quæ mihi in mentem

ve-

venerint, judicabo. Omnia intelligendo juxta Societatis Jesu Constitutiones, & declarationes. In Sacristia Collegii Cuzcensis nostræ Societatis Jesu. Postridie Kalendas Februarii anni millesimi septingentesimi sexagesimi.

Ferdinandus de Castro.

E nell'altra parte del foglio di detta quarta Professione si legge come segue.

C. OEYRAS. CUNHA.

Ego Ferdinandus de Castro Professionem facio, & promitto Omnipotenti Deo coram ejus Virgine Matre, & universa Cœlesti Curia, ac omnibus circumstantibus, & tibi Reverendo Patri Josepho Bassone Rectori hujus Collegii Cuzcensis, Vice Reverendi Patris nostri Laurentii Ricci Præpositi Generalis Societatis Jesu, & successorum ejus locum Dei Tenenti, perpetuam paupertatem, castitatem, & obedientiam, & secundum eam peculiarem curam circa puerorum eruditionem, juxta formulam vivendi in Litteris Apostolicis Societatis Jesu, & in ejus Constitutionibus contentam.

Insuper promitto specialem obedientiam Summo Pontifici circa Missiones prout in eisdem Litteris Apostolicis, & Constitutionibus continetur. In Templo Dominicæ Transfigurationis hujus Collegii Cuzcensis Societatis Jesu. Postridie Kalendas Februarii anni millesimi septingentesimi sexagesimi.

Ferdinandus de Castro.

QUIN-

QUINTA PROFESSIONE.

C. OEYRAS. CUNHA.

» Io Jorge Efpoxex Coadjutor Temporal de la
» Compañia de Jefus prometo a DIOS todo poderofo
» delante de la Santiffima Virgen fu Madre, y de to-
» da la Corte Celeftial, y a vos Padre Rector Anto-
» nio de Vargas, que teneis lugar de DIOS en nom-
» bre del Reverendo Padre Lorenzo Ricci Prepofito
» General de la Compañia de Jefus, y de fus fuccef-
» fores, perpetua probreza, caftidade, y obediencia,
» fegun fe contiene en las Letras Apoftolicas, y Con-
» ftituiciones de la Compañia de Jefus. En la Iglefia
» de nueftro Padre San Ignacio de la Compañia de
» Jefus de Pifco em 2 de Febrero 1760. »

Jorge Efpoxex.

Nè altro di più fi contiene nelle fuddette cinque Profeffioni, le quali fono quì bene, e fedelmente riportate, e fono quelle medefime delle quali fi fa menzione nell' Alvarà de' 30 Aprile proffimo precedente, e nelle Atteftazioni de' due miei fuddetti Segretarj, Miniftri di Stato, e del difpaccio del mio Gabinetto il Conte di Oeyras, e D. Luigi da Cunha: E tutto è ftato inferito in quefto Diploma in compimento di detto Alvarà: E voglio, e comando, che abbia tutto il vigore, fede, credito, e autorità ne' Tribunali, ed in ogni luogo, fenza dubbio, nè oppofizione veruna, non oftanti qualifianfi Leggi, Regolamenti, Alvarà, difpofizioni, e ftili in contrario, anche non paffando per la Cancelleria, fopra di che intendo di difpenfare dagli ordini, e Leggi, che portano il contrario. Ordino medefimamente, che l'originale di quefto Diploma fi conservi infieme coll' ifteffo Alvarà, At-

testati, e Professioni suddette nell' Archivio del mio Consiglio di Stato, e se ne ponga una copia autentica nella Torre *do Tombo*: E comando, che se ne trasmettano i transunti a tutt' i Tribunali, e Diocesi di questi Regni, e suoi Dominj Oltramarini, Capi di Provincie, Comunità, e Camere di tutte le Città, e Terre di detti Regni, e Dominj: Avendo quì per espresse, e ripetute le clausole contenute in fine del suddetto Alvarà, affinchè si proceda secondo quelle senza veruna differenza in virtù di questo Diploma da Me sottoscritto, e sigillato col gran Sigillo delle mie Armi. Dato nel Palazzo della Madonna dell' Ajuto a' 6 Maggio, anno dalla Nascita del Signor nostro Gesù Cristo 1765.

IL RE.

✠

Luogo del Sigillo grande delle Armi Reali.

Conte d' Oeyras.

Diploma, che è piaciuto a V. Maestà ordinare, che si spedisse in virtù dell' Alvarà de' 30 Aprile prossimo precedente inseritovi insieme cogli Attestati de' Segretarj, e Ministri di Stato, e del dispaccio di Gabinetto di V. M. il Conte di Oeyras, e D. Luigi da Cunha, sopra la identità, forma, contesto, e tenore di cinque Professioni del quarto Voto *di altrettanti Regolari della* Compagnia *detta* di Gesù, *che quì sono bene, e fedelmente riportate secondo i loro originali: il tutto nella forma espressa.*

Affinchè V. M. la vegga.

Filippo Giuseppe da Gama la fece.

Registrato nella Segreteria di Stato degli Affari del Regno al Libro de' Diplomi, Alvarà, e Patenti. Madonna dell' Ajuto 5 Maggio 1765.

Gioacchino Giuseppe Borralho.

PRO-

PROVA NUMERO XV.

SUPPLICA DI RICORSO §. 71.

++++++++++++++++++++++++++++++++++++++

DIPLOMA
DEL RE D. DIONISIO
SPEDITO IN OCCASIONE DI UN RICORSO FATTO DA PAIANES MURATORE DIMORANTE IN LISBONA.

Estratto dall' Archivio della Torre do Tombo, *e copiato dal Gesuita* Nuno da Cunha *a fol.* 34 *del Tom. I della sua Collezione.*

DON DIONISIO per grazia di DIO Re di Portogallo, e dell' Algarve, a Voi Alcaidi, e Alvasis di Lisbona salute. Sappiate, che ritrovandosi avanti di Me una Causa di appellazione tra Paianes muratore di questa Città, e sua moglie per una parte; ed i Porzionisti di S. Croce di detta Città dall' altra, a motivo del possesso di una vigna; e stando le scritture dinanzi a Me per disbrigare il giudizio, il suddetto Payanes con sua moglie mi rappresentarono, che i Vicarj di questa Città, e gli Uditori del di lei Vescovo gli obbligano col far rispondere a' Porzionisti innanzi di loro, minacciando a questi Sentenza di Scomunica: Lo che non intendo, che segua, se così è: Laonde vi comando con questo Ordine, che diciate subito da mia parte a' detti Uditori, e Vicari, che non astringano questa gente a rispondere dinanzi loro, nè pronuncino contro i medesimi Sentenza di Scomunica: E se non volessero ritirarla, o se la fulminassero sopra di quelli per detta causa, vi ordino di non evitare come scomunicati nè essi, nè

coloro, che co' medesimi trattassero, e di non permettere, che per questo motivo siano evitati da nessun altro, e non abbiate da esigerne la pena di scomunicati; e non farete altrimenti, se non dovrete pagarmi cinquanta soldi: E il detto Payanes tenga presso di se questo mio Ordine. Dato in Lisbona a' 21 di Ottobre.

Il Re l'ordinò per *Alfonso Esteves* Uditore in luogo di Sopragiudice.

Gil Peres lo fece nell'anno 1356.

Alfonso Esteves lo riscontrò.

Io *Martino Martins* ho scritto il presente Decreto d'ordine di *Giovanni Annas* Sopragiudice a' 6 di Luglio in Lisbona Era del 1359.

PRO-

PROVA NUMERO XVI.

SUPPLICA DI RICORSO §. 180.

++

TRANSUNTI DI VARIE LEGGJ DI CASTIGLIA RISGUARDANTI LA ESECUZIONE DELLE BOLLE, BREVI, E RESCRITTI DI ROMA.

Copiati dal Lib. I, Tit. III della *RECOPILACION.*

Che i Stranieri non possano avere Pensioni sopra i Beneficj di questi Regni, e che da' Nazionali non si debba loro ciò consentire, sotto le pene in questa Legge contenute.

L'Imperator D. Carlo I, e D. Giovanna in Madrid l'anno 1539 a 20 Novembre

PRAGMATICA.

LEGGE XVIII.

ORdiniamo, e dichiariamo, che i Forastieri, i quali per antica Costumanza, e per Concessioni de' Sommi Pontefici, e per le Leggi de' nostri Regni non possono avervi Prelature, Dignità, Presidenze, Canonicati, nè altri Beneficj Ecclesiastici: non possano similmente avere Pensioni sopra detti Beneficj Ecclesiastici in questi nostri Regni, nè in veruno di essi, sotto pena a' Nazionali de' nostri Regni, che dassero il loro consenso in porre tali pensioni, o pensione sopra le loro Dignità, Canonicati, Prebende, o Beneficj a fa-

favore di Stranieri, o che essendo imposte da essi, o da altri le pagassero, o redimessero, o dassero rendimenti, o altri interessi, o qualunque emolumento per ragione di aver i detti Beneficj da' suddetti Forastieri: per questo medesimo fatto debbano essere reputati per Stranieri, e snaturalizati da' nostri Regni, e debbano perdere tutte le temporalità, e nazionalità, che vi godono, ed i frutti di tali Beneficj Ecclesiastici; E quelli che consentiranno, che siano imposte pensioni a favore di Forastieri, siano queste sequestrate, e non siano sovvenuti con detti Beneficj, nè con dette pensioni, o pensione, ma siano queste loro applicate per le spese della guerra, che abbiamo di continuo contro i Mori, e contro i nemici della nosta Santa Fede Cattolica.

LEGGE XXI.

Che si osservi il costume, che vi è ne' Vescovati di Burgos, Palencia, e Calahorra rispetto a' Beneficj patrimoniali, ed al modo, che si deve tenere nel caso, che da qualcuno vengano impetrati per impedire le tali provviste.

Gl'Istessi in Toledo nel 1525 Pragmatica. Ed in Valladolid nel 1523 Supplica 52. Ed in Madrid nel 1528 Supplica 110.

ORdiniamo, che le Bolle, e Privilegj Apostolici, che ad istanza nostra, e de' Re nostri Progenitori sono state concesse da' passati Sommi Pontefici, ne' quali confermarono, ed approvarono il costume antichissimo, e l'ordine tenuto, ed osservato ne' Vescovati di Burgos, Palencia, e Calahorra circa le provviste de' Beneficj da farsi a' Figlj patrimoniali, siano osservati, e ad-

e adempiti in tutto, e per tutto secondo è in essi contenuto; e se contro di essi, e contro il quì espresso venissero, o s' impetrassero alcune Bolle, o Lettere Apostoliche, ordiniamo, che si ricorra al nostro Santissimo Padre, e che siano rimesse alla presenza del nostro Consiglio, affinchè considerato, ed esaminato se siano di tal natura, che si debba loro prestare obbedienza, si obbediscano, e si adempiscano, ed in caso contrario si ricorra intorno a loro alla Santità Sua: e si proibisce assolutamente, che da ora innanzi chiunque, sia persona Ecclesiastica, o Secolare di qualunque ordine, preminenza, grado, dignità, o condizione, non abbia ardire da se, o per interposta persona per via diretta, o indiretta d'impetrare veruno de' detti Beneficj patrimoniali, che vacassero in dette Chiese de' suddetti Vescovati di Burgos, Palencia, e Calahorra in pregiudizio degl' Individui, a' quali spetta il patrimonio di dette Chiese, che secondo la detta antica Costumanza, e per la loro dottrina, qualità, e nazionalità sono stati, e sogliono essere provvisti di detti Beneficj patrimoniali, non ostante che vachino per morte, per rassegna, accesso, o regresso, coadjutorìa, o in qualunque altra maniera: nè che in virtù di tali provvisioni essi, o altri in vece loro ardiscano d' intimarle, nè di farne uso, ne prendano, ne mettano in possesso di detti Beneficj patrimoniali, nè di alcuno di essi; nè ardiscano di citare, o molestare sopra di ciò ne' nostri Regni, o fuori di essi i tali Individui patrimoniali di dette Chiese, che in conformità di detta antica Costumanza sono stati, o saranno provvisti di tali Beneficj patrimoniali fino a tanto, che, come si è detto, le tali Bolle, o Lettere Apostoliche non siano esaminate dal nostro Consiglio, e si dia loro licenza di farne uso, sotto pena alle persone, o persona, che contro il contenuto in dette

Bol-

Bolle, e Privilegj Apostolici, o contro ciò, che si contiene nella presente Legge, faranno, o eseguiranno in qualunque modo, essendo Laici, per questo stesso misfatto debbano perdere, e perdano tutti i loro beni, che fin d'adesso vengono da Noi applicati alla nostra Camera, e Fisco; e similmente debbano perdere, e s'intenda perduto da loro qualunque Officio pubblico, o Regio, o altre grazie da Noi ricevute di modo, che, di tali officj, e grazie, come ricadute, e tolte loro, possiamo disporne, e conferirle a chi più a Noi piacerà beneficare, e le loro persone rimangano dipendenti dalla volontà nostra, e se saranno Ecclesiastici, per lo stesso motivo s'intenda, che abbiano perduto, e perdano la nazionalità, e le temporalità, che avessero ne' nostri Regni, e siano riputati per Stranieri, ed alieni, e come tali siano loro sequestrati i frutti, ed ogni altro Beneficio, che avessero ne' nostri Regni; Ed ordiniamo a' nostri Proccuratori Fiscali, e ad ognuno di essi, che constando loro, che da qualcuno, o da alcuni siasi contravenuto a quanto di sopra è stato prescritto, debbano riconvenirli, e far loro pagare le dette pene, e proseguano le cause contro di essi innanzi di chi spetta, e nella forma che si deve fino a tanto, che siano definite, e terminate: E ordiniamo a' nostri Tribunali, ed a ciascheduno di essi ne' rispettivi luoghi, e giurisdizioni, che osservino, adempiscano, e diano esecuzione, e facciano adempire, ed eseguire quanto qui si contiene, e che non facciano, nè spediscano, nè consentano, che si faccia, nè si eseguisca in tempo, nè in modo alcuno il contrario; e che diano esecuzione, e facciano eseguire le dette pene contro le persone, e beni di coloro, che facessero, o operassero contro il qui contenuto, come si è detto di sopra.

LEG-

LEGGE XXV.

Che i Forastieri non possano avere Beneficj in questi Regni; nè Pensioni, nè i Nazionali per diritto de' medesimi Forastieri nel caso, che, contro ciò, che quì si prescrive, e contro le concessioni ottenute da questi Regni con Bolle Apostoliche, vi giungessero altre Bolle derogatorie del Real Padronato, o contrarie a' Legati, e Beneficj patrimoniali, o contro le provvidenze date a favore de' Canonicati Maestrali, e Dottorali; e quali diligenze dovranno farsi, ed in quali pene dovranno incorrere coloro, che faranno il contrario.

L' IMPERATORE D. CARLO,
E LA REGINA D. GIOVANNA
In Madrid anno 1523.

PRAGMATICA.

DA' Proccuratori delle Città, Ville, e Terre di questi nostri Regni, e per parte de' Grandi, de' Cavalieri, e Nobiltà, e di tutti i Stati adunati in queste Corti, che si sono tenute nella Villa di Madrid, sono state a Noi fatte molte querele sopra gli aggravj, che alla giornata ricevono in questi nostri Regni dalle Provvisioni, e Rescritti, che si spediscono nella Corte di Roma, e co' quali si viene a derogare alle loro preminenze, ed al costume immemorabile, supplicandoci di darvi l'opportuno rimedio: E siccome è nostra intenzione, e volontà, come sempre lo è stata, e sarà, che i Mandati di S. Santità, della Sede Apostolica, e de' suoi Ministri siano obbediti, e adempiti con tutta la riverenza, e dovuta rassegnazione secondo è stato da Noi ordinato, e colla presente ordiniamo, ed incari-

richiamo gli Arcivescovi, e Vescovi, e tutti i Capitoli, Abati, Priori, ed Arcipreti di questi nostri Regni, ed i loro Giudici, ed Officiali di così eseguire; e che tutte le Lettere Apostoliche, che verranno da Roma, in ciò, che saranno giuste, e ragionevoli, e che si potranno con ragione tollerare, siano obbedite, e le facciano obbedire, ed eseguire in tutto, e per tutto senza frapporvi impedimento, o eccezione alcuna; mentre Noi ci terremo per mal serviti facendosi da loro il contrario, ordinando, che contro questi disobbedienti si proceda con tutto il rigore; E siccome è giusto, che sia provveduto nelle cose suddette, egli è similmente giusto, che si provveda a ciò, che per parte di detti nostri Regni è stato a Noi rappresentato, avendovi essi ragione, e giustizia, cioè, che si osservi, ed eseguisca tutto ciò, che è stato concesso da' passati Pontefici a Noi, a' Re nostri Predecessori di gloriosa memoria, ed a' detti nostri Regni, ed a quanto si pratica, e si è praticato per Costume immemorabile, e dalle Leggi, e Pragmatiche di questi Regni vien disposto sopra di ciò; tanto affinchè non sia derogato alla preminenza del nostro Real Padronato, nè al diritto di Padronato de' Laici, nè a quanto è stato concesso, ed acquistato, affinchè nessun Forastiere possa avere in questi Regni Beneficj, o Pensioni, nè gli stessi Nazionali per diritto procedente da' detti Stranieri in ciò che spetta a' Canonicati Dottorali, e Maestrali delle Chiese Cattedrali di questi Regni; e da' Beneficj patrimoniali in que' Vescovati ove si trovano; mentre qualunque cosa venisse provveduta da S. Santità, e da' suoi Ministri, che derogasse alle suddette, o a qualcuna di esse, produrrebbe inconvenienti notabili, e molto grandi, da' quali potrebbero nascere scandali, e cose contro il servizio di DIO nostro Signore, e pregiudizio Nostro,

e de'

e de' nostri Regni, e Nazionali: Quindi è, che ordiniamo a' detti Prelati, Decani, e Capitoli, Abati, Priori, ed Arcipreti, a' loro Visitatori, Provvisori, e Vicarj, ed a qualunque altro Officiale, o persona Laica, che qualora venissero da Roma Lettere, o Provviste, che derogassero a' suddetti casi, o a qualcuno di essi, o che minacciassero Interdetto, o Cessazioni *a Divinis* se non si eseguissero le tali Provviste, che debbano sospenderne l' adempimento, e non si debba loro dare esecuzione, nè permettere, nè dar luogo, che siano adempite, ed eseguite, ma debbano trasmetterle a Noi, o a' Ministri del nostro Consiglio affinchè si veda, e vi si provveda con quegli ordini, che conviene, e che si debbono dare in tal caso; e che non si debba fare il contrario a quanto quì viene prescritto sotto pena di perdere la nostra grazia, e di cadere, ed incorrere per un tal fatto, que' che saranno Prelati, e Persone Ecclesiastiche (senza che sia necessaria altra dichiarazione di sorte alcuna, ma in virtù di quanto viene quì ordinato,) nella perdita di tutte le temporalità, e del diritto di nazionalità, che avessero in questi nostri Regni, e saranno dichiarati come Stranieri. onde non possano godere in essi Beneficj, nè Dignità, nè altra cosa, di cui i Nazionali possono, e devono godere secondo le Leggi, e Prammatiche de' nostri Regni, da'quali saranno da Noi cacciati via; Ed a' Secolari, che in qualunque modo saranno ritrovati colpevoli in questo punto, o che si fossero adoperati in presentare le tali Lettere, o Provviste Apostoliche, o che avessero cooperato in farle eseguire, o che avessero proccurato, o prestato loro in qualunque modo ajuto, e favore, essendo Notari, o Proccuratori incorreranno nella pena di morte, e perdita de' loro beni, e gli altri Secolari perderanno tutti i loro beni, che fin d'

adef-

adesso vengono da Noi applicati alla nostra Camera, ed al Fisco, restando inoltre a Nostro arbitrio di castigare la persona nella maniera, che più a Noi piacerà: E comandiamo a' Membri del nostro Consiglio, al Presidente, agli Uditori de' nostri Tribunali, a' Ministri della nostra Casa, e Corte, alle Cancellerie, ed a tutti i Presidi, Assistenti, Governatori, Ministri, Esecutori, Giudici, ed a qualunque altro Tribunale di tutte le Città, Ville, e Terre de' nostri Regni, e Dominj, ed a ciascheduno, e qualsiasi di essi nelle sue Terre, e Giurisdizioni, che debbano osservare, adempire, ed eseguire tutto quanto viene quì ordinato, e che non facciano, nè eseguiscano, nè consentano, che si faccia, o si eseguisca in tempo, o in modo alcuno il contrario.

FINE.